
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 JUIN 1921.

BUDGET GÉNÉRAL DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR L'EXERCICE 1921 (1).

Tableau XII : Défense Nationale.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DU BUDGET (2), PAR M. BUYL.

EXPOSÉ FINANCIER.

CHAPITRE PREMIER.

LA DÉFENSE NATIONALE ET LE BUDGET GÉNÉRAL.

§ 1. — *Considérations générales.*

MESSIEURS,

Le projet de budget général déposé par le Gouvernement pour l'exer-

(1) Budget n° 101.

Amendement, n° 310.

Rapport général n° 261.

(2) Composition de la *Commission du Budget* :

a) Les membres de la *Commission permanente des Finances, des Budgets et des Économies* : MM. Mechelynck, président, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum et Wauwermans.

b) *Six membres nommés par les Sections* : MM. du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke et de Bue.

cice 1921, prévoit, en ce qui concerne la Défense Nationale, l'allocation des crédits suivants :

	Budget n° 101.	Diminutions.	Augmentations.
Tableau XII.			
(Dépenses ordinaires). . . .	558,666,265		
Amendement (n° 310).		38,278,000	
Tableau XVII.			
(Dépenses extraordinaires) .	353,829,040		
Amendement (n° 320).		619,903	
Tableau XVIII.			
(Dépenses recouvrables) . .	248,974,480		
Amendement (n° 319).			42,977,002
Totaux. . . fr.	1,161,442,785	38,997,903	42,977,002
		soit en plus : 3,999,099	

En résumé, un total de *fr. 1,165,441,884*, dont *fr. 520,388,265* pour l'ordinaire, *fr. 353,209,137* pour l'extraordinaire et *fr. 291,951,482* comme dépenses recouvrables.

Le total des dépenses prévues pour l'ensemble des Départements, s'élève à *fr. 9,689,742,507.35* (Budget n° 101.).

	Augmentations.	Diminutions.
Amendements (n° 295).	1,839,029 »	
— (n° 304).	2,000 »	
— (n° 309).		43,660,688.93
— (n° 410).		38,278,000 »
— (n° 318).	36,799,650 »	
— (n° 319).	46,473,602 »	
— (n° 329).	18,036,119.77	
— (n° 320).	145,244,637.11	
Totaux . . fr.	248,395,037.88	81,958,688.93
Soit au total :	Fr. 9,856,198,656.30	

L'ensemble des services gérés par le Département de la Défense Nationale absorbe 11,8 p. c. de cette somme.

L'excédent d'environ 4 milliards et demi, prévu pour 1921, de nos dépenses sur nos recettes résume notre situation financière. Le pays vit, actuellement, en grevant son avoir d'hypothèques.

La connaissance du déséquilibre financier de la Belgique et notre ferme volonté de porter, à tout prix, remède à cette situation, se traduisent en nous par la résolution d'imposer, dans tous les domaines, des économies et d'énergiques restrictions des dépenses.

De 1914 à 1918, pour toutes les nations atteintes par l'agression germanique, l'idée dominante, celle devant laquelle durent plier toutes les autres considérations, celle dont la réalisation coûta tant de sang, de larmes, de souffrances et de ruines, fut de vaincre l'agresseur, de le rejeter dans ses frontières et de briser ses armes pour rendre impuissant son désir de domination.

Les Puissances centrales puisèrent leur force principale dans la supériorité de leur préparation à la guerre, étudiée et réalisée scientifiquement et minutieusement, tant dans les domaines économiques et industriels qu'au point de vue militaire proprement dit. Il en résulta que, d'abord pour résister, puis pour vaincre, les Alliés ne purent négliger aucun avantage, aucun moyen légitime, quelque coûteux que fût leur emploi, soit qu'il leur permit d'espérer atteindre plus rapidement la solution voulue, soit qu'il leur fît réaliser, pour l'obtention du succès, une économie de vies humaines.

Pendant les années héroïques, la Nation n'hésita jamais à sacrifier sa fortune à sa liberté.

Cette première phase d'exaltation sublime est close. Nos peuples ont forcé la victoire et imposé à l'ennemi le principe des réparations et celui du désarmement.

Mais nous ne pourrions dire que la paix sera rétablie, et que la Belgique sera entrée dans la dernière phase de la lutte, que lorsque les réparations auront été réellement obtenues et que le désarmement sera chose faite.

Alors, le problème qu'il nous restera à résoudre sera relativement simple : alléger, par tous les moyens, les charges qui résulteront de notre dette.

Actuellement, nous sommes dans une période intermédiaire. La guerre est gagnée, mais la victoire n'est pas encore consolidée. Notre tâche n'en est que plus grande, la situation n'en est que plus angoissante, car nous devons satisfaire à des exigences contradictoires mais également impérieuses.

Pour que la Belgique puisse reprendre son rang parmi les Nations prospères, pacifiques et laborieuses, nous devons :

1° Reconstruire les régions dévastées et aider nos vétérans à se refaire une situation digne de leurs mérites et de notre reconnaissance. Pour remplir ce premier devoir, nous aurons à faire des dépenses considérables ;

2° Rétablir l'équilibre dans notre situation financière, pour arriver progressivement à vivre de nos revenus. Cette exigence commande une limitation absolue des dépenses ;

3° Ne pas perdre les fruits de la victoire : c'est-à-dire obtenir réparations et sécurité par le désarmement.

Les deux premières conditions sont formelles, mais le pays ne pourrait pas non plus se relever sans satisfaire à la troisième. S'il ne le faisait pas, il se trouverait dans l'impossibilité de reconstruire les régions dévastées, de payer sa dette de gratitude aux combattants, et de ramener l'équilibre dans ses finances. L'Allemagne, qui n'a pas de régions dévastées, aurait gagné la guerre après l'armistice. Dès lors, plus riche que nous, l'Europe centrale, en mal de revanche et de conquêtes, et en possession d'armes, devant une Entente peut-être désunie, nous forcerait de la suivre dans une nouvelle et folle course aux armements, car, de toutes les Nations occidentales, la Belgique restera toujours la plus exposée à ses coups ! Nos ressources, qui ne suffiraient déjà pas à assurer le service de notre dette, à réparer les ruines causées par les Allemands et à rendre possible en même temps le fonctionnement de nos services publics, ne nous permettraient pas de faire face à cette nouvelle charge et nous aboutirions fatalement à la banqueroute.

Or, il est un fait dont même les aveugles de naissance ou de persuasion ont pu se convaincre : c'est que la Belgique ne conservera les maigres fruits de sa victoire que si elle reste prête à les défendre !

Notre droit aux réparations n'a pas, depuis deux ans, cessé d'être chicané.

Si, à tant de conférences stériles ou presque stériles, à tant d'accords signés sans plus, à tant d'échéances protestées, succède enfin un premier paiement c'est parce que l'Allemagne a été convaincue de ce que, las d'attendre et fatigués d'être bernés, les soldats de Belgique et de France campant sur les deux rives du Rhin, allaient la prendre à la gorge !

Inaccessible à tous les raisonnements, niant sa responsabilité et aveugle à sa défaite, l'Allemagne n'a compris qu'elle devait respecter sa signature que lorsqu'elle nous a vus en possession des moyens de lui imposer justice et décidés à nous en servir.

Le Traité de Versailles nous donne le moyen d'alléger nos charges militaires.

L'Allemagne a promis de désarmer : elle ne le fera que malgré elle. Nous voulons désarmer, mais nous ne le ferons qu'après l'Allemagne. Si nous restons capables de la contraindre à respecter sa signature, nous pourrons, tout en restant assez forts pour l'obliger à s'acquitter de sa dette, diminuer l'importance de notre armée.

Qu'elle reste bien convaincue que nous voulons :

- 1° être dédommagés;
- 2° la désarmer, pour pouvoir désarmer partiellement nous-mêmes, tout en continuant à être indemnisées par elle.

Telle doit être notre ligne de conduite pendant les années que mettra le Traité de paix à se réaliser.

Ainsi s'impose pour nous, Législateurs, la nécessité de chercher à réaliser entre les conditions contradictoires du relèvement de la Belgique, le plus sage équilibre. Ainsi s'avère pour notre Patrie, la nécessité de maintenir son outil militaire en bon état. Nous n'hésiterons pas à lui accorder

toutes les ressources nécessaires en hommes et en matériel. Mais ainsi s'impose également l'obligation de rechercher tous les moyens de comprimer les dépenses sans affaiblir l'armée.

Il n'y a pas que la Législature et le Gouvernement qui doivent s'inspirer, au lendemain de cette guerre ruineuse, des principes de la plus stricte économie.

Il faut qu'à tous les échelons de la hiérarchie, tant dans les autres Départements d'ailleurs qu'à la Défense Nationale, tous ceux qui disposent, ne fût-ce que d'une parcelle des crédits, soient instruits de l'état exact de notre situation financière et du péril qui nous menace.

Même lorsque les crédits auront été accordés par la Législature, tous auront pour devoir de continuer à rechercher les économies, à les encourager. Abandonnée doit être l'habitude suivant laquelle un Service fait parfois des dépenses plus par désir d'épuiser totalement son budget que par nécessité de perfectionner son organisation.

Toute dépense non largement productive doit être considérée comme une trahison, tout gaspillage doit être réprimé désormais avec la plus extrême rigueur.

La règle doit être : Un maximum de rendement moyennant un minimum de dépenses.

§ II. — Combien coûte réellement l'armée ?

A première vue, il semble que pour répondre à cette question, il suffise de faire la somme des dépenses ordinaires, extraordinaires et recouvrables prévues pour le Ministère de la Défense Nationale et de conclure : *un milliard, 165 millions, 441,884 francs*. C'est d'ailleurs ainsi que nous voyons conclure chaque jour par ceux qui, pour les besoins de leur cause, font dire aux chiffres ce qu'ils ne signifient pas.

Pour montrer combien ce raisonnement simpliste est erroné et pour pouvoir veiller en même temps à l'application de notre formule : « Un maximum de rendement moyennant un minimum de dépenses », il importe que nous recherchions dans l'ensemble des crédits demandés par le Département de la Défense Nationale, ceux qui sont destinés réellement à l'entretien de l'armée.

Or, nous ne pourrions nous rendre compte de l'importance relative des sacrifices financiers qu'exige notre armée qu'en évaluant approximativement quelle serait la part de la Défense Nationale dans le Budget général si, tous les principes qui régissent actuellement notre organisation militaire étant maintenus :

1° nous n'avons pas à faire face aux charges résultant : a) de la guerre, b) de la nécessité d'instruire annuellement une deuxième classe de milice ;

2° si l'on tenait compte de la part revenant à l'armée dans les recettes du Budget des voies et moyens.

Évidemment, le *Budget ordinaire* de la Défense Nationale sert presque tout entier à assurer les besoins de l'armée. Il n'y a guère que les articles 17, 18 et 37 qui puissent être considérés comme historiques, mais leur importance est minime et nous n'en tiendrons pas compte.

La situation se présente tout différemment en ce qui concerne le *Budget extraordinaire*.

A l'effet de nous renseigner, nous avons posé à M. le Ministre de la Défense Nationale la question suivante :

Quels sont les articles du Tableau XVII, Ministère de la D. N., relatifs à des dépenses résultant de la guerre et indépendantes même de l'existence de l'armée ?

RÉPONSE.

« Art. 82. — Partiellement, pour travaux de conservation des bâtiments affectés aux Écoles de Pupilles.

» Art. 131.

» Art. 144. — Remise en état du matériel des pontonniers.

» Art. 149, 150 et 151. — Dépenses de caractère temporaires mais nécessaires, tout au moins partiellement, pour une liquidation éventuelle de l'armée.

» Art. 152, 153 et 154. — Remise en état de l'armement et de l'outillage.

» Art. 155, 157, 158, 159, 160, 161, 162. »

Comme d'aucuns pourraient alléguer qu'une remise en état du matériel prévue à l'article 144 serait inutile en cas de suppression de l'armée, nous ne retiendrons pas les articles 82, 144, 152, 153, 154 et 155.

Les autres articles renseignés dans la réponse de M. le Ministre et auxquels on peut joindre l'article 157^{bis} créé par amendement, se chiffrent par un total de 198,275,853 francs.

La partie du budget extraordinaire qui réellement devrait être mise à charge de l'armée n'est donc plus que de 353,209,137 francs, moins 198,273,853 francs soit de 157,935,284 francs.

Nous avons demandé aussi quels étaient les articles de ce budget relatifs à des dépenses résultant de la guerre, dépendantes de l'existence de l'armée, mais indépendantes de son organisation actuelle.

RÉPONSE :

Articles 89, 100, 102 (partiel), 132, 134, 136, 137, 139, » dont le montant total ajouté à celui des articles 144, 152, 153, 154 et 155 donne une somme de 54,038,554 francs, qui figurerait au budget si réduit que soit notre état militaire. »

Il y a à retrancher du budget extraordinaire de la Défense Nationale 198,273,853 + 54,038,554 = 249,312,853 francs.

Il reste donc au maximum :

$$\begin{array}{r} 353,209,137 \text{ francs.} \\ - 249,312,853 \quad - \\ \hline 103,896,284 \text{ francs,} \end{array}$$

qui résultent directement de l'entretien de l'armée sous son organisation actuelle, soit environ 30 p. c.

Nous avons encore demandé quels sont les articles du tableau XVII dont le montant est influencé par appel sous les armes, en 1921, de deux classes de milice.

De la réponse donnée, il résulte que l'établissement du budget de la Défense Nationale est basé principalement sur l'effectif moyen que l'armée accuse au cours de l'année. L'incorporation annuelle d'une seconde classe de milice, a évidemment pour conséquence une augmentation de l'effectif présent, d'où répercussion sur la plupart des articles du tableau XII, notamment sur ceux qui ont trait à la solde (art. 10), aux hôpitaux (art. 11), à l'armement, charroi et harnachement (art. 19), à l'approvisionnement de toute nature et frais généraux d'établissements d'artillerie et parcs (art. 20), aux bâtiments militaires (art. 21 et 22), à la nourriture des troupes, aux fourrages, etc. (art. 25), au couchage (art. 26), à l'habillement (art. 27), aux transports, combustibles et essences (art. 28), à la remonte (art. 29).

En l'absence de données concrètes relatives à l'organisation de l'armée, lorsque l'incorporation annuelle sera redevue normale, il n'est pas possible de dire exactement dans quelle mesure ces articles sont influencés, du chef de la double incorporation annuelle, mais, pour certains de ces articles, l'augmentation qui en résulte doit être considérable.

Au tableau des *dépenses recouvrables*, les mêmes questions devaient être envisagées. C'est pour les résoudre que nous avons demandé à M. le Ministre :

QUESTION.

Quels sont les articles du budget relatifs à des dépenses résultant de l'occupation des territoires rhénans ?

RÉPONSE :

« Les frais d'entretien de l'armée d'occupation évalués à 90,000,000 de francs (nonante millions) (voir art. 73 du Budget des voies et moyens) apparaissent à concurrence de 13,147,080 francs au tableau XVIII où ils sont l'objet des articles 44, 49 et 52. Le surplus est confondu dans les crédits demandés par ailleurs, pour traitements et soldes, nourriture, matériel, etc.

» Mon Département examine la possibilité d'établir, pour l'exercice 1922, un budget spécial pour l'armée d'occupation. »

QUESTION.

Hormis les articles du Budget visés par la question ci-dessus, y a-t-il des articles de ce Budget dont le montant est influencé par l'organisation actuelle de l'armée, et dans quelle mesure ?

RÉPONSE :

« Aucun. »

Il est encore un point sur lequel il importe d'attirer l'attention : l'armée exige des dépenses extraordinaires, mais elle fournit aussi au Trésor des ressources extraordinaires. Certes, l'importance de celles-ci n'est pas à comparer à celles-là ; mais il y a là un facteur dont il y a lieu de tenir compte, lorsqu'on cherche à apprécier l'armée au point de vue de son coût

afin de voir si la dépense que représente son entretien est en rapport avec la sécurité qu'elle procure.

C'est ainsi qu'au budget des voies et moyens, titre III, tableaux XIX, deuxième section, recettes exceptionnelles, chapitre V, nous trouvons comme ressources de l'État :

Art. 71. — Produit du butin de guerre	Fr.	20,000,000
Art. 72. — Produit de la vente du matériel et des stocks de l'armée		500,000
Art. 78. — Prix de vente de terrains disponibles par suite du démantèlement de places fortes :		50,000
Total	Fr.	<u>20,550,000</u>

En conclusion, l'armée proprement dite que la Belgique entretient actuellement sur son territoire national, lui coûtera approximativement, en 1921 :

Budget ordinaire	fr.	520,588,265
Budget extraordinaire (voir page 6).		<u>157,935,284</u>
Total.	fr.	678,523,549

A retrancher : Armée d'occupation.		76,852,920
Recettes		<u>20,550,000</u>
		97,402,920

soit une dépense de 580.920,629 francs, ce qui représente moins de 6 p. c. du montant du budget général.

Le surplus des sommes demandées par le Ministre de la Défense Nationale,
1,165,441,884
— 580,920,629

584,521,255 francs, soit plus de 50 p. c. du total des crédits, sert à couvrir des dépenses qui, ainsi qu'il ressort, d'ailleurs, de leur libellé, existeraient encore même si la Belgique désarmait au point de supprimer entièrement l'armée qu'elle entretient sur son territoire.

* * *

Comparons les chiffres établis ci-dessus aux crédits inscrits au budget de 1914 :

Ordinaire.	fr.	90,000,000
Extraordinaire		<u>55,000,000</u>
Total	fr.	145,000,000

Mais comparons, d'autre part, les effectifs :

	En 1914	En 1921	Différence en plus
Officiers	4,011	5,548	1,537
Troupe	59,554	114,725	55,171
Chevaux, cavalerie, artillerie, transport.	12,129	25,150	13,021

Les effectifs actuels (sauf ceux d'officiers) sont donc à peu près doubles de ce qu'ils étaient en 1914.

Sur la base de 1914, le budget de 1921 serait donc de $143,000,000 \times 2 = 290,000,000$ de francs.

Mais les prix de 1914 ne sont plus ceux de 1921 : en considérant qu'ils ne sont que triplés, on arrive à $290,000,000 \times 3 = 870,000,000$ de francs.

Or, le budget de 1921 (après en avoir dégagé tout ce qui ne lui incomberait pas en temps normal) est sensiblement inférieur à ce chiffre.

L'armée de 1921, bien qu'elle dispose d'effectifs deux fois plus nombreux et qu'elle soit bien mieux outillée que l'armée de 1914, coûte donc relativement moins cher que cette dernière.

Notre but, Messieurs, n'est pas de prouver que nos charges militaires ne sont guère importantes. Il est tout autre.

L'ensemble des dépenses prévues par le Ministère de la Défense Nationale étant considérable, nous avons cherché, d'abord, à classer ces dépenses, à les grouper en dépenses résultant de la guerre, en dépenses provenant de la situation transitoire que nous traversons et, enfin, en dépenses ordinaires et extraordinaires qui existeraient encore en temps normal.

Le Budget de la Défense Nationale est l'assurance contre l'incendie de notre maison commune : notre Patrie !

Avant la guerre, nous avions assuré notre bien beaucoup en-dessous de sa valeur. L'incendie a ravagé notre demeure et nous la reconstruisons actuellement, en grande partie à nos frais. Devenus plus prévoyants et plus sages, nous avons décidé en principe, d'assurer désormais notre propriété à sa vraie valeur, sachant bien que la police en sera par conséquent augmentée. Mais il ne serait pas logique que nous appelions « frais d'assurances », le total de ce que nous payons pour notre police et de ce que nous coûte actuellement la réfection des dégâts du sinistre.

Tout ce qui précède démontre aussi qu'une modification de notre organisation militaire, faite avec l'espoir de réduire sensiblement nos charges budgétaires, serait une chimère.

Non seulement la réduction des dépenses qui en résulterait serait faible, mais notre capacité défensive aurait beaucoup de chances d'être considérablement réduite, si pas brisée.

La situation politique internationale et la position géographique et économique de la Belgique sont telles que nous devons posséder actuellement la force nécessaire pour faire respecter nos droits.

L'économie doit être recherchée dans la compression des dépenses, dans leur limitation à chaque article au strict indispensable.

Les chefs de service et leurs subordonnés autorisés à faire des dépenses doivent avoir le souci constant de ménager les finances de l'État.

Jusqu'à l'armistice : « vaincre » était une raison qui primait toutes les autres. Aujourd'hui, rien ne pourra excuser l'autorité responsable de ne pas avoir réalisé une économie possible. Encore, faut-il que l'économie soit encouragée.

Au budget extraordinaire pour 1920, figurait à l'article 207 un crédit de 8 millions de francs pour l'édification de dépôts de munitions dans la forêt d'Houthulst. Une première adjudication des travaux fut faite au début de 1920. Les prix de la main-d'œuvre et des matériaux ayant sensiblement diminué, M. le Ministre de la Défense Nationale jugea sage de surseoir au commencement des travaux et de procéder à une nouvelle adjudication.

Il eut une inspiration heureuse, puisqu'il parvint à réaliser ainsi une économie de 1 million de francs sur le premier prix. Mais le temps avait passé et les travaux ne pourront se terminer avant la clôture budgétaire de l'exercice 1920. Afin de pouvoir achever ces travaux, M. le Ministre de la Défense Nationale demande d'inscrire à nouveau au budget un crédit de 2,600,000 francs qui n'a pas été engagé en 1920 par souci de ménager les deniers de l'État en réduisant les dépenses.

Contester ce crédit serait méconnaître le louable esprit d'économie qui s'est manifesté en cette circonstance.

CHAPITRE II.

EXAMEN GÉNÉRAL DES CRÉDITS DEMANDÉS PAR LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

§ 1. — N° 1. — Comparaison avec les crédits demandés pour 1920.

NATURE des crédits.	1920	1921	DIFFÉRENCES :	
			en plus.	en moins.
Dépenses ordinaires. . . .	606,283,495	519,588,265		86,695,230
— exceptionnelles . . .	2,137,000	800,000		1,337,000
— extraordinaires . . .	510,365,510	353,209,137	134,768,109	
— recouvrables . . .		201,924,482		
	1,118,786,005	1,165,452,884	134,768,109	88,032,230
			en plus : 46,735,879	

Comme on le constate par l'examen du tableau ci-dessus, les dépenses prévues pour 1921 par le Ministère de la Défense Nationale sont en augmentation notable sur les crédits alloués pour 1920 bien qu'aux dépenses ordinaires, la diminution soit considérable.

Recherchons, en examinant plus en détail les dépenses extraordinaires et recouvrables, d'où provient surtout l'accroissement :

Rubriques.	1920.	1921.	Augmentation.	Diminution.
Transports	14.705.000	E. } 29.694.444 R. } 10.450.000	25.459.444	
Administration centrale . .	5.500.000	E. 5.609.925	109.925	
Outillage, armement, charroi, harnachement de l'armée .	39.467.700	E. 29.954.180		9.533.520
Bâtiments militaires et ser- vices techniques du Génie (personnel, etc.)	20.459.410	E. } 15.135.000 R. } 10.808.902	3.484.492	
Pharmacie centrale. . . .		E. 1.325.000	1.325.000	
Pensions, secours, subsides .	299.352.200	E. } 5.000.000 R. } 247.253.500		52.093.700
Services des bâtiments mili- taires, constructions, ac- quisitions	79.952.000	E. 79.590.300		341.700
Commissions de récupération.	14.700.000	E. 14.000.000		700.000
Sépultures militaires . . .	6.450.000	E. 6.200.000		250.000
Reconstitution du foyer du combattant	51.000.000	E. 24.550.000		26.450 000
Réquisitions et dégâts . . .	42.000.000	E. } 5.000.000 R. } 20.000.000		17 000 000
Fonds des combattants . .		E. 141.230.000	141.230.000	
Divers et imprévus. . . .	3.650.000	E. } 1.963.928 R. } 765.000		921.072
Aide et protection	12.000.000			12 000.000
Service de sûreté de l'A. O. .	1.850.000	R. 2.647.080	797.080	

De l'examen de ce tableau où les dépenses sont groupées d'après leur destination, il résulte très nettement que, d'une manière générale, les dépenses extraordinaires et recouvrables sont en diminution très importante.

Il n'y a que peu d'exceptions. Examinons-les en particulier.

La dépense nouvelle pour remise en état de la Pharmacie centrale et de ses approvisionnements était nécessaire; de nombreuses plaintes s'étaient élevées contre la pénurie de matériel et de produits existants. Il fallait remédier au mal.

Les dépenses se sont aussi notablement accrues en ce qui concerne les bâtiments militaires et services techniques du Génie.

Le montant figurant au tableau des dépenses recouvrables (10,808,902 fr.) est notablement inférieur au total des articles correspondants de 1920 (14,102,000 fr.). L'augmentation provient surtout du tableau des dépenses

extraordinaires (art. 144 à 148^{bis}), où, à ces articles, figure une dépense totale de 13,135,000 francs. Il s'agit d'acquisitions et de réfection de matériels particulièrement coûteux et indispensables à la vie d'une armée. Il s'agit aussi d'améliorations à apporter à la situation de notre Aviation militaire. Nous reparlerons de la nécessité impérieuse d'une nombreuse et puissante aviation belge (de guerre et civile), dans les chapitres suivants.

Une grosse dépense nouvelle résulte encore de l'article 155 du tableau des dépenses extraordinaires, mais elle a pour but de liquider des dettes contractées précédemment.

Toutes ces augmentations sont, cependant, largement compensées par les diminutions opérées d'autre part.

Reste l'article 162 du budget extraordinaire : *Subside au Fonds des Combattants*, 141,230,000 francs.

Le montant du subside explique immédiatement l'accroissement des budgets des dépenses ordinaires et recouvrables en ce qui concerne la Défense Nationale.

Certes, il est logique que ce soit ce Département qui ait la charge de diriger cet organisme, mais bien mal avisé serait celui qui viendrait comprendre cette dépense parmi celles résultant de la Défense Nationale.

§ 2. — Le contrôle des dépenses.

Afin de permettre à la Commission du Budget de se rendre compte de la façon dont se fait le contrôle des dépenses, nous avons, par une lettre datée du 8 avril dernier, demandé à la Cour des Comptes « quel était le montant » total des ouvertures de crédit ordonnancées à charge du budget de la » guerre, pour l'année 1913? Quel est le montant des ouvertures de crédit » ordonnancées à charge des budgets de la Défense Nationale pour les » années 1919 et 1920? Quel est le montant des sommes payées au moyen » de ces fonds et justifiées à la Cour des Comptes à la charge de chacun de » ces deux budgets ainsi que le montant des dépenses les concernant, qui ont » été vérifiées et admises en régularisation? »

En réponse à ces questions, la Cour des Comptes nous a envoyé, le 16 avril écoulé, les tableaux ci-après :

Exercice 1913.

Montant des ouvertures de crédit ordonnancées :	Montant des dépenses payées au moyen de ces fonds et justifiées à la Cour.	Montant des dépenses vérifiées et admises en régularisation.
57,707,096.34	57,604,330.88	48,598,805.10

N. B. La différence entre les sommes portées dans les colonnes 2 et 3. soit fr. 9,008,525.78 constitue le total de deux régularisations au montant respectif de fr. 4,482,294.13 et

fr. 4,523,231.65

qui ont été renvoyées au Département de la Défense Nationale avec diverses observations de la Cour.

Exercice 1919.

Montant des ouvertures de crédit ordonnancées :	Montant des dépenses payées au moyen de ces fonds et justifiées à la Cour.	Montant des dépenses vérifiées et admises en régularisation.
—	—	—
906,984,150	720,074,747.42	Néant (1)

N. B. — Les crédits nécessaires aux dépenses du Corps de la Gendarmerie de l'exercice 1919, sont compris dans ceux prévus pour l'armée.

*
* *

Exercice 1920.

Montant des ouvertures de crédit ordonnancées.	Montant des dépenses payées au moyen de ces fonds et justifiées à la Cour.	Montant des dépenses vérifiées et admises en régularisation.
—	—	—
427,873,000	9,479,721.97	Néant.

(1) Dépenses vérifiées à concurrence de fr. 216,163,564.73.

Exercice 1919

*Relevé des ordonnances de régularisation
sur ouverture de crédit, transmises à la Cour.*

Dates d'entrée à la Cour.	Montant des ordonnances de régularisation.	Dates d'entrée à la Cour.	Montant des ordonnances de régularisation.
		Report. . fr.	560,913,349.19
5 juillet 1920.	26,850,468.17	29 novembre 1920.	11,285,726.08
29 id.	81,002,852.38	id.	9,181,172.42
31 id.	71,044,702.72	id.	5,624,161.06
31 id.	11,512,448.56	id.	6,164,409.80
15 septembre 1920.	19,920,972.54	id.	4,192,811.75
id.	25,753,092.90	id.	4,023,608.15
id.	70,950,193.04	id.	2,397,431.01
29 id.	2,580,586.29	id.	4,049,578.60
id.	47,076,844.65	id.	1,323,956.10
id.	23,930,906.12	id.	565,101.85
4 octobre 1920.	32,548,401.20	id.	252,003.25
8 id.	10,896,818.91	id.	50,000. »
id.	5,241,483.89	22 décembre 1920.	47,268,724.84
15 id.	48,110,104.35	id.	1,249,141.30
id.	31,369,400.72	id.	251,697.03
16 id.	35,840,531.72	id.	7,544.11
29 id.	4,828,439.60	id.	359,530. »
id.	2,897,910.51	id.	16,913.42
id.	4,414,900.79	id.	1,163,057.71
id.	14,288.65	7 janvier 1921.	16,572,134. »
id.	29,474.76	id.	167,393.94
id.	1,965,266.42	id.	4,837.42
id.	1,355.98	id.	10,882.69
id.	930. »	id.	61,493.72
13 novembre 1921.	3,844. »	id.	3,603,354.04
29 id.	602,033.85	id.	202.50
id.	435,015.35	29 id.	4,854,985.52
id.	435,939.12	19 février 1920.	6,689,571.01
id.	227,457.70	id.	3,552,621.57
id.	273,447.82	id.	89,710. »
id.	149,186.48	29 mars 1920.	24,827,512.04
id.	4,580. »	Total. . fr.	720,774,618.19
A reporter. . fr.	560,913,349.19		

Ces tableaux révèlent une situation à laquelle vous estimerez, Messieurs, qu'il importe de porter remède, car la Cour des Comptes n'est autre chose qu'une Commission permanente de la Chambre, instituée pour la surveillance de l'emploi des deniers de l'État. Vous jugerez d'autant plus qu'il y a des mesures à prendre que, d'après son statut et son application séculaire, la Cour des Comptes n'est pas juge ni de l'utilité de l'acte administratif qui provoque une dépense de l'État. En effet, au point de vue de son contrôle financier, elle ne connaît que la régularité de cet acte : en d'autres mots, lorsqu'une dépense lui est présentée, elle n'en apprécie pas l'opportunité, elle s'assure uniquement si elle lui est soumise dans les formes réglementaires, à charge d'un crédit régulièrement voté par la Chambre.

Étant donné que nous sommes décidés à imposer des économies dans tous les domaines, nous ne pouvons pas oublier que la première condition d'une bonne gestion financière est un sévère contrôle de l'emploi des crédits que nous accordons au Gouvernement.

Si nous ne prenons pas des mesures telles que ce contrôle redevienne effectif et efficace, nous serons passibles du reproche de n'avoir pas fait notre possible pour tirer la Belgique de sa situation difficile.

* * *

A la date du 8 avril dernier, nous avons posé à la Cour des Comptes une question rédigée comme suit :

- « Combien de pensions militaires de diverses espèces ont été soumises à
- » l'examen de la Cour, depuis l'année 1919 ?
- » Combien ont été vérifiées et admises en liquidation de chacune des
- » catégories (1^{er} terme ou revision) ? »

La Cour répondit, le 16 avril, par l'envoi du tableau ci-dessous :

Pensions militaires allouées.	Nombre de pensions.		
	Transmises à la Cour.	Vérifiées et admises à la liqui- dation.	Vérifiées.
1° Sous le régime des lois des 24 mai 1838, 27 mai 1840, 24 et 25 mai 1912 :			
a) Au Havre	462	—	349
b) A Bruxelles	443	433	—
2° Sous le régime de la loi du 23 novem- bre 1919 :			
Pensions d'ancienneté	—	—	—
Id. d'invalidité	30	30	—
Id. des veuves et orphelins, épouses et enfants mineurs de militaires disparus .	—	—	—
Pensions de civils auxquels le bénéfice de la loi est applicable	2	1	—
Pensions revisées des militaires retraités avant le 1 ^{er} août 1914 et ayant repris du service au cours de la guerre	—	—	—
Allocations aux ascendants	—	—	—
Rentes afférentes aux ordres nationaux décernés aux militaires d'un rang infé- rieur à celui d'officier	117	107	—
3° Pensions revisées en exécution de la loi du 3 juin 1920	4038	—	1275

Rentes de chevrons. Loi du 1^{er} juin. . . | 6470 | 5859 | —

Le retard apporté à la vérification des demandes de pension est regrettable à un double point de vue : il laisse à charge du budget de la Défense Nationale des dépenses qui incombent au budget de la dette publique et il lèse les intérêts des familles de ceux qui ont acquis des titres inoubliables à la gratitude du pays.

* * *

Nous nous faisons un devoir de signaler ici une heureuse transformation qui a été réalisée il y a quelque temps déjà à l'Administration de la Défense Nationale.

Tout en facilitant le contrôle des dépenses, elle tend à obtenir la simplification dans les rouages, la condensation des responsabilités, l'unité de doctrine administrative et la meilleure utilisation des crédits mis à la disposition du département.

L'organisation nouvelle comporte :

a) La suppression du service de l'Administration des établissements de l'Armée et de la Comptabilité Générale (S. A. E. A.) lequel formait une direction générale composée de 3 directions comprenant 13 bureaux.

Cette suppression a eu pour but d'alléger le système administratif et de laisser aux Directions Générales le soin de régler elles-mêmes, sous leur responsabilité, la liquidation des dépenses engagées par elles;

b) La création du Service de la Comptabilité Générale et du Budget.

Ce service est chargé de l'établissement des projets du budget et du contrôle de la consommation des budgets approuvés par la législature. Il relève directement du Ministre qui peut ainsi lui imprimer, sans délai, son empreinte.

Il tient note, par article du budget, de toutes les dépenses, dès que celles-ci sont engagées. Il est ainsi à même de prévenir les dépassements de crédits et il en informe, le cas échéant, les Directeurs Généraux et Chefs de service intéressés.

Le Comité du budget de la Défense Nationale complète son action. Le Comité comprend les Inspecteurs Généraux des armes et services, le Chef d'État-Major Général, le Secrétaire Général et les Directeurs Généraux du Département.

Il examine en séance plénière les projets partiels du budget remis par les chefs de service et il les amende. Ce n'est qu'après cet examen que le projet complet amendé est envoyé au Département des Finances. Le Comité du budget se réunit, en outre, une fois par trimestre; il prend alors connaissance de l'état de la consommation des crédits portés aux différents articles du budget. Il reçoit aussi communication, pendant ces réunions trimestrielles, des amendements au budget de l'exercice en cours déposés par les chefs de service du Département.

D'une façon générale est soumis au Comité, tout projet ayant en vue une réorganisation militaire, un complément ou une transformation d'armement, la constitution de stocks de munitions pour armes à feu, de dépôts de vivres, la création d'établissements militaires, en un mot, tout changement important dans la situation d'un matériel ou dans un système défensif.

c) La création du service technique de l'Administration Militaire.

Ce service est chargé de la jurisprudence militaire administrative générale de l'Armée ainsi que des règlements administratifs militaires des corps de troupe et des établissements d'intendance.

Il a mission d'élaborer des règlements administratifs ayant à leur base des principes simples non exclusifs cependant des justifications indispensables. Il s'attache, par une action progressive, à décharger dans toute la mesure du possible les officiers des armes des travaux de la comptabilité lesquels sont à reprendre par les officiers comptables des corps de troupe et à réduire, au minimum, les écritures administratives.

L'application de ces mesures a déjà donné d'excellents résultats en réduisant, au minimum indispensable, les demandes de crédits et au point de vue des compressions de dépenses qui ont pu être réalisées.

La transformation de la comptabilité des unités est en bonne voie et sera très vraisemblablement terminée pour le 1^{er} janvier prochain.

CHAPITRE III.

EXAMEN DES ARTICLES DU TABLEAU XII.

Le Budget de la Défense Nationale a été étudié par votre Commission en vue d'y découvrir toutes les possibilités d'économie.

De nombreuses explications ont été demandées à l'honorable Ministre de la Défense Nationale et celui-ci s'est efforcé d'aider la Commission dans sa mission.

De ces échanges d'idées sont nées les réductions considérables qui ont été proposées aux divers budgets intéressant le Ministère de la Défense Nationale.

En ce qui concerne le Budget ordinaire en particulier, vous avez pu constater par la lecture de l'amendement n° 310, que la diminution de 38.278,000 francs proposée, résulte de la différence entre une diminution de 52.177,000 francs obtenue par compression des dépenses et une augmentation se décomposant en :

7,025,000 francs pour charges nouvelles et

6,874,000 francs de l'article 40 du tableau de la dette publique.

*
*
*

Comme pour les autres départements ministériels, votre Commission a décidé de vous demander de transférer du budget ordinaire de la Défense Nationale au Budget extraordinaire tous les crédits prévus pour indemnités mobiles de vie chère.

En conséquence, voici les réductions que subiront de ce chef les articles du tableau XII :

Art. 2. — Traitements et indemnités du personnel civil (Administration centrale).	fr. 588,000
Art. 6. — Direction des informations militaires. Personnel des service photographique et cinématogra- phique de l'armée	22,000
Art. 8. — Institut cartographique militaire. Personnel.	200,000
Art. 10. — Traitements et indemnités des officiers; solde et accessoires des troupes	11,239,200
Art. 12. — Ecole militaire. — Personnel	128,400
Art. 14. — Ecole de guerre	22,000
Art. 17. — Musée royal de l'armée. — Personnel.	15,000
Art. 19. — Traitements, salaires et indemnités du personnel civil appointé et salarié; indemnités spéciales du personnel militaire des établissements d'artillerie et paces.	3,966,200
Art. 21. — Services des bâtiments militaires. — Personnel.	850,000
Art. 25. — Services techniques du génie. — Personnel	61,425
Art. 26. — Service du couchage	424,210
Art. 27. — Habillement des troupes.	1,000,000
Art. 50. — Traitements divers et honoraires	96,000
Art. 33. — Administration de l'aéronautique	45,000
Total. . . fr.	18,657,635

La colonne « Observations » du tableau XII ainsi que les textes justificatifs de l'amendement 310 contiennent de nombreux renseignements pour la compréhension du libellé des articles et l'explication des modifications survenues depuis 1920.

Il ne sera donc question, dans cette partie du rapport, que des articles pour lesquels il nous a paru que des éclaircissements étaient utiles, soit pour justifier les dépenses, soit pour attirer sur eux l'attention du Parlement afin qu'il exerce à leur sujet particulièrement son droit absolu de contrôle de l'emploi des crédits votés.

ART. 2. — *Personnel civil :*

Dans la composition du *personnel civil de l'administration centrale*, on constate qu'il y a 320 agents permanents, contre 203 en 1920. Les changements se répartissent comme suit :

Emplois.	Augmentation par rapport à 1920.	Diminution par rapport à 1920.
Directeurs généraux		1
Directeurs	3	
Chefs de division	3	
Chefs de bureau		4
Commis	126	
Archivistes et dactylos . . .	154	
Traducteurs	12	
Gens de service	12	
Fonctionnaires	10	
	320	5

L'augmentation du nombre d'agents, par rapport à 1920, est donc de 156 p. c.

Le nombre d'agents était, en 1914, de 129 (voir page 2 de l'annexe aux développements du tableau XII du budget général pour 1920, document n° 36, session 1919-1920).

L'augmentation, par rapport à 1914, est donc de 203 p. c.

* * *

QUESTION.

a) Quel est le nombre d'agents permanents prévus pour l'Administration centrale par la nouvelle organisation?

RÉPONSE.

« Ci-dessous, le nombre d'agents permanents demandés par les différents

services de l'Administration centrale et strictement nécessaires pour le fonctionnement des bureaux, la situation étant devenue normale :

Secrétaire général	4
Directeurs généraux	3
Directeurs	7
Chefs de divisions }	40
Chefs de bureau }	
Sous-chefs de bureau	40
Commis	150
Sténo-dactylos	25
Archivistes	175
Dactylos	90
Traducteurs	35
Fonctionnaires de 1 ^{re} , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e classe	10
Agent détaché d'un autre Département	1
Gens de service	100
Total.	677

» N. B. En 1914, le nombre d'agents devait être notablement augmenté ensuite de l'extension des services de l'armée, résultant de la réorganisation de celle-ci. De plus, les gens de service n'étaient pas compris dans le tableau des fonctionnaires et employés. »

QUESTION.

b) Le travail *permanent* du Département de la Défense Nationale a-t-il subi un accroissement correspondant à celui du nombre d'agents permanents et en quoi consiste cet accroissement de besogne ?

RÉPONSE.

« En 1914, l'organisation de l'Administration centrale comportait un cabinet et 29 bureaux.

» Actuellement, elle comporte un cabinet et 111 bureaux ou services équivalents, dont 40 sont complètement civils. Les autres comprennent un personnel mixte, composé de militaires (officiers et troupes) et d'agents civils subalternes.

» L'accroissement du nombre d'agents répond à une augmentation de travail consécutive à l'accroissement de l'armée et au rattachement à l'Administration centrale de services qui, antérieurement, fonctionnaient comme services extérieurs (3^e Direction générale — Artillerie — 5^e Direction générale — Génie; 6^e Direction générale, Service de santé); ou n'existaient pas (Office des sépultures militaires; Direction du charroi automobile; Direction du Service vétérinaire et des remotes; Aéronautique).

QUESTION.

c) Le recrutement généralisé ne peut-il fournir, parmi les miliciens inaptes au service dans une arme, un nombre suffisant de jeunes gens instruits permettant

de remplacer, dans de fortes proportions, notamment, une bonne partie des commis, dactylos et gens de service de l'Administration centrale?

RÉPONSE.

» Il n'est pas possible de remplacer le personnel permanent par des miliciens inaptes au service dans une arme. Le terme de service étant réduit, ceux-ci seraient à peine initiés à leurs nouvelles fonctions qu'ils devraient déjà être remplacés. J'ajouterai que l'expérience a été tentée et que le nombre de miliciens inaptes suffisamment instruits pour être employés dans les bureaux de l'Administration centrale est très restreint ».

ART. 3. — INDEMNITÉS AUX SOUS-OFFICIERS ET SOLDATS DÉTACHÉS AU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

Dans la partie du rapport concernant la comparaison numérique du cadre actuel des officiers avec celui de 1914, la Commission a déjà fait remarquer l'augmentation relative considérable des cadres administratifs.

La même remarque se justifie à propos de l'Administration centrale. Certes, le personnel des bureaux est indispensable et la guerre a laissé à l'armée un immense reliquat administratif. Mais il importe que les services administratifs soient bien pénétrés de ce que leur existence ne se justifie que pour autant que leur action *facilite* l'action des organes combattants de l'armée.

QUESTION.

Monsieur le Ministre peut-il compléter le tableau suivant : (art. 3 du budget ordinaire).

RÉPONSE.

Militaires subalternes détachés au Département de la Défense nationale.	Volontaires de carrière et rengagés au service dans une armée.		Miliciens au service dans une armée.		Montant de l'indemnité.
	Aptes.	Inaptes.	Aptes.	Inaptes.	
Adjudants	32	62	—	—	— (1)
1 ^{ers} sergents-majors .	10	21	—	—	—
Sergents-majors . .	22	36	—	—	—
1 ^{ers} sergents . . .	12	9	—	—	—
Sergents-fourriers .	7	10	—	—	—
Sergents	29	42	1	—	—
Caporaux	19	15	3	1	—
Soldats	23	2	265	78	—
Totaux	154	197	269	79	—

» Soit, au total : 699.

» Le crédit de 10,200 francs inscrits à l'article 3 du budget ordinaire est

(1) Les soldats et les gradés détachés au Département de la Défense Nationale perçoivent uniquement le montant de leur solde ou de leur appointement.

destiné à rémunérer les sous-officiers attachés au cabinet de M. le Ministre et qui effectuent des prestations supplémentaires.

» Quatorze de ces sous-officiers perçoivent une indemnité mensuelle de 50 francs; un, une indemnité mensuelle de 100 francs. »

**INDEMNITÉS POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES EXÉCUTÉS
A L'ADMINISTRATION CENTRALE.**

(Voir pages 29 et 30 du n° 208, Session 1920-1921.)

QUESTION.

M. le Ministre peut-il nous dire :

a) Combien de membres du personnel du Département de la Défense Nationale ont touché pour l'année 1920 :

Une indemnité pour travaux supplémentaires rémunérés en vertu de l'article 224 du budget pour l'exercice 1920?

RÉPONSE :

« Trente huit. »

QUESTION :

2° Quel est le montant des indemnités qui ont été allouées?

RÉPONSE :

4 de 400	= 1,600
5 de 600	= 1,800
10 de 20	= 200
3 de 10	= 30
3 de 300	= 900
6 de 180	= 1,080
1 de 200	= 200
2 de 90	= 180
3 de 150	= 450
1 de 269.65	= 269.65
1 de 89.65	= 89.65
1 de 429.35	= 429.35
Total.	<u>7,228.65</u>

QUESTION :

b) Combien y a-t-il de membres dudit personnel qui n'ont pas touché l'indemnité dont il s'agit et comment se subdivise leur nombre?

1° Au point de vue des fonctions remplies?

RÉPONSE :

« Fonctionnaires, 65.

» Employés, 226.

» Gens de service, 45.

» 2° Au point de vue du motif pour lequel l'indemnité n'a pas été accordée. »

RÉPONSE.

« Ces agents n'ont pas effectué de travaux supplémentaires. »

QUESTION,

Ces indemnités sont-elles encore prévues au budget pour 1921 et sous quel article ?

RÉPONSE.

« Non, ces indemnités ne sont plus prévues. »

* * *

L'Administration centrale compte, parmi son personnel, un certain nombre d'officiers pensionnés pour invalidité et maintenus au service.

Nous trouvons parfaitement logique le principe qui a fait admettre dans les emplois sédentaires des officiers pensionnés pour invalidité résultant de blessures reçues du fait de l'ennemi. Cette catégorie d'invalides est particulièrement intéressante.

Nous comprenons aussi que soit assimilé à un blessé de guerre l'invalidé qui l'est devenu, sans avoir été blessé, des suites de sa participation active aux opérations de guerre proprement dites. Mais nous comprendrions moins que l'Administration centrale eût maintenu dans ses services des officiers dont la mise à la retraite fut décidée, en principe, pendant la guerre, surtout pour d'autres motifs que ceux que nous venons d'indiquer.

C'est, à raison de ces considérations, que nous avons demandé à M. le Ministre, les renseignements suivants :

*Tableau des officiers pensionnés pour invalidité maintenus au service
du Ministère.*

Nombre d'officiers par grade, pensionnés pour invalidité, maintenus en service au Ministère.	Depuis quand sont-ils en service au Département.	Fonctions exercées.	Pourcentage de l'invalidité.	L'invalidité résulte-t-elle de blessures ?	Temps passé au front.	Montant des émoluments annuels, pension comprise (non compris l'indemnité de vie chère). Les retenues ne sont pas déduites.
Lieutenant-colonel de réserve.	8 fév. 1919.	Chef de division de l'indicateur.	65	Oui.	2 mois et 6 jours.	21,009 »
Id.	10 juill. 1920.	Service des munitions d'artillerie.	15	Non.	22 mois.	15,336 »
Lieutenant-colonel honoraire.	21 fév. 1917.	Directeur.	30	Non.	29 mois.	14,520 »
Major de réserve.	14 avril 1920.	Offic. documenteur.	30	Non.	10 mois.	15,786 »
Id.	29 mars 1920.	Id.	75	Oui.	2 mois.	20,730 »
Id.	1 août 1916.	Directeur.	55	Non.	3 mois.	18,006 »
Id.	6 oct. 1919.	Chef de bureau adj. au directeur.	35	Non.	24 jours.	16,191 »
Id.	avril 1915.	Directeur.	60	Non.	8 mois.	18,638.40
Major honoraire.	15 avril 1919.	Chef de bureau chargé de cours à l'Ecole militaire.	20	Oui.	25 mois.	11,822.50
Major de réserve.	25 août 1919.	Chef de bureau.	30	Non.	2 1/2 mois.	15,600 »
Id.	1 juill. 1916.	Chef de division.	40	Oui.	7 1/2 mois.	16,500 »
Id.	1 oct. 1919.	Adj. au chef du S. G. L. G.	40	Non.	2 ans, 4 m. et 16 jours.	16,386 »
Id.	30 juill. 1917.	Directeur.	50	Non.	10 mois.	17,520 »
Id.	1 déc. 1919.	Chef de division.	20	Non.	7 jours.	16,200 »
Id.	8 janv. 1916.	Directeur (réquis. et dommages).	20	Non.	5 mois.	15,906 »
Capitaine-commandant de réserve.	1 mars 1918.	Chef de bureau.	40	Non.	29 mois.	15,558 »
Capit. en premier.	1 mai 1919.	Attaché à la Section E de E. M. A.	55	Oui.	29 jours.	14,100 »
Capit.-commandant de réserve.	20 déc. 1920.	Officier documenteur.	85	Oui.	3 mois.	17,358 »
Id.	12 janv. 1916.	Chef de division.	70	Non.	9 mois.	17,310 »
Id.	13 fév. 1919.	Adj. au chef du 2 ^e bureau.	50	Oui.	34 mois.	13,800 »
Id.	janv. 1920.	Chef de bureau.	30	Non.	18 jours.	14,040 »
Id.	20 fév. 1918.	Id.	15	Oui.	2 m. 24 jours	13,602 »
Id.	2 juin 1918.	ff. de chef de bureau.	25	Non.	Néant.	11,722 »

Nombre d'officiers par grade, pensionnés pour invalidité, maintenus en service au Ministère.	Depuis quand sont-ils en service au Département?	Fonctions exercées.	Pourcentage de l'invalidité.	L'invalidité résulte-t-elle de blessures?	Temps passé au front.	Montant des émoluments annuels, pension comprise (non compris l'indemnité de vie chère). Les retenues ne sont pas réduites.
Capit.-commandant de réserve.	21 janv. 1920.	Chef de bureau.	Pour cent. 50 ou 65 Litige.	Non.	6 semaines.	14,612 »
Id.	10 nov. 1920.	Adj. chef de la 4 ^e division.	70	Oui.	31 mois.	16,537 »
Capit.-commandant pensionné provisoirement p ^r un an.	8 oct. 1919.	Chef de division.	35	Oui.	48 mois.	13,620 »
Capit.-commandant de réserve.	19 mars 1921.	ff. de chef du 14 ^e bureau.	70	Oui.	47 mois.	17,440 »
Id.	1 mai 1918.	ff. de chef du 13 ^e bureau.	50	Oui.	2 mois et 23 jours.	13,080 »
Capitaine-commandant de réserve.	6 juin 1918.	Chef de division.	35	Non.	1 mois.	15,720 »
Id.	1 juill. 1916.	Chef de bureau.	55	Non.	1 mois.	15,320 »
Id.	4 juin 1920.	Id.	40	Oui.	32 mois.	13,000 »
Id.	1 oct. 1916.	Directeur.	50	Non.	1 m. 13 jours	16,862 »
Id.	13 janv. 1919.	Chef de bureau.	55	Oui.	23 jours.	13,080 »
Id.	10 janv. 1919.	Id.	30	Non.	3 ans 20 j.	14,320 »
Id.	15 juil. 1919.	Id.	20	Non.	2 m. 18 jours	12,198 »
Id.	3 août 1919.	Id.	60	Oui.	2 m. 24 jours	14,760 »
Id.	28 déc. 1915.	Chef de division.	40	Non.	1 mois.	15,360 »
Capitaine en second de réserve.	28 mars 1920.	Officier secrétaire adjoint au directeur du C. A.	50	Oui.	50 mois.	13,200 »
Id.	19 sept. 1919.	Adjoint au chef du 1 ^{er} bureau.	45	Oui.	46 mois.	13,276 58
Id.	6 août 1919.	ff. de chef de bur.	10	Oui.	43 mois.	10,896 »
Id.	10 mars 1920.	Chef de bureau.	30	Non.	4 ans 6 m.	12,324 »
Id.	18 sept. 1919.	Chef de section.	70	Oui.	3 mois 23 j.	14,469 60
Id.	20 nov. 1919.	Id.	35	Oui.	4 ans 2 m.	11,856 »
Lieutenant.	3 juil. 1919.	Adjoint.	20	Oui.	38 mois.	9,024 »
Id.	1 sept. 1920.	Chef S. C. M. A. O.	80	Oui.	42 mois.	10,320 »
Id.	30 juin 1920.	Offic. documenteur.	65	Oui.	50 mois.	13,096 80
Lieutenant de réserve.	12 mai 1919.	Adjoint au chef du 3 ^e bureau.	75	Oui.	44 mois.	13,554 »
Lieutenant.	1 fév. 1919.	Adjoint au chef du 7 ^e bureau	75	Oui.	40 mois.	13,605 »
Id.	10 fév. 1920.	Vérificat. aux droits des chevrons.	30	Oui.	37 mois.	11,088 »

Nombre d'officiers par grade, pensionnés pour invalidité, maintenus en service au Ministère.	Depuis quand sont-ils en service au Département?	Fonctions exercées.	Pourcentage de l'invalidité.	L'invalidité résulte-t-elle de blessures?	Temps passé au front.	Montant des émoluments annuels, pension comprise (non compris l'indemnité de vie chère). Les retenues ne sont pas déduites.
Lieutenant.	15 août 1920.	Vérific. aux droits des chevrons.	30	Oui.	28 mois.	8,904 »
Lieutenant de réserve.	23 févr. 1919.	ff. de chef du 15 ^e bureau.	90	Oui.	40 mois.	15,133 »
Id.	3 nov. 1920.	Adjoint, 2 ^e division.	65	Oui.	18 mois.	11,266.80
Id.	16 janv. 1920.	Adjoint.	40	Oui.	3 ans, 9 mois, 16 j.	10,032 »
Id.	22 janv. 1919.	Id.	20	Non.	1 mois.	11,622 »
Lieutenant payeur de réserve.	15 janv. 1920.	Chef de bureau.	20	Non.	3 mois.	10,416 »
Lieutenant de réserve.	22 oct. 1919.	Chef de section.	95	Non.	38 mois.	14,955 »

Nous avons condensé une partie de ces renseignements dans le tableau suivant :

Invalidité.	Lieutenants-Colonels.	Majors.	Capitaines-Commandants.	Capitaines en second.	Lieutenants.	Totaux.
Résultant de blessures	1	3	11	5	11	31
Ne résultant pas de blessures	2	9	11	1	2	25
Totaux.	3	12	22	6	13	56

Sans vouloir en tirer des conclusions formelles, mais afin de nous faire, cependant, une idée générale de la situation, nous nous sommes livrés à quelques simples calculs arithmétiques qui nous ont fourni les tableaux suivants :

Moyenne par grade du temps passé au front.

Invalidité.	Lieutenants-Colonels.	Majors.	Capitaines-Commandants.	Capitaines en second.	Lieutenants.	Moyenne générale.
Résultant de blessures	2m. 6j.	11m.15j.	18m.20j.	38m.17j.	38m. 7j.	27m.17j.
Ne résultant pas de blessures	25m.15j.	7m.27j.	7m.18j.	54 mois.	2 mois.	10m.15j.

Moyenne par grade du pourcentage d'invalidité.

Résultant de blessures	65	48	53	42	60.5	54
Ne résultant pas de blessures	22.5	39.9	41.8	30	20	36.5

Nous avons constaté ainsi ce fait inattendu, que la durée de présence au front des pensionnés, dont l'invalidité ne résulte pas de blessures, est de beaucoup inférieure à celle des invalides par suite de blessures.

En consultant les renseignements individuels, nous avons relevé que sur les 23 pensionnés dont l'invalidité ne résulte pas de blessures :

8 ont une durée de présence au front inférieure ou égale à 1 mois.				
14	—	—	—	3 mois.
et 19	—	—	—	1 an.

INSTITUT CARTOGRAPHIQUE MILITAIRE.

ART. 8. — *Personnel.*

QUESTION.

a) Parmi les 52 agents renseignés au budget, combien sont miliciens et combien rengagés ?

RÉPONSE.

« a) Le chiffre de 52 agents comprend : 53 civils militarisés, recrutés par application de la loi de milice, existant actuellement et payés sur l'article 8

» Le surplus devait être composé d'agents pris parmi les employés temporaires, ceux-ci admis à condition de signer un rengagement de « rengagés sans allocations militaires ».

» Toutefois, les statuts relatifs aux « rengagés sans allocations militaires » et ceux se rapportant aux « ouvriers militaires » n'étant pas encore arrêtés, aucun rengagement n'a pu être contracté. »

QUESTION.

b) L'utilisation de rengagés au lieu de miliciens constitue-t-elle une économie pour les finances de l'État, eu égard, aussi, au rendement utile de la dépense faite ?

RÉPONSE.

« b) Le rengagé sans allocations militaires touche le même salaire que l'ouvrier, en plus, le cas échéant, les hautes paies afférentes aux chevrons de front et à la décoration militaire qui lui ont été accordées.

» Il n'y a donc pas économie pour les finances de l'État.

» Quant au rendement utile, il n'est pas possible de l'évaluer. Il faudra attendre l'expérience. »

QUESTION.

c) N'est-il pas possible de trouver, dans la classe annuelle de milice, des jeunes gens inaptes au service armé mais aptes à remplir, par exemple, les fonctions d'imprimeur, dessinateur, collationneur, ouvrier ?

RÉPONSE.

« c) Jusqu'à présent, l'Institut cartographique militaire n'a pas trouvé parmi les inaptes au service armé, des jeunes gens aptes à remplir des fonctions d'imprimeur, dessinateur, collationneur, ouvrier.

» Faute d'inaptes, des militaires aptes sont employés, notamment à l'imprimerie typographique et leur rendement est inférieur à celui des ouvriers civils.

» Un ouvrier civil reçoit un salaire et l'on peut exiger un rendement déterminé, en rapport avec ce salaire.

» Comme militaire, on doit accepter tout ce qui s'intitule : ouvrier de métier. Pour la plupart, ces militaires ne peuvent que remplir les emplois de demi-ouvriers, manœuvres ou ouvriers non-spécialisés : ils viennent faire leur apprentissage et quittent au moment où ils commencent à rendre des services; en fait, ils bénéficient de leur passage à l'I. C. M. au détriment de l'établissement. »

» Il y a naturellement quelques exceptions, mais elles iront en diminuant, car l'âge d'entrée en service redeviendra normal et ces éléments seront encore moins expérimentés dans le métier que leurs aînés.

» En tout cas, jusque maintenant, il n'a pu être trouvé parmi les miliciens, les dessinateurs de cartes ou des collationneurs; outre des connaissances préliminaires, notamment en dessin, ces emplois demandent un apprentissage spécial d'une durée équivalente à celle du temps de service. »

QUESTION.

d) Une semblable substitution, totale ou partielle ne permettrait-elle pas de réaliser des économies budgétaires?

RÉPONSE.

« d) Il résulte de ce qui est dit au c) qu'une substitution totale ou partielle du personnel employé ou ouvrier par des jeunes gens inaptes au service armé ne permettrait pas de réaliser des économies budgétaires, car pour remplacer le travail d'un civil, il faut compter un et demi à deux militaires et tenir compte de toutes les conséquences de cette augmentation d'effectifs : augmentation de locaux, lumière, chauffage, de personnel surveillant, etc.

» Seuls, les emplois d'apprentis, de demi-ouvriers, de manœuvres et d'ouvriers non spécialisés seront avantageusement occupés par des inaptes au service des armes, ce qui est prévu dans la réorganisation des services de l'Institut cartographique militaire. »

QUESTION.

La même question que pour les agents civils de l'Institut cartographique a été posée en ce qui concerne les buandiers, hommes de peine, employés temporaires, téléphonistes, dactylos temporaires de l'École militaire (art. 12), dactylos de l'École de guerre (art. 14), ouvriers du Musée royal de l'armée (art. 17), ouvriers, manœuvres, etc. de la Fonderie royale de canons, arsenal de construc-

tions, manufacture d'armes de l'État, inspection des poudres, grand parc de campagne, parcs divisionnaires, ateliers de Zwijndrecht et direction du charroi automobile (art. 19), une partie du personnel civil du bataillon des pontonniers et du corps de troupes de transmission; bataillon du chemin de fer, parc du (génie d'armée, aéronautique militaire (art. 23), au service du couchage ouvriers), etc. (art. 26).

RÉPONSE.

« Si l'on ne considère que le coût de la main-d'œuvre, il est évident que l'intérêt du Trésor commande de confier à des miliciens inaptes au service armé, le plus grand nombre possible des emplois reconnus nécessaires au fonctionnement de tous les services.

» Il convient, toutefois, de ne pas perdre de vue que pour un grand nombre d'emplois il faut avoir recours à des artisans expérimentés, sous peine de voir l'économie que l'on a voulu réaliser sur les salaires, se transformer finalement en une augmentation considérable des dépenses dans d'autres domaines : matériel, matières premières, etc.

» De même, il faut avoir recours à des spécialistes pour certains emplois, dont peut dépendre en grande partie le bien-être du soldat (cuisiniers, par exemple).

» En principe, les miliciens inaptes, pourraient avantageusement occuper la presque totalité des emplois de journaliers ou manœuvres non spécialisés et un assez grand nombre d'emplois de journaliers ou de manœuvres spécialisés.

» J'ai prescrit aux différents services de déterminer quels sont les emplois qui doivent être occupés par des permanents et ceux peuvent, sans inconvénients, être confiés à des miliciens inaptes. »

ACADÉMIE MILITAIRE.

ART. 12.

Ecole militaire.

QUESTION.

Parmi le personnel de l'Etat-Major de l'Ecole militaire (art. 12 du budget ordinaire) figure un aumônier jouissant d'un traitement de 7,140 francs. — Ce prêtre ne remplit-il pas d'autres fonctions que celles qu'exige son ministère à l'Ecole militaire?

Quelles sont éventuellement ses fonctions et quelle est l'importance de celles qu'il exerce à l'Ecole militaire?

RÉPONSE.

« Un aumônier fait partie du personnel attaché à l'Ecole militaire en vertu de l'article 7 de la loi organique de 1838. Il y a toujours eu un aumônier à

l'Etablissement, quelle que soit l'importance de ses fonctions qui ne comportent que la célébration de la messe le dimanche pour les élèves et, le cas échéant, être à la disposition de ceux qui désireraient remplir leurs devoirs religieux.

» L'annuaire actuel est, en outre, professeur de philosophie à l'Institut Saint Louis à Bruxelles, institution privée, et j'ignore le taux des appointements qu'il y reçoit. C'est même à ce titre qu'il a été promu récemment, au grade d'Officier de l'Ordre de Léopold. »

QUESTION RELATIVE SIMULTANÉMENT AUX :

CHAPITRE II. Traitements, soldes et accessoire.

Art. 10. — b) Indemnités des soldats.

CHAPITRE III. Armement, charroi et harnachement de l'armée.

Art. 19. — f) et a) Indemnités professionnelles au personnel militaire.

CHAPITRE IV. Bâtiments militaires et services techniques du Génie.

Art. 23. — Indemnités spéciales au personnel militaire.

Monsieur le Ministre veut-il nous dire s'il y a des soldats ou gradés militaires non rengagés qui jouissent de l'octroi des indemnités spéciales ou professionnelles prévues dans les divers articles du budget et, notamment, aux articles ci-dessus et comment se justifie l'octroi de ces indemnités?

RÉPONSE.

« L'A. R. du 24 mars 1920, n° 6952, a alloué aux catégories d'employés et artisans militaires soldés faisant partie des unités et services énumérés dans la brochure donnant l'organisation de l'armée sur le pied de paix, une indemnité journalière professionnelle.

» Par suite de la difficulté de recruter pour les services spéciaux des ouvriers de métier ayant accompli leurs obligations militaires, le Département de la Défense Nationale s'est vu dans l'obligation d'avoir recours aux militaires exerçant un métier et qui accomplissent leur terme de service actif normal. Dans un but d'équité, il leur a été alloué une légère gratification en raison du travail qui leur était imposé. Il n'en sera plus ainsi sous le régime de la nouvelle loi de milice. »

BÂTIMENTS MILITAIRES ET SERVICES TECHNIQUES DU GÉNIE.

ART. 22. — Services des bâtiments militaires. Bâtiments à l'usage des services de troupe.

Au sujet de cet article, il a été demandé à M. le Ministre de la Défense Nationale, des renseignements :

a) sur la capacité globale de logement, en hommes et chevaux, des caserne-

ments et l'importance (exprimée, par exemple, par leur capacité de production) des autres installations et bâtiments militaires existants en 1914;

b) sur la capacité globale de logement, en hommes et chevaux, des casernements et l'importance des autres installations et bâtiments militaires actuellement en service;

c) Sur la capacité globale de logement des casernements et l'importance des autres installations et bâtiments militaires mis hors de service depuis 1914 et succinctement les motifs de cette mise hors service.

RÉPONSE (1).

I. — SERVICE DES BATIMENTS MILITAIRES.

» a) *Capacité globale de logement en hommes et chevaux des casernements existants en 1914.*

» En 1914 on logeait en moyenne, dans les casernements existants, 50,000 troupes et 13,000 chevaux, ce qui représentait l'effectif de l'armée à cette époque.

» Toutefois, la capacité globale *maximum possible* en 1914 dans les *conditions normales de casernement* (16^m.3 d'air par occupant dans les chambres de troupes, 1^m.23 d'espace par lit dans les chambres de troupes. Existence de réfectoires et de locaux divers à usage général : parloirs, cantines, etc...) était de 65,000 à 70,000 troupes et 14,000 chevaux.

» En outre, les camps de Beverloo et de Braesschaet pouvaient loger respectivement :

» 22,500 troupes, 2,000 chevaux et

» 2,000 troupes, 1,700 chevaux, dans les *conditions resserrées* admises pour les troupes campées.

» b) *Capacité globale de logement, en hommes et chevaux, des casernements actuellement en service en Belgique.*

» Cette capacité, dans les conditions *normales*, est d'environ :

80,000 troupes et 20,000 chevaux

y compris 10,000 — et 4,500 —

qui occupent des baraquements et immeubles divers, *provisaires* (loués, notamment).

» Le casernement *définitif* actuellement existant en Belgique possède donc une capacité globale dans des conditions normales d'environ 70,000 troupes et 15,500 chevaux.

» Mais il convient de remarquer que ce casernement définitif comporte implicitement des bâtiments vétustes ou destinés à être désaffectés, tels ceux de l'enceinte déclassée d'Anvers, ainsi que des ouvrages fortifiés de la position d'Anvers, dont l'habitabilité est précaire.

(1) Les renseignements fournis dans ces réponses sont utiles aussi pour la compréhension de certains articles du budget extraordinaire.

» Il y a lieu d'ajouter également que, par suite de l'accroissement considérable du matériel de l'armée et des besoins nécessités par la mobilisation de l'armée sur pied de guerre, des ressources importantes ont dû être consacrées depuis l'armistice à la constitution ou à la construction de hangars et entrepôts divers pour le matériel et à l'aménagement ou à l'édification de dépôts et parcs de mobilisation.

» En ce qui concerne les camps, leur capacité de logement globale *maximum* actuelle (occupation réservée) est, en chiffres ronds, de :

Beverloo : 24,500 troupes et 2,000 chevaux.

Brasschaet : 2,300 troupes (dont 150 en baraquements) et 3,300 chevaux.

Elsenborn : 5,000 troupes (dont 3,900 en baraquements) et 2,500 chevaux (dont 1,000 en baraquements).

» c) *Capacité globale de logement, en hommes et chevaux, mise hors service depuis 1914 et motifs de cette mise hors service.*

» Cette capacité peut être évaluée à un maximum de : 5,000 troupes et 300 chevaux et comprend les casernements d'Ypres (détruits par les bombardements), les pavillons métalliques des forts de Liège et de Namur (démolis pour des raisons de défense), la caserne des Dames Blanches de Louvain (incendiée par les Allemands), et certains ouvrages fortifiés dont les conditions d'habitabilité sont devenues trop mauvaises. »

II. — SERVICE DES HOPITAUX (1).

a) La capacité globale de logement en hommes des bâtiments du S. S. en 1914, était de 3,312.

» b) La capacité globale de logement en hommes du S. S. actuellement en service est de 5,250 non compris le Service de santé de l'armée d'occupation dont la capacité de logement est de 739. La capacité hospitalière en Belgique a été augmentée de $5,250 - 3,312 = 1,938$ places, par l'édification de lazarets et pharmacies.

» c) La capacité globale de logement mis hors service depuis 1914 est de 450 environ.

» Motifs de cette mise hors de service :

» H. M. de Mons : 150 places : vétusté et destruction partielle par le fait de la guerre.

» H. M. d'Ypres : 100 places : détruit par le fait de la guerre.

» H. M. de Vilvorde de Vilvorde : 100 places : desservait surtout la correction qui est supprimée.

» H. M. d'Ostende et Termonde : 100 places : destruction par le fait de la guerre.

(1) Se rapporte aussi au Chapitre III. Hôpitaux et pharmacies militaires. Art. 11, litt. d.

III. — SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ARTILLERIE, SERVICE TECHNIQUE DU GÉNIE, SERVICE DES TRANSPORTS.

« a) La capacité de production des établissements et installation d'artillerie existant en 1914 répondait aux nécessités du moment.

» b) La capacité de production des établissements similaires, maintenant en service, se met en mesure de satisfaire aux exigences nouvelles résultant de l'organisation et des *besoins actuels* de l'armée.

» c) Il n'y a aucune mise hors de service. Toutefois, il a été jugé indispensable, tant au point de vue de l'intérêt du service que des conditions de fabrication et de manipulation des munitions et explosifs, de transférer dans le fort de Zwijndrecht, l'ancienne École de Pyrotechnie, dont les bâtiments sont affectés à présent au Grand Parc de Campagne (Ex-Arsenal central).

» A noter aussi que le Parc du Génie d'armée n'existait en 1914 qu'à l'état embryonnaire et qu'il a fallu, depuis la guerre, abriter tout l'outillage des services du Génie dans les baraquements de fortune érigés sur divers terrains militaires de la région d'Anvers.

IV. — AÉRONAUTIQUE MILITAIRE.

« a) Capacité totale occupée en 1914, par l'Aviation militaire : 200.

— — — par l'Aérostation militaire : 200.

» b) Capacité globale de logements des casernements de l'Aéronautique militaire :

en hommes : 2,600;

en chevaux : 21.

» Installation technique, en voie d'installation.

» c) L'Aéronautique militaire n'occupe plus en permanence Brasschaet; elle n'a plus d'unités à Liège et à Namur.

» Les bâtiments de Kruyshof (Anvers) occupés en 1914 par l'Aérostation ont été détruits pendant la guerre.

V. — CHARROI AUTOMOBILE.

« a) Le service automobile n'existait pas à l'armée belge, en 1914.

» b) Actuellement, la D. D. C. A. comprend les services suivants :

» Usine de réparation du charroi automobile (U. R. C. A.).

» Magasin d'approvisionnement du charroi automobile (M. A. C. A.).

» Parc de triage et de réserve (P. T. R.).

» École de chauffeurs et techniciens de l'armée (E. C. T. A.).

(1) Article 24, littera e.

» Le tableau ci-dessous permettra de juger de l'importance de ces services.

U. R. C. A.	Janvier	Février 1921.	Mars
Véhicules revisés	15	8	13
Motos revisées	9	16	8
Vélos revisés	40	78	120
Pneus réparés	260	317	303
Chambres à air réparées	758	691	758
Pièces d'automobile usinées	2,107	1,596	1,459
M. A. C. A.			
Nombre de colis reçus	2,537	1,162	537
Poids des colis reçus	100,605	45,288	43,070
Nombre de colis expédiés	139	146	187
Poids des colis expédiés	58,965	27,637	43,827
P. T. R.			
Nombre de véhicules entrés	77	184	114
Id id.	66	53	132
E. C. T. A.			
Nombre d'élèves entrés au cours du premier trimestre	371		
Nombre d'élèves sortis après obtention du brevet.	236		

» c) Le service automobile de l'armée n'existant pas en 1914, aucune installation ou bâtiment militaire y affecté n'a été mis hors de service ».

QUESTIONS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER.

QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.

La Section Centrale chargée de l'examen du budget pour 1920 avait porté ses investigations sur une série de questions ayant un caractère technique.

Un certain nombre d'entre elles avait retenu plus particulièrement son attention et le rapporteur en avait signalé l'importance à M. le Ministre de la Défense Nationale et aux membres de la Chambre.

Quelques-uns des problèmes soulevés ont été, depuis lors, résolus; d'autres sont en voie de l'être mais, par contre, il en est resté qui, ainsi que vous pourrez le voir par l'exposé qui va suivre, n'ont pas fait les progrès que nous étions en droit d'espérer.

§ 1. — *Organisation de l'armée sur le pied de paix.*

Il y a un an, la Section Centrale recevait de M. le Ministre, l'assurance que « le projet d'organisation de l'armée sur le pied de paix était en confection » et serait arrêté incessamment ».

La Chambre pouvait donc croire qu'elle serait en possession des nouveaux projets avant la discussion du Budget pour 1921.

Un an s'est passé depuis et non seulement nous n'avons rien, mais rien ne nous dit que la question ait fait un pas vers sa solution.

On nous dira peut-être que, dans les conditions actuelles, un projet d'organisation est difficile à mettre sur pied étant donné que notre armée est toujours sous le régime de l'incorporation annuelle de deux classes de milice. On ajoutera, sans doute, que la constitution de l'armée sur le pied de paix est liée à la durée du temps de service; et que ce dernier problème devrait être résolu pour que l'organisation puisse être arrêtée.

Mais alors, ce n'est pas encore en 1921 qu'une décision pourra être prise puisque le Gouvernement, au lieu de déposer une nouvelle loi de milice, vient d'ajourner la question en demandant au Parlement de voter, en ce qui concerne la durée du service militaire actif, des dispositions provisoires applicables seulement aux classes 1920, 21 et 22.

Et pourtant, il serait superflu de rappeler tous les inconvénients, même les dangers qui résulteraient du fait que notre armée ne possède pas encore de structure définitive.

L'organisation sur le pied de guerre est intimement liée à celle du pied de paix. Le passage de l'une à l'autre doit pouvoir se faire avec un maximum d'automatisme et de simplicité, en un minimum d'opérations.

L'organisation de l'armée sur le pied de guerre est réglée; elle n'est pas définitive, mais son élaboration a prévu des changements et l'on s'est arrangé pour faciliter les évolutions.

Cet exemple prouve qu'il est possible d'organiser une solution transitoire pour une période normale, dont les circonstances sont, cependant, définies.

Six classes de milice sont entrées sous les drapeaux depuis l'armistice. Il en résulte que notre armée de campagne actuelle est presque entièrement formée de soldats instruits après la guerre.

Si l'organisation future sur le pied de paix vient apporter de nombreuses modifications à la situation existante, ce qui est probable, bon nombre de ces quelque 300,000 hommes seront, étant en congé illimité, administrés, au point de vue militaire, par une autre unité que celle dans laquelle ils reçurent leur instruction et différente également de celle dont ils feront partie en cas de mobilisation.

Qui ne voit qu'une pareille situation doit fatalement entraîner une grande complication des écritures et créer de graves causes de désordre ?

D'autre part, tant que l'organisation sur le pied de paix n'aura pas été arrêtée, on se trouvera dans l'impossibilité de modifier la loi sur les cadres de l'armée. Dans l'entretemps, cette loi, qui date d'avant-guerre et, partant, n'est pas conciliable avec la situation d'après-guerre, reste officiellement en vigueur alors, qu'en fait, on ne la respecte pas.

Cet état de choses présente des inconvénients qu'il importe de souligner.

Les cadres de l'armée sont fixés par une loi. Il appartient au Parlement de veiller à l'exécution de cette loi. Il doit pouvoir s'assurer si l'armée possède le nombre de chefs dont elle a besoin, ou si elle n'en a pas trop et il faut que l'examen du budget lui fournisse l'occasion d'exercer à cet égard son droit de contrôle. Or, dans la situation actuelle l'exercice de ce droit est impossible.

Là aussi gît l'origine de bien des confusions et de désordre.

Certes, la situation en 1921 est de transition et de liquidation ; mais cela n'implique pas que la situation doive être irrégulière. Même si le régime normal n'est pas encore d'application immédiate, il importe qu'il soit, dès à présent, prévu et préparé par une organisation de transition. Il faut que dans toute la hiérarchie militaire on puisse arriver à de l'unité d'action, et, partant, à une amélioration considérable du rendement.

C'est pour ces motifs, que nous avons posé à Monsieur le Ministre les questions suivantes :

Quels sont les progrès réalisés depuis un an dans la voie de l'adoption d'un projet d'organisation de l'armée sur le pied de paix ? (Voir page 1 du n° 208 de la session 1919-1920. Rapport sur le budget de la Défense Nationale pour 1920.)

RÉPONSE :

« Les études relatives à cette question ont été poursuivies activement ; différents systèmes ont été examinés en détail et bien qu'un des éléments qui influent sur l'organisation de paix soit resté indéterminé (durée du service actif des miliciens dans les différentes armes et services), un projet qui paraît définitif est établi. »

QUESTION :

Est-il à prévoir que, lors de la préparation du budget de la Défense Nationale pour 1922, les chiffres organiques en officiers et gradés subalternes n'auront pas encore été modifiés et mis en concordance avec notre organisation militaire d'avant-guerre, et que les effectifs en officiers et gradés subalternes renseignés au budget seront toujours en discordance complète avec les chiffres organiques arrêtés en 1913 et actuellement toujours officiellement existants ?

RÉPONSE :

« Il est à prévoir que les chiffres organiques d'officiers et gradés subalternes, en rapport avec l'organisation nouvelle proposée, pourront être connus dans un temps assez rapproché si cette organisation est admise.

» Le souci de réaliser toutes les économies acceptables, comme celui de chercher à adapter mieux l'organisation aux possibilités, aux moyens et aux besoins de la Belgique, nous a fait demander encore. »

QUESTION :

Entre-t-il dans les intentions de Monsieur le Ministre de la Défense Nationale de baser la future organisation du pied de paix sur le maintien de 12 divisions actives d'infanterie ?

RÉPONSE :

« Il entre, au contraire, dans les intentions de M. le Ministre de la Défense Nationale de réduire le nombre de divisions d'infanterie sur le pied de paix. Le nombre de 9 divisions paraît le plus convenable. »

QUESTION :

Une réduction, du nombre des divisions d'infanterie actives sur le pied de paix ne permettrait-elle pas de mieux étoffer les unités, de mieux utiliser les cadres existants, de multiplier plus facilement les unités lors du passage du pied de paix au pied de guerre, d'économiser nos ressources budgétaires en réduisant les dépenses nécessaires à l'entretien de l'armée sans affaiblir la Défense Nationale ?

RÉPONSE :

« Ces diverses considérations sont entrées en ligne de compte, en effet, dans l'étude de l'organisation nouvelle du pied de paix en même temps que celles qui résultent de l'étude du rendement numérique des classes de milice et des nécessités stratégiques correspondant à notre situation. L'absolue nécessité d'un mécanisme simple pour le passage du pied de paix au pied de guerre est également intervenue ».

QUESTION :

Quelle est l'organisation actuelle, pied de paix, de la cavalerie et sa répartition en :

1^{re} cavalerie d'armée,
2^{de} cavalerie divisionnaire,
et quels sont leurs effectifs respectifs en troupes et en chevaux ?

RÉPONSE :

« Actuellement sur le pied de paix, il existe :

» *Cavalerie d'armée* :

» Une division comportant comme cavalerie ;

» un Quartier-Général,

» trois brigades, ayant chacune :

» 1 État-Major de brigade,

» 2 régiments de cavalerie à 2 groupes de 2 escadrons (à cheval).

» 1 escadron de mitrailleurs.

» Au total : 24 escadrons.

» 6 escadrons de mitrailleurs. »

» *Cavalerie divisionnaire* :

» Chaque division d'armée comporte :

» Un régiment de cavalerie à un groupe de 2 escadrons (à cheval).

» Id. Id. un groupe de 2 escadrons-cadres.

» C'est en fait 12 escadrons actifs.

» L'escadron (à cheval) de la D. C. a sur pied de paix :

» 123 troupes.

» 103 chevaux.

» L'escadron (actif) de la D. A. a sur pied de paix :

» 149 troupes (y compris ceux de l'unité-cadre).

» 116 chevaux.

» L'escadron des mitrailleurs (D. C.) a sur pied de paix :

» 63 troupes.

» 60 chevaux. »

QUESTION :

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la cavalerie a perdu beaucoup de son importance depuis 1914, surtout sur les théâtres d'opérations pourvus d'un réseau routier très serré et très viable ? La cavalerie ayant besoin, pour agir à distance, d'un important charroi, le rôle de la cavalerie d'armée ne peut-il presque entièrement être assuré, et souvent mieux, par des troupes d'infanterie transportées par camions-automobiles et soutenues par de l'artillerie sur affûts-automobiles et par l'aviation ?

RÉPONSE :

« Le rôle de la cavalerie dans une guerre future ne peut être déterminé en valeur absolue, mais seulement en valeur relative par rapport aux autres armes, en tenant compte de l'expérience récente. Il ne peut être question de

la réduire dans une forte mesure même en tenant compte de l'apparition dans les armées modernes des autos-mitrailleuses, autos-camions, chars rapides de combat, artillerie sur autos, avions, etc.,

» Néanmoins, le projet d'organisation de l'armée sur pied de paix prévoit une réduction de nos forces de cavalerie, réduction sur l'importance de laquelle je ne puis pas encore me prononcer catégoriquement. »

§ 2. — Armement et outillage de l'armée.

En 1920, l'outillage et l'armement de l'armée laissaient à désirer à plus d'un point de vue. Des critiques et des vœux furent formulés.

Or, on peut affirmer que de profondes transformations ne sont pas intervenues depuis lors.

L'armement de notre infanterie n'a pas changé.

En ce qui concerne notre artillerie légère de campagne à tir rapide, M. le Ministre disait, en résumé, il y a un an : « L'adoption du matériel de 7^e 5 A.C. M. A. qui permet d'atteindre des portées d'ordre de 11,000 mètres, fut décidée pendant la guerre. L'exécution d'une commande de 50 pièces a été reprise par la Fonderie de Canons et devra, en principe, être achevée au cours de l'année 1920. »

C'est pourquoi, nous avons posé la question suivante :

QUESTION :

Canon de 7^e 5 A.C.M.A. (voir question 3, page 6 du n° 208, session 1919-1920. Rapport du budget de la Défense Nationale).

Où en est l'exécution du programme annoncé pour 1920 en ce qui concerne la construction de ce matériel et quel est le programme prévu pour 1921 ?

RÉPONSE :

« L'exécution des 50 pièces qui avait été prévue pour 1920 a été reportée en 1921, afin de permettre de diriger toute l'activité de la Fonderie de Canons pendant cette période difficile de sa réinstallation sur les travaux afférents à la remise en état du matériel de guerre.

» Le travail n'a pu être entamé d'une façon suivie que dans le dernier trimestre 1920.

» On peut compter que, pour la fin de l'année 1921, nous disposerons du matériel nécessaire pour l'armement de 4 groupes, soit 48 bouches à feu du type A. C. M. A. (Ateliers de Construction de Matériel d'Artillerie). »

Il y a un an aussi, M. le Ministre annonçait que 12 pièces allemandes de 7^e 7 allaient être appropriées de manière à constituer en 1920, l'armement d'un groupe de campagne qui procéderait à des expériences comparatives avec le matériel A. C. M. A. et que l'adaptation échelonnée de 160 pièces du même type était prévu.

Cette année nous lui avons demandé :

QUESTION :

(Pièces allemandes de 7 c7. mod. 1917, constituant butin de guerre de la Belgique. (Voir question 4, page 7 du n° 208, session 1919-1920. Rapport du budget de la Défense Nationale).

Quelles sont les conclusions des essais annoncés dans la réponse de M. le Ministre de la Défense Nationale à la question 4 et quel est actuellement le programme d'utilisation des 160 pièces d'artillerie en question ?

RÉPONSE :

« Les essais relatifs à la transformation des canons de 7c7 sont en cours. Une bouche-à-feu modifiée a été soumise à des tirs à outrance et s'est très bien comportée.

» On peut donc prévoir une solution favorable. Le matériel ainsi transformé constitue un excellent matériel de campagne tout à fait comparable au matériel du type A. C. M. A. dont il possède les caractéristiques essentielles. Dès maintenant 16 bouches-à-feu sont en vue de transformation et on peut compter sur la sortie, dans le courant de l'année, des matériels nécessaires pour l'armement de trois groupes, soit 36 bouches-à-feu.

» Le programme d'utilisation des pièces de l'espèce tombées au pouvoir de l'armée consiste dans leur modification successive au calibre de 7,5, de manière à servir au réarmement des unités de campagne actuelles.

» Ce réarmement comporte donc le remplacement, échelonné sur plusieurs exercices, par des matériaux plus puissants, des 384 canons de 7,5 T.R. en service.

» On disposera à cet effet :

» 1° Des 50 matériels A. C. M. A. ;

» 2° Des canons de 7 c. 7 allemands retubés en 7 c. 5.

» On compte pour cela se servir non seulement des 160 bouches-à-feu dont il avait été question précédemment, mais encore de tout ou partie des matériels qui avaient été remis comme trophées aux communes. Il n'est pas possible, dans l'état actuel, d'établir le nombre exact des bouches-à-feu pouvant intervenir dans le décompte.

» Enfin 3° des canons de 7 c. 5 T. R. actuels qui seront retubés, amenés à la longueur des canons A. C. M. A. et montés sur des affûts d'obusiers de 105 allemands, dont nous possédons une réserve suffisante ».

D'autre part, en principe, il avait été décidé en 1920, de remettre en état et d'approprier pour notre artillerie la partie encore de quelque valeur du butin de guerre belge en fait d'artillerie moderne comportant environ :

249 canons ;

330 obusiers ;

210 mortiers de tous calibres.

Ce travail devait commencer dès 1920 et un crédit de 6 millions était prévu au budget à cet effet. C'est ce qui nous a amenés à poser la question suivante :

Pièces allemandes de tout calibre constituant butin de la Belgique. (Voir

questions 5 et 6, pages 7 et 8 et questions art. 144, page 29 du n° 208, session 1919-1920. Rapport du budget de la Défense Nationale).

Qu'elle est la partie déjà exécutée du programme annoncé dans les réponses faites l'an dernier par le Ministre de la Défense Nationale à ces questions.

Quels sont, à ce point de vue, les projets pour 1921?

RÉPONSE :

« a) *Projectiles de 7 c. 7 transformés en projectiles de 7 c. 5.* — Nous possédons un gros approvisionnement d'obus de 7 c. 7, dont il sera sans doute possible de tirer parti en les ramenant au calibre 7 c. 5, pour servir à l'approvisionnement en munitions des canons de campagne de l'artillerie transformée.

» Des essais en cours ont donné jusqu'ici des résultats très encourageants.

» Dès que des conclusions définitives auront pu en être tirées, la Fonderie de Canons entamera le travail en série, d'appropriation de ces projectiles, qui représentent une valeur de plusieurs millions.

» b) *Canons de 5 c. 2 et de 8 c. 8 pour l'armement des torpilleurs.* — 4 canons de 5 c. 2 et 9 canons de 8 c. 8 de torpilleurs, sans appareils de fermeture, ont été récupérés.

» Nous avons passé en 1920, un contrat avec la Société Cockerill pour la fabrication de ces appareils de fermeture.

» Ils seront tous fournis vers le milieu de l'année en cours.

» c) *Obusiers de 1 c. 05, de 20 et de 22 calibres.* — Nous possédons plus de 240 matériels, dont 200 environ du type de 22 calibres et 40 de 20 calibres.

» Ces bouches-à-feu doivent servir au remplacement des obusiers de 10 c. 5, actuellement en service et qui sont d'un modèle plus ancien. De plus, ce matériel armera les nouveaux groupes à créer de manière à porter à un groupe par division d'infanterie, la dotation en artillerie de l'espèce.

» Des essais sont actuellement en cours avec une bouche-à-feu transformée en vue de permettre l'utilisation de poudres françaises pour la constitution des charges de tir.

» Ces essais sont en bonne voie et aboutiront incessamment à une conclusion définitive. L'approbation en série des matériels de l'espèce pourra être entamée et on peut compter pour l'année en cours sur la mise en œuvre du matériel nécessaire pour l'armement de 6 groupes.

» d) *Canons de 10 c. 5 L. de 45 calibres.* — Le travail de la mise en état de service de 4 matériels de 103 L. de 45 calibres est en cours. Ces canons sont destinés à l'armement de la première batterie de côte (batterie Bremen).

» e) *Obusiers de 15 c.* — Des études et essais sont en cours pour transformer l'obusier de 15 c. allemand de 17 calibres en obusier de 15 c. 5 de 22 calibres utilisant les munitions françaises.

» Aucune décision de principe n'a été prise jusqu'ici quant à l'affectation des bouches-à-feu en cause.

» Cette question est traitée comme d'urgence secondaire.

» f) *Canons de 15 c. et de 17 c.* — Au cours de 1920, un matériel de chaque type a été confié à la Société Cockerill pour servir d'étude à la remise en état, en série, des matériels de l'espèce.

» A la fin de l'année dernière, un contrat a été passé avec la dite Société pour l'appropriation de 6 matériels de chaque type.

» g) *Minnenwerfers de 7 c. 6.* — 160 minnenwerfers de 7 c. 6 destinés aux 12 batteries d'accompagnement, ont été mis en parfait état de service.

» De plus, une réserve de 70 bouches-à-feu de l'espèce sera remise en état au cours de 1921.

» h) *Minnenwerfers lourds.* — 14 Minnenwerfers de 24 cm. ont été remis en bon état de service; 6 d'entre eux sont destinés à l'armement d'une batterie d'artillerie lourde de tranchée. »

§ 3. — *L'aéronautique militaire.*

Dans l'organisation de notre Défense Nationale, l'aviation occupe une place primordiale. Cette place ira en s'élargissant rapidement. Les dernières années de la guerre l'ont prouvé et depuis l'armistice, l'effort de tous les peuples grandit en cette matière sans discontinuer.

On peut se demander si la Belgique n'a pas le plus grand intérêt à prendre les devants dans cette voie. Sa défense militaire et son expansion économique semblent toutes deux appelées à bénéficier de conceptions larges et hardies. Ce n'est pas de ce côté qu'il faut chercher des économies.

Nous sommes mêmes tentés de trouver que le plan du sexennat conçu en 1919 apparaît-dès à présent comme trop limité et que le commencement d'exécution dont il a bénéficié est vraiment insuffisant.

Au point de vue organisation, une question préalable se pose : le moment n'est-il pas venu d'élargir les cadres de l'aviation militaire et de l'ériger en arme indépendante, la cinquième arme nettement séparée des quatre autres, et même de l'envisager, comme l'est la marine, en tous pays, distincte et indépendante de l'armée terrestre.

Si la question n'est pas mûre dès maintenant, le moment est proche, cependant, où il faudra la solutionner.

D'autre part, au lieu d'être en avance sur les autres peuples, la Belgique semble se réserver, sous le coup d'une certaine indécision.

Notre force en aviation n'est pas, par rapport à l'importance de notre armée, dans une proportion identique à celle observée dans d'autres pays, la France notamment. Cependant, en cas de guerre nouvelle, c'est par la voie aérienne que se fera l'attaque brusquée; il ne peut plus subsister aucun doute à cet égard, dans les esprits avertis.

Cette évidence entraîne la nécessité d'une large couverture aérienne, c'est-à-dire d'une force considérable d'aviation de chasse pour arrêter une expédition puissante de l'aviation de bombardement, pour tenir l'ennemi sous la menace de représailles terribles, bouleversant sa mobilisation et entravant la marche offensive de ses armées.

C'est dans ces deux directions qu'il nous paraît que nous devons surtout engager l'avenir.

Cela suppose d'abord un corps nombreux d'officiers et de sous-officiers d'une réelle valeur comme techniciens et comme pilotes surtout, ensuite des aérodromes et enfin du matériel.

La Belgique manque de pilotes en ce moment et si les candidats se présentent, leur nombre est trop restreint, surtout si l'on tient compte de ceux qui abandonnent en cours d'apprentissage ou après quelques années de service.

Comment améliorer cette situation qui, à la longue, deviendrait pour la Belgique, un réel danger?

D'une part, en élargissant dans une certaine mesure les conditions d'admission au pilotage ; d'autre part, en assurant aux jeunes pilotes militaires des avantages plus sérieux que ceux dont ils jouissent en ce moment au point de vue de la vie qui leur est faite, de leur avancement, de leurs moyens d'existence (solde, traitement, indemnités, primes) des encouragements de toutes natures à leur assurer pour la rapidité de leur entraînement, l'importance du travail fourni, la capacité et la virtuosité professionnelles dont ils font preuve.

La question du pilotage ouvre celle des pilotes de réserve. L'armée ne peut garder en service les milliers de pilotes dont elle doit assurer la mise en ligne en temps de guerre. Or, tout pilote qui ne vole plus, devient très vite, sinon tout à fait inapte, au moins incapable d'un travail immédiat et sérieux.

Dès lors, la question des possibilités de vol données aux pilotes de réserve devient capitale. Elle repose avant tout sur l'existence d'aérodromes aux environs des grandes villes et dans toutes les régions du pays. Les facilités d'atterrissage multiplieront les amateurs des choses de l'air et du tourisme aérien garantissant l'entraînement des pilotes militaires après leur temps de service actif à l'armée.

Sous ce rapport, nos plans et prévisions sont insuffisants et il ne faut pas, pour y suppléer, compter sur l'initiative privée.

N'ayant pas le droit d'expropriation qui n'appartient qu'aux pouvoirs publics, les particuliers ne peuvent songer à acheter, en passant par les prétentions exagérées des propriétaires, les vastes terrains sub-urbains qu'exige un champ d'aviation. Ceux qui ont tenté cette expérience à Gosselies, savent ce que représente d'efforts vains et de sacrifices partiellement inutiles, une pareille entreprise.

C'est à l'État, aux provinces, aux communes armées pour satisfaire à ces besoins nouveaux, d'y répondre sans tarder.

Dans ce sens, tout champ d'aviation militaire voisin d'une ville devrait être organisé de façon à offrir des occasions de vol aux pilotes de réserve de la région.

L'aviation de bombardement surtout trouvera un appui et des possibilités d'extension immédiate, en cas de mobilisation dans l'aviation commerciale, dont un pays ne peut plus se passer, même au point de vue de sa défense militaire. L'aviation commerciale, outre qu'elle favorisera le développement des industries aéronautiques, rendant la Belgique indépendante de la fabri-

cation étrangère, lui assurera un personnel bien entraîné et instruit et un matériel toujours en voie de perfectionnement et de croissance, immédiatement utilisable aux premières heures de la guerre.

En aviation, le matériel de guerre ne se différencie que par un armement rapidement adaptable, du matériel commercial.

De ce côté aussi nous aurons intérêt à voir grand, sans trop calculer la dépense immédiate, tenant compte de ce qui se fait dans les pays voisins, la France, l'Angleterre, la Hollande et l'Allemagne surtout.

Les services quotidiens de transports aériens de passagers, de courrier et de petits colis, créés par le Syndicat National Belge de transports aériens, entre Bruxelles, Paris, Londres et Amsterdam, prouvent par leur développement constant, que l'activité humaine a trouvé une voie nouvelle dont la valeur d'avenir doit dépasser les espérances les plus optimistes.

Quelques chiffres s'imposent ici :

Résultat de l'exploitation des lignes aériennes de la S. N. E. T. A., depuis le 1^{er} août 1920 :

Mois.	Jours ouvrables.	Voyages effectués.	Passagers.	Colis		Courrier postal.
				Quantité.	Poids.	
Août. . . .	26	156	146	88	584,785	134,591
Septembre . .	26	154	166	164	938,370	230,232
Octobre . . .	26	138	182	237	1,005,330	338,780
Novembre . .	26	96	73	236	1,300,660	173,570
Décembre . .	23	38	17	175	708,370	44,955
Janvier . . .	25	65	22	133	562,095	51,265
Février . . .	24	64	36	116	523,982	42,560
Mars.	27	92	99	157	795,748	60,753
Avril.	26	105	161	257	1,300,778	72,586
Mai	26	199	445	553	1,798,811	182,133
Totaux . . .	255	1,407	1,347	2,116	9,518,929	1,331,425

S. N. E. T. A. depuis le 1-8-20.

Bruxelles-Londres, 1-8-20.

Bruxelles-Paris, 1-8-20.

Bruxelles-Rotterdam.

Amsterdam, 2-6-21.

Kilomètres parcourus.	Heures de vol.	
45,330	349	{ 2 services par jour entre Bruxelles et Paris. 1 service entre Bruxelles-Londres.
44,960	346	
51,190	394	
28,470	219	{ 1 service par jour Bruxelles-Paris et Bruxelles-Londres.
11,125	86	
18,775	144	
18,860	145	
26,740	206	
30,900	238	{ 1 service par jour Bruxelles-Paris. — — Bruxelles-Londres. — — Rotterdam-Amsterdam.
49,045	378	
325,495	2,505	

Il convient de remarquer que les Anglais, malgré leur puissance, n'exploitent pour le moment que la ligne Paris-Londres alors que les Belges, malgré leurs faibles moyens, ont déjà en exploitation trois lignes d'importance comparable, en plus de la ligne aérienne Roi Albert au Congo Belge, qui est la première de l'espèce réalisée dans le monde.

Le nombre d'appareils que la S. N. E. T. A. aura en service cette année sera de 30 ce qui, comparé au nombre d'appareils en usage à l'aviation militaire montre l'appui que l'aviation civile peut apporter dans l'aéronau-

tique militaire en temps de guerre, en surplus du personnel utilisé, pilotes et ouvriers spécialistes, qui grâce à l'aviation civile s'entraînent constamment et sont donc à tout moment disponibles pour les besoins militaires éventuels.

Mais les grandes lignes aériennes internationales (belges) de transport ne procureront pas assez de pilotes. Il faut en trouver *en favorisant aussi le tourisme.*

Pour favoriser le tourisme, il faut en autres choses, amener le public à voler...

Il y a lieu de rechercher comment l'État pourrait intervenir par subsides, par exemple, au nombre de passagers transportés, afin de pouvoir diminuer le tarif.

Partant du même principe, encourager et subsidier des lignes intérieures de tourisme.

Quant aux pilotes de réserve, dont nous avons un immense besoin, ils ne continueront ou ne reprendront leur entraînement que s'ils y trouvent certains avantages (primes), des avions faciles et sûrs, à proximité de leur ville, avec éventuellement des moniteurs pour les remettre en confiance.

Pour des raisons d'économie, faciles à comprendre, l'armée aurait tout intérêt à confier cet entraînement à une entreprise privée.

Enfin, la Commission a la conviction que la situation de notre pays, les fleuves et les ports dont il est doté, les progrès de la navigation aérienne, doivent entraîner l'aviation militaire dans un mouvement plus large d'utilisation des hydro-avions.

L'AVIATION MILITAIRE. — ORGANISATION.

Quelle était l'organisation de l'aviation militaire belge :

1°) au 1^{er} août 1914

2°) au 11 novembre 1918.

- a) En personnel volant et autres (officiers, sous-officiers, soldats);
- b) en matériel et installations fixes;
- c) en matériel roulant;
- d) en armement;
- e) en école de pilotage ou de perfectionnement.

RÉPONSE :

1°) a) *Le 1^{er} août 1914 l'Aviation militaire belge comprenait : 4 escadrilles (2 à Brassehaet, 1 à Liège et 1 à Namur). Elle formait la Compagnie d'Aviateurs.*

Officiers. — École militaire :

École . . .	{	1 officier commandant.	} formant 4 équipes.
		1 — professeur technique.	
		1 — — adjoint.	
		1 — — tactique.	
Par escadrille.	{	1 — chargé du service intérieur.	
		1 officier commandant.	
		6 officiers.	
		1 officier du matériel.	

Sous-officiers et soldats :

École . . .	{	1 adjutant.
		1 premier sergent-major.
		1 sergent-major.
		1 fourrier.
Par escadrille.	{	3 civils militarisés (mécaniciens et menuisiers).
		un certain nombre de caporaux et de soldats.
		6 civils militarisés (mécaniciens et menuisiers).
		1 sous-officier technicien comptable.
		1 caporal.
		15 soldats (dont 6 mécaniciens et chauffeurs d'autos).
		2 aides mécaniciens.
		4 menuisiers.
		1 tailleur, 1 forgeron.
		2 aides.

b) Matériel et installations fixes :

Matériel volant .	{	4 avions par escadrille.
		10 avions à l'école.
Installations fixes .	{	2 hangars Bessonneau (à Brassehaet).
		1 hangar métallique (à Brassehaet).
		tentes-abris (1) par avion (démontables).

c) Matériel roulant :

Par escadrille.	{	4 autos-remorques (dont 2 réquisitionnées).
		1 camion-atelier.
		1 fourgon automobile de ravitaillement (réquisitionné).

d) Armement : Néant.

e) Écoles de pilotage (brevet civil)	{	1 à St-Job in 't Goor (lez-Brecht)
		1 à Kiewit (lez-Hasselt).

e) École de perfectionnement : 1 à Brassehaet (brevet militaire).

2° *Au 11 novembre 1918.*

Aviation militaire :

1 E. M.

5 escadrilles divisionnaires.

1 escadrille d'armée.

1 escadrille de bombardement.

3 escadrilles de chasse.

Services annexes.

École d'aviation.

Personnel navigant :	officiers . . .	168
	sous-officiers .	40
	soldats . . .	70
— non-navigant :	officiers . . .	20
	sous-officiers .	222
	soldats . . .	3,831

Matériel roulant :

110 avions en service dans les unités.

36 avions en réserve au Parc.

40 avions en réserve à l'École.

Installation :

40 hangars Bessonneau, Houthem, Quadipre, Hondshoote-Moëres, Oostcamp-Maele-Moerbeke.

1 hangar demi-fixe Houthem.

4 services annexes, Calais.

1 parc avancé à Bruges.

Matériel roulant :

32 autos de liaison.

33 tracteurs d'aviation.

56 camions automobiles.

22 motocyclistes.

Armement :

20 Mauser par escadrille.

Tous les avions avec armement de guerre.

Écoles :

de pilotes à Juvisy.

d'acrobatie à Beau/Marais (Calais).

QUESTION.

Quelle est actuellement l'organisation de l'aviation militaire belge, dans son ensemble et par escadrille ?

1° En temps de paix ;

2° Pour le cas de mobilisation.

a) Comme cadre ;

b) Comme hommes répartis en personnel volant, mécaniciens, divers ;

c) Comme matériel volant (actuellement et immédiatement utilisable) ;

d) Comme matériel roulant : autos, camions, remorques, etc.

RÉPONSE :

« Ci-dessous le texte de la Circulaire du 29 avril 1920 donnant la réponse au 1° de la question :

» J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les nouveaux tableaux organiques de l'aéronautique sur le pied de paix.

» Je vous prie de prendre immédiatement toutes les mesures voulues pour passer à la nouvelle organisation dans le plus bref délai possible.

» Cette organisation ne sera toutefois adoptée qu'à titre provisoire, en attendant que l'organisation générale de l'armée sur le pied de paix ait été sanctionnée.

« Il a été prévu :

» a) POUR L'AVIATION : quatorze escadrilles de réserve de façon qu'à la mobilisation notre armée puisse disposer de :

» Six groupes de deux escadrilles divisionnaires; deux groupes de deux escadrilles de reconnaissance d'armée; trois groupes de deux escadrilles de chasse; deux groupes de deux escadrilles de bombardement.

» *b) POUR L'AÉROSTATION* : une compagnie d'aérostiers de réserve destinée à fournir à la mobilisation trois compagnies d'aérostiers supplémentaires à un ballon.

L'aéronautique militaire comprend :

» Le commandant de l'aéronautique.

» Le 1^{er} groupe composé de :

» Un État-major; trois compagnies d'aérostiers à un ballon; une compagnie d'aérostiers de réserve (1); ultérieurement il a été prévu trois compagnies de réserve; une compagnie de pare.

» Le 2^e groupe (aviation) composé de :

» Un État-Major; six escadrilles divisionnaires à 6 avions (N° 1 à 6); six escadrilles divisionnaires de réserve.

» Le 3^e groupe (aviation) composé de :

» Un État-Major; deux escadrilles de reconnaissance d'armée à 10 avions (N° 7 à 8); deux escadrilles de reconnaissance d'armée de réserve.

» Le 4^e groupe (aviation) composé de :

» Un État-Major; deux escadrilles de chasse à 15 avions (N° 9 à 10); quatre escadrilles de chasse de réserve.

» Le 5^e groupe (aviation) composé de :

» Un État-Major; deux escadrilles de bombardement à 6 avions (N° 11 à 12); deux escadrilles de bombardement de réserve.

» Le 6^e groupe (aviation) composé de :

» Un État-Major; 1^{re} escadrille d'école (10 avions); 2^e escadrille d'école; 3^e escadrille d'école.

» Le 7^e groupe (aviation) composé de :

» Un État-Major; deux escadrilles techniques; une escadrille de pare.

2^e Pour le cas de mobilisation.

» *a)* cadre : le cadre du temps de paix renforcé de 2/3;

» *b)* hommes répartis en personnel volant, mécaniciens divers, les effectifs du temps de paix renforcés de 2/3;

» *c)* matériel volant (actuellement et immédiatement utilisable) : 144 avions;

» *d)* matériel roulant : autos : 77 (réquisitionner au moment de la mobilisation); camions : 42 avec remorques; remorques : 15.

QUESTION :

Quelles sont les prévisions du plan de sexennat, pour le développement de notre aviation, en :

1° hommes; 2° matériel; 3° installations?

RÉPONSE :

« Prévisions du plan de sexennat pour le développement de notre aviation en temps de paix :

» 1° *Hommes* :

» En 1926, terme du sexennat, le nombre d'hommes *instruits* présents à l'aviation devra être de 2,800 hommes.

» En 1922 (1^{re} étape), il sera de 2,150 hommes.

» De 1923 à 1926, le nombre d'hommes devra être progressivement augmenté.

» 2° *Matériel* :

» Le projet de sexennat est conçu comme suit :

» 1921.	Parachèvement de l'organisation actuelle	98 avions;
» 1922.	Augmentation de	31 avions.
» 1923.	—	30 »
» 1924.	—	»
» 1925.	—	»
» 1926.	—	»

de manière à arriver à 249, total des avions prévus.

» En plus de 8 hydro-avions à acquérir à une époque qui n'est pas encore fixée.

» Les 98 avions de 1921 se décomposent comme suit :

6	escadrilles de D. A. à 6 avions.	36 avions.
2	— de reconnaissance à . . . 10 avions.	20 —
2	— de chasse à 15 —	30 —
2	— de bombardement de jour. 6 —	12 —
		98 avions.

Les 249 avions de 1926 se décomposent comme suit :

8	escadrilles de D. A., D. C. et A. L. à . . 8 avions.	64 avions.
2	— de reconnaissance à . . . 10 —	20
6	— de chasse à 15 —	90 —
3	— de bombardement de nuit à 10 —	30 —
3	— de bombardement de jour à 13 —	45 —
		249 avions.

» L'augmentation annuelle se fera par création de nouvelles escadrilles ou par renforcement de celles existantes.

» Pour 1922, on prévoit la création de 3 nouvelles escadrilles :

1 de A. L.	6 avions
1 de chasse	15 —
1 de bombardement de nuit .	10 —

» Il est prévu en plus une réserve d'avions de 33 p. e., chiffre qui pourra être porté à 50 p. e., quand les disponibilités budgétaires le permettront.

» Ces chiffres ne comprennent pas les avions d'école.

3° Installations :

» Les champs d'avions existants ou en construction (voir question 35) suffiront comme hangars, installations techniques, mais non comme casernement. »

QUESTIONS :

Installations. — Quels sont les champs d'aviation actuellement existant en Belgique :

1° Au point de vue militaire exclusivement ; 2° Au point de vue civil exclusivement ; 3° Mixtes ?

Quels sont les nouveaux champs en voie d'organisation ?

Que comprendront-ils comme installations ?

Quand seront-ils ouverts à l'armée, à l'aviation civile ?

RÉPONSES :

a) Aérodrômes militaires existant actuellement en Belgique :

1. Aérodrôme de Haren (mixte).
 2. Id. de Wilryck (plaine d'exercices provisoire à déclasser).
 3. Id. de Schaffen.
 4. Id. de Brasschaet.
 5. Id. de Beverloo.
 6. Id. d'Elsenborn.
 7. Id. d'Asch (à déclasser).
 8. Id. de Bochum (Allemagne occupée).
- } Camps d'instruction.

b) Travaux en cours dans les aérodrômes existants :

1. A Haren : 9 hangars 66/22 et 2 hangars 20/28, casernement pour 6 escadrilles, sera achevé dans le courant du 4^e trimestre 1921.
2. Schaffen : Casernement pour 3 escadrilles, sera achevé dans le courant du 4^e trimestre 1921.
3. Beverloo : 1 hangar 66/22, 3 baraquements techniques, sera achevé dans le courant du 2^e trimestre 1921.
4. Elsenborn : 1 hangar 66/22, 3 baraquements techniques, sera achevé dans le courant du 2^e trimestre 1921.

c) Nouveaux aérodromes militaires en voie d'organisation :

1. Gossoncourt : 7 hangars 66/22, casernement pour 6 escadrilles, sera achevé dans le courant du 3^e trimestre 1921.
2. Bierset-Awans : 6 hangars 66/22, casernement pour 4 escadrilles, sera achevé dans le courant du 4^e trimestre 1921.
3. Nivelles : 4 hangars 66/22, casernement pour 3 escadrilles, sera achevé dans le courant du 4^e trimestre 1921.
4. Wyvelghem : 4 hangars 66/22 et 1 hangar (ateliers, magasins) casernement pour 3 escadrilles d'école, sera achevé dans le courant du premier trimestre 1922.

d) Aérodrome exclusivement civil : Ostende.

e) Id. mixte : Haren.

f) Nouveaux aérodromes civils en voie d'organisation :

- » Spa : 1 hangar, bâtiments d'exploitation sera ouvert au mois d'août.
- » Gand : Id. poste T. S. F., phare, bâtiments d'exploitation, à l'étude, pourra être ouvert au printemps 1922.
- » Anvers : 1 hangar, poste T. S. F., phare, bâtiments d'exploitation, à l'étude, pourra être ouvert au printemps 1922.

* * *

» Il existe en plus un aérodrome privé à Gosselies. »

QUESTION.

AVIATION DE BOMBARDEMENT. — Où en est l'aviation de bombardement comme :

1^o Personnel ; 2^o Matériel volant ; 3^o Armement ; 4^o École et enseignement.

RÉPONSE :

« 2 escadrilles sont actuellement prévues = les 11^e et 12^e escadrilles du V^e groupe.

» 1. Personnel complet de 2 escadrilles avec une classe et demie sous les armes ;

» 2. 6 D. H. 4 à la 11^e, 6 Brég. R. à la 12^e.

» 3. Mitrailleuse simple avant, bi-mitrailleuse sur tourelle ; lance-bombes allemands, bombes allemandes.

» 4. Actuellement pas d'école, pourra se faire dès fin août à l'aérodrome de Bochum, car à cette époque on disposera vraisemblablement d'officiers observateurs, non en périodes de camp.

» Une proposition est admise en principe : utilisation d'un certain nombre de candidats officiers de réserve de cavalerie pour devenir mitrailleurs bombardiers de l'Aéronautique.

» Les essais d'autres bombes, lance-bombes et viseurs sont à l'examen. (Expériences Lindner et Porte.)»

QUESTION.

PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE. — Où en est la photographie aérienne comme :
1° Personnel; 2° Matériel photographique; 3° Combien de camions-ateliers ?

Où est le travail réalisé en 1920 ?

Où en est le relevé photographique des zones occupées ?

RÉPONSE :

« 1. Il existe actuellement trois centres photographiques complets : un à Haren, un à Wilryck, l'autre à Bochum; deux autres seront installés dans le courant de l'année : l'un à Gossencourt, l'autre à Bierset-Awans, celui de Wilryck ira à Releghem.

» 2. a) Si le recrutement des aides est facile, celui des spécialistes permanents est très difficile, sur sept titulaires quatre seulement existent; des candidats-aides qui se sont engagés sont en formation pour se présenter aux examens réglementaires.

» b) Le matériel photographique est au complet, et comporte les types de 1^m.20, 0^m.30 et 0^m.26, suffisant pour tous les besoins.

» c) Quatre camions ateliers.

» 3. Le travail réalisé en 1920 a eu pour but l'instruction des observateurs et du personnel à terre.

» 4. L'aviation de l'A. O. continue la prise méthodique des zones occupées, sous la direction et le contrôle direct du commandant de l'A. O. — Ce travail est avancé. »

QUESTION.

HYDRO-AVIATION. — Quelle est l'organisation existante au point de vue de l'hydro-avion en :

1° Installation; 2° Personnel (nombre de pilotes et mécaniciens); 3° Matériel.

RÉPONSE :

« Il n'existe pas d'hydro-avions actuellement en Belgique. A l'armistice, l'armée belge comportait une escadrille de 6 hydro-avions. Elle a été dissoute en 1920, son matériel étant fort usagé et devant être entièrement remplacer.

» La question des hydro-avions est liée à celle de la défense de la côte; celle-ci est à l'étude. Le plan de sexennat prévoit la création d'une escadrille de 8 hydro-avions à une date qu'il n'est pas possible de fixer actuellement.

QUESTION :

AVIATION CIVILE — Quels sont les encouragements donnés à l'aviation civile :

a) Commerciale; b) Privée.

Qu'ont-ils produit ?

RÉPONSE :

« AVIATION CIVILE. — ENCOURAGEMENTS DONNÉS A L'AVIATION CIVILE.

» A. *Commerciale* : L'aviation commerciale a reçu des encouragements depuis le 1^{er} août 1920 sous forme de primes accordées à des conditions déterminées. Comme résultats obtenus, les lignes aériennes Bruxelles-Londres, Bruxelles-Paris sont actuellement en exploitation. Cette dernière sera prolongée vers Amsterdam au début de mai.

» Les essais faits en 1920 et au début de 1921 avaient été encourageants. Les résultats obtenus depuis le 1^{er} mars 1921 sont très satisfaisants, le nombre de voyageurs et le poids des marchandises transportées augmentent constamment.

» Aucun accident de passager n'est arrivé jusqu'ici.

» Les subsides accordés en 1920 se sont montés à fr. 578,562.40.

» Comme comparaison, la France conserve à son budget de 1921 une somme de plus de 31 millions de francs de l'octroi à primes.

» L'Angleterre n'était pas partisan de primes; cependant cette année elle avait inscrit à cette fin une somme de 60.000 liv. ster. à son budget. Cet encouragement ayant été jugé absolument insuffisant par les intéressés, toutes les lignes anglaises ont suspendu leur trafic. La question est remise à l'étude : une société anglaise vient de recommencer récemment les transports Paris-Londres, et d'après les derniers renseignements obtenus, outre les primes prévues, tous les avions seraient payés par l'État dès leur mise en service. La Hollande a prévu un crédit de 500,000 florins, comme primes en 1921 et il paraîtrait que ce crédit pourrait être augmenté.

» B. *Privée* : Des avions allemands ont été cédés gratuitement à une société pour faire des vols de vulgarisation à prix réduit à Haren, Anvers et Spa. Plus de 3,000 personnes ont profité de ces voyages. Je pense que c'est là une excellente propagande pour l'aviation, aucun accident ne s'étant produit.

» Des avions allemands (une dizaine) ont été cédés à très bas prix (1,000 fr.) à des pilotes de réserve.

» Une entreprise privée exploite un aérodrome à Gosselies; un contrat à passer avec elle pour la formation de pilotes est à l'étude.

» Des subsides ont été accordés à l'Aéro-Club pour l'organisation de festivités aéronautiques.

» En un mot, on a essayé de mieux faire connaître l'aviation, de montrer le peu de danger qu'elle présente, de pousser les jeunes gens hardis et adroits vers l'aviation, d'assurer ainsi le recrutement des pilotes nécessaires au développement de l'aéronautique militaire.

» Les efforts seront continués dans ce sens.

* * *

» Dans un autre ordre d'idées on peut encore citer comme encouragements et aides pour l'aviation civile :

» a) Création d'un laboratoire aérotechnique, qui pourra fonctionner vers le 1^{er} janvier 1922.

» b) Institution de cours d'aérotechnique à l'Université de Bruxelles. Des pourparlers sont engagés avec l'Université de Louvain et le Ministre des Sciences et des Arts pour les Universités de l'État.

» c) Institution de cours pour contremaîtres et ouvriers spécialistes d'aviation à l'Université du Travail à Charleroi. Ces cours qui ont débuté cette année, sont très suivis et ont beaucoup de succès. Des cours analogues seront créés à l'École industrielle de Bruxelles en 1921-1922.

» On projette de faire la même chose pour les Écoles industrielles de toutes les grandes villes.

» d) Des pourparlers sont en cours avec le Ministre des Sciences et des Arts pour vulgariser l'aviation dans les Écoles primaires, moyennes et athénées. »

QUESTION.

Défense contre le bombardement aérien. — Quelles sont les mesures prévues
1° Artillerie anti-aérienne; 2° ballons de protection; 3° abris pour la population civile.

RÉPONSE.

« Cette question est d'une très grande importance.

» Elle fait actuellement l'objet d'une étude complète.

» On va créer incessamment un organisme chargé d'étudier la défense terrestre contre les objectifs aériens.

» En ce qui concerne spécialement l'emploi de ballons de protection, ce système, qui a été expérimenté pendant la guerre et qui est très coûteux, n'a pas donné de résultats pratiques.

» Il n'y a pas lieu, à mon avis, de s'y arrêter. »

QUESTION :

ACHATS D'APPAREILS. — Quels sont les avions actuellement commandés ?
Combien et quels avions neufs ont été achetés depuis la guerre ?
Quand les avions commandés doivent-ils être livrés ?

RÉPONSE :

Année 1920.

Marque	Nombre	Délai de livraison
D. H. 4.	20	Commande passée le 31 mai 1920 et terminée.

Année 1921.

Marque	Nombre	Délai de livraison
Caudron G. 3	12	Le 30 avril 1921.
Morane	9	Le 15 avril 1921 — terminée.
Breguet	10	Commandés en pourparlers pour délai de livraison.
D. H. 4	12	Le 3 avril 1921 — terminée.
Ansaldo	16	Le 15 avril 1921 —
Avro	6	Le 30 avril 1921.

QUESTIONS :

PILOTES DE RÉSERVE. — Quelle est la situation faite aux pilotes de réserve ?
 Où, quand, comment se continue leur entraînement ?
 Combien de pilotes de la guerre sont-ils restés au service actif ?
 Combien ont-ils passé à la réserve ?
 Combien de pilotes ont-ils été formés depuis l'armistice ?
 Combien sont-ils restés en service ?
 Combien sont-ils passés à la réserve ?

RÉPONSES :

« a) Les pilotes de réserve font leur entraînement dans les aérodromes militaires choisis par eux ; actuellement tous les désirs exprimés à ce sujet ont pu être respectés. Quand ils désirent un jour ouvrable, ils préviennent, si possible par téléphone, leur commandant d'escadrille de l'heure de leur arrivée probable à l'Aérodrome. Ils peuvent faire leur service en tenue civile ;

» b) 66 pilotes de guerre sont restés au service actif de l'aviation ;
 » c) 17 pilotes de guerre ont signé un engagement de pilotes de réserve ;
 » d) 8 pilotes brevetés militaires et 14 pilotes brevetés élémentaires ont été formés depuis l'armistice (au 31 décembre 1920). Il y a, en outre, 18 pilotes brevetés militaires et 18 pilotes brevetés élémentaires depuis le 1^{er} janvier 1921. Tous sont restés en service. »

QUESTION :

ACCIDENTS. — Quel a été le chiffre exact du personnel volant, en 1920 :
 1^o dans les escadrilles ; 2^o dans les écoles.

Combien y a-t-il eu d'accidents ?

Combien de morts ?

Combien de blessés ?

RÉPONSE :

« a) Les chiffres du personnel navigant au 1^{er} octobre 1920 :

a) dans les escadrilles : 83 (dont 6 à la C. I. M. C.).

b) à l'école : 40.

b) *Accidents en 1920* : 5.

Morts : Escadrilles : 2.

École : 2.

Blessés : Escadrille : 0.

École : 1 (a obtenu son brevet militaire quelques jours après sa rentrée). »

QUESTION :

OFFICIERS ÉTRANGERS. — A quel titre des officiers étrangers figurent-ils dans l'aviation belge ?

RÉPONSE :

« Ces officiers figurent dans l'aviation au titre de pilotes ; ils furent engagés à une époque où il y avait pénurie d'officiers belges aviateurs. »

QUESTION :

Quel fut leur nombre par grade depuis la guerre ?

RÉPONSE :

« Pendant la guerre, aucun. »

QUESTION :

Combien sont encore en service et pour combien de temps ?

RÉPONSE :

« Sont encore en service : 5.

» Ils ont été avisés qu'ils ne pourront plus être maintenus en service dans l'armée belge après le 30 juin 1921, qu'ils peuvent être remerciés sur demande de leur part avant cette date, et qu'ils le seront en tous les cas à cette date. »

QUESTION :

Quelle est, de ce chef, la charge qui incombe au budget belge ?

RÉPONSE :

« La dépense mensuelle qui incombe de ce chef au budget belge est mensuellement de 5,904 francs environ. »

QUESTION.

EXAMEN DE PILOTE. — Est-il vrai que, lors d'un des derniers examens de pilote à Asch, sur neuf partants, trois seulement sont entrés au champ et que les six autres se sont perdus ?

Pour quelle cause ?

Combien d'appareils ont-ils été brisés ?

Quel préjudice l'État a-t-il subi de ce chef ?

Combien de pilotes l'Av. M. a-t-elle formé en 1920 ?

Combien d'élèves-pilotes a-t-elle dû instruire pour arriver à ce résultat ?

Combien d'observateurs a-t-elle formé en 1920 et combien d'élèves a-t-elle dû instruire pour obtenir ce résultat ?

Combien d'élèves pilotes prévoit-elle avoir à instruire en 1921 ?

RÉPONSE :

« Il est exact que lors des avant-derniers examens des brevets d'aviation sur neuf partants d'Asch pour l'épreuve du Triangle de 300 kilomètres, trois sont rentrés à l'aérodrome de départ le même jour. Il n'est pas exact que les six autres se soient perdus, mais il est exact qu'ils ont été forcés d'atterrir en route.

» Cause : brume opaque et imprévue.

» *Appareils brisés au cours de cette séance* : un (Caudron, n° 6975 capote à Velm). Trois appareils étaient rentrés à l'aérodrome de base le lendemain, celui ayant atterri à Malines a dû être démonté et ramené à Haren, est rentré à Asch par la voie des airs le 5 avril 1921, après avoir été utilisé pour des vols de réentraînement à Haren, celui en panne à Wilryk a été remis en état sur place par la 3^e escadrille et a été ramené à Asch par la voie des airs le 21 février.

» *Perte* : un avion Caudron hors de service, pièces récupérables en partie, 20,000 francs environ, résultat non anormal pour semblables épreuves.

» *Nombre de pilotes formés en 1920* : Brevet élémentaire 14

— — — — — Brevets militaires 8

» *Nombre d'élèves pilotes dont l'instruction a été commencée*. 35

» *Nombre d'élèves pilotes ayant quitté l'école avant la fin de l'instruction* (sur leur demande). 4

» *Observateurs formés en 1920* : Néant, l'organisation du corps n'ayant pas permis l'organisation d'un cours et le nombre d'observateurs de la guerre et actuellement dans les régiments étant suffisants pour les besoins éventuels.

» Des cours ont été organisés en 1921 et le seront chaque année.

» *Nombre de pilotes brevetés prévus formés en 1921* : une centaine de brevetés militaires. »

§ 4. — Matériel automobile.

QUESTION :

Quelle est l'importance du matériel automobile dont dispose actuellement l'Armée belge en ce qui concerne :

I. Voitures-voyageurs;

II. Camions automobiles (classés par charge utile en tonnes).

1° A usage spécial (visiteurs techniques, ambulances, etc.);

2° Pouvant servir à tous les transports et

a) affectés à un service de transport déterminé;

b) à la disposition du commandant (pour des transports de troupes notamment).

III. Matériels divers.

RÉPONSE :

a I. — Voitures voyageurs :

» L'armée belge dispose en ce moment de 137 voitures voyageurs, 75 d'entre elles sont en service fixe en Belgique et à l'Armée d'Occupation ; 82 sont affectées à des services temporaires destinés à disparaître dans un avenir plus ou moins proche.

II. — Camions automobiles :

1° à usage spécial : Ambulances	96
Voitures spéciales au service de santé	13
Épuratrices	41
Camions ateliers	23
Camions magasins	35
Camions à bennes	10
Autos-pompes	12
Cars alpins	6
Postales	6
Autos-mitrailleuses	25
Autos-canon	12
Constructions télégraphiques	36
Véhicules sur rails	61
Tracteurs pour équipages de ponts	146
Tracteurs d'aviation	10
Tracteurs pour l'artillerie lourde	130
Projecteurs	21
Treuil d'aérostation	10
Usines à gaz	1

Remarque. — Une faible partie de ces voitures n'est pas en ordre de marche actuellement, le temps ayant fait défaut jusqu'ici pour leur remise en état. Ce travail est en cours et sera vraisemblablement terminé à la fin de l'année.

2° pouvant servir à tous les transports et

a) affectés à un service de transports déterminé :

Camionnettes de 750	58
Camions de 1 1/2 à 2 tonnes	229
Camions de 3 à 4 tonnes	237

b) à la disposition du commandement :

Camionnettes de 750	7
Camions de 1 1/2 à 2 tonnes	67
Camions de 3 à 4 tonnes	119

» Il y a lieu d'y ajouter 18 camions de 2 tonnes et 12 camions de 3 tonnes loués par le Département de la Défense Nationale au Département des Chemins de fer.

» En cas de nécessité, ces camions seraient mis à la disposition du commandement dans les quarante-huit heures.

- » 3° Matériel divers.
- » a) Magasin d'approvisionnement du charroi automobile.
- » Il s'y trouve stockées des matières premières et pièces de rechange pour l'entretien courant du charroi. La valeur de matières y interposées est d'environ 15 millions ;
- » b) Usine de réparation du charroi automobile.
- » Elle comporte divers ateliers pour l'usinage, le montage, la réparation des pneus et chambres à air des motos, des vélos et des appareils électriques ;
- » c) Parc de triage et de réserve.
- » Il s'y trouve entreposé du matériel à vendre, ainsi que le matériel à conserver en vue de la mobilisation, par suite d'impossibilité de se le procurer par la réquisition.
- » Une partie de la réserve à la disposition du commandement y est également entreposée ;
- » d) C. T./D. A.
- » Dans chacun des corps de transports de division d'armée, se trouve un atelier et un magasin pour la réparation et l'entretien courant des véhicules en service. »

§ 3. Cadres actifs de l'armée

QUESTION.

1° M. le Ministre veut-il bien nous faire dire comment se subdivisent entre les armes et services, et par grade, les 5,348 officiers figurant au tableau des effectifs — annexe au tableau XII du budget pour 1921.

RÉPONSE AU 1°.

Ci-après le tableau.

GRADES.	Etat-major général.	Corps d'état-major.	Secrétaires d'état-major.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Génie.	Corps des transports.	Intendance.	Ordonnancement.	Tresoriers Q.-M. officiers payeurs.	Administration d'habillement.	Officiers d'administration.	Comptables du matériel.	Service de santé.	Service pharmaceutique.	Service vétérinaire.	Chiefs de musique.	TOTAUX.
Lieutenant-général . . .	33	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	34
Général-majors . . .	27	»	»	»	»	»	»	»	4	»	»	»	»	»	2	»	»	»	30
Colonels . . .	»	8	»	45	7	19	8	»	7	»	»	»	»	»	15	1	1	»	111
Lieutenant-colonels . . .	»	4	»	43	43	32	6	6	2	1	»	»	»	»	26	4	9	»	146
Majors . . .	»	12	»	447	28	94	20	4	20	3	6	»	3	»	21	4	4	»	366
Capitaine-commandants . . .	»	3	46	378	90	490	63	58	7	»	57	9	43	45	28	36	46	»	1,006
Capitaines en second . . .	»	»	30	521	20	163	46	7	»	»	55	1	11	6	105	19	31	»	985
Lieutenants . . .	»	»	20	891	160	204	38	458	»	»	181	»	94	18	12	4	5	12	2,600
Sous-lieutenants . . .	»	»	33	424	40	131	44	33	»	»	92	»	34	3	»	»	4	4	812
Sous-lieutenants, (élèves) . . .	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	69	1	»	»	70
Totaux . . .	60	27	99	2,444	358	830	465	266	37	4	391	40	182	42	279	66	72	16	5,348

257

1,991

1,788

QUESTION.

2° M. le Ministre peut-il aussi nous fournir la réponse qu'il a donnée dernièrement à une question demandant combien, parmi les officiers en activité, font du service à la troupe et combien sont détachés ?

RÉPONSE.

« *L'armée active comprend, au total, 5,717 officiers dont :*

» a) 4,141 officiers des armes ;

» b) 1,576 officiers de divers services (intendance, administrations, comptables, service de santé, vétérinaires, secrétaires d'état-major).

NOMBRE D'OFFICIERS DES ARMES DÉTACHÉS.

» 1,664 officiers supérieurs ou subalternes d'infanterie, d'artillerie, de cavalerie, du génie et du corps des transports, y compris les 84 officiers de A. E. M. hors cadres, les officiers détachés dans les états-majors autres que les états-majors de régiment, à l'aviation militaire, dans les dépôts, dans les écoles (soit à titre de professeur, soit à titre d'élève), les officiers détachés à l'armée d'occupation, dans les commissions de réclamation ou de récupération, dans les services du Département, en mission à l'étranger, en congé pour maladie, etc., en un mot, *qui ne font pas du service dans les régiments.*

NOMBRE D'OFFICIERS SE TROUVANT EFFECTIVEMENT EN SERVICE A LA TROUPE.

» 2,477 (non compris les 84 officiers supérieurs ou subalternes A. E. M. hors cadres).

» Le chiffre de 5,717 est différent de celui de 5,348 du 1° de la réponse, parce qu'il comporte des officiers de gendarmerie et en service à la Colonie, émargeant à un autre budget, ainsi que des officiers en non activité ne faisant pas de service.

» Mais, ces chiffres, tout en fournissant beaucoup de renseignements, ne synthétisent par la situation. Ils ne font pas image.

» Pour leur donner toute signification, il faudrait pouvoir les comparer aux nombre des officiers *nécessaires* dans les armes et services. Malheureusement il n'existe actuellement aucune organisation arrêtée, aucune loi des cadres non désuète, personne, pas même l'honorable Ministre, ne peut actuellement dire *exactement* combien il manque d'officiers, ni où ils manquent.

» Comme élément de comparaison, il nous reste l'organisation de 1913 et la loi des cadres correspondante qui permettent cependant de fixer les idées.

» Ci-après le tableau du nombre d'officiers prévu par la réorganisation de 1913. »

GRADES.	Etat-major général.	Corps d'état-major.	Secrétaires d'état-major.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Génie.	Corps des transports.	Intendance.	Ordonnancement.	Trésoriers, Q. M., officiers payeurs.	Administrateurs d'habillement.	Officiers d'administration.	Comptables du matériel.	Service de santé.	Service pharmaceutique.	Service vétérinaire.	Chefs de musique.	Totaux.
Lieutenant-généraux. . . .	44	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	44
Généraux majors.	34	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	36
Colonels	»	6	»	48	8	45	5	»	4	»	»	»	»	»	10	1	1	»	68
Lieutenant-colonels	»	4	»	19	7	10	7	»	6	»	»	»	»	»	12	»	»	»	45
Majors.	»	10	»	168	18	51	18	7	11	»	4	»	1	2	26	4	7	»	327
Capitaines commandant . . .	»	20	12	465	58	153	45	19	7	»	46	28	17	9	28	13	8	»	928
Capitaines en second. . . .	»	10	5	260	58	153	31	16	7	»	18	10	18	6	31	10	4	1	638
Lieutenants	»	»	9	600	139	160	44	47	»	»	38	»	22	6	31	16	19	1	1,132
Sous-lieutenants	»	»	3	579	45	265	30	28	»	»	63	»	20	6	37	15	6	12	1,109
Sous-lieutenants élèves . .	»	»	»	»	»	61	26	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	87
	45	50	29	2,109	333	868	206	417	36	»	169	38	78	29	176	59	45	14	4,401

COMPARAISON EXPRIMÉE EN P.C. DES EFFECTIFS PRÉVUS EN 1913 ET EXISTANT EN 1921 (OFFICIERS DE L'ACTIVE).

GRADES.	État-major général.	Corps d'état-major.	Secrétaires d'état-major.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Génie.	Corps des transports.	Intendance.	Ordonnancement.	Officiers payeurs.	Administrateurs d'habillement.	Officiers d'administration.	Comptables du matériel.	Service de santé.	Service pharmaceutique.	Service vétérinaire.	Chefs de musique.
Officiers généraux	P. C. + 33	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. »	P. C. + 200	P. C. »	P. C. »	P. C.
Colonels et lieutenant-colonels	»	+ 20	»	+ 138	+ 60	+ 100	+ 16.5	»	»	»	»	»	»	»	+ 37	+ 80	+ 75	»
Majors.	»	+ 20	»	—	+ 55	+ 84	+ 11	+ 40	+ 38	+ 150	»	»	+ 200	(c)	»	»	»	»
Commandants et capitaines	»	— 90	+ 170	+ 23	— 5	+ 15.7	+ 4	+ 85	— 50	+ 75	— 73	»	+ 34	+ 40	+ 125	+ 139	+ 300	»
Lieutenants, sous-lieutenants et sous-lieutenants-élèves	»	(a)	»	+ 11.5	+ 14	— 32	— 48	+ 154	(d)	+ 149	(b)	»	+ 200	+ 75	+ 21	— 93	— 64	+ 16

Remarques. — (a) A cause de la suppression du recrutement du cadre spécial d'état-major et son remplacement par des officiers détachés des armées.

(b) L'administration de l'habillement fut réduite à peu de chose pendant la guerre.

(c) Suppression de majors.

(d) Ne comporte pas de lieutenants ou sous-lieutenants.

On constate immédiatement l'augmentation du nombre d'officiers subalternes, on constate que l'accroissement est surtout considérable parmi les catégories suivantes : secrétaires d'état-major, trésoriers, quartiers-maîtres, payeurs, administration.

En ce qui concerne le nombre d'officiers subalternes, on constate que l'accroissement est surtout considérable parmi les catégories suivantes : secrétaires d'état-major, trésoriers, quartiers-maîtres, payeurs, administration.

L'accroissement y est même hors de toute proportion avec celui du nombre d'unités de l'armée.

Si la catégorie des comptables de matériel a subi un accroissement moins considérable, cela tient sans doute au fait accidentel que l'importance de nos places fortes, et partant de leur matériel, a beaucoup diminué depuis 1914.

Au corps des transports aussi, le nombre d'officiers subalternes est actuellement énorme par rapport à l'organisation de 1913.

En résumé, dans les armes et services non combattants et auxiliaires (service sanitaire excepté) l'accroissement des cadres subalternes est énorme.

Les effectifs y sont probablement suffisants, peut-être même y a-t-il surabondance dans certaines de ces catégories. Encore une fois, le manque d'une loi des cadres rend, dans ce domaine, tout contrôle parlementaire illusoire.

Examinons, maintenant, la situation des cadres d'officiers subalternes dans les armes combattantes.

L'infanterie et la cavalerie marquent sensiblement la même situation : légère augmentation par rapport à l'organisation de 1913. Il est probable que lorsque la réorganisation de l'armée sur le pied de paix aura réduit le nombre des D. I., les cadres officiers des unités pourront être constitués de façon assez satisfaisante et qu'il suffira de veiller à l'amélioration du recrutement.

L'artillerie et le génie surtout, par contre, accusent un déficit sensible. Ces armes sont en pleine crise de cadre subalterne.

Au génie, il y a, actuellement, 52 lieutenants (et sous-lieutenants) pour 79 capitaines (commandants et en second). Ce manque d'officiers se fait donc surtout sentir dans les armes techniques, celles où l'officier peut le plus difficilement être remplacé par un sous-ordre, celles aussi où le lieutenant est le plus souvent livré à lui-même, non en communication rapide avec son capitaine.

Au moment où le Parlement et le Gouvernement envisagent la réduction à l'extrême de la durée du temps de service, alors que partisans du service de six, dix, douze ou dix-huit mois sont d'accord pour admettre que l'infanterie doit être soutenue et aidée par un maximum de matériel, nous constatons qu'il existe parmi les troupes chargées du maniement de ces matériels, une aiblesse grave de nature à entraver fortement l'instruction si complexe des miliciens de ces armes et, partant, de réduire considérablement, en temps de guerre, le rendement des moyens matériels coûteux mis par la Nation à la disposition de son armée.

L'armée belge a payé, en 1914, de pertes nombreuses, son infériorité en matériel. Son sort serait peu différent dans une guerre future, si le matériel nombreux et perfectionné dont elle serait pourvue devait être manié maladroitement par des soldats et des sous-officiers mal instruits de leurs délicates fonctions à cause du manque, en temps de paix, d'officiers subalternes.

L'armée du temps de paix ne représentera plus qu'une petite fraction de nos forces mobilisées. L'armée active tend donc à devenir surtout une vaste école pour officiers, sous-officiers et soldats de réserve. Les élèves ne seront à la hauteur de leur mission que dans la mesure où leurs instructeurs auront été mis à même de remplir leur tâche.

Le tableau suivant met cette situation en pleine lumière :

DÉSIGNATION DES UNITÉS.	Nombre d'unités.		Augmentation en 1921, par rapport à 1913, du nombre de : (exprimé en p.c.)		
	Prévues en 1913.	Existantes en 1921.	Unités.	Commandants et capitaines.	Lieutenants.
1°. — Compagnies d'infanterie (y compris compagnies de mitrailleurs, compagnies cyclistes, etc.).	271	438	+ 61.6	+ 23	+ 11.5
2°. — Escadrons de cavalerie (non compris gendarmes)	54	42	— 22.3	— 5	+ 14
3°. — Batteries d'artillerie (y compris artillerie de forteresse des ouvrages et artillerie de siège) .	148	213	+ 43.9	+ 15.7	— 32
4°. — Compagnies de Génie (y compris compagnies spéciales) .	23	71	+ 208.7	+ 4	— 48
5°. — Compagnies du Corps des transports.	12	23	+ 91.6	+ 85	+ 154

Au mal que nous venons de signaler il n'y a qu'un remède : augmenter le recrutement sans nuire à la qualité.

Le recrutement se fait légalement, partie par les cadres, partie par l'École militaire. Pratiquement le recrutement par les cadres n'existe plus faute d'éléments. Il faudra sans doute encore de nombreuses années avant que cette source soit à même de donner du rendement.

Reste le recrutement par l'École militaire.

Les élèves de cette école se recrutent par voie de concours et cette épreuve était, avant la guerre, considérée comme une des plus sévères que puisse affronter un élève à la fin de ses études moyennes. Mais pour que le concours existe réellement il faut que le nombre de candidats aptes soit supérieur à la demande et tel n'est actuellement plus le cas. Le concours d'entrée à l'École militaire n'est plus qu'un examen avec cotes d'exclusion. Il en résulte que le recrutement laisse à désirer, non seulement au point de vue du nombre mais aussi de la qualité.

Il faut porter remède au mal en attirant les jeunes gens vers la carrière militaire, en y conservant ceux qui y sont encore. Ce résultat ne sera atteint qu'en leur offrant une situation matérielle satisfaisante tant à la fin qu'au début de leur carrière.

Plusieurs membres des Sections ont insisté sur ces points et ont demandé explications et remèdes à M. le Ministre. Celui-ci a même déclaré, au cours de ses explications, que l'exode vers la vie civile, des officiers de l'active n'était pas enrayé, et que, trop souvent ceux dont on constatait le départ, étaient précisément aussi ceux considérés comme étant des meilleurs.

QUESTION.

Indemnités diverses allouées aux officiers.

Est-il exact que les indemnités de déplacement accordées aux officiers ne sont pas en rapport avec celles que d'autres départements allouent à leur personnel; que, notamment, des employés des gares détachés à l'A. O. reçoivent des indemnités de 50 à 60 francs par jour et que les cheminots subalternes, piocheurs fixes, reçoivent de 20 à 25 francs par jour alors que les officiers ne reçoivent que 7 francs par jour et les officiers supérieurs 9 francs ?

RÉPONSE.

« A. — Les dispositions du règlement sur les indemnités de déplacement des officiers sont différentes de celles en vigueur pour les fonctionnaires d'autres départements. La situation des uns et des autres et le caractère des déplacements qu'on leur impose ne sont, d'ailleurs, pas comparables.

» Les officiers en mission isolément, sont indemnités « par nuit d'absence » de leur résidence à raison, respectivement, de 40, 35 et 30 francs pour les officiers généraux supérieurs et subalternes.

» Les fonctionnaires, dans la plupart des départements, sont indemnités « par jour » d'absence de leur résidence à raison, respectivement de 30, 25 et 20 francs pour les hauts fonctionnaires, les fonctionnaires supérieurs et les fonctionnaires subalternes. Ces indemnités sont majorées de 50 p. c. pour chaque nuit passée en dehors de la résidence.

« La différence est donc nulle en ce qui concerne les officiers et les fonctionnaires subalternes; elle est de fr. 2.50 pour les officiers et les fonctionnaires supérieurs et de fr. 5.00 pour les généraux et les hauts fonctionnaires.

» Mais il est à noter que les officiers généraux, supérieurs et subalternes, *chefs de famille*, perçoivent, outre l'indemnité de déplacement susvisée, une indemnité journalière dite « de séparation » qui s'élève à 6,5 et 4 francs. Cette indemnité de séparation n'existe dans aucune autre administration de l'État.

» Il en résulte que seuls les officiers généraux et supérieurs *célibataires* ont une indemnité *légèrement* inférieure à celle des hauts fonctionnaires tandis que les *mariés* reçoivent un peu plus.

» Au surplus, une Commission interdépartementale réunie par le Département des Finances, procède, en ce moment, à l'élaboration d'un règlement-type, qui serait applicable à tous les départements ministériels.

» B. — Les officiers de l'A. O. perçoivent l'indemnité de marche fixée respectivement à 12,9 et 7 francs pour les officiers généraux, supérieurs et subalternes.

» Les officiers « chefs de famille » perçoivent, en outre, l'indemnité dite « de séparation » fixée respectivement à 6,5 et 4 francs pour les officiers généraux, supérieurs et subalternes.

» Un officier subalterne marié perçoit donc au minimum un supplément de 330 francs par mois, du chef de son séjour à l'A. O.

Les officiers en service à l'A. O. bénéficient, en plus, du logement gratuit et de l'indemnité de vie chère.

» Le personnel des chemins de fer de l'A. O. perçoit les indemnités de déplacement prévues par le règlement de l'administration des chemins de fer de l'État. Ce personnel ne bénéficie ni du logement gratuit, ni de l'indemnité de vie chère.

» Il convient de remarquer, d'autre part, que les officiers sont placés dans une situation spéciale par suite de l'existence des Mess où ils prennent leurs repas en commun, ce qui représente pour eux, un avantage marqué ».

* * *

De cette réponse, il résulte que les fonctionnaires mariés et célibataires de l'A. O. sont indemnisés à raison de 45, 57,5 et 50 francs par jour, tandis que les officiers mariés ne reçoivent que des suppléments de 21, 17 et 14 francs et les célibataires 15, 12 et 11 francs (en comptant à 3 francs par jour l'indemnité de vie chère).

Il y a lieu de faire remarquer qu'il existe encore une autre différence entre les civils et les militaires en question : les civils ne vont généralement en Allemagne qu'à leur demande, pour un temps suffisamment long pour leur permettre de vivre en famille, tandis que les militaires y vont au hasard des déplacements de régiments et des fluctuations de la politique internationale.

QUESTION.

Monsieur le Ministre peut-il nous dire quelles sont les indemnités allouées aux officiers faisant un séjour dans un camp d'instruction ?

RÉPONSE.

« Les officiers faisant un séjour dans les camps d'instruction bénéficient d'une indemnité journalière de 2 francs. — Les officiers, chefs de famille, perçoivent en outre, l'indemnité dite de « séparation », fixée respectivement à 6, 5, 4 francs par jour, pour les officiers généraux, supérieurs et subalternes.

» Tous les officiers séjournant dans les camps bénéficient du logement gratuit et ils prennent leurs repas en commun dans les Mess créés à leur intention. »

* * *

Il ne nous paraît pas démontré que le logement gratuit et le Mess compensent la différence énorme entre les indemnités des officiers et celles des fonctionnaires civils.

QUESTION.

Avant la guerre, il avait été créé :

a) des indemnités d'études pour certaines catégories d'officiers (Ecole de guerre, armes spéciales, ingénieurs électriciens, etc...);

b) des indemnités pour ancienneté dans certaines armes spéciales (artillerie de forteresse, génie, etc.).

Ces indemnités avaient pour but d'enrayer par des avantages plus moraux que matériels, les départs parmi certaines catégories d'officiers. Ces indemnités furent supprimées en 1919.

Monsieur le Ministre ne croit-il pas que ces suppressions eurent un effet moral considérable et n'estime-t-il pas qu'il y a, dans la voie d'avant-guerre, possibilité de trouver remède à l'exode qu'il constate lui-même, notamment parmi les meilleurs officiers d'artillerie?

*
* *

A cette question, nous avons reçu la réponse suivante dont le début pourrait, tout aussi bien, justifier beaucoup d'autres nivellements qu'on ne semble pas avoir prévus.

Il ne faudrait pourtant pas oublier que le recrutement de tous les sous-lieutenants ne se fait pas de la même façon et que les programmes des connaissances exigées pour devenir élève ou candidat dans les diverses catégories, n'ont pas subi et ne doivent pas subir le même nivellement par le bas que celui qui a été imposé aux traitements.

RÉPONSE.

« S'inspirant du principe fondamental suivant : que le traitement rétribue le service quel qu'il soit et que des allocations spéciales ne se justifient qu'en raison des prestations supplémentaires imposées ou en raison de circonstances obligeant à des débours extraordinaires non prévus dans le traitement, il a été décidé, en 1919, à l'occasion de la revision du barème des traitements, de supprimer les indemnités dont il s'agit. »

« Cette décision trouve encore sa justification dans le principe applicable tout spécialement aux officiers qu'à égalité de devoirs et de services doit correspondre égalité de rémunération.

» Je ne pense pas que des indemnités de cette nature, dont le taux ne pourrait, d'ailleurs, être très élevé, puissent avoir un effet moral assez considérable pour retenir à l'armée les officiers d'artillerie ou autres qui abandonnent la carrière militaire par convenance personnelle. »

Voici, à ce propos, d'après M. Lebrun, rapporteur de la Commission des finances du Sénat français, la situation dans ce pays :

« Plus que jamais les armées modernes ont besoin de techniciens pour diriger
» la fabrication et l'emploi des matériels et des engins de toute nature ainsi que
» l'utilisation des divers procédés scientifiques que l'art de la guerre est appelé,
» aujourd'hui, à mettre en œuvre.

» Le recrutement de ces techniciens devient chaque jour plus difficile en
» raison des nombreux départs qui se produisent parmi nos officiers les plus
» instruits, depuis la signature de la paix, le commerce et l'industrie leur
» offrant des situations supérieures à celles qu'ils peuvent espérer obtenir en

» restant dans les cadres. Il est indispensable de retenir dans l'armée des éléments dont l'absence affaiblirait d'une manière inquiétante notre puissance militaire. »

§ 6. — *Cadre des officiers de réserve.*

La formation de ce cadre est devenue d'une importance capitale. Le service généralisé appellera sous les drapeaux, en cas de mobilisation, un nombre tellement élevé de réservistes, que les officiers de carrière ne pourront en encadrer qu'une très petite partie. Le nombre des officiers de réserve nécessaires devient considérable et la question de leur formation revêt dès lors une importance capitale. Le recrutement, la formation et l'instruction continue des officiers de réserve doit, désormais, être faite avec la même sévérité, les mêmes soins, la même continuité qu'elle l'est déjà pour les officiers de l'armée active.

C'est pourquoi nous avons demandé à Monsieur le Ministre s'il pouvait nous faire connaître le régime actuellement en vigueur à ce sujet, son rendement et pendant combien d'années il restera encore en vigueur.

RÉPONSES :

« Le recrutement s'opère par les moyens suivants :

I. — A tous les grades.

» Par l'admission dans les cadres de réserve :

» 1^o Des officiers des cadres actifs désireux de quitter l'armée et qui sollicitent leur admission à la réserve ;

» 2^o Parmi les officiers pensionnés par limite d'âge ou par ancienneté de service et qui expriment le désir de faire partie des cadres de réserve ;

» 3^o Parmi les officiers auxiliaires ou de réserve pour la durée de la guerre démobilisés qui, avant le 1^{er} septembre 1920, ont demandé à faire partie de la réserve. La dernière phase du travail relatif à ces admissions est en voie d'achèvement ;

» 4^o Parmi les officiers admis au bénéfice de l'A. R. du 16 septembre 1919, n° 6138, et pensionnés pour blessures de guerre ou maladie contractée dans une unité combattante du front. Les demandes d'admission au bénéfice de l'A. R. précité ont été limitées au 31 décembre 1920, sauf exception, pour certains officiers qui ne comptaient pas, à ce moment, dix années de services effectifs.

II. — Au grade de sous-lieutenant.

» a) Parmi les sous-officiers libérés ou en congé illimité qui ont obtenu un diplôme d'aptitude à exercer les fonctions de chef de peloton ou de section délivré par un centre d'instruction pour sous-lieutenants auxiliaires ;

» b) Parmi les élèves ayant suivi les cours d'une école pour sous-lieutenants de réserve avec succès. En ce qui concerne ces derniers, le recrutement s'opère de la manière suivante :

» Trois mois après leur entrée au service actif, les miliciens, les volon-

taires de carrière et les rengagés remplissant les conditions d'études ci-dessous indiquées, sont désignées *d'office* pour l'E. S. L. R. de l'arme à laquelle ils appartiennent ou de celle pour laquelle on les désigne à ce moment, en raison de leurs aptitudes physiques ou de leurs connaissances spéciales.

» Ces désignations sont faites *d'office*, sans qu'il soit tenu compte du désir des miliciens de devenir ou de ne pas devenir sous-lieutenants de réserve.

Conditions d'études.

» a) Humanités complètes ;
» b) Études comportant une base sensiblement égale aux Humanités complètes ;

» c) ou avoir bénéficié des avantages prévus pour l'entrée dans les Universités.

» Le grade de caporal est conféré aux intéressés après l'épreuve éliminatoire qui suit de deux mois l'entrée à l'École de sous-lieutenants de réserve et, au plus tard, après six mois de service actif.

» Le grade de sergent est conféré à ceux qui ont satisfait aux épreuves imposées en fin de session.

» Ceux qui, parmi les élèves des E. S. L. R. ont obtenu le certificat d'aptitude aux fonctions de sous-lieutenants de réserve et qui désirent être nommés officiers de réserve, doivent s'astreindre à un rappel de trois mois pendant l'année qui prend cours au moment de leur mise en congé sans solde préalable à leur envoi en congé illimité, au cours duquel ils prennent part avec une unité à une période de tirs et de manœuvres. Ils ont toute latitude pour choisir cette époque.

» Toutefois, les élèves des écoles supérieures qui ont interrompu leurs études pour remplir leurs obligations, peuvent effectuer la période de rappel pendant l'année qui suit la fin de leurs études.

» Sont nommés adjudants à la fin du rappel de trois mois, les candidats qui ont fait preuve de connaissances professionnelles et d'aptitudes au commandement d'un peloton ou d'une section.

» Ils peuvent être nommés sous-lieutenants de réserve après deux années de grade de sous-officier et lorsqu'ils auront fait preuve qu'ils occupent une position civile en rapport avec l'état d'officier.

Rendement des 1^{re} et 2^{me} Sessions des E. S. L. R.

(Classes 14/15/16 du Contingent spécial 1919).

Nombre d'élèves ayant obtenu le diplôme d'aptitude aux fonctions de sous-lieutenants de réserve.	Ont terminé leur stage.	Consentement à accomplir leur stage.
—	—	—
Infanterie 316	26	54
Cavalerie 21	21	—
Artillerie. . . . 61	9	16
Génie. 69	6	9

» Le Département de la Défense Nationale envisage la possibilité de remplacer sous peu, le rappel de trois mois par deux rappels de trois semaines, indépendamment des rappels qui seront imposés à cette catégorie de militaires après leur nomination au grade de sous-lieutenant de réserve, suivant le nouveau statut.

» Le recrutement par les écoles de sous-lieutenants de réserve continuera à être appliqué à l'avenir et constituera un des modes de recrutement du cadre des officiers de réserve; celui-ci est prévu dans le nouveau statut qui sera incessamment soumis aux Chambres.

» Quant au rendement du système de recrutement actuel, il a donné approximativement, depuis la remise de l'armée sur le pied de paix, le 30 septembre 1919, pour les cadres de réserve :

95 officiers des cadres actifs ;

95 officiers pensionnés par limite d'âge (1) ;

929 officiers auxiliaires ou de réserve pour la durée de la guerre ;

132 officiers admis au bénéfice de l'A. R. du 16 septembre 1919, n° 6158 ;

177 sous-officiers libérés ou en congé illimité nommés sous-lieutenants de réserve.

» Le système de recrutement actuellement en vigueur restera encore d'application quand le nouveau statut des officiers de réserve sera adopté, sauf en ce qui concerne l'admission des officiers auxiliaires et des officiers de réserve pour la durée de la guerre. Par contre, le nouveau statut prévoit l'admission dans les cadres de réserve de certaines catégories d'officiers pensionnés avant l'âge pour invalidité (moins de 50 p. c.) par application de la loi sur les pensions militaires du 23 novembre 1919. Il est aussi prévu que certaines personnalités civiles éminentes pourront être admises dans le cadre nouveau des « officiers de réserve spécialistes » (médecins, chirurgiens, pharmaciens, vétérinaires, ingénieurs, financiers, directeurs d'industrie, fonctionnaires de l'État, officiers de marine, techniciens, etc.).

» L'E. M. A. envisage également la possibilité d'admettre comme sous-lieutenants de réserve certains militaires ayant participé à la campagne 1914-1918.

» En vue de se rapprocher dans le plus bref délai possible des effectifs énormes en officiers que devront comporter les cadres de réserve, il sera même désirable qu'un nouvel appel soit fait aux officiers auxiliaires et officiers de réserve pour la durée de la guerre, qui ont servi pendant la campagne 1914-1918 et dont la demande d'admission dans les cadres de réserve n'a pas été introduite dans les délais voulus. Cette question sera réexaminée quand la nouvelle organisation de l'armée sur le pied de guerre aura pu être déterminée. »

QUESTION.

Monsieur le Ministre peut-il nous faire connaître les mesures prises pour

(1) 134 officiers pensionnés par limite d'âge ou sur leur demande (mais non pour invalidité) sont en instance pour obtenir leur admission dans les cadres de réserve.

maintenir en contact étroit l'armée active et les officiers de réserve et tenir ces derniers automatiquement au courant de tous les changements survenant dans la première.

RÉPONSE.

« 1° Les officiers de réserve peuvent être appelés sous les armes en temps de paix, pour assister à une période de tirs et de manœuvres ou être mis au courant de leurs fonctions éventuelles dans l'armée mobilisée.

» Les officiers de réserve ont été autorisés à participer cette année (1921) aux périodes de tirs et manœuvres pendant une période maximum de quinze jours, de préférence avec l'unité à laquelle ils appartiennent, à moins qu'ils n'aient manifesté le désir d'y assister à une autre époque.

» 2° Des mesures propres à en retenir en dehors des périodes de rappel l'instruction militaire des officiers de réserve et à les maintenir en contact avec les officiers des cadres actifs sont prévues dans leur nouveau statut.

» Telles sont, par exemple, leur groupement et leur participation volontaire à des réunions, cours d'instruction, conférences, travaux techniques ou tactiques, leur participation à des cours d'équitation, à des réunions sportives, aux repas de corps, leur admission aux bibliothèques de garnison, la remise gratuite des règlements et instructions, etc.

» D'ailleurs, la Chambre est actuellement saisie d'un projet de loi (document n° 285 du 20 mai 1921) déterminant l'état et la position des officiers de réserve et assimilés. »

QUESTION.

Monsieur le Ministre veut-il nous dire :

1° Si l'arrêté royal du 14 février 1921 portant fixation de la situation pécuniaire au titre civil, des agents de l'État appelés au service militaire en qualité de miliciens ou rappelés sous les drapeaux en la même qualité, s'applique aussi aux officiers de réserve entrés à l'armée en qualité de volontaires de guerre ?

2° Si ledit arrêté royal s'applique aussi aux officiers de réserve miliciens rappelés sous les drapeaux en qualité d'officiers de réserve pour une période non obligatoire pour les soldats de leur classe de milice ?

3° Dans la négative, quelle est la situation des catégories en question, en ce qui concerne leur situation pécuniaire ?

RÉPONSE.

« 1° Oui, il s'applique à tous les officiers de réserve.

» 2° Oui, idem.

» 3° Voir 1° et 2°. »

QUESTION.

a) Étant donné que l'article 5 du projet de loi déterminant l'état et la position des officiers de réserve et assimilés, permet au Ministre de la Défense Nationale d'appeler les officiers de réserve sous les armes, en temps de paix, *selon les nécessités à déterminer par lui*, et notamment :

1° Lorsque l'armée ou *une partie de celle-ci* est portée aux effectifs de paix renforcée;

2° Pour des rappels annuels de *quinze jours à un mois au maximum et obligatoires* dans leur ensemble, *pour une durée de six mois*.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale n'estime-t-il pas que l'arrêté royal du 14 février 1921, portant *fixation de la situation pécuniaire, au titre civil, des agents de l'État appelés au service militaire en qualité de miliciens ou rappelés sous les drapeaux en la même qualité*, est de nature à engager les agents de l'État, vétérans de la guerre 1914-1918, officiers de réserve occupant dans la hiérarchie militaire une situation moindre au point de vue pécuniaire que celle qu'ils occupent au titre civil, à donner leur démission d'officiers de réserve aussitôt que la chose leur est possible et, en attendant, à refuser de prendre part à toutes les périodes de rappel facultatives prévues pour les officiers de réserve, l'article 7 de cet arrêté royal étant tel que toute période de rappel d'un mois au moins se traduira pour les intéressés par une perte d'argent ?

b) Étant donné l'article 5 du projet de loi déterminant l'état et la position des officiers de réserve et assimilés (voir question n° 76),

Étant donné que ceux qui, parmi les élèves des E. S. L. R. ont obtenu le certificat d'aptitude aux fonctions de sous-lieutenant de réserve et qui désirent être nommés officiers de réserve, doivent s'astreindre à un *rappel de trois mois*, pendant l'année qui prend cours au moment de leur mise en congé sans solde préalable à leur envoi en congé illimité (après lequel rappel ils peuvent seulement être nommés adjudants),

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'arrêté royal du 14 février 1921 est de nature à engager les agents de l'État à refuser systématiquement de devenir officiers de réserve et cela d'autant plus qu'ils occuperont une situation pécuniaire plus élevée dans les administrations de l'État ?

RÉPONSES.

« Le Département de la Défense Nationale se réfère à la réponse faite à la question n° 181 posée par M. le député Briffaut en date du 8 mars 1921 au sujet des allocations des officiers de réserve dont il s'agit.

(N° 235, p. 331 — questions et réponses — 10 mai 1924).

QUESTION N° 181 DE M. BRIFAUT, DU 8 MARS.

Un arrêté royal du 14 février 1921 supprime, pendant la durée du service militaire effectif le traitement civil des agents de l'État.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale voudrait-il dire à la Chambre si cette disposition s'applique aux seuls militaires, comme le porte l'intitulé de l'arrêté, ou bien vise-t-elle tous les rappelés, y compris les officiers de réserve, comme l'indiquent les termes généraux de l'article 4^{er} ?

Dans ce dernier cas, ne serait-il pas équitable de maintenir aux officiers commissionnés (active, réserve ou auxiliaire) au cours de la campagne 1914-1918 le bénéfice qui leur était accordé pendant la guerre de pouvoir choisir entre leur traitement civil et leur traitement d'officier ?

Le préjudice causé par l'application rigoureuse de l'arrêté précité amènerait sans nul doute, un certain nombre de ceux qui n'ont plus d'obligations militaires à solliciter leur démission d'officiers de réserve.

RÉPONSE.

« Le Gouvernement ne sous-évalue pas l'intérêt du problème qui a attiré l'attention de l'honorable membre et examine, en ce moment, les mesures à prendre pour porter remède à la situation. »

* * *

Les conclusions de ces questions et des réponses qui y ont été données prouvent que le Ministre de la Défense Nationale reconnaît que l'arrêté royal du 14 février 1921, signé par M. le Ministre de l'Intérieur et contresigné par tous les Ministres, est de nature à entraver la constitution du cadre des officiers de réserve de l'armée.

De plus, la réponse d'après laquelle l'arrêté royal en question s'applique à *tous* les officiers de réserve nous a fait supposer qu'en cas de guerre et d'une nouvelle invasion du pays (toutes les hypothèses doivent être envisagées) les fonctionnaires restés, même inactifs, en pays occupé, auraient droit à l'intégralité de leur traitement, tandis que ceux d'entre eux qui sans avoir encore d'obligations de milice, mais étant vétérans de la guerre de 1914-1918, rentreraient à l'armée comme volontaires de guerre en qualité d'officiers de réserve, verraient leur traitement de fonctionnaire remplacé par celui d'officier, même si ce dernier était notablement inférieur au premier.

C'est pourquoi nous avons demandé à Monsieur le Ministre de la Défense Nationale :

QUESTION.

Quelle est la situation pécuniaire en cas de guerre et d'une nouvelle occupation de la Belgique ou de partie de celle-ci par les armées ennemies, des fonctionnaires restés en territoire occupé?

RÉPONSE.

« La question ne concerne pas exclusivement le Département de la Défense Nationale; elle est d'ordre gouvernemental, attendu qu'elle intéresse tous les agents de l'État. »

* * *

La réponse donnée à notre question est loin de nous faire croire que les conséquences que nous avons déduites des textes sont fausses.

Il est une autre conséquence, plus absurde encore, que nous craignons possible : c'est que le fonctionnaire qui, en cas de guerre, contracterait un engagement de volontaire de guerre, serait privé de tout traitement dès le mois suivant celui de son engagement à l'armée alors qu'il aurait droit à ce traitement, même parfois pour ne rien faire, s'il ne s'engageait pas.

Il est à peine croyable que pareilles situations puissent être consacrées par arrêté royal.

La Commission espère que l'arrêté royal en question n'est pas le reflet de tendances existant, soit au sein du Gouvernement, soit parmi certains membres des administrations centrales, mais qu'il est simplement le résultat d'une étude trop superficielle. En tout cas, cette situation existe depuis quatre mois. Un membre de la Chambre l'a, depuis trois mois, signalée à l'attention du Gouvernement.

La Commission espère que l'arrêté royal en question aura été remanié, jusque dans son titre, avant que les textes mal établis n'aient eu le temps de provoquer certaines des conséquences prévues par les questions reproduites ci-dessus. Elle espère aussi que les textes nouveaux favoriseront, au lieu de défavoriser, les agents de l'État qui, volontairement, s'astreindront à des prestations militaires supplémentaires dans le but de faire partie des cadres de réserve de l'armée.

§ 7. — *Caisse des veuves et orphelins des officiers et sous-officiers de l'armée.*

La question de la revision des statuts de la caisse des veuves et orphelins des officiers de l'armée est à l'ordre du jour depuis avant la guerre! Les intéressés se plaignent vivement des conditions onéreuses et malaisées qui leur sont imposées par cette caisse alors que les pensions accordées sont d'un montant minime.

Dans la situation actuelle, un officier ne peut obtenir l'autorisation de contracter mariage qu'après avoir effectué à cette caisse, un versement préalable et indépendant des retenues périodiques dont le montant est de 2,500 à 3,000 fr. en moyenne. Or, au taux des traitements et de l'index-number actuels, les économies que peut avoir faites un jeune officier vivant de son métier, car c'est le seul cas qui doit nous intéresser, sont bien insuffisantes pour suffire aux frais de première installation.

Or, c'est à ce moment précis que la caisse des veuves et orphelins pose son tyrannique ultimatum.

Ce régime est suranné; il date du temps où notre armée n'était qu'un mauvais décor et où l'on exigeait surtout de nos officiers d'être des hommes de salon. Ce temps a vécu; de ses méthodes il ne devrait, depuis longtemps, plus rien subsister!

La Section centrale avait, il y a un an, attiré l'attention de M. le Ministre sur la question de la revision des statuts de cette caisse (voir p. 16 n° 208, Session 1919-1920).

Comme il semble que la question n'a pas fait de grands progrès depuis et étant donné que la création d'une caisse des veuves et orphelins des sous-officiers de l'armée figure depuis bientôt trente ans parmi les réformes à l'étude et est impatientement attendue par les intéressés, nous avons demandé à M. le Ministre si la Commission chargée de la revision des statuts de la Caisse des veuves et orphelins des officiers n'a pas aussi été chargée de cette seconde étude et s'il n'estime pas que pour des questions qui, comme celles-ci, paraissent vouées à l'encombrement perpétuel, il y aurait lieu de demander à la Commission d'études de fixer, elle-même, le délai dans lequel elle croit pouvoir déposer ses conclusions.

M. le Ministre de la Défense Nationale qui, dès son arrivée au département, a manifesté son vif désir de voir aboutir ces questions, nous a répondu :

RÉPONSE.

« Un projet complet réformant notre régime de pensions de veuves et orphelins a été élaboré en 1920. Ce projet comprenait :

» 1° La reprise par l'État, de la Caisse des veuves et orphelins des officiers de l'Armée et de la Caisse de secours de la Gendarmerie;

» 2° L'institution de pensions au profit des veuves et des orphelins des militaires de rang subalterne;

» 3° Indépendamment des 1° et 2° ci-dessus, une extension de la loi du 25 novembre 1919 sur les pensions militaires, extension conçue de manière à donner aux avantages accordés par cette loi, aux veuves et aux orphelins, le caractère d'une véritable assurance moyennant le paiement de faibles primes par les militaires intéressés.

» L'institution d'une Commission interministérielle chargée d'étudier le problème général de la réforme de toutes les caisses des veuves auxquelles se trouvent affiliés des agents de l'État a fait différer le moment où une décision sera prise concernant les Institutions de prévoyance ressortissant au Ministère de la Défense Nationale.

» Devant cette situation, vu l'urgence qu'il y a à donner au moins une première satisfaction aux revendications légitimes des intéressés, j'ai décidé, récemment la mise à l'étude d'une Caisse de pensions provisoire en faveur des veuves et des orphelins des militaires appointés au-dessous du rang d'officier.

» Un projet de loi portant création de cette institution sera soumis sous peu aux Chambres législatives.

» En outre, j'ai prescrit de poursuivre l'étude des modifications qu'on pourrait apporter aux statuts de la Caisse des veuves des officiers, en attendant la décision définitive qui déterminera le sort des Caisses de pensions des veuves.

» Il va sans dire que les mesures temporaires projetées seront conçues de manière à ne pas compromettre la réalisation des dispositions définitives qui seront adoptées ».

§ 8. — *Administration et règlements militaires.*

Reprenant la question déjà soulevée l'an dernier, votre Commission a posé, à ce sujet, les questions suivantes :

QUESTIONS.

a) Des mesures ont-elles été prises en 1920 pour porter à la connaissance des officiers le répertoire de tous les règlements et instructions en vigueur dans les divers domaines de la vie militaire ?

RÉPONSE.

« Il n'a pas encore été publié de nouveau répertoire des règlements en vigueur. *Ce travail est actuellement en cours.* La publication en a été retardée à cause de l'instabilité de la situation actuelle, la plupart des règlements et instructions étant en revision en ce moment. »

QUESTION.

b) Quelles sont les mesures prises afin de tenir les officiers de réserve au courant des modifications survenues à l'armée, au point de vue règlements?

RÉPONSE.

« Le nouveau statut des officiers de réserve ou assimilés que je viens d'approuver, prévoit, à l'article 24 de l'A. R., qu'il sera fait remise gratuite aux officiers de réserve et assimilés des instructions et règlements en vigueur. Ces officiers pourront être admis à assister à des cours d'instruction, conférences, travaux techniques ou tactiques, etc... et à recourir aux bibliothèques militaires. »

QUESTION.

c) Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait avantageux que tout officier de l'active et aussi tout officier de réserve possédât personnellement, en permanence, pendant toute sa carrière à titre de prêt, fait par l'Etat, tous les règlements militaires dont il doit appliquer ou connaître le contenu?

RÉPONSE.

« Oui, il est nécessaire que tout officier, tant de l'active que de la réserve possède personnellement en permanence, à titre de prêt fait par l'Etat, tous les règlements militaires dont il doit appliquer ou connaître le contenu.

» Il est, en outre, indispensable que les officiers adjoints d'Etat-Major soient mis en possession de tous les règlements d'armes et de service (infanterie, cavalerie, artillerie, génie, aéronautique, télégraphe et signalisation, C. T. et service de l'arrière).

» La C. M. du 7 avril 1921 E. M. A. (section A) n° X. A/13348 qui vient d'être distribuée, a réglé cette question dans le sens indiqué. »

CHAPITRE II.

LA DÉFENSE NATIONALE ET LE BUDGET EXTRAORDINAIRE (TABLEAU XVII).

§ 1. — Bâtiments militaires.

Au cours de notre exposé financier, nous avons attiré l'attention sur l'importance des crédits prévus pour constructions militaires.

C'est à raison de cette importance que nous avons posé à M. le Ministre la question suivante :

QUESTION.

Quels sont les articles du budget relatifs à des dépenses qui ne sont que conséquences des augmentations successives apportées au chiffre du contingent annuel et de l'adoption du service militaire obligatoire et général? (Le nombre d'unités, grandes et petites, sur le pied de paix comme sur le pied de guerre, étant fonctions du chiffre du contingent annuel). (L'expression : « contingent annuel » ne visant qu'une seule classe de milice).

RÉPONSE.

« Articles : 76, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 93, 94, 101, 104 (partiellement : 82, 89, 90, 102), 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123.

» L'explication de ce fait est simple.

» Avant 1913, l'effectif moyen de l'armée était de 42,800 hommes. La levée annuelle, de 13,000 recrues environ.

» La réorganisation de 1913 porta la levée annuelle à 33,000 et l'effectif moyen à environ 60,000 hommes.

» Cette transformation exigeait une extension des casernements, campements et établissements militaires.

» Ces travaux furent prévus, mais la guerre survint alors que leur exécution n'était que commencée.

» Actuellement, nous incorporons toutes les recrues en état de rendre quelque service.

» Les effectifs de l'armée dépasseront, lorsque la situation sera redevenue normale, ceux prévus en 1913. De plus, nous vivrons pendant deux ans encore une période transitoire pendant laquelle nous incorporerons chaque année deux classes de milice.

» Or, le casernement doit présenter un minimum indispensable de confort et nombreuses sont les plaintes, souvent justifiées d'ailleurs, qui s'élèvent au sujet des mauvaises conditions de logement de nos soldats.

» La Commission de l'armée a même fait rapport au sujet du mauvais état de certains casernements d'Anvers.

» Beaucoup de casernes contiennent une population beaucoup trop élevée. Dans bon nombre d'entre elles les conditions d'hygiène sont déplorables; certaines installations manquent d'eau !

» Il y a, par conséquent, bon nombre de travaux de caractère permanent dont l'exécution ne peut pas être différée. D'autres, au contraire, ont été prévus pour une organisation qui sera bientôt réduite et permettra ainsi de réaliser de sérieuses économies ».

La situation du casernement est expliquée dans l'exposé financier de ce rapport. (Chapitre III, Examen des articles, page 30 et suivante).

La justification de l'exécution ou de la suppression des travaux extraordinaires prévus est indiquée dans les réponses aux questions que nous avons posées à ce sujet.

QUESTION.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale peut-il nous fournir, pour chacun des travaux prévus aux articles 76 à 153 du Titre II du Budget de 1921 (§ 2, Dépenses extraordinaires, tableau XVII), une note succincte explicative et justificative qui nous fasse savoir si leur achèvement pourra s'effectuer au moyen des crédits demandés pour 1921 et, éventuellement, quelle est l'importance de cette somme par rapport à celle nécessaire à l'exécution complète.

Ces notices devraient nous renseigner aussi sur l'influence qu'aura l'achèvement de ces travaux sur la capacité des bâtiments militaires.

RÉPONSE.

I. — SERVICE DES BATIMENTS MILITAIRES.

« Ci-après les précisions concernant les articles 76 à 104.

» a) Pour les articles 82, 87, 91, 99, 100 et 102, les crédits prévus correspondent à la totalité des besoins actuellement envisagés.

» Les travaux n'auront pas d'influence sur la capacité de logement actuelle de la troupe (l'immeuble de Saffraenberg est occupé depuis deux ans);

» b) Pour les autres articles, les crédits prévus ne sont que des crédits partiels destinés à parer aux besoins les plus urgents.

» *L'opportunité et l'importance* de ces travaux sont liées à la question de la *réorganisation de l'armée* pour ce qui concerne les articles 76, 77, 78, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 92, 93, 94, 97 et 101, tandis qu'elles sont indépendantes de cette réorganisation pour les autres articles 79, 88, 89, 90, 95, 96, 98, 103 et 104. »

1^{re} Catégorie.*Articles dont les travaux sont liés à la question de réorganisation de l'armée.*

» L'ensemble de ces crédits s'élevant à 42,400,000 francs pour les casernements et à 15 millions de francs pour les nouveaux camps n'est qu'une faible partie de la dépense totale nécessaire à reporter sur plusieurs exercices budgétaires et estimée à 150 millions de francs pour les casernements et à 70 millions pour les nouveaux camps.

» L'achèvement de ces travaux augmenterait la capacité normale de logement de 15,000 hommes, 6,500 chevaux (camps exceptés), ce qui permettrait notamment de supprimer toutes les installations baraquées.

» Cette augmentation peut paraître peu en rapport avec les dépenses, mais il faut tenir compte de ce que celles-ci concernent en notable partie des installations pour parcs et dépôts destinés plus particulièrement à remiser des butins et du matériel.

» Pour les camps nouveaux, les prévisions comportent les installations nécessaires pour deux D. I. et la D. A. L. sur 16,000 hectares de terrains dans la province de Luxembourg.

2^e catégorie.*Articles dont les travaux ne sont pas liés à la question de réorganisation de l'armée.*

« ART. 79. — Un crédit supplémentaire vraisemblablement de 500,000 fr. sera peut-être encore nécessaire en 1922 pour achever la mise en état et l'appropriation de ce casernement, indépendamment du prix d'achat de l'immeuble en voie d'expropriation et dont le coût est estimé à un million.

» Il sera possible, de la sorte, de loger dans ces bâtiments un *minimum* de 800 hommes de troupes techniques avec un charroi ou un matériel assez important.

» ART. 88. — Le crédit permettra d'achever la distribution d'eau du Camp de Brasschaet et de poursuivre les travaux analogues du Camp de Beverloo. L'estimation des dépenses supplémentaires pour ce dernier camp ne peut être faite, cette question dépendant du résultat d'essais de forage de puits en cours d'exécution.

» ART. 89. — Les crédits demandés suffiraient à l'effet d'achever l'École d'artillerie, l'École de cavalerie et la majeure partie du dépôt de remonte conçus pour les besoins actuels.

» Un crédit supplémentaire de 10 à 12 millions à répartir sur les exercices 1922 et 1923 semble nécessaire pour compléter ces installations, ainsi que celles de l'École du génie et à construire celles de l'École d'infanterie.

» ART. 90. — Aucune précision ne peut être donnée au sujet des besoins ultérieurs de cet article, la nécessité de ces travaux étant liée à la crise générale de logements.

» ART. 95. — Les crédits prévus pour 1921 ont surtout pour but de supprimer tout éclairage au pétrole. Les crédits à demander éventuellement par la suite dépendent surtout des difficultés qui pourraient justifier ça et là le remplacement du système d'éclairage au gaz par l'électricité, question au sujet de laquelle il n'est pas possible de se prononcer dès maintenant.

» ART. 96. — Ces crédits sont relativement peu élevés et liés aux décisions qui pourraient être prises au sujet de l'importance des dépôts de munitions à créer.

» ART. 98. — Il est vraisemblable que les crédits demandés pour 1921 permettront d'améliorer sensiblement la situation et de diminuer de 50 p. c. les dépenses analogues à prévoir pour 1922.

» ART. 103. — La question de logements de gardiens de forts est encore à l'étude et liée notamment au résultat des négociations en cours avec les administrations communales. Il est à présumer que les crédits demandés suffiront pour liquider définitivement cette question cette année.

» ART. 104. — Ces crédits ne sont demandés que pour 1921 ; les immeubles acquis à cet effet augmenteront, après approbation, la capacité de logement

de 200 hommes, tout en permettant de constituer des dépôts de plusieurs milliers de butins.

II. — SERVICE DES HOPITAUX.

N° des articles du budget.	LIBELLÉS.	Hôpitaux militaires.	Montant.	Notices succinctes.	Influence de l'achèvement des travaux sur la capacité des bâtiments.
105	Construction salle affusion hydrothérapie et service de bains	Bruxelles.	500,000	Achèvement s'effectuera en 1921.	Néant. Nécessité technique.
106	Agrandissement service chirurgie.	Id.	300,000	Id.	Id.
107	Achèvement du bâtiment principal	Ostende.	1,000,000	Id.	Institut balnéaire.
108	Reprise des travaux prévus en 1914. Pavillon P. 13.	C. Beverloo.	420,000	Continuation d'un travail d'ensemble. Ces sommes représentent le tiers du travail complet.	Capacité portée à 100 lits supplém.
109	Id. pavillon X. 17 . . .	Id.	284,000		
110	Id. pavillon W. 35.	Id.	54,000		
111	Création pavillon S, chirurgical, sceptique, aseptique, préparat ^{ns} et radio.	Louvain.	55,000	Agrandissement partiel, la totalité de l'agrandissement est encore à l'étude et aucun chiffre ne peut être fixé.	Néant. Nécessité technique.
112	Expropriation 320 mètres carrés de terrain.	Id.	85,000		

III. — SERVICE DE L'INTENDANCE.

« ART. 113. — *Agrandissement des bâtiments occupés par le Magasin régional du couchage du Camp de Beverloo.*

» ART. 113. — *Construction d'une buanderie au Camp de Beverloo.*

» Ces travaux avaient déjà été reconnus nécessaires avant la guerre par suite de l'augmentation des effectifs résultant de l'application de la loi sur la milice du 30 août 1913. Ils sont à plus forte raison indispensables aujourd'hui.

» ART. 114. — *Aménagement d'une buanderie au magasin de couchage de Liège.*

» Même réponse que ci-dessus et de plus, parce que le magasin du couchage de Liège doit être pourvu d'une buanderie.

» ART. 116. — *Installation de baraquements, outillage, aménagements divers pour la fabrique de chaussures à Thieft.*

» Le crédit comporte : a) une somme de 175,000 francs, complément nécessaire pour achever le paiement du prix d'acquisition (675,000 francs) de la fabrique. La somme 500,000 francs a été consentie à l'article 221. Dépenses extraordi-

naires, exercice 1920; b) une somme de 123,000 francs pour l'installation et l'aménagement de la fabrique. L'exploitation de cette fabrique fera réaliser des économies et constitue un établissement de la base en temps de guerre.

» ART. 117. — *Achat d'un terrain et installations à Roulers pour annexe au magasin central d'habillement.*

» L'atelier de confection d'effets d'habillement doit y être installé. Cette installation sera également un établissement de la base du temps de guerre.

» ART. 118. — *Agrandissement des bâtiments occupés par le magasin régional du couchage de Namur.*

» Même réponse que pour l'article 115.

» ART. 119. — *Amélioration et nouvelles constructions de bâtiments pour le service du couchage du camp d'Elsenborn.*

» Le crédit de 200,000 francs demandé peut être réduit à 20,000 francs.

» Par suite des modifications apportées dans la répartition des bâtiments affectés au service du couchage et au Service des Bâtiments et des Constructions militaires il n'est pas nécessaire de prévoir de nouvelles constructions pour le service du couchage de ce camp.

» ART. 120. — Une somme de 300,000 francs est prévue pour 1921, pour l'acquisition du terrain nécessaire à la construction d'un nouveau magasin à fourrages à Mons.

» Cette somme constitue une première dépense, le budget de 1920 avait prévu une dépense totale de 1,123,000 francs pour la construction sollicitée qui n'a pas été engagée.

» La nécessité de comprimer les dépenses n'a fait prévoir pour 1921 qu'une dépense de 360,000 francs.

Le magasin actuel est très insuffisant.

» ART. 121. — Une somme de 480,000 francs est prévue en 1921 dont 400,000 francs pour la construction d'un nouveau magasin à avoine au camp de Beverloo et 80,000 francs pour l'érection des logements pour le personnel militaire de l'établissement.

» Ce nouveau magasin, qui aura une capacité de 600 tonnes, sera bâti en remplacement de celui qui a été incendié par les Allemands.

» ART. 122. — Une somme de 146,000 francs est nécessaire pour améliorer le magasin à fourrage de Namur, actuel.

» Elle ne constitue qu'une première dépense, l'agrandissement complet du magasin sera envisagé l'an prochain et la détermination du coût total ne pourra être faite que lorsque la question d'emplacement du bâtiment supplémentaire à construire sera résolue.

» ART. 123. — Une somme de 160,000 francs est prévue pour 1921, pour l'acquisition du terrain permettant de donner une extension au magasin de fourrages de Bressoux.

» Cette somme ne comprend pas le coût des hangars à construire l'an prochain sur le terrain.

» Il reste, outre, à prévoir 90,000 francs pour l'achat d'une maison d'habitation et cinq petites maisons situées contre le magasin à fourrages de Liège. Ces bâtiments seront affectés au logement des militaires du magasin d'intendance et permettront d'organiser normalement le service du dépôt-annexe pour la 5^e compagnie d'administration.

IV. — SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ARTILLERIE.

SERVICES TECHNIQUES DU GÉNIE. — SERVICES DES TRANSPORTS.

» L'achèvement des travaux prévus pour les articles 124, 126, 128, 129, 130. et 131 du Tableau XVII, pourra être affectué au moyen des crédits demandés pour 1921.

» Quant à celui figurant à l'article 123, il n'indique qu'un commencement de dépenses qui s'élèveront à plusieurs millions et pour lesquelles il n'est pas possible de donner des précisions actuellement. Ces 50,000 francs sont consacrés aux tout premiers travaux préliminaires.

» Le crédit de l'article 126 est demandé spécialement pour l'installation d'un dépôt de munitions à Zonnebeke.

» A remarquer, au surplus, qu'un amendement de 2,600,000 francs est proposé pour permettre la continuation des travaux d'aménagement du dépôt de munitions de la forêt d'Houthulst.

» Le crédit prévu à l'article 132 (construction de rampes d'embarquement) ne permettra pas d'effectuer la mise en fabrication de la totalité des rampes d'embarquement nécessaires pour couvrir les besoins de mobilisation. On doit estimer à 2,345,000 francs le crédit total nécessaire.

V. — AÉRONAUTIQUE MILITAIRE.

» Les crédits demandés pour les aérodromes de Relegghem, Bissegghem et Nivelles seront insuffisants pour achever les casernements et constructions techniques. Seul, l'achat complet des terrains ne pourra être limité en 1921.

» En mars 1922, l'Aéronautique militaire pourra loger :

A Haren,	660 hommes.
Relegghem,	480 »
Schaffen,	300 »
Nivelles,	180 »
Bierset,	120 »
Gossoncourt,	360 »
Bissegghem,	400 »

VI. — CHARROI AUTOMOBILE.

» La somme de 200,000 francs qui a été inscrite à l'article 133 du Budget de 1921 se répartit comme suit :

U. R. C. A.

Fr. 20,000.—

» Actuellement, fr. 10,762.75 ont été engagés pour parachèvement de l'in-

stallation existante, le complément prévu servira à divers travaux de détail indispensables pour compléter l'installation actuelle.

» M. A. C. A. Fr. 60,000.—

» Cette somme est prévue pour l'installation d'une distribution d'eau à prévoir contre un incendie.

» P. T. R. Fr. 100,000.—

» Actuellement, fr. 42,044.82 ont été engagés pour compléter l'installation existante. Le complément doit servir pour l'installation d'une distribution d'eau à prévoir contre un incendie.

» E. C. T. A. Fr. 20,000.—

» Cette somme est prévue pour travaux de détail divers à exécuter en vue de parachever l'installation existante. »

QUESTION.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale peut-il classer les travaux prévus aux articles 76 à 133 du Budget extraordinaire, pour 1921, d'après un ordre d'urgence ?

RÉPONSE.

I. — SERVICE DES BATIMENTS MILITAIRES.

« Les besoins les plus urgents sont ceux repris sous les articles : 79, 82, 86, 88, 89, 90, 94, 93, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 102, 104.

» Pour les autres articles des études en cours laissent prévoir des réductions possibles ainsi qu'il sera exposé plus loin. »

II. — SERVICE DES HOPITAUX.

« Les articles 105 à 112 ont été classés suivant l'ordre d'urgence. »

III. — SERVICE DE L'INTENDANCE.

« Les travaux et acquisitions dont il s'agit aux articles ci-dessus concernant l'intendance, revêtent tous un caractère de grande urgence.

» La plus grande urgence existe pour les articles 113, 115-116, 117-119-121, 122-123. »

IV. — SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ARTILLERIE.

SERVICE TECHNIQUE DU GÉNIE, SERVICE DES TRANSPORTS.

« Les travaux pour lesquels des crédits sont demandés aux articles 124, 126, 128, 131 et 132 doivent être considérés comme ayant une grande urgence. Les

crédits demandés à l'article 132 notamment, intéressent au plus haut point la mobilisation de l'armée.

» Les crédits demandés pour les travaux, acquisitions, aux art. 129 et 130, doivent être considérés comme moins urgents. Ces travaux résultent d'accords avec la France.

» Ceux intéressant le crédit inscrit à l'article 123 sont moins urgents encore. »

V. — AÉRONAUTIQUE MILITAIRE.

« Les travaux concernant l'aménagement des aérodromes militaires doivent être considérés comme de première urgence. »

VI. — CHARROI AUTOMOBILE.

« La très grosse part des travaux prévus a été, soit engagée (52,000 fr.), soit prévue pour installations contre les incendies (120,000). Ces derniers travaux sont tout à fait urgents.

» Quant aux autres travaux, il est difficile de fixer un ordre d'urgence, élément qui ne paraît pas très intéressant étant donné le peu d'importance des crédits prévus. »

QUESTION.

Monsieur le Ministre de la Défense Nationale veut-il nous faire savoir si le programme d'extension des bâtiments militaires, auquel correspondent les crédits demandés aux articles 76 à 127 du Tableau XVII (dépenses extraordinaires) du budget de 1921, est basé, soit

a) sur les besoins actuels de l'armée en logements, hommes, logements chevaux et services (organisation en 12 D.I. actives, effectifs 113,500 hommes par appel annuel de deux classes de milice, ou

b) sur les besoins de l'armée lorsque la levée annuelle ne comportera plus qu'une seule classe de milice, l'organisation actuelle de l'armée étant maintenue, ou

c) sur les besoins de l'armée lorsque la levée annuelle ne comportera plus qu'une seule classe de milice, l'organisation actuelle étant remplacée par une organisation nouvelle sensiblement différente de l'actuelle.

Monsieur le Ministre peut-il aussi nous définir, dans ses grandes lignes, celles de ces organisations de l'armée ayant servi de base au programme d'extension des bâtiments et installations militaires, arrêté lors de l'établissement du budget.

RÉPONSE.

I. — SERVICE DES BATIMENTS MILITAIRES.

« Ainsi qu'il est dit dans la réponse à la 1^{re} question, les dépenses prévues aux articles de la 2^e catégorie sont basées sur les besoins permanents de

l'armée. Celles des articles de la 1^{re} catégorie sont basées sur les besoins de l'armée composée comme actuellement de 12 D. I. actives et ayant deux classes de milice sous les armes (*mode d'occupation resserré, sans réductions*).

» Une étude en cours envisageant une organisation nouvelle sensiblement différente de l'actuelle est suffisamment avancée pour *assurer des réductions très importantes des dépenses*.

» Ces réductions pourront peut être *atteindre le 2/3 des prévisions à l'exclusion, toutefois, des camps d'instruction.* »

N. B. Il est clair que toutes les estimations faites pour les travaux sont sujettes à variations suivant les fluctuations du marché (main-d'œuvre et matériaux).

II. — SERVICE DES HOPITAUX.

» Le programme d'extension des bâtiments du S. S. auquel correspondent les crédits demandés aux articles 103 à 112 du budget de 1921 est basé sur les besoins qu'aura l'armée lorsque la levée annuelle ne comportera plus qu'une seule classe de milice, l'organisation actuelle étant remplacée par une organisation nouvelle sensiblement différente de l'actuelle.

III. — SERVICE DE L'INTENDANCE.

» Les besoins sont ceux qui répondent à la levée d'une seule classe par an, même si l'organisation actuelle est réduite.

IV. — SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ARTILLERIE, SERVICE TECHNIQUE DU GÉNIE. — SERVICE DES TRANSPORTS.

» Les besoins auxquels doivent faire face les crédits inscrits aux articles 124-125 et 126 sont indépendants de l'organisation de l'armée; ils sont nécessités par l'entreposage des approvisionnements de l'armée.

V. — AÉRONAUTIQUE MILITAIRE.

» Le programme des casernements prévus pour l'Aéronautique militaire est celui correspondant à l'organisation de l'armée avec une classe sous les armes ».

§ 2. — Questions diverses.

L'article 99 implique que certains ouvrages allemands feront désormais partie de notre organisation défensive permanente. Quels sont ces ouvrages et quel sera leur rôle?

RÉPONSE.

» Les Allemands ont abandonné en Belgique :

» 1^o de nombreuses organisations permanentes le long de la côte, notamment des batteries;

» 2^o Un assez grand nombre d'abris bétonnés faisant partie d'une position

défensive organisée face à la frontière hollandaise, dans le Nord des Flandres et de la province d'Anvers.

» La défense nationale a réservé la reprise de certains de ces ouvrages quoique leur utilisation définitive ne puisse encore être déterminée; elle est, en effet, fonction du futur système de défense non encore arrêté. Il importe de réserver ces ouvrages dès maintenant, sous peine de devoir les reconstruire à grands frais plus tard ».

QUESTION.

Où seront établis les nouveaux camps prévus par l'article 101. Quelle sera leur capacité et quel sera leur rôle?

RÉPONSE.

« L'armée dispose actuellement des camps suivants :

1^o Le camp de *Beverloo*, réservé aux tirs de l'infanterie et aux manœuvres des D. A. et D. C.;

2^o Le camp d'*Elsenborn*, réservé aux tirs de l'artillerie des D. I., D. A. et D. C.;

3^o Le camp de *Brasschaet*, réservé aux tirs de la D. A. L.

» Le camp de *Beverloo* est occupé à tour de rôle par les D. A. et D. C. qui y séjournent actuellement pendant un mois environ. Il n'est pas possible de prolonger, sous peine de devoir occuper le camp, pendant la mauvaise saison, période pendant laquelle le rendement de l'instruction au camp serait peu appréciable. Cette année-ci, le camp sera occupé sans interruption du 1^{er} mars au 4 octobre. Il est cependant hautement désirable de pouvoir augmenter la durée du séjour des troupes dans les camps : toutes les hautes autorités militaires sont d'accord pour trouver très insuffisante une période annuelle de un mois de séjour au camp pour l'instruction du contingent et des cadres; cette faible durée de séjour ne cadre pas avec la durée réduite du terme de service actif actuel. *Il y a donc nécessité de dédoubler le camp de Beverloo*, afin de pouvoir envoyer en même temps une D. A. à Beverloo et une D. A. dans un autre camp à créer.

» Le camp de *Brasschaet* ne pourra plus servir aux tirs de la D. A. L. d'ici peu de temps, parce qu'il sera réservé à des écoles d'armes diverses. Le problème se pose donc aussi de choisir un camp où pourront s'effectuer les tirs de la D. A. L. La question de savoir si le camp de *Elsenborn* peut être aménagé à cet effet est à l'étude.

» *Emplacements de nouveaux camps.* — Ils sont recherchés actuellement dans la région du Luxembourg. Il devra, de toutes façons, y être créé un camp d'infanterie. Si la D. A. L. ne peut exécuter ses tirs à *Elsenborn*, on cherchera un terrain pouvant convenir à la fois pour les D. A. et D. C. ainsi que pour la D. A. L.

» Si un terrain de ce genre ne peut être trouvé, on sera forcé de créer un camp pour infanterie et un autre camp pour la D. A. L.; toutes mesures sont en tout cas prises pour ne consacrer à leur création que les dépenses indispensables.

QUESTION.

Quelle destination et quel rôle réserve-t-on aux forts non occupés des positions fortifiées et dont il est question à l'article 103 ?

RÉPONSE.

« Actuellement, nos forts ne sont plus armés et il n'est pas question d'y placer à nouveau des pièces d'artillerie puissantes.

» Mais, étant donné qu'ils existent, il est avantageux de prévoir leur emploi éventuel comme points d'appui d'infanterie s'ils étaient englobés dans une ligne de bataille générale. Ils comportent des locaux convenant pour le logement et pour la constitution de dépôts divers. Leur utilisation à des buts de guerre, est fonction du système défensif de la Belgique non encore arrêté. »

QUESTION.

a) L'emplacement de la ou des bases de l'armée dont il est question aux articles 123 et 126 est-il fixé ?

b) Leur organisation prévoit-elle leur mobilité et dans quelle mesure ?

RÉPONSE.

« La base de l'armée est toute la partie non envahie du territoire national. Elle se réduit ou s'étend même en dehors du territoire national, suivant la situation militaire du moment.

» Afin d'assurer la production la plus grande possible aux établissements militaires de fabrication existant dès le temps de paix, il a été fixé une zone dans laquelle il serait désirable de créer ou de transférer ces établissements. Jusqu'à ce jour, le transfert n'a pas encore pu être opéré ;

» b) La conception de la base telle qu'elle est définie ci-dessus implique l'idée de mobilité. Suivant les circonstances, certaines régions auront un rendement accru par le repliement d'installations (militaires ou civiles) situées dans d'autres régions, certains stocks constitués en temps de paix seront déplacés vers l'armée où ils doivent être utilisés. Dans l'état actuel, l'étude de ces questions, qui n'intéressent pas toutes exclusivement l'autorité militaire, n'est qu'ébauchée. »

QUESTION.

a) Quel est le rôle actuel des Commissions de récupération ?

b) Quel est le chiffre de leur personnel ?

c) Quel est le délai dans lequel elles sont appelées pour terminer leurs travaux ?

RÉPONSE.

« a) Les Commissions de Récupération ont pour rôle :

» 1° La récupération du butin de guerre abandonné par les Allemands ;

» 2° La liquidation de ce butin ;

» 3° La mise hors de service par destruction ou démontage des munitions abandonnées par les Allemands.

» b) 56 officiers de l'armée active, 28 officiers pensionnés, 124 employés et environ 2000 ouvriers.

» c) Tous les services provinciaux de la Récupération, à l'exception de celui de la Flandre Occidentale, seront liquidés pour la fin du mois d'août. La liquidation qui ne sera pas terminée à cette époque sera centralisée à la C. C. R., à Bruxelles.

» Le service des munitions sera également très avancé à cette époque. Toutefois, le dépôt de munitions de Houthulst devra être maintenu pendant assez longtemps encore.

CHAPITRE III.

LA DÉFENSE NATIONALE ET LE BUDGET DES RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.

(Tableau XX.)

QUESTION.

a) Quelle est la signification de la somme de 4,000,000 de francs inscrite à l'article 35 ?

b) Quel est le but de cette Caisse de remplacement ?

RÉPONSE.

« a) La somme de 4,000,000 de francs portée à l'article 35, constitue une évaluation des recettes présumées nécessaires pour permettre à la Caisse de remplacement de faire face à ses obligations.

» Il est à noter que les dépenses ne sont effectuées que jusqu'à concurrence des recettes opérées par cette institution. La somme précitée n'a donc aucune influence sur le montant du budget général de l'État.

» b) A la date du 10 novembre 1870 fut pris l'arrêté royal substituant la Caisse de remplacement par le Département de la guerre, à la *Caisse générale de pensions* dont elle a repris l'avoir à charge de remplir les obligations de celle-ci, c'est-à-dire de payer la pension annuelle et viagère de 200 francs aux militaires rengagés sous l'empire de l'arrêté royal du 3 septembre 1848.

» La loi du 18 septembre 1873 organise le remplacement sur de nouvelles bases (monopole du remplacement par le Gouvernement, institution des v. a. p., versement préalable de 200 francs).

» Par suite de la suppression du remplacement en 1909, le but de la Caisse est éteint, mais elle est tenue, néanmoins, d'assurer les paiements :

» 1° Du solde de la rémunération due aux v. a. p.;

» 2° Des pensions viagères ;

» 3° Des frais d'administration, etc.

» La liquidation de la Caisse de remplacement est en cours d'exécution et sera terminée dans un délai rapproché.

» Il appartiendra alors au Département des Finances de donner une destination à l'excédent qui constituera l'avoir de l'organisation en cause. »

QUESTION.

a) Quelle est la signification de la somme de 12,000 francs inscrite à l'article 42?

b) Quels sont l'origine et le but de ce fonds?

RÉPONSE.

« Par jugement du tribunal de 1^{re} instance de Bruxelles en date du 8 juin 1861, confirmé par arrêt de la Cour d'appel du 8 août 1863, la Société anonyme pour l'encouragement du service militaire, en liquidation a été condamnée à mettre à la disposition du Gouvernement, le montant du fonds particulier, lequel s'élevait à fr. 322.888.85. Ce fonds a été institué par l'article 16 de l'arrêté royal du 9 septembre 1836.

» Ce fonds possède actuellement un capital nominal de 400,000 francs en 5 p. c., série, inscrit au Grand Livre de la Dette Publique sous le n° 35,488.

» Il se produit un intérêt annuel de 12,000 francs (échéances du 1^{er} mai au 1^{er} novembre). A chaque échéance, les arrérages provenant de ce capital sont encaissés et le montant en est porté au crédit du fonds. Les intérêts échus servent à accorder des secours à d'anciens militaires infirmes. »

QUESTION.

Quelle est la portée de l'arrêté royal du 10 octobre 1904 relatif au fonds spécial des volontaires de réserve? (art. 56).

RÉPONSE.

« Ce fonds est devenu sans objet; il a été liquidé le 4 février 1921 et l'avoir versé au Trésor le 1^{er} mars 1921. »

QUESTION.

Quels sont l'origine et l'emploi de la somme de 625,000 francs inscrite à l'article 76 de ce tableau?

RÉPONSE.

« La somme de 625,000 francs dont il s'agit provient : 1^o d'envois d'argent qui sont parvenus pendant les hostilités au Département de la Guerre à l'adresse des militaires belges en campagne. Ces sommes ont été prises en recettes au Département de la Guerre et versées périodiquement au budget des recettes et dépenses par ordre; « sommes versées au profit de militaires belges en campagne ». Ces sommes ont été payées aux bénéficiaires par les officiers comptables qui en ont prélevé le montant sur les fonds dont disposaient les corps. Ces

sommes seront remboursées incessamment aux corps, au moyen d'ordonnances de paiement créées à charge de l'article 76 dont il s'agit. »

QUESTION.

- a) L'article 77 clôture-t-il la liquidation des fonds trouvés en possession des militaires tués à l'ennemi ?
- b) Éventuellement, quel est l'état actuel de la question ?

RÉPONSE.

» a) La somme de 75,000 francs inscrite aux prévisions des recettes et dépenses pour ordre, article 77 (Budget de 1921) ne clôture pas la liquidation des fonds trouvés en possession des militaires tués à l'ennemi.

» b) Environ 900 successions restent à liquider directement par le bureau des successions. Le montant de ces dernières est à imputer sur le budget des recettes et dépenses pour ordre. Cette liquidation se poursuit activement.

» Il est à remarquer que les sommes versées au Trésor constituent uniquement les fonds trouvés sur les militaires décédés antérieurement au 17 juillet 1918.

» A partir de cette date, les fonds dont il s'agit ont été pris en recettes par les officiers comptables des corps de troupes de l'armée.

» Les sommes délaissées par les militaires décédés en Allemagne et en Hollande doivent également être comprises dans celles versées au Trésor.

» A la suite d'un accord conclu entre le Département des Finances et celui de la Défense Nationale, les successions qui resteront ouvertes à la date du 15 avril 1921, seront liquidées par l'administration des Domaines. »

* * *

Telles sont les questions au sujet desquelles nous avons cru devoir documenter nos collègues en vue de l'examen de ce budget en ce qui concerne l'organisation technique de l'armée.

CONCLUSION.

Le présent budget, amendé dans les conditions et les limites que nous avons exposées, a été adopté à l'unanimité des membres de la Commission. Nous vous proposons. Messieurs, d'y donner également votre approbation.

Le Rapporteur,

ADOLPHE BUYL.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

TABLE DES MATIÈRES

EXPOSÉ FINANCIER.

CHAPITRE I.

LA DÉFENSE NATIONALE ET LE BUDGET GÉNÉRAL.

§ 1. — Considérations générales	1
§ 2. — Combien coûte réellement l'armée ?	3

CHAPITRE II.

EXAMEN GÉNÉRAL DES CRÉDITS DEMANDÉS PAR LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE.

§ 1. — Comparaison avec les crédits accordés pour 1920	10
§ 2. — Le contrôle des dépenses	12

CHAPITRE III.

Examen des articles du Tableau XII	18
--	----

QUESTIONS MILITAIRES.

CHAPITRE I.

QUESTIONS D'ORDRE GÉNÉRAL.

§ 1. — Organisation de l'Armée sur le pied de paix	55
§ 2. — Armement et outillage de l'Armée	59
§ 3. — L'aéronautique Militaire	42
§ 4. — Matériel automobile.	58
§ 5. — Cadres actifs de l'Armée	60
§ 6. — Cadres de réserve de l'Armée.	71
§ 7. — Caisses des veuves et orphelins des officiers et sous-officiers de l'Armée.	77
§ 8. — Administration et règlements militaires	78

CHAPITRE II.

LE BUDGET EXTRAORDINAIRE ET LA DÉFENSE NATIONALE.

§ 1. — Bâtiments militaires	79
§ 2. — Questions diverses	88

CHAPITRE III.

LE BUDGET DES RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE ET LA DÉFENSE NATIONALE.

§ 1. — Opérations diverses	91
--------------------------------------	----

CONCLUSION.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 JUNI 1921.

ALGEMEENE BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR HET DIENSTJAAR 1921 (1).

Tabel XII : Landsverdediging.

VERSLAG

NAMENS DE BEGROOTINGSCOMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BUYL.

FINANCIEEL OVERZICHT.

EERSTE HOOFDSTUK.

'S LANDS VERDEDIGING EN DE ALGEMEENE BEGROOTING.

§ 1. — *Algemeene beschouwingen.*

MIJNE HEEREN,

Het Begrootingsontwerp door de Regeering overgelegd voor het dienst-

(1) Begrooting, nr 101.

Amendement nr 340.

Algemeen verslag, nr 261.

(2) Samenstelling van de Begrootingscommissie :

a) De Leden der **Bestendige Commissie voor de Financiën, de Begrootingen en de Bezuinigingen** : de heeren Mechelyneck, voorzitter, Bologne, Carlier, David, De Bruyne, Donnay, Hallet, Houtart, Ozeray, Pussemier, Sap, Serruys, Soudan, Straus, Van Limburg Stirum en Wauwermans.

b) *Zes leden door de Afdeelingen benoemd* : de heeren du Bus de Warnaffe, Hainaut, Buyl, Pepin, de Liedekerke en De Bue.

jaar 1921, voorziet, voor wat 's Lands Verdediging betreft, de toekenning van de volgende credieten :

	Begrooting n ^o 101.	Verminderings.	Vermeerderingen.
TABEL XII.			
(Gewone uitgaven)	558,666,265		
Amendement (n ^o 310)		38,278,000	
TABEL XVII.			
(Buitengewone uitgaven)	353,829,040		
Amendement (n ^o 320)		619,903	
TABEL XVIII.			
(Invorderbare uitgaven)	248,974,480		
Amendement (n ^o 319)			42,977,002
Totalen. . . . fr.	1,161,442,785	38,997,903	42,977,002
		zijnde in meer : 3,999,099	

Samengevat, een totaal van *fr.* 1,165,441,884, waarvan *fr.* 520,388,263 voor de gewone, *fr.* 353,209,137 voor de buitengewone en *fr.* 291,951,482 als terugvorderbare uitgaven.

Het totaal der uitgaven voorzien voor al de Departementen te zamen bedraagt : *fr.* 9,689,742,307.35 (Begrooting n^o 101).

	Vermeerderingen.	Verminderings.
Amendementen (n ^o 295)	1,839,029 »	
— (n ^o 304)	2,000 »	
— (n ^o 309)		43,660,688.93
— (n ^o 410)		38,278,000 »
— (n ^o 318)	36,799,650 »	
— (n ^o 319)	46,473,602 »	
— (n ^o 329)	18,056,119.77	
— (n ^o 320)	143,244,637.11	
Totalen fr.	248,395,037.88	81,938,688.93
	<u>Fr. 9,856,198,656.30</u>	

De gezamenlijke diensten, door het Departement van 's Lands Verdediging beheerd, slorpen de 11.8 t. h. van deze som op.

De ongeveer 4 milliard en half, voor 1921 voorzien, die het overschot zijn

van onze uitgaven op onze ontvangsten, toonen op zeer beknopte wijze welke onze financiële toestand is. Tegenwoordig leeft ons land, met zijn bezit door hypotheken te bezwaren.

Het bewustzijn van ons financieel onevenwicht en onze vaste wil te allen prijze dezen toestand te verhelpen, deden ons het besluit nemen op elk gebied bezuinigingen op te leggen alsook krachtdadige besnoeiingen van de uitgaven.

Van 1914 tot 1918 waren al de natiën, die slachtoffer waren van den Germaanschen aanval, slechts met ééne gedachte bezielde, waarvoor al de andere beschouwingen moesten wijken en wier verwezenlijking zooveel bloed, tranen, lijden en puinen kostte, namelijk den overweldiger te verslaan; hem over zijn grenzen terug te drijven en zijne wapens te breken om zijne heerschzucht te snuiken.

De Centrale Mogendheden putten hare hoofdkracht in den voorsprong van hare oorlogsvoorbereiding, die wetenschappelijk en zorgvuldig bestudeerd en verwezenlijkt was zoowel op economisch en nijverheidsgebied als op zuiver militair gebied. Het gevolg daarvan was dat, eerst om te weerstaan, daarna om te overwinnen, de Bondgenooten geen enkel voordeel mochten verzuimen, geen enkel wettelijk middel hoe duur het ook zij, hetzij dat het hun sneller den gewenschten uitslag liet verhoppen, hetzij dat het hun, om te slagen, menschenlevens deed besparen.

Gedurende de heldhaftige jaren, heeft de Natie nooit geaarzeld haar vermogen aan de vrijheid te offeren.

Dit eerste tijdperk van heerlijke geestdrift is voorbij. Onze volkeren hebben den zege afgedwongen en den vijand het beginsel opgelegd van de vergelding en van de ontwapening.

Maar wij zullen slechts mogen zeggen dat de vrede hersteld is en dat België in het laatste tijdperk van den strijd is getreden, wanneer de vergeldingen werkelijk zullen bekomen zijn en dat de ontwapening een voldongen feit is.

Dan zal het op te lossen vraagstuk betrekkelijk eenvoudig zijn : door alle mogelijke middelen de lasten verlichten die onze schuld ons oplegt.

Thans zijn wij in een overgangstijdperk. De oorlog is gewonnen, maar de zegepraal is nog niet bevestigd. Onze taak is er des te grooter om, de toestand des te angstvoller, want wij moeten voorzien in tegenstrijdige behoeften, maar die alle van dwingenden aard zijn.

Opdat België zijnen rang kunne hernemen onder de welvarende, vreedzame en nijvere natiën, moeten wij :

1° De verwoeste streken heropbouwen en onze oudstrijders helpen zich opnieuw een toestand te scheppen die tevens met hunne verdiensten en onze erkentelijkheid strookt. De nakoming van dezen eersten plicht vergt aanzienlijke uitgaven ;

2° Onzen financiële toestand opnieuw in evenwicht brengen om er geleidelijk toe te komen van onze inkomsten te leven. Deze eisch legt eene volstrekte beperking der uitgaven op ;

3° De vruchten van de zegepraal niet uit het oog verliezen : d. i. vergeldingen bekomen en veiligheid door de ontwapening.

De eerste twee voorwaarden zijn uitdrukkelijk ; echter zou het land niet kunnen herleven zoo het aan de derde niet voldoet. Daarzonder ware het hem dan onmogelijk de verwoeste streken herop te bouwen en de strijders te helpen, evenmin zou het zijne financiën in evenwicht kunnen brengen. Duitschland, dat geene verwoestestrecken heeft zou den oorlog na den wapenstilstand hebben gewonnen. Alsdan, rijker dan wij, zou Midden-Europa, tuk op weerwraak en veroveringen en in het bezit van wapens, tegenover eene wellicht niet eensgezinde Entente, ons medeslepen in een nieuwen onzinnigen wedloop om bewapening, want van al de westelijke natiën blijft België steeds het meest aan zijne slagen blootgesteld ! Onze inkomsten die reeds niet zouden volstaan om den dienst onzer schuld te verzekeren, de Deutsche verwoestingen te herstellen en terzelfdertijd de werking van onze openbare diensten mogelijk te maken, zouden ons niet toelaten aan deze nieuwe lasten het hoofd te bieden en wij zouden tot den ondergang zijn gedoemd.

Er is echter een feit waarvan zelfs geboren of moedwillige blinden zich kunnen overtuigen : t. w. dat België de schrale vruchten van zijn zegepraal slechts behouden zal zoo het bereid blijft ze te verdedigen !

Ons recht op vergelding werd ons sedert twee jaar onophoudelijk betwist.

Zoo, ten slotte, op zoovele vruchteloze of nagenoeg vruchteloze conferenties, op zooveel bloot onderteekende overeenkomsten, op zooveel geprotesteerde vervaldagen, eindelijk een eerste betaling volgt, dan is het wijl Duitschland overtuigd werd dat, moe van wachten en moe van te worden bedot, de soldaten van België en Frankrijk, die op de beide oevers van den Rijn liggen, hem naar de keel gingen springen !

Onvatbaar voor elke redeneering, zijne verantwoordelijkheid loochenend en blind voor zijne neerlaag, heeft Duitschland slechts begrepen dat het zijn handteekening moest eer aandoen wanneer het ons in het bezit heeft gezien van middelen om ons recht af te dwingen en besloten er van gebruik te maken.

Het Verdrag van Versailles geeft ons het middel onze militaire lasten te verminderen.

Duitschland heeft beloofd te zullen ontwapenen : het zal het slechts met tegenzin doen. Wij willen ontwapenen, maar na Duitschland. Zoo wij bij machte blijven het te dwingen zijne handteekening gestand te doen, dan zouden wij ons leger kunnen verminderen, mits sterk genoeg te blijven om het zijne schuld te doen delgen.

Het blijve wel overtuigd dat wij willen :

1° schadeloos gesteld worden ;

2° het ontwapenen, om zelf gedeeltelijk te kunnen ontwapenen, terwijl wij voortgaan door hem te worden schadeloos gesteld.

Dit moet onze gedragslijn zijn gedurende de jaren dat het Vredesverdrag wordt verwezenlijkt.

Daaruit vloeit voor ons, wetgevers, de plicht oordeelkundig evenwicht te brengen onder de tegenstrijdige voorwaarden van België's heropbeuring.

Daaruit blijkt voor ons Vaderland de noodzakelijkheid zijn weermiddel in goeden staat te houden. Wij zullen niet aarzelen hem al de noodige manschappen en materieel te verstrekken. Maar aldus dringt zich ook de verplichting op, al de middelen na te gaan om bezuinigingen te verwezenlijken zonder het leger te verzwakken en op volstrekte wijze elke niet onontbeerlijke uitgave te weren.

Niet alleen de wetgeving en de Regeering moeten na dezen uitputtenden oorlog de beginselen der meest strenge spaarzaamheid huldigen.

Al de trappen der hiërarchie, zoowel in de overige Departementen als in dit van Landsverdediging, en al degenen die, al ware het slechts over een gering deel der credieten beschikken, moeten op de hoogte worden gebracht van onzen waren financieelen toestand en van den financieelen ondergang die ons dreigt.

Zelfs wanneer de credieten door de wetgeving werden verleend, zullen allen voortgaan bezuinigingen na te streven en aan te moedigen. Er moet worden afgezien van de gewoonte volgens dewelke een dienst soms uitgaven doet meer om zijne begroting uit te putten dan uit noodzakelijkheid om zijne inrichting te verbeteren.

Elke niet winstgevende uitgave moet beschouwd worden als een verraad, elke verspilling dient voortaan met uiterste strengheid te worden betengeld.

Richtsnoer moet zijn : Maximum prestatie mits minimum-uitgaven.

§ II. — *Hoeveel kost feitelijk het leger ?*

Op het eerste zicht schijnt het, dat om op die vraag te antwoorden, het volstaat het totaal te maken van de gewone, buitengewone en terugvorderbare uitgaven voorzien voor het Ministerie van Landsverdediging en te besluiten : een milliard, 165 miljoen, 441,884 frank. Tot dit totaal zien wij overigens elken dag diegenen komen, die de cijfers willen doen zeggen wat niet is.

Anderzijds, om over de toepassing te kunnen waken van onze formule : « Maximum prestatie mits minimum uitgaven », dienen wij een onderscheid te maken tusschen de credieten door het Departement van Landsverdediging aangevraagd en die werkelijk voor het onderhoud van het leger dienen, en de andere.

Over de betrekkelijke waarde van de financieele offers welke ons leger vereischt, zullen we ons slechts rekenschap kunnen geven, wanneer we nagenoeg zullen hebben kunnen ramen welk aandeel 's Landsverdediging in de Algemeene Begroting zou innemen, bijaldien wij — onverminderd de beginselen welke ons tegenwoordig onder militair oogpunt beheerschen, — de lasten.

1^o De lasten voortvloeiende, a) uit den oorlog, b) uit de noodzakelijkheid, jaarlijks eene militieklas te leiden ;

2^o Rekening houden met het aandeel dat het leger inneemt op de Begroting van 's Lands Middelen.

Natuurlijk dient de *Gewone Begroting*, van Landsverdediging bijna geheel om in de behoeften van het leger te voorzien. Alleen de artikelen 17, 18 en 37 kunnen als historisch worden beschouwd maar hun belang is gering, ook zullen wij er geen rekening mede houden.

De toestand is geheel anders voor wat betreft de *Buitengewone Begrooting*.

Om daarover te worden ingelicht hebben wij tot den heer Minister van Landsverdediging de volgende vraag gesteld.

Welke zijn de artikelen van Tabel XVII, Ministerie van Landsverdediging, in verband met uitgaven wegens den oorlog en onafhankelijk van het bestaan van het leger?

ANTWOORD.

« Art. 82. — Gedeeltelijk, wegens werken van behoud der gebouwen voor de Pupillenscholen.

» Art. 131.

» Art. 144. — Herstelling van het pontonniersmaterieel.

» Art. 149, 150 en 151. — Tijdelijke doch noodzakelijke uitgaven, ten minste gedeeltelijk, voor eene mogelijke vereffening van het leger.

» Art. 152, 153 en 154. — Herstelling van de bewapening en de uitrusting.

» Art. 155, 157, 158, 159, 160, 161, 162. »

Daar sommigen zouden kunnen beweren dat eene wederinstandstelling van het bij art. 144 voorzien materieel nutteloos zou zijn in geval van afschaffing van het leger, zullen wij bij de artikelen 82, 144, 152, 153, 154 en 155 niet stilblijven.

De overige artikelen opgesomd in het antwoord van den Minister en waarbij artikel 157^{bis}, bij amendement voorgesteld, mag worden gevoegd, eene totale som bedragen van 195,273,853 frank.

Het gedeelte van de buitengewone begrooting dat wezenlijk ten laste van het leger zou moeten komen, bedraagt dus nog alleen 553,209,137 frank min 195,273,853 frank of 157,935,284 frank.

Daarbij hebben wij gevraagd welke de artikelen van deze begrooting waren in verband met uitgaven wegens den oorlog, afhankelijk van het bestaan van het leger maar onafhankelijk van zijne tegenwoordige inrichting.

ANTWOORD.

« Artikelen 89, 100, 102 (gedeeltelijk), 152, 154, 156, 157, 159 waarvan het totaal bedrag gevoegd bij dit van de artikelen 144, 152, 153, 154 en 155 eene som van 54,038,554 frank uitmaakt die op de begrooting zou voorkomen, hoe gering ook ons leger ware »

Van de buitengewone begrooting van Landsverdediging moet afgetrokken worden $195,273,853 + 54,038,554 = 249,312,855$ frank.

Er blijft dus ten hoogste over :

$$\begin{array}{r} 553,209,137 \text{ frank} \\ - 249,312,855 \text{ —} \\ \hline 103,896,284 \text{ frank} \end{array}$$

die rechtstreeks dienen voor onderhoud van het leger in zijne tegenwoordige inrichting, hetzij ongeveer 50 t. h.

Wij hebben nog gevraagd welke de artikelen zijn van tabel XVII, wier

bedrag den invloed ondergaat van het binneuroepen in 1921 onder de wapens, van twee militieklassen en hoe groot dit bedrag is voor elk van beiden.

Uit het verstrekte antwoord blijkt dat het opmaken der begrooting van Landsverdediging hoofdzakelijk steunt op de gemiddelde getalsterkte van het leger in den loop van het jaar. De jaarlijksche inlijving van een tweede militieklas heeft natuurlijk eene verhooging van de tegenwoordige getalsterkte voor gevolg, dus weerslag op het bedrag van de meeste artikelen van tabel XII, namelijk op die met betrekking op de soldij (art. 10), de gasthuizen (art. 11), de bewapening, den trein en het paardentuig (art. 19), de bevoorrading van allen aard en de algemeene onkosten der artillerie-inrichtingen en parken (art. 20), de militaire gebouwen (art. 21 en 22), de voeding der troepen, het voeder, enz. (art. 25), het beddegoed (art. 26), de kleding (art. 27), het vervoer, de brandstoffen, de benzine (art. 28), de remonte (art. 29).

Bij gemis van vaste gegevens met betrekking tot de inrichting van het leger, wanneer de jaarlijksche inlijving weer zal normaal zijn geworden, is het niet mogelijk met juistheid te zeggen in welke mate deze artikelen beïnvloed worden door deze dubbele jaarlijksche inlijving, maar voor sommige dezer artikelen is de invloed zeer groot.

Bij de tabel der *terugvorderbare uitgaven* dienden dezelfde vraagstukken in overweging te worden genomen. Om ze op te lossen hebben wij den heer Minister gevraagd :

VRAAG.

Welk zijn de artikelen der begrooting in verband met de uitgaven wegens bezetting van het Rijngebied ?

ANTWOORD.

« De onderhoudskosten van het bezettingsleger op 90,000,000 frank geraamd (zie art. 73 van de Begrooting van 's Lands middelen) komen 13,147,080 frank voor op tabel XVIII bij de artikelen 44, 49 en 52. Het overschot is verdeeld over de andere artikelen voor wedden en soldijen, voeding, materieel, enz.

« Mijn Departement onderzoekt de mogelijkheid, voor het dienstjaar 1922, eene bijzondere begrooting voor het bezettingsleger op te maken. »

VRAAG.

Zijn er, behalve hoogerbedoelde, nog artikelen van deze Begrooting waarvan het bedrag den invloed ondergaat van de huidige inrichting van het leger, en in welke mate ?

ANTWOORD.

« Geen enkel. »

Er is nog een punt waarop de aandacht dient gevestigd : het leger vergt buitengewone uitgaven maar het brengt ook voor de Schatkist buitengewone inkomsten op. Gewis, het belang dezer laatsten is niet te vergelijken met de

eersten; maar er is daar een factor waarmede rekening moet gehouden worden, wanneer men de kosten van het leger wil schatten om te weten of de uitgave die zijn onderhoud vergt in verhouding is tot de veiligheid die het geeft.

Op de begrooting van 's Lands middelen, titel III, tabel XIX, tweede afdeeling, uitzonderlijke ontvangsten, Hoofdstuk V, vinden wij als inkomsten van den Staat :

Art. 71. — Opbrengst van den oorlogsbuit	Fr.	20,000,000
Art. 72. — Opbrengst van den verkoop van het materieel en de voorraden van het leger		500,000
Art. 78. — Verkoopprijs van de gronden die vrij worden tengevolge van de slooping der vestingen		50,000
Totaal.	Fr.	<u>20,550,000</u>

Kortom, het eigenlijke leger dat België thans op zijn grondgebied onderhoudt, zal ongeveer in 1921 kosten :

Gewone begrooting	fr.	520,388,265
Buitengewone begrooting (zie bl. 6).		<u>157,935,284</u>
Totaal.	fr.	678,323,549
Af te trekken : Bezettingsleger		76,852,920
Ontvangsten.		<u>20,550,000</u>
		97,402,920

zijnde eene uitgave van 580,920,629 frank, wat minder dan 6 t. h. is van het bedrag der algemeene begrooting.

Het overige van de door den Minister van Landsverdediging gevraagde sommen :

1,165,441,884
— 580,920,629

584,521,255 frank, of meer dan 50 t. h. van de aangevraagde credieten, dient om de uitgaven te dekken die, zooals blijkt uit hun tekst, nog zouden bestaan, indien België in zooverre ontwapende dat geheel het leger, dat het op zijn grondgebied onderhoudt, zou verdwijnen.

* *

Laat ons de hooger bepaalde cijfers vergelijken met de credieten op de begrooting van 1914.

Gewone	fr.	90,000,000
Buitengewone		<u>55,000,000</u>
Totaal.	fr.	145,000,000

Maar laat ons ook de effectieven vergelijken :

	In 1914	In 1921	Vershil in meer.
Officieren	4,011	5,348	1,337
Manschappen	59,554	114,725	55,171
Paarden, ruitery, artillerie, vervoerkorps	12,129	25,150	13,021

De huidige effectieven (behalve die der officieren) zijn dus ongeveer tweemaal zoo hoog als in 1914.

Op grondslag van 1914, zou dus de begrooting van 1921 moeten bedragen $145,000,000 \times 2 = 290,000,000$ frank.

Maar de prijzen van 1914 zijn niet meer die van 1921 : zoo men onderstelt dat zij slechts driemaal hooger zijn, dan komt men tot $290,000,000 \times 3 = 870,000,000$ frank.

De begrooting van 1921 (na er alles te hebben afgetrokken dat in normalen tijd niet voorkomt), is merklijk beneden dit bedrag.

Het leger van 1921, *ofschoon het tweemaal sterker effectieven bezit en beter is uitgerust dan dit van 1914*, kost dus betrekkelijk minder dan dit laatste.

Ons doel is niet te bewijzen dat de militaire lasten niet aanzienlijk zijn. Het is geheel anders.

Daar de uitgaven door het ministerie van Landsverdediging in hun geheel voorzien zeer hoog zijn, hebben wij getracht eerst deze uitgaven te rangschikken in uitgaven wegens den oorlog, uitgaven wegens het huidige overgangstijdperk en, ten slotte, gewone en buitengewone uitgaven die in normalen tijd nog zouden voorkomen.

De begrooting van Landsverdediging is de verzekering tegen brandschade van ons gemeenschappelijk huis : ons Vaderland !

Vóór den oorlog, hadden wij ons goed verre beneden zijne waarde verzekerd. De brand heeft ons huis verwoest en wij bouwen het thans weer op, gedeeltelijk op onze kosten. Daar wij thans voorzichtiger en wijzer zijn geworden, hebben wij in beginsel besloten, voortaan onzen eigendom tegen zijne werkelijke waarde te verzekeren, wel wetend dat de polis aldus hooger zal worden. Maar het ware niet logisch dat wij « verzekeringskosten » zouden noemen het totaal van wat wij voor onze polis betalen en van wat ons thans de herstelling der schade kost.

Al wat voorafgaat bewijst ook dat eene wijziging van onze militaire inrichting, gedaan met de hoop onze begrootingslasten merklijk te verminderen, een droombeeld zou zijn.

Niet alleen zou de daaruit voortvloeiende besnoeiing der uitgaven, zwak zijn, maar onze weerkracht zou gevaar loopen al te zeer te worden verzwakt, zooniet verbrijzeld.

De internationale politieke toestand en de aardrijkskundige en economische ligging van België leggen het den plicht op, thans over de noodige macht te beschikken om zijn rechten te doen eerbiedigen.

De bezuiniging dient gezocht in de besnoeiing der uitgaven, in hunne beperking tot het streng noodzakelijke.

De dienstoversten en hunne ondergeschikten die gemachtigd zijn uitgaven te doen, moeten bestendig met de zorg voor de Staatspenningen begaan zijn.

Tot aan den wapenstilstand was « overwinnen » eene reden die al de andere te boven ging. Thans kan niets de verantwoordelijke overheid verontschuldigen, die verzuimd heeft eene mogelijke bezuiniging te doen. De bezuiniging moet daarbij nog worden aangemoedigd.

Op de buitengewone begrooting voor 1920, was bij artikel 207 een crediet

uitgetrokken van 8 millioen frank voor de oprichting van opslagplaatsen voor munitie in 't woud van Houthulst. Eene eerste aanbesteding der werken vond plaats bij het begin van 1920. Daar de prijs van den handenarbeid en der bouwstoffen merkelyk was gedaald, achtte de Minister van Landsverdediging wijs te handelen, de uitvoering der werken te verdagen en eene nieuwe aanbesteding uit te schrijven.

Het was een gelukkige inval, vermits hij aldus er toe kwam, op den eersten prijs één millioen frank te besparen. Doch, tijd was intusschen verloop en de werken zullen niet kunnen voltrokken worden vóór de sluiting van het dienstjaar 1920. De Minister van Landsverdediging vraagt u dus een nieuw crediet van 2,600,000 frank op de begrooting te mogen brengen om deze werken te voltrekken. Over dit crediet werd in 1920 nog niet beschikt. Hij zal aldus de gelden van den Staat bezuinigen en de uitgaven verminderen.

Dergelyk crediet betwisten, ware den lofwaardigen geest van bezuiniging miskennen, waarvan in dit geval blyk werd gegeven.

HOOFDSTUK II.

ALGEMEEN ONDERZOEK VAN DE DOOR DEN MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING AANGEVRAAGDE CREDIETEN.

§ 1. — N° 1. — *Vergelyking met de credieten voor 1920 aangevraagd.*

AARD der credieten.	1920	1921	VERSCHIL	
			meer	minder
Gewone uitgaven	606,283,495	519,588,265		86,695,230
Uitzonderlijke uitgaven	2,137,000	800,000		1,337,000
Buitengewone uitgaven	510,365,510	353,209,137	134,768,109	
Terugvorderbare uitgaven		291,924,482		
	1,118,786,005	1,165,452,884	134,768,109	88,032,230
			meer : 46,735,879	

Zooals uit bovenstaande tabel blykt, staan de door het Ministerie van Landsverdediging geraamde uitgaven voor 1921 merkelyk hooger dan de voor 1920 verleende credieten, ofschoon de gewone uitgaven aanzienlijk zijn verminderd.

Laten wij de buitengewone en terugvorderbare uitgaven verder in hunne bijzonderheden onderzoeken om te zien waar de verhooging vooral aan toe te schrijven is :

Rubrieken.	1920.	1921.	Vermeerdering.	Vermindering.
Vervoer	44.705.000	E. } 29.694.444 R } 10.450.000	25.439.444	
Hoofdbestuur	5.500.000	E. 5.609.925	109.925	
Toerusting, bewapening, trein, pantuig van het leger	59.467.760	E. 29.934.180		9.535.520
Militaire gebouwen en tech- nische dienst van de Genie (personeel, enz.).	20.459.410	E. } 15.155.000 R } 10.808.902	3.484.492	
Hoofdapotheek		E. 1.325.000	1 325 000	
Pensioenen, hulpgelden, toe- lagen.	299.352.200	E. } 5.000.000 R } 247.253.500		52.095.700
Dienst der militaire gebou- wen, bouwerken, aankoop.	79.932.000	E. 79.590.500		341.700
Commissie voor de terugvor- dering	14.700.000	E. 14.000.000		700.000
Militaire begraafplaatsen . .	6.450.000	E. 6.200.000		250.000
Wederoprichting van den haard van den strijder . .	51.000.000	E. 24.550.000		26.450 000
Oprichtingen en beschadi- gingen.	42.000.000	E. } 5.000.000 R } 20 000.000		17.000 000
Strijdersfonds		E. 141.250.000	141.250.000	
Allerlei en onvoorziene uit- gaven.	5.650.000	E. } 1.965.928 R } 765.000		921.072
Hulp en bescherming	12.000.000			12 000 000
Verligheidsdienst van het Be- zittingsleger	1.850.000	R. 2.647.080	797.080	

Uit het onderzoek van deze tabel, waar de uitgaven gegroepeerd zijn naar hunne bestemming, blijkt zeer duidelijk dat, over het algemeen, de buitengewone en terugvorderbare uitgaven op aanzienlijke wijze verminderd zijn.

Slechts weinige uitzonderingen komen daarop voor. Laten wij deze in het bijzonder onderzoeken.

De nieuwe uitgave voor de wederoprichting van de Hoofdapotheek en de aanvulling van haren voorraad, was noodzakelijk; tal van klachten zijn opgerezen tegen het gebrek aan materieel en producten. Daarin moest worden voorzien.

Wat betreft de militaire gebouwen en technische diensten van de Genie, zijn de uitgaven insgelijks merklijk verhoogd.

Het bedrag vermeld op de tabel der terugvorderbare uitgaven (10,808,902 fr.) is merklijk lager dan het totaal der daarmee overeenstemmende artikelen van 1920 (14,102,000 fr.). De verhooging is vooral te wijten aan de tabel der buitengewone uitgaven (art. 144 tot 148^{bis}) waar, bij deze artikelen,

eene totale uitgave van 13,135,000 frank voorkomt. Het betreft aankoop en herstelling van materieel dat zeer duur is en onmisbaar voor het leven van een leger. Het geldt insgelijks verbeteringen toe te brengen aan ons militair vliegwezen. In de volgende hoofdstukken zullen wij handelen over de dringende noodzakelijkheid van een talrijk en machtig Belgisch vliegwezen (zoo militair als burgerlijk).

Een groote nieuwe uitgave is nog het gevolg van artikel 153 van de tabel der buitengewone uitgaven; maar zij strekt er toe de vroeger aangegane schulden te vereffenen.

Al deze verhoogingen worden echter in breede mate vergolden door de besnoeiingen die elders werden gedaan.

Blijft artikel 162 van de buitengewone begrooting : *Toelage aan het Strijdersfonds*, 141,230,000 frank.

Het bedrag dezer toelage verklaart onmiddellijk de verhooging van de begrooting der gewone en terugvorderbare uitgaven voor wat de Landsverdediging betreft.

Het is gewis logisch dat dit Departement belast worde met het bestuur van dit organisme, maar het ware ongepast deze uitgave te doen voorkomen onder die noodig voor de Landsverdediging.

§ 2. — *Het toezicht op de uitgaven.*

Om de Commissie voor de Begrooting toe te laten zich rekenschap te geven van de wijze waarop over de uitgaven wordt toezicht gehouden, hebben wij in een brief, gedagteekend 8 April jongstleden, aan 'het Rekenhof gevraagd « welk het totaal bedrag was van de Credietopeningen ten laste van de begrooting van Landsverdediging voor het jaar 1913? Welk is het bedrag der credietopeningen ten laste van de begrooting van Landsverdediging voor 1919 en 1920? Welk is het bedrag der sommen door middel van deze fondsen betaald en bij het het Rekenhof gebillijkt ten laste van elk dezer beide begrootingen alsook het bedrag der uitgaven in verband daarmee, die werden onderzocht en goedgekeurd? »

Hierop heeft het Rekenhof op 16 April ons de volgende tabellen gezonden :

Dienstjaar 1913.

Bedrag der credietopeningen op betaalbevelen.	Bedrag der uitgaven met die fondsen betaald en bij het Rekenhof gebillijkt.	Bedrag der onderzochte en goedgekeurde uitgaven.
57,707,096.34	57,604,350.88	48,598,805.10

N. B. — Het verschil tusschen de sommen in de kolommen 2 en 3 vermeld, te weten fr. 9,003,525.78, maakt het totaal uit van twee regelingen tot het onderscheidenlijk bedrag van fr. 4,482,294.13 en

fr. 4,523,231.65

welke, met verscheidene aanmerkingen van het Hof, aan het Departement van 's Lands Verdediging werden teruggezonden.

Dienstjaar 1919.

Bedrag der verordende credietopeningen.	Bedrag der betaalde uitgaven door middel van deze gelden en bij het Hof gerechtvaardigd.	Bedrag der onderzochte en ter regeling aangenomen uitgaven.
906,984,150	720,074,747.42	Niets (1)

N. B. — De credieten noodig voor de uitgaven van het Gendarmeriekorps voor het dienstjaar 1919, zijn begrepen in die welke voor het leger zijn voorzien.

Dienstjaar 1920.

Bedrag der verordende credietopeningen.	Bedrag der betaalde uitgaven door middel van deze gelden en bij het Hof gerechtvaardigd.	Bedrag der onderzochte en ter regeling aangenomen uitgaven.
427,873,000	9,479,721 97	Niets

(1) Uitgaven nagegaan ten beloope van fr. 216,463,564.73.

Dienstjaar 1919*Lijst der betalingsbevelen tot regeling op credietopening, overgemaakt aan het Rekenhof.*

Datum van inlevering aan het hof.	Bedrag der betalingsbevelen tot regeling.	Datum van inlevering aan het Hof.	Bedrag der betalingsbevelen tot regeling.
		Overdracht. . fr.	560,913,349.49
5 Juli 1920.	26,850,468.47	29 November 1920.	41,285,726.08
29 id.	81,002,852.38	id.	9,181,472.42
31 id.	71,044,702.72	id.	5,624,464.06
31 id.	11,512,448.56	id.	6,164,409.80
15 September 1920.	19,920,972.54	id.	4,192,841.75
id.	25,753,092.90	id.	4,023,608.45
id.	70,950,193.04	id.	2,397,431.01
29 id.	2,580,586.29	id.	4,049,578.60
id.	47,076,844.65	id.	1,323,956.40
id.	23,930,906.42	id.	563,101.85
4 October 1920.	32,548,401.20	id.	252,003.25
8 id.	10,896,318.91	id.	50,000. »
id.	5,241,483.89	22 December 1920.	47,268,724.84
15 id.	48,410,404.35	id.	1,249,141.30
id.	31,369,400.72	id.	251,697.03
16 id.	35,840,531.72	id.	7,344.41
29 id.	4,828,439.60	id.	359,530. »
id.	2,897,910.51	id.	46,913.42
id.	4,414,900.79	id.	4,163,057.74
id.	14,288.65	7 Januari 1921.	16,572,434. »
id.	29,474.76	id.	467,395.94
id.	1,965,266.42	id.	4,837.42
id.	1,355.98	id.	40,882.69
id.	930. »	id.	61,493.72
13 November 1921.	3,844. »	id.	3,603,354.04
29 id.	602,033.85	id.	202.50
id.	435,015.35	29 id.	4,854,985.52
id.	435,939.42	19 Februari 1920.	6,689,571.01
id.	227,457.70	id.	3,552,621.57
id.	273,447.82	id.	89,710. »
id.	149,186.48	29 Maart 1920.	24,827,512.04
id.	4,580. »		
Overdracht. . fr.	560,913,349.49	Te zamen. . fr.	720,774,618.10

Deze tabellen wijzen op een toestand waaraan verbetering moet worden gebracht, want het Rekenhof is niets anders dan eene Bestendige Commissie van de Kamer, ingesteld om toezicht te houden over 't gebruik der Staatsgelden. Met des te meer reden zult gij oordeelen dat een ingrijpen noodzakelijk is, daar het Rekenhof, volgens zijn statuu^t en zijn eenwenoude toepassing, zelf niet te oordeelen heeft over het nut of de moraliteit van de bestuurlijke verrichting die tot eene Staatsuitgave leidt. Het kent inderdaad, onder opzicht van zijn financieel control, alleen de wettelijkheid van deze verrichting : met andere woorden, wanneer hem eene uitgave voorgelegd wordt, heeft het niet te oordeelen over de gepastheid daarvan, het heeft enkel na te gaan of die uitgave hem wordt voorgelegd in de voorgeschreven vormen, ten laste van een crediet dat door de Kamers regelmatig werd goedgekeurd.

Dewijl wij op elk gebied willen bezuinigen, mogen wij niet vergeten dat een streng toezicht op het gebruik der credieten aan de Regeering verleend, de eerste voorwaarde is van een gezond financieel beheer.

Zoo wij niet het noodige doen om dit toezicht weer doeltreffend en werkelijk te maken, zal men ons kunnen verwijten dat wij niet ons best hebben gedaan om het Vaderland uit zijn neteligen toestand op te helpen.

*
* *

Op 8 April jongstleden stelden wij aan het Rekenhof volgende vraag :

- « Hoeveel militaire pensioenen van verschillenden aard werden er onderworpen aan het onderzoek van het Hof sedert het jaar 1919?
- » Hoeveel werden er onderzocht en tot vereffening aangenomen van elk dier reeksen (1^{ste} termijn of herziening)? »

Het Hof zond ons op 16 April onderstaande tabel :

Toegekende militaire pensioenen.	Getal pensioenen.		
	Over- gemaakt aan het Hof.	Onderzocht en tot vereffening goed- gekeurd.	Onderzocht.
1 ^o Onder het stelsel der wetten van 24 Mei 1838, 27 Mei 1840, 24 en 25 Mei 1912 :			
a) Te Le Havre	462	—	349
b) Te Brussel	443	455	—
2 ^o Onder het stelsel der wet van 23 No- vember 1919 :			
Pensioenen wegens leeftijdsgrens	—	—	—
Invaliditeitspensioenen	30	30	—
Pensioenen aan weduwen en wezen, echt- genooten en minderjarige kinderen van verdwenen militairen	—	—	—
Pensioenen aan burgers voor dewelke het voordeel der wet geldend is	2	1	—
Herziene pensioenen van de militairen gepensionneerd vóór 1 Augustus 1914 en die weer dienst hebben genomen tijdens den oorlog	—	—	—
Tegemoetkomingen aan verwanten in op- gaande linie	—	—	—
Renten verbonden aan de nationale Orden toegekend aan de militairen beneden den graad van officier.	117	107	—
3 ^o Pensioenen herzien in tenuitvoerlegging der wet van 3 Juni 1920	4038	—	1275
 Chevron-renten. Wet van 1 Juni 1920	 6470	 5839	 —

De vertraging in het onderzoek van de pensioensaanvragen valt te betreuren om eene dubbele reden : het laat ten laste van de Begrooting van Landsverdediging uitgaven die behooren tot de begrooting van de Openbare Schuld, en het schaadt aan de belangen van de gezinnen dergenen die recht hebben op de eeuwige dankbaarheid van het land.

*
*
*

Wij achten het ons ten plichte hier een nuttige hervorming te vermelden welke, reeds over eenigen tijd, door het Bestuur van Landsverdediging is verwezenlijkt geworden.

Zij strekt er toe, niet alleen om de uitgaven te controleeren, maar om de vereenvoudiging der inrichting, de verscherping der verantwoordelijkheden, de eenheid van de bestuurlijke leer en de betere benutting van de ter beschikking van het Departement gestelde credieten te bekomen.

De nieuwe inrichting begrijpt :

a) De afschaffing van den dienst van het Bestuur der legerinrichtingen en der Algemeene Comptabiliteit (S. A. E. A.), welke eene algemeene leiding vormde bestaande uit 3 besturen met 13 bureelen.

Deze afschaffing had voor doel het bestuurlijk stelsel te ontlasten en aan de algemeene leidingen de zorg over te laten om zelf, onder hunne verantwoordelijkheid, de vereffening van de door hen betaalbaar te stellen credieten te regelen;

b) De oprichting van den Dienst der Algemeene Comptabiliteit en der Begrooting.

Deze dienst is belast met het opmaken der begrotingsontwerpen en met de contrôle van het opleven der door de wetgeving goedgekeurde begrootingen. Hij hangt rechtstreeks af van den Minister die daaraan, onverwijld, zijn stempel kan hechten.

Voor elk artikel der Begrooting houdt hij rekening met al de uitgaven, zoodra deze betaalbaar zijn gesteld. Alzoo is hij in staat de credietoverschrijdingen te voorkomen, en, zoo noodig, geeft hij daarvan kennis aan de belanghebbende Directeuren-generaal en Dienstoversten.

Het Comité voor de Begrooting van 's Landverdediging vult zijne werking nog aan. Het Comité bestaat uit de Inspecteurs-generaal der wapens en diensten, het Hoofd van den Generalen Staf, den Secretaris-generaal en de Directeuren-Generaal van het Departement.

Hij onderzoekt in volledige vergadering de gedeeltelijke ontwerpen van de begrooting door de Dienstoversten overgemaakt en hij wijzigt ze. Slechts na dit onderzoek, wordt het volledig gewijzigd ontwerp naar het Departement van Financiën verwezen. Daarentegen, vergadert het Begrotingscomité eens per trimester; als dan neemt het kennis van den staat van opleving der credieten welke op de onderscheidene artikelen der Begrooting zijn gebracht. Hij ontvangt ook gedurende deze driemaandelijksche vergaderingen mededeeling van de wijzigingen in de Begrooting van het loopende dienstjaar, door de dienstoversten van het Departement ingediend.

In 't algemeen wordt aan het Comité onderworpen, elk ontwerp dat eene militaire hervorming beoogt, eene aanvulling of eene vervorming der bewapening, de oprichting van munitie-stocks voor vuurwapens, van opslagplaatsen en van levensmiddelen, het tot standbrengen van militaire inrichtingen, in één woord, elke belangrijke verandering in den toestand van een materieel of in een verdedigingsstelsel.

c) De oprichting van den technischen dienst van het Militair Bestuur.

Deze dienst is belast met de algemeene militaire rechtspraak in zake van bestuur alsmede met de militaire bestuursreglementen van de troepenkorpsen en de intendantie-inrichtingen.

Hem werd de zending opgedragen bestuursreglementen op te stellen, welke steunen op eenvoudige beginselen die echter geene onontbeerlijke rechtvaardigheden uitsluiten. Door eene geleidelijke werking, legt hij het er op aan, in zoverre het mogelijk is, de officieren der wapens te ontlasten van de comptabiliteit welke overgenomen wordt door de officieren-boekhouders van de troepenkorpsen en de bestuursgeschriften tot het minimum terug te brengen.

De toepassing van deze maatregelen heeft reeds uitnemende uitkomsten opgeleverd met, tot het strengste minimum, de credietaanvragen te verminderen en met de uitgaven samen te drukken.

De vervorming der comptabiliteit van de eenheden is op goeden weg en zal waarschijnlijk voor nieuwjaar voltooid zijn.

HOOFDSTUK III.

ONDERZOEK DER ARTIKELEN VAN TABEL XII.

De begrooting van Landsverdediging werd door uwe Commissie onderzocht om er alle mogelijke bezuinigingen in te ontdekken.

Talrijke vragen om uitlegging werden aan den achtbaren Minister van Landsverdediging gesteld en deze heeft getracht de taak der Commissie te vergemakkelijken.

Uit deze gedachtenwisselingen zijn de groote besnoeiingen ontstaan die werden voorgesteld op de verschillende begrootingen van belang voor het Ministerie van Landsverdediging.

Voor wat betreft de gewone begrooting in het bijzonder, hebt gij kunnen vaststellen bij de lezing van amendement N^o 310, dat de voorgestelde vermindering van 38,278,000 frank, het gevolg is van het verschil van 52,177,000 frank bekomen door besnoeiing der uitgaven en eene verhooging verdeeld als volgt :

7,023,000 frank voor nieuwe lasten en

6,874,000 frank van artikel 40 van de Tabel der Openbare Schuld.

*
* *

Evenals voor de overige Ministerieele Departementen, heeft uwe Commissie beslist U voor te stellen, al de credieten voor veranderlijken duurtoeslag over te brengen van de gewone begrooting van Landsverdediging naar de Buitengewone Begrooting.

Dientengevolgē zullen uit dien hoofde de volgende verminderingen gebracht worden in de artikelen van Tabel XII :

Art. 2. — Jaarwedden en vergoedingen van het burgerlijk personeel (Hoofdbestuur)	fr. 588,000
Art. 6. — Bestuur der militaire inlichtingen. Personeel van den photographischen en kinemato-graphischen dienst van het leger	22,000
Art. 8. — Militair Landkaart-Instituut. Personeel	200,000
Art. 10. — Jaarwedden en vergoedingen der officieren; soldij en bijgelden der troepen	11,239,200
Art. 12. — Militaire School. — Personeel.	128,400
Art. 14. — Krijgsschool	22,000
Art. 17. — Koninklijk Museum van het leger. — Personeel.	15,000
Art. 19. — Jaarwedden, dagloonen en vergoedingen van	

het burgerlijk personeel, in wedde en loon betaald; bijzondere vergoedingen van het militair personeel der artillerie-inrichtingen en parken	3,966,200
Art. 21. — Diensten der militaire gebouwen. — Personeel.	850,000
Art. 25. — Technische diensten der genie. — Personeel .	61,425
Art. 26. — Dienst van het beddegoed	424,210
Art. 27. — Kleeding der troepen	1,000,000
Art. 30. — Onderscheidene wedden en eereloonen	96,000
Art. 33. — Beheer van het Luchtvaartwezen	45,000
Totaal. . . fr.	18,637,635

*
* *

De kolom « Aanmerkingen » van tabel XII alsook de toelichting van amendement 310 bevatten talrijke inlichtingen tot verklaring van den tekst der artikelen en van de wijzigingen sedert 1920 voorgekomen.

Er zal dus in dit gedeelte van het verslag slechts gehandeld worden over de artikelen die ons schenen te moeten worden toegelicht hetzij om de uitgaven te billijken of om de aandacht van het Parlement te vestigen, opdat het dienaangaande zijn volstrekt recht van contrôle over de bestemming der gestemde credieten zou uitoefenen.

Art. 2. — *Burgerlijk personeel.*

In de samenstelling van het *burgerlijk personeel van het middenbestuur* stelt men vast dat er thans 320 bestendige agenten zijn, tegen 205 in 1920. De veranderingen worden verdeeld als volgt :

Ambten.	Vermeerdering tegen 1920.	Vermindering tegen 1920.
Algemeene bestuurders		1
Bestuurders.	3	
Afdeelingsoversten.	3	
Bureeloversten		4
Klerken	126	
Archivisten en machine-schrijvers .	154	
Vertalers.	12	
Bedienden	12	
Ambtenaren.	10	
	320	5

Vergeleken met 1920, is het getal agenten met 156 t. h. gestegen.

Het getal agenten bedroeg 129 in 1914 (zie blz. 2 van de bijlage der toelichting van tabel XII van de algemeene begrooting voor 1920, stuk n° 56, zittingsjaar 1919-1920).

De toeneming vergeleken met 1914, bedraagt dus 203 t. h.

*
* *

VRAAG.

a) Welk is het getal bestendige agenten door de nieuwe inrichting voor het Middenbestuur voorzien?

ANTWOORD.

« Hieronder, het getal bestendige agenten gevraagd voor de verschillende diensten van het Middenbestuur en streng noodzakelijk voor de werking dezer bureelen, wanneer de toestand zal normaal geworden zijn :

Algemeene secretaris	1
Algemeene bestuurders	3
Bestuurders	7
Afdeelingsoversten }	40
Bureeloversten }	
Bureelonderoversten	40
Klerken	130
Steno-machienschrijvers	28
Archivisten	173
Machienschrijvers	90
Vertalers	33
Ambtenaren der 1 ^o , 2 ^e , 3 ^e et 4 ^e klasse	10
Gedetacheerd agent van een ander Departement.	1
Bedienden	100
Totaal.	677

« N. B. In 1914 moest het getal agenten merkelijk vermeerderd worden wegens de uitbreiding van de diensten van het leger, als gevolg van de herinrichting van dit laatste. Daarbij waren de bedienden niet begrepen in de tabel der ambtenaren en beambten. »

VRAAG.

b) Heeft het *bestendig* werk in het Departement van Landsverdediging eene uitbreiding ondergaan die overeenkomt met het getal bestendige agenten en waarin bestaat die uitbreiding van werk?

ANTWOORD.

» In 1914, omvatte de inrichting van het Middenbestuur een kabinet en 29 bureelen.

» Thans bestaat het uit een kabinet en 111 bureelen of daarmee gelijkgestelde diensten, waarvan 40 geheel burgerlijk zijn. De andere hebben een gemengd personeel, bestaande uit militairen (officieren en troepen) en lagere burgerlijke beambten.

» De toeneming van het getal agenten beantwoordt aan eene uitbreiding van het werk, die het gevolg is van de uitbreiding van het leger en het toe-

voegen aan het Middenbestuur der diensten die, vroeger als buitendiensten werkten (3° Algemeen Bestuur — Artillerie — 5° Algemeen Bestuur — Genie; 6° Algemeen Bestuur — Geneeskundigen dienst), of niet bestonden (Dienst der militaire grafsteden; Bestuur van het Auto-vervoer; Bestuur van den veeartsenijkundigen dienst en de remonte; Luchtvaart).

VRAAG.

e) Kan de algemeen gemaakte aanwerving, onder de militieplichtigen die ongeschikt zijn voor gewapenden dienst, geen voldoende getal onderlegde jongelingen uitkiezen om, in groote verhouding, een goed gedeelte namelijk te vervangen van de klerken, machineschrijvers en bedienden van het Middenbestuur?

ANTWOORD.

« Het is niet mogelijk het bestendig personeel te vervangen door militieplichtigen ongeschikt voor den gewapenden dienst. Daar de dienstdtijd beperkt is, zouden dezen nauwelijks met hunne nieuwe betrekking vertrouwd zijn of zij zouden al moeten vervangen worden. Ik zal er bij voegen dat de proefneming gewaagd werd en dat het getal ongeschikte militieplichtigen die genoeg onderwijs hebben genoten om te worden tewerk gesteld in de bureelen van het middenbestuur, zeer gering is. »

ART. 3. — VERGOEDINGEN AAN DE ONDEROFFICIEREN EN SOLDATEN BIJ HET MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING GEDETACHEERD.

In het gedeelte van het verslag dat betrekking heeft op de vergelijking van de getallen van het tegenwoordig officierskader met die van 1914, heeft de Commissie reeds de aandacht gevestigd op de betrekkelijk groote vermeerdering van de bestuurskaders.

Dezelfde aanmerking geldt voor het Middenbestuur. Het bestuurlijk personeel is gewis onontbeerlijk en de oorlog heeft een aanzienlijk bestuurlijk achterstel gelaten. Maar de bestuurlijke diensten moeten wel doordrongen zijn van de gedachte dat hun bestaan slechts in zooverre te billijken is als dat hunne werking die van de strijdende organen van het leger *vergemakkelijkt*.

VRAAG.

Kan de heer Minister volgende tabel aanvullen : (art. 3 van de gewone begrooting).

ANTWOORD.

Lagere militairen bij het Departement van Landsverdediging gedetacheerd.	Beroepsvrijwilligers en gereëngageerden in dienst bij een wapen.		Militieplichtigen in dienst bij een wapen.		Bedrag der vergoeding.
	Geschikt.	Ongeschikt.	Geschikt.	Ongeschikt.	
Adjudanten	32	62	—	—	— (1)
1 ^o sergaut-majors . .	10	21	—	—	—
Sergaut-majors . . .	22	36	—	—	—
1 ^o sergeanten	12	9	—	—	—
Sergeanten-foerier . .	7	10	—	—	—
Sergeanten	29	42	1	—	—
Korporaals	19	15	3	1	—
Soldaten	23	2	265	78	—
Totaal	154	197	269	79	—

« Te zamen : 699.

(1) De soldaten en gegradeerden gedetacheerd bij het Departement van Landsverdediging ontvangen enkel het bedrag hunner soldij of hunner wedde.

» Het crediet van 40,200 frank bij artikel 3 van de gewone begrooting moet dienen om de onderofficieren te vergoeden die aan het kabinet van den heer Minister zijn gehecht en bijwerk verrichten.

» Veertien dezer onderofficieren ontvangen eene maandelijksche vergoeding van 50 frank ; een hunner eene maandelijksche vergoeding van 100 frank. »

VERGOEDINGEN VOOR BIJWERK VERRICHT BIJ HET MIDDENBESTUUR.

(Zie blz. 29 en 30 van n° 208, Zittingsjaar 1920-1921).

VRAAG.

Kan de heer Minister zeggen :

a) Hoeveel leden van het personeel van het Departement van Landsverdediging getrokken hebben voor het jaar 1920 :

1° Eene vergoeding voor bijwerk uitbetaald krachtens artikel 224 van de begrooting voor het dienstjaar 1920 ?

ANTWOORD.

« Acht en dertig ».

VRAAG :

2° Welk was het bedrag der toegekende vergoedingen ?

ANTWOORD.

4 van 400	=	1,600
3 — 600	=	1,800
10 — 20	=	200
3 — 10	=	30
3 — 300	=	900
6 — 180	=	1,080
1 — 200	=	200
2 — 90	=	180
3 — 150	=	450
1 — 269.65	=	269.65
1 — 89.65	=	89.65
1 — 429.35	=	429.35
Totaal.		7,228.65

VRAAG.

b) Hoeveel leden van gezegd personeel ontvingen zulke vergoeding niet en hoe wordt hun getal ingedeeld?

1° Volgens het ambt dat zij vervullen?

ANTWOORD.

« Ambtenaren, 65.

» Beambten, 226.

» Bedienden, 45.

VRAAG.

2° Volgens de redenen waarom zij de vergoeding niet ontvingen?

ANTWOORD.

« Deze agenten hebben geen bijwerk verricht. »

VRAAG.

Zijn deze vergoedingen nog voorzien op de begrooting voor 1921 en bij welk artikel?

ANTWOORD.

« Neen, deze vergoedingen zijn niet meer voorzien. »

*
* *

Het Hoofdbestuur telt onder zijn personeel een zeker aantal officieren gepensionneerd wegens invaliditeit en in dienst behouden.

Wij vinden zeer logisch het beginsel volgens hetwelk sommige zittende betrekkingen begeven worden aan officieren die gepensionneerd werden wegens invaliditeit voortspruitend uit oorlogsverwondingen. Deze klas van invaliden is bijzonder belangwekkend.

Wij begrijpen ook dat met een oorlogsgewonde de invalide worde gelijkgesteld die, zonder gewond te zijn geweest, het geworden is tengevolge van zijne deelneming aan de eigenlijke krijgsverrichtingen. Maar wij zouden veel minder begrijpen dat het Middenbestuur in zijne diensten officieren heeft behouden, waarvan de op pensioenstelling in beginsel tijdens den oorlog werd besloten vooral om andere redenen dan die welke wij daareven opgaven.

Uitgaande van die beschouwingen hebben wij den heer Minister volgende inlichtingen gevraagd :

*Tabel der officieren gepensionneerd wegens invaliditeit
en in dienst behouden bij het Ministerie.*

Getal officieren per graad, gepensionneerd wegens invaliditeit, be- houden bij het Minis- terie.	Seiert wanneer zij in dienst bij het Departement?	Ambt dat zij bekleeden.	Invaliditeitspercent.	Is de invaliditeit het gevolg van wonden?	Tijd op het front degebracht.	Bedrag der jaarlijksche wedden, pensioen in- begrepen (duurtoe- slag niet inbegrepen). De afhoudingen wor- den niet afgetrokken.
Reserve- luitenant-kolonel.	8 Feb. 1919.	Afdeelingsoverste (indicateur).	65	Ja.	2 maand en 6 dagen.	21,009 »
Id.	10 Juli. 1920.	Dienst der artillerie munitie.	45	Neen.	22 maand.	15,336 »
Eere luitenant- kolonel.	21 Feb. 1917.	Bestuurder.	30	Neen.	29 maand.	14,520 »
Reserve majoor.	14 April 1920.	Documentatie offic.	30	Neen.	10 maand.	15,786 »
Id.	29 Maart 1920	Id.	75	Ja.	2 maand.	20,730 »
Id.	1 Aug. 1916.	Bestuurder.	55	Neen.	3 maand.	18,006 »
Id.	6 Oct. 1919.	Bureeloverste aan den bestuurder toegevoegd.	35	Neen.	24 dagen.	16,191 »
Id.	April 1915.	Bestuurder.	60	Neen.	8 maand.	18,638.40
Eere majoor.	15 April 1919	Bureeloverste, do- cent bij de Militaire School.	20	Ja.	25 maand.	11,822.50
Reserve majoor.	25 Aug. 1919.	Bureeloverste.	30	Neen.	2 1/2 maand	15,600 »
Id.	1 Juli. 1916.	Afdeelingsoverste.	40	Ja.	7 1/2 maand	16,500 »
Id.	1 Oct. 1919.	Toegevoegd aan het hoofd van S.G.L.G.	40	Neen.	2 jaar, 4 m. en 16 dagen.	16,386 »
Id.	30 Juli. 1917.	Bestuurder.	50	Neen.	10 maand.	17,520 »
Id.	1 Dec. 1919.	Afdeelingsoverste.	20	Neen.	7 dagen.	16,200 »
Id.	8 Jan. 1916.	Bestuurder (op- eisching ⁿ en schade	20	Neen.	5 maand.	15,906 »
Reserve kapitein bevelhebber.	1 Maart 1918	Bureeloverste.	40	Neen.	29 maand.	15,558 »
Eerste kapitein.	1 Mei 1919.	Werkzaam bij de Sectie E. alg. Staf.	55	Ja.	29 dagen.	14,100 »
Reserve kapitein bevelhebber.	20 Dec. 1920.	Documentatie offic.	85	Ja.	3 maand.	17,358 »
Id.	12 Jan. 1916.	Afdeelingsoverste.	70	Neen.	9 maand.	17,310 »
Id.	13 Feb. 1919.	Toegevoegd aan den overste van het 2 ^{de} bureel.	50	Ja.	34 maand.	13,800 »
Id.	Jan. 1920.	Bureeloverste.	30	Neen.	18 dagen.	14,040 »
Id.	20 Feb. 1918.	Id.	15	Ja.	2 m. 24 dag ⁿ	13,602 »
Id.	2 Juni 1918.	Id. Bureeloverste.	25	Neen.	Geen.	11,722 »

Getal officieren per graad, gepensionneerd wegens invaliditeit en in dienst behouden bij het Ministerie.	Sedert wanneer zijn zij in dienst bij het Departement.	Ambt dat zij bekleeden.	Invaliditeitsprocent.	Is de invaliditeit het gevolg van wonden?	Tijd op het front doorgebracht.	Bedrag der jaarlijksche weden, pensioen in- begrepen (duurtoe- slag niet inbegrepen). De afhoudingen wor- den niet afgetrokken.
Reserve-kapitein bevelhebber.	21 Jan. 1920.	Bureeloverste.	50 ou 65 onbeslist.	Neen.	6 weken.	14,612 »
Id.	10 Nov. 1920.	Toegev. overste van de 4 ^e afdeling.	70	Ja.	31 maand.	16,537 »
Kapit. bevelhebber voorloopig v ^r een jaar gepensionneerd.	8 Oct. 1919.	Afdelingsoverste.	35	Ja.	48 maand.	13,620 »
Reserve-kapitein bevelhebber.	19 Maart 1921.	dd. overste 14 ^e bureel.	70	Ja.	47 maand.	17,440 »
Id.	1 Mei 1918.	dd. overste 13 ^e bureel.	50	Ja.	2 maand en 23 dagen.	13,080 »
Id.	6 Juni 1918.	Afdelingsoverste.	35	Neen.	1 maand.	15,720 »
Id.	1 Juli 1916.	Bureeloverste.	55	Neen.	1 maand.	15,320 »
Id.	4 Juni 1920.	Id.	40	Ja.	32 maand.	13,000 »
Id.	1 Oct. 1916.	Bestuurder.	50	Neen.	1 m. 13 dag.	16,862 »
Id.	13 Jan. 1919.	Bureeloverste.	55	Ja.	23 dagen.	13,080 »
Id.	10 Jan. 1919.	Id.	30	Neen.	3 j. 20 d.	14,520 »
Id.	15 Juli 1919.	Id.	20	Neen.	2 m. 18 d.	12,198 »
Id.	3 Aug. 1919.	Id.	60	Ja.	2 m. 24 d.	14,760 »
Id.	28 Dec. 1915.	Afdelingsoverste.	40	Neen.	1 maand.	15,360 »
Tweede reserve- kapitein.	28 Maart 1920.	Offic. toegev. secre- taris van den be- stuurder der C. A.	50	Ja.	50 maand.	13,200 »
Id.	19 Sept. 1919.	Toegevoegd aan den overste v ⁿ het 1 ^e bur.	45	Ja.	46 maand.	13,276 58
Id.	6 Aug. 1919.	dd. bureeloverste.	10	Ja.	43 maand.	10,896 »
Id.	10 Maart 1920.	Bureeloverste.	30	Neen.	4 jaar 6 m.	12,324 »
Id.	13 Sept. 1919.	Sectieoverste.	70	Oui.	3 m. 25 d.	14,469 60
Id.	20 Nov. 1919.	Id.	35	Ja.	4 jaar 2 m.	11,856 »
Luitenant.	3 Juli 1919.	Toegevoegde.	20	Ja.	38 maand.	9,024 »
Id.	1 Sept. 1920.	Overste S.C.M.A.O.	80	Ja.	42 maand.	10,320 »
Id.	30 Juni 1920.	Documentatie offic.	65	Ja.	50 maand.	13,096 80
Reserve-luitenant.	12 Mei 1919.	Toegevoegd aan den overste v ⁿ het 3 ^e bur.	75	Ja.	44 maand.	13,554 »
Luitenant.	1 Feb. 1919.	Toegevoegd aan den overste v ⁿ het 7 ^e bur.	75	Ja.	40 maand.	13,605 »
Id.	10 Feb. 1920.	Onderzoek; rechten op frontstrepn.	30	Ja.	37 maand.	11,088 »

Getal officieren per graad, gepensioneerd wegens invaliditeit en in dienst behouden bij het Ministerie.	Sedert wanneer zijn zij in dienst bij het Departement?	Ambt dat zij bekleeden.	Invaliditeitspercent.	Is de invaliditeit het gevolg van wonden?	Tijd op het front doorgebracht.	Bedrag der jaarlijksche wedden, pensioen inbegrepen (duurtoeslag niet inbegrepen). De afhoudingen zijn niet afgetrokken.
Luitenant.	15 Aug. 1920.	Onderzoek rechten op frontstrepen.	30	Ja.	28 maand.	8,904 »
Reserve-luitenant.	23 Feb. 1919.	dd. overste 13 ^e bureel.	90	Ja.	40 maand.	15,133 »
Id.	3 Nov. 1920.	Toegevoegde 2 ^e afdeeling.	65	Ja.	18 maand.	11,266.80
Id.	16 Jan. 1920.	Toegevoegde.	40	Ja.	3 jaar, 9 m., 16 d.	10,032 »
Id.	22 Jan. 1919.	Id.	20	Neen.	1 maand.	11,622 »
Reserve-luitenant betaalmester.	15 Jan. 1920.	Bureeloverste.	20	Neen.	3 maand.	10,416 »
Reserve-luitenant.	22 Oct. 1919.	Sectieoverste.	95	Neen.	38 maand.	14,955 »

Wij hebben een deel inlichtingen in volgende tabel samengevat :

Invaliditeit.	Luitenanten-Kolonel.	Majors.	Kapiteins Bevelhebber.	Tweede Kapiteins.	Luitenanten.	Totaal.
Wegens wonden.	1	3	11	5	11	31
Niet wegens wonden	2	9	11	1	2	25
Totaal.	3	12	22	6	13	56

Zonder daaruit formeele gevolgtrekkingen te willen maken, maar om toch een algemeen overzicht van den toestand te krijgen, hebben wij enkele gewone berekeningen gedaan die ons de volgende tabellen gaven :

Gemiddelde tijd op het front doorgebracht per graad.

Invaliditeit.	Luitenanten-Kolonel.	Majors.	Kapiteins Bevelhebber.	Tweede Kapiteins.	Luitenanten.	Algemeen gemiddeld getal
Wegens wonden	2 maand 6 dagen.	11 maand 15 dagen.	18 maand 20 dagen.	38 maand 17 dagen.	38 maand 7 dagen.	27 maand 17 dagen.
Niet wegens wonden	25 maand 15 dagen.	7 maand 27 dagen.	7 maand 18 dagen.	54 maand	2 maand.	10 maand 15 dagen.

Gemiddeld getal per graad van het invaliditeits percent.

Wegens wonden.	65	48	53	42	60.5	54
Niet wegens wonden	22.5	39.9	41.8	30	20	36.5

Wij hebben aldus dit onvoorziene feit vastgesteld dat de tijd, doorgebracht op het front door de gepensioneerden wier invaliditeit niet aan verwondingen te wijten is, veel korter is dan die van de invaliden wegens verwondingen.

De persoonlijke inlichtingen nagaande, hebben wij bevonden dat van de vijf-en-twintig gepensioneerden wier invaliditeit niet aan verwondingen te wijten is :

	8 minder dan of ten minste 1 maand op het front waren.	
14	— —	3 maand — —
en 19	— —	1 jaar — —

MILITAIR LANDKAART-INSTITUUT.

ART. 8. — *Personeel.*

VRAAG.

a) Hoeveel van de 52 agenten op de begrooting vermeld zijn militieplichtingen en hoeveel gereëngageerden ?

ANTWOORD.

« a) Het cijfer 52 begrijpt : 53 gemilitariseerde burgers, aangeworven bij toepassing der tegenwoordige militiewet en betaald op artikel 8.

» Het overige zou moeten bestaan uit agenten gekozen tusschen de tijdelijke beambten, die aangenomen worden mits eene verbintenis te tekenen van « gereëngageerden zonder militaire bezoldiging ».

» Daar echter de standregelen met betrekking tot de « gereëngageerden zonder militaire bezoldiging » en die met betrekking tot de « militaire werklieden » nog niet bepaald zijn, kon geen enkele verbintenis worden aangegaan. »

VRAAG.

b) Is het bezigen van gereëngageerden in plaats van militieplichtingen eene bezuiniging voor de financiën van den Staat, ook gelet op de nuttige opbrengst van deze uitgave ?

ANTWOORD.

« b) De gereëngageerde zonder militaire bezoldiging ontvangt hetzelfde loon als de werkman, daarbij, bij voorkomend geval de vergoeding wegens frontstrepen en militaire decoratie.

» Er is dus geene bezuiniging voor de financiën van den Staat.

» Wat de nuttige opbrengst betreft, het is niet mogelijk haar te ramen. Men zal de ondervinding moeten afwachten. »

VRAAG.

c) Is het niet mogelijk, onder de jaarlijksche militieklas jongelingen te vinden die ongeschikt zijn voor den gewapenden dienst maar geschikt om, bij voorbeeld, de bediening te vervullen van drukker, teekenaar, proevenlezer, werkman ?

ANTWOORD.

« c) Tot nogtoe heeft het militair Landkaart-instituut onder hen die ongeschikt zijn voor den gewapenden dienst geene jongelingen aangetroffen die de bediening kunnen waarnemen van drukker, teekenaar, proevenlezer, werkmán.

» Bij gemis van ongeschikten worden geschikte militairen gebezigd, namelijk als letterzetter en hun werk is minder goed dan dit der burgerlijke werklíeden.

» Een burgerlijk werkmán ontvangt een loon en mag van hem werk vergen in verhouding tot dat loon.

» Als militair moet men aannemen als wat zich stielmán heet. De meesten dezer militairen kunnen slechts de bediening vervullen van halven gast, sjouwer of niet geschoolden werkmán : zij komen hun proeftíjd doen en gaan weg op het oogenblik dat zij diensten beginnen te bewízen ; feitelijk halen zij voordeel uit hun werk bij het M. L. I. ten koste van deze instelling.

» Er zijn natuurlijk eenige uitzonderingen, maar zij worden steeds schaarscher want de leeftijd der indiensttreding wordt opnieuw normaal en deze elementen zullen nog minder ondervinding hebben dan hunne oudere voorgangers.

» In elk geval, tot nogtoe konden er onder de militieplichtigen geene kaartteekenaars noch proevenlezers gevonden worden ; behalve de voorafgaande kennis-sen, vooral op het stuk van teekenen, vergen deze bedieningen een bijzonderen leertíjd die bijna zoolang duurt als de dienstlíjd. »

VRAAG.

d) Zou zulke in de plaatsstelling geheel of gedeeltelijk niet toelaten bezuinígingen op de begrooting te doen?

ANTWOORD.

« d) Het blijkt uit wat gezegd werd bij c) dat eene geheele of gedeeltelijke vervanging van het beambtén- of arbeiderspersoneel door jongelingen ongeschikt voor den gewapenden dienst niet zou toelaten bezuinígingen op de begrooting te doen, want om den arbeid van een burger te vervangen, moet men op anderhalf of twee militairen rekenen en rekening houden met al de gevolgen van deze vermeerdering van getalsterkte : vermeerdering van lokalen, licht, vuur, toezichtspersoneel, enz.

» Enkel de bedieningen van leerjongen, halve gasten, sjouwers en niet geschoolde werklíeden zullen op voordeelíge wijze worden waargenomen door ongeschikten tot den gewapenden dienst, wat voorzien is bij de herinrichting der diensten van het Militair Landkaartinstituut. »

VRAAG.

Dezelfde vraag als voor de burgerlíjke agenten van het Landkaartinstituut werd gesteld voor wat betreft de waschknechten, knechten, tídelíjke beambten, telefonisten, tídelíjke machineschrijvers bij de Militaire School (art. 12), machineschrijvers bij de Krijgsschool (art. 14), werklíeden van het Koninklijk Leger-Museum (art. 17), werklíeden, sjouwers, enz. van de koninklíjke geschutgieterij, het Arsenaal, de wapenfabriek van den Staat,

het kruittoezicht, het groote veldpark, de divisie-parken, de werkplaatsen van Zwijndrecht, en het bestuur van het autovervoer (art. 19), een deel van het burgerlijk personeel van de pontonniers en van het korps der seintroepen, het spoorwegbataljon, geniepark van het leger, militaire luchtvaart (art. 23), den dienst van het beddegoed (werklieden), enz. (art. 26).

ANTWOORD.

« Zoo men slechts den prijs van den handenarbeid nagaat, is het klaarblijkelijk dat het belang van de schatkist vergt dat aan militieplichtigen, ongeschikt voor den gewapenden dienst, het grootst mogelijk getal bedieningen moet worden toevertrouwd, die noodzakelijk werden bevonden voor de werking van al de diensten.

» Men mag echter niet uit het oog verliezen dat, voor een groot aantal bedieningen, men beroep moet doen op geschoolde krachten, op gevaar de bezuinigen die men op de loonen wilde verwezenlijken zich ten slotte te zien omzetten in eene merkelijke stijging der uitgaven op ander gebied : materieel, grondstoffen, enz.

» Eveneens moet men beroep doen op specialisten voor sommige bedieningen, waarvan grootendeels het welzijn van den soldaat kan afhangen (koks, bij voorbeeld).

» In beginsel zouden de ongeschikte militieplichtigen met voordeel bijna al de bedieningen kunnen waarnemen van niet geschoolde daglooners of arbeiders en een nog al groot aantal bedieningen van geschoolde daglooners of arbeiders.

» Ik heb aan de verschillende diensten voorgeschreven te bepalen welke de bedieningen zijn die moeten worden waargenomen door bestendige agenten en diegenen welke zonder bezwaren kunnen worden toevertrouwd aan ongeschikte militieplichtigen. »

MILITAIRE ACADEMIE.

ART. 12.

Militaire school.

VRAAG.

Onder het personeel van den staf der militaire school (art. 12 van de gewone begrooting) komt een aalmoezenier voor die eene wedde van 7,140 frank geniet. Neemt deze priester geen anderen dienst waar dan dien geveerd door zijn ambt bij de militaire school?

Welk is bij voorkomend geval deze dienst en wat is het belang van zijn ambt bij de militaire school?

ANTWOORD.

« Een aalmoezenier maakt deel uit van het personeel gehecht aan de militaire school krachtens artikel 7 der organieke wet van 1838. Er was

steeds een aalmoezenier bij deze inrichting, van welk belang ook zijne bediening zij, deze bestaat slechts in het lezen der mis 's Zondags voor de leerlingen en, bij voorkomend geval, het zich ter beschikking houden van degenen die zouden wenschen hunne godsdienstige plichten te vervullen.

» De huidige aalmoezenier is daarbij leeraar van wijsbegeerte bij het Sint Lodewijksgesticht van Brussel, eene private instelling, en ik ken het bedrag zijner wedde niet. Het is zelfs in deze hoedanigheid dat hij onlangs werd bevorderd tot officier in de Leopoldsoorde. »

Vragen die tevens betrekking hebben op :

HOOFDSTUK II. Wedden, soldij en wat dies meer.

Art. 10. — b) Vergoedingen der soldaten.

HOOFDSTUK III. Bewapening, trein en paardentuig van het leger.

Art. 19. — f) en i) Bedrijfs vergoedingen aan het militair personeel.

HOOFDSTUK IV. Militaire gebouwen en technische diensten der Genie.

Art. 23. — Bijzondere vergoedingen aan het militair personeel.

De heer Minister gelieve ons te zeggen of er soldaten of gegradeerden, niet gereëngageerde miliciens zijn die bijzondere of bedrijfs : vergoedingen genieten voorzien bij de verschillende artikelen der begrooting en namelijk bij hoogervermelde artikelen en hoe de toekenning van deze vergoedingen gewettigd wordt?

Antwoord.

« Het K. B. van 24 Maart 1920, N° 6952, heeft eene dagelijksche bedrijfsvergoeding toegekend aan de reeksen soldij trekkende militaire bedienden en ambachtsheden die deel uitmaken van de eenheden en diensten opgesomd in de brochure die de inrichting van het leger op vredesvoet bevat.

» Wegens de moeilijkheid voor de bijzondere diensten vakmannen aan te werven die aan hunne militaire verplichtingen hebben voldaan, was het Departement van Landsverdediging gedwongen een beroep te doen op de militairen die een ambacht uitoefenen en die hun normalen actieven dienstdtijd uitdoen. Uit billijkheid werd hun eene geringe vergoeding betaald wegens het hun opgelegde werk. Dit zal het geval niet meer zijn onder het stelsel van de nieuwe militiewet. »

MILITAIRE GEBOUWEN EN TECHNISCHE DIENSTEN DER GENIE.

ART. 22. — Dienst der militaire gebouwen.

Gebouwen voor het gebruik der troepen.

Bij dit artikel werden aan den heer Minister van Landsverdediging inlichtingen gevraagd.

a) Over het globale woonvermogen, voor mannen en paarden, van de kazernen en het belang (uitgedrukt, bij voorbeeld, door hun voortbrengstvermogen) van de andere militaire inrichtingen en gebouwen in 1914 bestaande.

b) Over het globale woonvermogen, voor mannen en paarden, van de kazernen en het belang der andere militaire inrichtingen en gebouwen die thans gebruikt worden.

c) Over het globale woonvermogen der kazernen en het belang der andere militaire inrichtingen en gebouwen die sedert 1914 buiten dienst werden gesteld en, bondig, de redenen daarvan.

ANTWOORD (1).

I. — DIENST DER MILITAIRE GEBOUWEN.

» a) *Globaal woonvermogen, aan mannen en paarden, der kazernen in 1914 bestaande.*

» In 1914 vonden in de bestaande kazernen gemiddeld 80,000 manschappen en 13,000 paarden onderkomen, wat gelijkstond met de getalsterkte van het leger op dat tijdstip.

» Echter het *maximum mogelijke* globale woonvermogen in 1914 onder de *normale omstandigheden van kazerneering* (16 m³ lucht per man in de kamers van den troep, 1,23 m. ruimte per bed in de kamers van den troep. Bestaan van refters en lokalen voor algemeen gebruik : spreekzalen, cantines, enz.) bedroeg 63,000 tot 70,000 man en 14,000 paarden.

Daarbij kan men onderscheidelijk onder dak brengen in de kampen van Beverloo en Brasschaet :

» 22,5000 man, 2,000 paarden en

» 2,000 man, 1,700 paarden in meer benepen voorwaarden, zooals het voor gekampeerde troepen de regel is.

» b) *Globaal woonvermogen, aan mannen en paarden, der kazernen thans in België in gebruik.*

» Dit woonvermogen, in de *normale* voorwaarden, bedraagt ongeveer :
80,000 man en 20,000 paarden

met inbegrip van 10,000 man en 4,500 paarden die *voorloopige* barakken en andere gebouwen (gehuurde) bezetten.

» De definitieve kazerneering die thans in België bestaat heeft dus een globaal woonvermogen in normale voorwaarden van ongeveer 70,000 man en 13,500 paarden.

» Echter dient opgemerkt dat deze definitieve kazerneering verouderde gebouwen omvat of andere die buiten dienst gaan worden gesteld zooals die van de afgeschafte omheining van Antwerpen alsook de versterkte werken van de stelling Antwerpen, wier bewoonbaarheid te wenschen laat.

» Er dient bijgevoegd dat wegens de groote uitbreiding van het legermaterieel en de behoeften van de mobilisatie van het leger op oorlogsvoet, groote sommen moesten besteed worden sedert den wapenstilstand aan het oprichten of bouwen

(1) De inlichtingen in deze antwoorden vervat zijn ook nuttig om sommige artikelen van de buitengewoone begrooting beter te begrijpen.

van loodsen en opslagplaatsen voor het materieel en aan het inrichten of bouwen van mobilisatiedepots en -parken.

» Wat de kampen betreft, hun *maximum* globaal woonvermogen (voorbehouden bezetting) bedraagt thans in ronde cijfers :

» Beverloo : 24.800 man en 2.000 paarden.

» Brasschaet : 2.300 man (waarvan 150 in barakken) en 3.300 paarden.

» Elsenborn : 5.000 man (waarvan 3.900 in barakken) en 2.500 paarden (waarvan 1.000 in barakken).

» c) *Globaal woonvermogen, aan mannen en paarden, dat sedert 1914 buiten dienst werd gesteld en de reden daarvan.*

» Dit woonvermogen mag geschat worden op een maximum van 5.000 man en 300 paarden en bedraagt de kazernen van Ieper (stukgeschoten), de metalen paviljoenen van de forten van Luik en Namen (om redenen van verdediging afgebroken), de kazerne der Witte Vrouwen te Leuven (door de Duitschers in brand geschoten), en sommige versterkte werken die niet meer bewoonbaar zijn. »

II. — DIENST DER GASTHUIZEN. (1)

« a) Het globale woonvermogen, aan mannen, der gebouwen van den geneeskundigen dienst in 1914 bedroeg 3.312.

» Het globale woonvermogen, aan mannen van den Geneeskundigen dienst, die thans in dienst zijn, bedraagt 5.250 man niet inbegrepen den Geneeskundigen dienst van het bezettingsleger waarvan het woonvermogen 739 bedraagt. Het woonvermogen der gasthuizen in België steeg met $5.250 - 3.312 = 1.938$ plaatsen, tengevolge van het bouwen van lazarets en apotheken;

» c) Het globale woonvermogen sedert 1914 buiten dienst gesteld bedraagt ongeveer 480.

Redenen dezer buiten dienststelling :

» Militair gasthuis van Bergen : 150 plaatsen, vervallen en gedeeltelijk vernietigd door den oorlog.

» Militair gasthuis van Ieper : 100 plaatsen, door den oorlog vernietigd.

» Militair gasthuis van Vilvoorden : 100 plaatsen, diende vooral voor de correctie die werd afgeschaft.

» Militair gasthuis van Oostende en Dendermonde : 100 plaatsen, door den oorlog vernield.

III. — DIENST DER ARTILLERIE-INRICHTINGEN. TECHNISCHE DIENST DER GENIE. VERVOERDIENST.

« a) Het voortbrengstvermogen van de artillerie-inrichtingen, in 1914 bestaande, voorzag in de behoeften van het oogenblik.

(1) Heeft ook betrekking op Hoofdstuk III. Militaire gasthuizen en apotheken. Artikel 14, litt. d.

» b) Het voortbrengstvermogen van de soortgelijke inrichtingen, die thans werken, tracht te voorzien in de nieuwe eischen voortspruitende uit de inrichting en de *tegenwoordige behoeften* van het leger.

» c) Niets werd buiten dienst gesteld. Het werd echter noodig geacht, zoowel met het oog op het belang van den dienst als op de voorwaarden van vervaardiging en bewerking van de minutie en springstoffen, naar het fort van Zwijndrecht de oude vuurwerkschool over te brengen, waarvan de gebouwen tegenwoordig dienen voor het Groote Veldpark (gewezen Hoofd-Arsenaal).

» Op te merken dat het Legerpark der Genie in 1914 slechts in wording was en dat, sedert den oorlog, de geheele uitrusting van de Geniediensten moest geborgen worden in noodbarakken op verschillende militaire terreinen rond Antwerpen opgericht. »

IV. — MILITAIRE LUCHTVAART (1).

« a) Totaal woonvermogen in 1914 betrokken door het militaire vliegwezen : 200.

Totaal woonvermogen in 1914 betrokken door de militaire luchtvaart : 200.

» b) Globaal woonvermogen van de kazernen der militaire luchtvaart
aan mannen : 2,600;
aan paarden : 21.

» Technische inrichting in aanbouw.

» c) De militaire luchtvaart is niet meer bestendig te Brasschaet gevestigd, zij heeft geene eenheden meer te Luik en te Namen.

» De gebouwen van het Kruyshof (Antwerpen), in 1914 door de Luchtvaart ingenomen, werden tijdens den oorlog vernield. »

V. — AUTOVERVOER.

« a) De autodienst bestond niet bij het Belgische leger in 1914.

» b) Thans omvat D. D. C. A. volgende diensten :

» Fabriek voor herstelling van automaterieel (U. R. C. A.).

» Bevoorradingsmagazijn van het auto-vervoer (M. A. C. A.).

» Sorteerings- en reserve park (P. T. R.).

» School voor autovoerders en technici van het leger (E. C. T. A.).

» Uit onderstaande tabel blijkt het belang dezer diensten.

(1) Artikel 25, littera e.

U. R. C. A.	Januari	Februari 1921.	Maart
Herstelde rijtuigen	15	8	13
Herstelde motorrijwielen	9	16	8
Herstelde rijwielen	40	78	120
Herstelde buitenbanden	260	317	303
Herstelde binnenbanden	758	691	738
Vervaardigde auto-stukken	2,107	1,596	1,459
M. A. C. A.			
Getal ontvangen colli	2,337	1,162	337
Gewicht der ontvangen colli	100,605	43,288	43,070
Getal verzonden colli	159	146	187
Gewicht verzonden colli	38,965	27,637	43,827
P. T. R.			
Getal binnengekomen rijtuigen	77	184	114
Id. id.	66	53	132
E. C. T. A.			
Getal leerlingen toegelaten tot den leergang van het eerste kwartaal.	371		
Getal leerlingen uitgegaan na het brevet te hebben behaald	236		

» c) Daar de auto-dienst van het leger niet in 1914 bestond, werd geene militaire inrichting noch militair gebouw, daartoe bestemd, buiten dienst gesteld ».

MILITAIRE VRAAGSTUKKEN.

HOOFDSTUK I.

VRAAGSTUKKEN VAN ALGEMEEN BELANG.

De Middenafdeeling belast met het onderzoek der Begrooting van 1920 nad eene reeks vraagstukken van technischen aard nagegaan.

Een zeker aantal daarvan had op meer bijzondere wijze hare aandacht gevestigd en de verslaggever had den heer Minister van Landsverdediging en de Kamerleden op het belang daarvan gewezen.

Sommige der aangeraakte vraagstukken werden sinds dien opgelost; andere zijn op het punt het te worden maar, daarentegen, zijn er nog die, zooals blijkt uit onderstaande uiteenzetting, niet zijn vooruitgegaan zooals wij meenden te mogen verhopē.

§ 1. — *Inrichting van het leger op vredesvoet.*

Vóór een jaar, ontving de Middenafdeeling van den heer Minister de verzekering dat « het ontwerp tot inrichting van het leger op vredesvoet in aanmaak was en eerlang zou klaar zijn ».

De Kamer mocht dus verhopē dat zij de nieuwe ontwerpen zou ontvangen vóór de bespreking der Begrooting van 1921.

Een jaar is sedertdien verlopen en niet alleen bezitten wij niets, maar niets zegt ons dat de zaak een stap dichtër bij de oplossing is.

Men zal wellicht opwerpen dat, in de tegenwoordige omstandigheden, een ontwerp tot inrichting moeilijk is op te maken aangezien ons leger steeds onder het stelsel staat van de jaarlijksche inlijving van twee militieklassen. Men zal er ongetwijfeld bijvoegen dat de samenstelling van het leger op vredesvoet in verband staat met den duur van den diensttijd en dat dit laatste vraagstuk zou moeten opgelost worden opdat de inrichting vast kunne worden bepaald.

Maar dan is het noch niet in 1921 dat eene beslissing zal kunnen genomen worden vermits de Regeering, in plaats van eene nieuwe miliewet in te dienen, de zaak heeft verdaagd met aan het Parlement te vragen, voorwat den duur van den actieven diensttijd betreft, de voorloopige bepalingen te stemmen die enkel op de klassen 1920, 21 en 22 toepasselijk zijn.

En toch ware het overbodig al die bezwaren in herinnering te brengen en zelfs de gevaren die zouden voortvloeien uit het feit dat ons leger zijn vast verband nog niet bezit.

De inrichting op oorlogsvoet is nauw verbonden met die op vredesvoet. De overgang van de eene naar de andere moet geschieden met een maximum automatisme en eenvoud in een minimum van verrichtingen.

De inrichting van het leger op oorlogsvoet is geregeld; zij is niet definitief, maar hare voorbereiding heeft er zich op toegelegd om de evolutie te vergemakkelijken.

Dit voorbeeld bewijst dat het mogelijk is eene overgangsoptlossing te regelen voor een normaal tijdperk waarvan de omstandigheden, echter, omschreven zijn.

Sedert den wapenstilstand zijn zes militieclassen onder de wapens gekomen. Het gevolg daarvan is dat ons tegenwoordig veldleger bijna geheel bestaat uit soldaten na den oorlog afgericht.

Zoo de toekomstige inrichting op vredesvoet talrijke wijzigingen in den bestaanden toestand brengt, wat waarschijnlijk is, dan zullen een groot aantal dezer 300,000 man, eens met onbepaald verlof, in militair opzicht, door eene andere eenheid worden bestuurd dan die waarbij zij hun onderricht ontvingen en die ook verschilt van diegene waarvan zij, in geval van mobilisatie, zullen deel uit maken.

Wie ziet niet in dat zulke toestand noodlottig eene groote verwikkeling van schrijfwerk voor gevolg heeft en groote wanorde kan veroorzaken?

Zoolang de inrichting op vredesvoet niet vast bepaald is, zal men zich daarbij in de onmogelijkheid bevinden de wet op de legerkaders te wijzigen. Intusschen blijft deze wet, die van vóór den oorlog dagteekent, en dus niet vereenigbaar is met den toestand, na den oorlog officieel van kracht afschoon in feiten men haar niet naleeft.

Deze toestand brengt bezwaren mede waarop dient gewezen te worden.

De kaders van het leger worden door eene wet bepaald. Het Parlement moet waken over de uitvoering van deze wet. Het moet kunnen nagaan of het leger, het getal oversten bezit dat het behoeft, ofwel of het er niet te veel heeft; het onderzoek van de begroting moet het de gelegenheid geven zijn recht van toezicht uit te oefenen. In den tegenwoordigen toestand is de uitoefening van dit recht onmogelijk.

Daar ook ligt de bron van vele verwarring en groote wanorde.

Gewis, is de toestand in 1921 een van overgang en vereffening; maar dat brengt niet mede dat de toestand onregelmatig moet zijn. Zelfs zoo de normale toestand nog niet onmiddellijk wordt toegepast, dient het stelsel van nu af te worden voorzien en voorbereid door de regeling van een overgang die slechts eene aanpassing aan de omstandigheden is. Aldus zal in de gansche militaire rangopvolging de eenheid van handelen mogelijk worden en zal hare prestatie merkkelijk verbeteren.

Uitgaande van dit standpunt, hebben wij den heer Minister volgende vragen gesteld:

Welk is de vooruitgang die sedert een jaar werd verwezenlijkt naar de aanneming van een ontwerp tot inrichting van het leger op vredesvoet? (Zie blz. 1 van N^o 208 van het zittingsjaar 1919-1920. Verslag over de begroting van Landsverdediging voor 1920).

ANTWOORD.

« Het onderzoek van dit vraagstuk werd ijverig voortgezet; verschillende stelsels werden omstandig bestudeerd en ofschoon een der elementen die de

inrichting op vredesvoet beïnvloeden onbepaald bleef (duur van den actieven diensttijd der militieplichtigen in de verschillende wapens en diensten), werd een ontwerp opgemaakt dat definitief schijnt. »

VRAAG.

Is het te voorzien dat bij de voorbereiding van de begrooting van Landsverdediging voor 1922, de organieke cijfers aan officieren en lagere gegra-deerden niet andermaal zullen gewijzigd worden en in overeenstemming gebracht met onze militaire inrichting van vóór den oorlog en dat de effectieven van officieren en lagere gegra-deerden op de begrooting vermeld steeds in volledige wanklank zullen zijn met de organieke cijfers in 1913 bepaald en die thans nog officieel bestaan?

ANTWOORD.

» Het is te voorzien dat de organieke cijfers van officieren en lagere gegra-deerden, in verband met de nieuwe voorgestelde inrichting, zullen gekend zijn binnen een tamelijk korten tijd zoo deze inrichting wordt aange-nomen. »

De zorg alle mogelijk bezuinigingen te verwezenlijken evenals die om de inrichting beter aan te passen aan de toestanden, de middelen en behoeften van België, deed ons nog volgende vraag stellen.

VRAAG.

Ligt het in de bedoeling van den heer Minister van Landsverdediging de toekomstige inrichting op vredesvoet te stemmen op de handhaving van 12 actieve infanterie-divisies?

ANTWOORD.

« Het ligt integendeel in de bedoeling van den heer Minister van Lands-verdediging het getal infanterie-divisies op vredesvoet te verminderen. Het getal van 9 divisies schijnt het best geschikt. »

VRAAG.

Zou eene vermindering van het getal actieve infanterie-divisies op vredesvoet niet toelaten de eenheden beter te stoffeeren, de bestaande kaders beter te benut-tigen, de eenheden gemakkelijker te ontubbelen bij den overgang van den vre-desvoet naar den oorlogsvoet, onze begrootingsmiddelen te bezuinigen met de uitgaven voor onderhoud van het leger te besnoeien zonder s' Lands weermacht te verzwakken?

ANTWOORD.

« Met deze verschillende beschouwingen werd inderdaad rekening gehouden bij het onderzoek van de nieuwe inrichting op vredesvoet en tevens met die welke

voortspruiten uit de studie van de numerieke opbrengst der militieklassen en de strategische behoeften strokend met onzen toestand. De volstreckte noodzakelijkheid van een eenvoudige inrichting om van den vredesvoet naar den oorlogsvoet over te gaan deed zich ook gelden. »

VRAAG.

Welk is de tegenwoordige inrichting op vredesvoet van de cavalerie en hare verdeeling in :

1^o legercavalerie;

2^o divisie-cavalerie

en wat is hunne onderscheidenlijke getalsterkte in manschappen en paarden ?

ANTWOORD.

Thans bestaat er op vredesvoet :

» *Legercavalerie* :

» Eene divisie aan cavalerie bedragend :

» een hoofdkwartier;

» drie brigaden, elk met

» 1 Brigade-Staf;

» 2 cavalerie-regimenten met elk 2 groepen van 2 eskadrons (te paard);

» 1 mitrailleurs-eskadron.

» In 't geheel : 24 eskadrons.

» 6 mitrailleurs-eskadrons ».

» *Divisie cavalerie* :

» Elke legerdivisie bedraagt :

» 1 regiment cavalerie met 1 groep van 2 eskadrons (te paard).

» id. id. met 1 groep van 2 eskadron-kaders.

» Feitelijk dus 12 actieve eskadrons.

» Het eskadron (te paard) van de C. D. telt op vredesvoet :

» 123 manschappen.

» 103 paarden.

» Het eskadron (actief) van de legerdivisie telt op vredesvoet :

» 149 manschappen (met inbegrip van de kadereenheid).

» 116 paarden.

» Het mitrailleurs-eskadron (C. D.) telt op vredesvoet :

» 63 manschappen.

» 60 paarden. »

VRAAG.

Is de heer Minister niet van meening dat de cavalerie veel van haar belang heeft verloren sedert 1914, vooral in de operatiegebieden van een dicht en bruikbaar baannet voorzien? Daar de cavalerie om op afstand te werken over veel rijtuigen moet beschikken, kan aldus de rol van de legercavalerie niet bijna geheel en vaak beter worden vervuld door infanterietroepen met motorvrachtwagens vervoerd en ondersteund door artillerie op motoraffuiten en door den vliegdiens?

ANTWOORD.

« De rol der cavalerie in een toekomstigen oorlog kan niet naar volstreekte waarde worden bepaald, maar alleen naar betrekkelijke waarde in verband met de andere wapens, en rekening houdend met de jongste ervaring. Er kan geen spraak zijn haar merkkelijk te verminderen zelfs wanneer men rekening houdt met het invoeren in de moderne legers van mitrailleurs op motorwagens, motorvrachtwagens, snelle kampwagens, artillerie op motorwagens, vliegtuigen, enz.

» Nochtans voorziet het ontwerp tot inrichting van het leger op vredesvoet eene vermindering van onze cavalerietroepen, vermindering waarover ik nog geen besliste uitspraak kan doen. »

§ 2. — *Wapening en uitrusting van het leger.*

In 1920 lieten bewapening en uitrusting van het leger in meer dan een opzicht te wenschen. Kritieken en wenschen werden uitgedrukt.

Men mag niet zeggen dat grondige hervormingen sindsdien zijn geschied.

De bewapening onzer infanterie is niet veranderd.

Wat betreft onze lichte snelvurende veldartillerie, zegde de heer Minister, vóór een jaar : « Gedurende den oorlog werd in beginsel het invoeren beslist van het 7 c. 5 A. C. M. A., materieel dat een draagverte van 11,000 meter heeft. De uitvoering van eene bestelling van 50 stuks werd overgenomen door de Geschutgieterij en moet, in beginsel, in den loop van 1920 voltooid zijn. »

Daarom hebben wij volgende vraag gesteld :

VRAAG.

7 c. 5 A. C. M. A. kanon (zie vraag 3, blz. 6 van n° 208, zittingsjaar 1919-1920. Verslag over de begroting van Landsverdediging).

Hoever staat de uitvoering van het programma voor 1920 aangekondigd voor wat betreft den aanmaak van dit materieel en wat is het programma voor 1921?

ANTWOORD.

« De aanmaak van 50 stuks die voorzien was voor 1920 werd op 1921 overgebracht, om toe te laten de geheele bedrijvigheid van de Geschutgieterij te richten, gedurende dit moeilijke tijdperk van herinrichting, op de werken in verband met de instaatstelling van het oorlogsmaterieel.

» Dit werk kon slechts geregeld in het laatste kwartaal van 1920 worden aangevat.

» Men mag rekenen dat, vóór einde 1921, wij over het noodige materieel zullen beschikken voor de bewapening van 4 groepen, zijnde 48 vuurmonden van het type A. C. M. A. (Ateliers de construction de Matériel d'Artillerie). »

» Vóór een jaar, insgelijks, kondigde de heer Minister aan dat 12 Deutsche stukken van 7 c. 7 gingen worden geschikt gemaakt om in 1920 de bewapening

uit te maken van een veldgroep die zou overgaan tot vergelijkende proefneming met het A. C. M. A. materieel en dat de geleidelijke geschiktmaking van 160 stukken van dien aard voorzien was.

Dit jaar hebben wij hem gevraagd :

VRAAG.

Duitsche stukken van 7c.7 mod. 1917, die den Belgischen oorlogsbuit uitmaken (zie vraag 4, blz. 7, van n° 208, zittingsjaar 1919-1920. Verslag over de begrooting van Landsverdediging).

Welke zijn de besluiten van de proefnemingen aangekondigd in het antwoord van den heer Minister van Landsverdediging op vraag 4 en welk is thans het programma van benutting der 160 vuurmonden in quaestie?

ANTWOORD.

« De proefnemingen in verband met de verandering der 7c.7 kanonnen gaan hun gang. Een gewijzigde vuurmond werd aan intensief geschut onderworpen en hield goed stand.

» Men mag dus eene gunstige oplossing voorzien. Het aldus gewijzigde materieel is een uitstekend veldmaterieel dat geheel vergeleken kan worden bij het A. C. M. A.-materieel waarvan het de bijzonderste kenmerken bezit. Van nu af ondergaan 16 vuurmonden de wijziging en men mag rekenen, in den loop van het jaar, met het afleveren van het noodig materieel voor de bewapening van drie groepen, zijnde 36 vuurmonden.

» Het programma van benutting dezer stukken, door het leger buitgemaakt, bestaat in hun geleidelijke aanpassing aan kaliber 7c.5 zoodat zij voor de nieuwe bewapening van de tegenwoordige veld eenheden kunnen dienen.

» Deze herbewapening bedraagt dus de vervanging, over verschillende dienstjaren, door sterker materieel, van 384 snelvurende 7 c. 5 kanonnen thans in dienst.

» Men zal te dien einde beschikken :

» 1° Over 50 A. C. M. A. materieelen.

« Over de Duitse 7 c. 7 kanonnen hervormd op kaliber 7 c. 5 .

» Men schikt daarom niet alleen de hoogervermelde 160 vuurmonden te gebruiken, maar ook nog geheel of gedeeltelijk het materieel dat als trofee aan de gemeenten werd afgestaan. In den tegenwoordigen toestand is het niet mogelijk het juist getal vuurmonden te bepalen dat in rekening kan komen.

» 3° Eindelijk, de tegenwoordige snelvurende 7 c. 5 kanonnen die een nieuwe pijp bekomen, op de lengte der A. C. M. A.-kanonnen zullen worden gebracht en op affuiten van Duitse 105 mm. howitser gesteld, waarvan wij een voldoende voorraad bezitten. »

Anderzijds, werd in beginsel in 1920 beslist, op nieuw geschikt te maken en aan onze artillerie aan te passen het gedeelte van den Belgischen oorlogsbuit dat op het stuk van moderne artillerie nog eenige waarde had :

249 kannonnen;
 330 houwitsers;
 210 mortieren van allerlei kaliber.

Dit werk moest in 1920 worden aangevangen en in de begrooting was een crediet van 6 miljoen voorzien. Dienaangaande hebben wij de volgende vraag gesteld :

Duitsche stukken van allerlei kaliber, die den Belgischen oorlogsbuit uitmaken. (Zie vragen 5 en 6, blz. 7 en 8, en vragen art. 144, blz. 29 van n° 208, zittings'jaar 1919-1920. Verslag over de begrooting van Landsverdediging).

Welk deel werd reeds uitgevoerd van dit programma, dat aangekondigd werd in de antwoorden die de Minister van Landsverdediging het vorig jaar op die vragen gaf?

Wat is er in dit opzicht voor 1921 ontworpen?

ANTWOORD.

« a) *Projectielen van 7 c. 7 hervormd in projectielen van 7 c. 5.* — Wij bezitten een grooten voorraad aan granaten van 7 c. 7, waaruit wellicht partij kan worden getrokken door ze op kaliber 7 c. 5 te brengen, om tot munitievoorraad te dienen voor de veldkanonnen der hervormde artillerie.

» De proefnemingen hebben tot nog toe zeer bevredigende uitslagen opgeleverd.

» Zoodra een definitief besluit zal kunnen getrokken worden, zal de Geschutgieterij het werk in reeks aanvatten tot geschiktmaking van die projectielen, die een waarde van verschillende millioenen vertegenwoordigen.

b) *Kanonnen van 5 c. 2 en 8 c. 8 voor de bewapening der torpedobooten.* — 4 kanonnen van 5 c. 2 en 9 kanonnen van 8 c. 8 voor torpedobooten, zonder sluitstukken, werden heringezameld.

» Wij hebben in 1920 een overeenkomst gesloten met Cockerill voor de vervaardiging van die sluitstukken.

» Zij zullen omtrent het midden van dit jaar geleverd worden.

» c) *Houwitsers van kaliber 10 c. 5, 20 en 22.* — Wij bezitten meer dan 240 materieelen, waarvan ongeveer 200 van het 22 kaliber-type en 40 van kaliber 20.

» Deze vuurmonden moeten dienen ter vervanging van de houwitsers van 10 c. 5, thans in dienst en die van een ouder model zijn. Daarbij zal dit materieel de nieuw in te richten groepen bewapenen, zoodat aan elke infanterie-divisie een groep soortgelijke artillerie zal worden gehecht.

» Proefnemingen gaan hun gang met een hervormden vuurmond om het benuttigen van Fransch kruit voor de ladingen mogelijk te maken.

» Deze proefnemingen loopen goed van stapel en zullen eerlang eene eindbeslissing opleveren. Het geschiktmaken in reeks van dit materieel zal kunnen worden aangevat en men mag voor dit jaar rekenen op de ingebruikstelling van het noodige materieel ter bewapening van zes groepen.

» d) *Kanonnen van 10 c. 5 L van 45 kaliber.* — Het werk tot geschikt-

making van 4 materieelen van 10 c. 5 l. van 45 kaliber gaat zijn gang. Deze kanonnen moeten dienen voor de bewapening der eerste kustbatterij (Bremen-batterij).

» e) *Houwitser van 15 c.* — Studiën en proefnemingen zijn aan den gang om den Duitschen 15 c. houwtser van 17 kaliber te hervormen tot 15 c. 5 houwtser van kaliber voor Fransche munitie.

» Geene principieele beslissing werd tot nog toe genomen wat betreft de bestemming dezer vuurmonden.

» Dit vraagstuk wordt behandeld als zijnde van ondergeschikte hoogdringendheid.

» f) *Kanonnen van 15 c. en 17 c.* — In den loop van 1920 werd een materieel van elk type toevertrouwd aan Cockerill om tot studie te dienen voor de geschiktmaking in reeks van soortgelijk materieel.

» Op het einde van het vorig jaar werd een overeenkomst gesloten met gezegde Vennootschap voor de geschiktmaking van 6 materieelen van elk type.

» g) *Minenwerfers van 7 c. 6.* — 160 minenwerfers van 7 c. 6, bestemd voor de 12 begeleidingsbatterijen, werden volkomen in staat gesteld.

» Daarbij zal eene reserve van 70 soortgelijke vuurmonden in den loop van 1921 worden in staat gesteld.

» h) *Zware minenwerfers.* — 14 minenwerfers van 24 cm. werden opnieuw in goeden staat gesteld; 6 daarvan zijn bestemd voor de bewapening van eene batterij zware loopgraaf-artillerie. »

§ 3. — *De militaire luchtvaart.*

In de inrichting van onze Landsverdediging neemt het vliegwezen eene eerste plaats in. Deze plaats zal nog snel aan belang toenemen. Dit hebben de laatste jaren van den oorlog bewezen en sedert den wapenstilstand richt zich het streven van al de volkeren meer en meer naar dit doel.

Men mag zich afvragen of België er niet het grootste belang bij heeft, de anderen den weg te wijzen. Zijne militaire verdediging en zijne economische uitbreiding schijnen beide geroepen om uit breede en stoutmoedige opvattingen voordeel te halen. Langs dien kant mag men geen bezuinigingen zoeken.

Wij zijn zelfs geneigd te meenen dat het zesjarig programma, in 1919 ontworpen, nu reeds al te beperkt schijnt en dat het begin van uitvoering werkelijk ontoereikend is.

In opzicht van inrichting stelt zich eerst de vraag: is het oogenblik niet gekomen om de kaders van het militaire vliegwezen uit te breiden en het tot onafhankelijk wapen te verheffen, het vijfde wapen duidelijk afgescheiden van de vier andere, en het zelfs te beschouwen, zooals de marine in al de landen, als afgescheiden en onafhankelijk van de landmacht?

Is het vraagstuk nu nog niet rijp, dan is toch het oogenblik nabij, waarop het dient opgelost te worden.

Anderzijds, in plaats van de andere volkeren voor te zijn, schijnt België zich in te toomen onder den drang van zekere besluiteloosheid.

Ons vliegwezen staat niet, tegenover het belang van ons leger, in eene gelijke machtsverhouding als die, welke in andere landen, onder meer in Frankrijk, wordt vastgesteld. Bij een nieuwen oorlog nochtans zal de onverhoedsche aanval langs de lucht geschieden; daarover kan bij de ingewijden geen twijfel bestaan.

Deze zekerheid vergt eene breede dekking in de lucht, te weten, een machtig jachtvliegwezen om eene krachtige onderneming der bombardeeringsvliegtuigen te stuiten, om den vijand onder de bedreiging van vreeselijke vergeldingsmaatregelen te houden, die zijne mobilisatie overhoop werpen en den offensieven opmarsch zijner legers belemmeren.

In die twee richtingen, meenen wij, moet de toekomst worden te gemoet gezien.

Dat onderstelt, ten eerste, een talrijk korps officieren en onderofficieren van groote waarde als technici en vooral als loodsen, vervolgens vliegpleinen en, ten slotte, materieel.

België heeft voor 't oogenblik gebrek aan loodsen en, zoo candidaten zich voordoen, dan is hun getal te klein, vooral zoo men rekening houdt met degenen, die er van afzien in den loop van hun proeftijd of na enkele jaren dienst.

Hoe zou deze toestand kunnen verbeterd worden, die eindelijk voor België een werkelijk gevaar zou opleveren?

Eenerzijds, zoo men in zekere mate de voorwaarden van toelating tot den loodsdienst uitbreidt; anderzijds, zoo men de jonge militaire loodsen meer ernstige voordeelen toekent dan die zij thans genieten wat betreft hunnen levenstoestand, hunne bevordering, middelen van bestaan (soldij, wedde, vergoedingen, premiën), de aanmoedigingen van allen aard wegens hunne snelle africhting, het belang van het geleverde werk, de vakkundige bekwaamheid en virtuositeit, waarvan zij blijk geven.

De quaestie van het loodswezen stelt tevens het vraagstuk van de reserve-loodsen. Het leger kan de duizenden loodsen niet in dienst houden, die h t in oorlogstijd moet in den strijd werpen. Maar elke loods, die niet meer vliegt, wordt snel, zooniet geheel ongeschikt, ten minste onbekwaam voor onmiddellijk en ernstig werk.

Vandaar dat het vraagstuk der vlieggelegenheden voor de reserve-loodsen van het hoogste belang wordt. Het berust vóór alles op het bestaan van vliegpleinen rond de groote steden en in al de streken van het land. Het gemak der landingen zal het aantal doen aangroeien van de liefhebbers van luchtvaart en luchttoerisme en de training waarborgen van de militaire loodsen na hun werkelijken diensttijd bij het leger.

In dit opzicht zijn onze plannen en vooruitzichten ontoereikend en, om dit en te verhelpen, moet men niet op het bijzonder initiatief rekenen.

Daar zij niet beschikken over het onteigeningsrecht dat slechts aan de openbare machten behoort, kunnen de bijzonderen er niet aan denken, in omtrek der steden groote vliegpleinen aan te koopen tegen de overdreven prijzen, door de eigenaars gesteld. Zij, die zoo iets aandurften te Gosselies, weten wat zulke onderneming kost aan ijdele pogingen en gedeeltelijk nutteloze offers.

De Staat, de provinciën, de gemeenten, die beter gewapend zijn om in die nieuwe behoeften te voldoen, moeten daar onverwijld op ingaan.

In dien zin diende elk militair vliegplein bij eene stad derwijze te worden ingericht, dat er voor de reserve-loodsen van de streek gelegenheid tot vliegen bestaat.

Het vliegwezen voor bommenwerpen vooral zal steun en onmiddellijke mogelijkheid tot uitbreiding vinden, in geval van mobilisatie; bij de handelsluchtvaart, die geen land meer ontberen kan, zelfs met het oog op zijne militaire verdediging. Het handelsvliegwezen, behalve dat het de uitbreiding der luchtvaartnijverheid zal in de hand werken, zal België onafhankelijk maken van het vreemde fabrikaat, het een beter afgericht en onderlegd vliegpersoneel verzekeren en tevens een materieel, dat steeds volmaakt en uitgebreid wordt en onmiddellijk kan worden benuttigd in de eerste uren van den oorlog.

Op het gebied van het vliegwezen onderscheidt het oorlogsmaterieel zich van het handelsmaterieel slechts door eene bewapening die snel wordt aangebracht.

Van dien kant ook zullen wij er belang bij hebben, alles in het groot te beschouwen, zonder de onmiddellijke uitgave te berekenen, rekening houdend met wat in de naburige landen Frankrijk, Engeland, Nederland en vooral Duitschland geschiedt.

De dagelijkse luchtvaartdiensten voor vervoer van passagiers, post en colli, ingericht door de S. N. E. T. A. tussehen Brussel, Parijs, Londen en Amsterdam, bewijzen, door hunne vooridurende uitbreiding, dat de menschelijke bedrijvigheid nieuwe banen heeft gevonden, wier waarde in de toekomst de meest optimistische verwachtingen moet te boven gaan.

Enkele cijfers zijn hier op hunne plaats :

Uitslagen van de exploitatie der luchtvaartlijnen van de S. N. E. T. A., sedert 1 Augustus 1920.

Maanden.	Werkdagen.	Gedane reizen.	Passagiers.	Colli		Post.
				Hoeveelheid.	Gewicht.	
Augustus . . .	26	156	146	88	584,785	134,591
September . . .	26	134	166	164	938,370	230,232
October . . .	26	138	182	237	1,005,330	338,780
November . . .	26	96	73	236	1,300,660	173,570
December . . .	23	38	17	175	708,370	44,955
Januari . . .	25	65	22	133	562,095	51,265
Februari . . .	24	64	36	116	523,982	42,560
Maart . . .	27	92	99	157	795,748	60,753
April . . .	26	105	161	257	1,300,778	72,586
Mei . . .	26	199	445	553	1,798,811	182,133
Totale . . .	255	1,107	1,347	2,116	9,518,929	1,331,425

S. N. E. T. A. sedert 1-8-20.	{	Brussel-Londen, 1-8-20.
	{	Brussel-Parijs, 1-8-20.
	{	Brussel-Rotterdam.
	{	Amsterdam, 2-6-21.

Afgelegde kilometers.	Uren vlucht.	
45,330	349	{ 2 diensten per dag tusschen Brussel en Parijs.
44,960	346	
51,490	394	{ 1 dienst tusschen Brussel-Londen.
28,470	219	{ 1 dienst per dag Brussel-Parijs en Brussel-Londen.
11,125	86	
18,775	144	
18,860	145	
26,740	206	
30,900	238	{ 1 dienst per dag Brussel-Parijs.
49,045	378	
325,495	2,505	— — Brussel-Londen.
		— — Rotterdam-Amsterdam.

Het dient te worden opgemerkt dat, trots hunne macht, de Engelschen voor het oogenblik slechts de lijn Parijs-Londen in bedrijf stelden, terwijl de Belgen, niettegenstaande hunne zwakke middelen, reeds drie gelijkaardige lijnen bezitten, behalve de luchtlijn « Koning Albert » in Belgisch-Congo, die de eerste in haren aard in de wereld is.

Het getal vliegtuigen, dat de S. N. E. T. A. dit jaar in dienst zal hebben, bedraagt 30, wat, vergeleken met het aantal vliegtuigen in dienst bij het militaire vliegwezen, den steun aantoon, dien het burgerlijk vliegwezen in oorlogstijd aan het militaire geven kan, met daarbij het gebruikte personeel, loodsen en geschoolde arbeiders, die, dank zij het burgerlijk vliegwezen, hunne kennis voortdurend onderhouden en dus te allen tijde beschikbaar zijn voor mogelijke militaire behoeften.

Maar de groote Belgische internationale luchtvaartlijnen zullen niet genoeg loodsen leveren. Er dienen er nog te worden gevonden *door het toerisme aan te moedigen*.

Om het toerisme aan te moedigen, dient, onder meer, het publiek tot vliegen te worden aangezet. . .

Er dient te worden nagegaan hoe de Staat zou kunnen tusschenbeide komen, bij voorbeeld door toelagen volgens het getal vervoerde passagiers, om het tarief te kunnen verminderen.

Uitgaande van hetzelfde beginsel, moet men de uitlandsche toeristenlijnen aanmoedigen en geldelijk ondersteunen.

De reserve-loodsen, die wij volstrekt noodig hebben, zullen hunne training slechts voortzetten of hernemen, zoo zij er zekere voordeelen bij vinden (premiën), alsook gemakkelijke en betrouwbare vliegtuigen, in de nabijheid hunner stad, met bij voorkomend geval, monitors om hen opnieuw er mede vertrouwd te maken.

Om redenen van bezuiniging die licht te vatten zijn zou het leger er belang bij hebben, deze africhting aan eene private onderneming toe te vertrouwen.

Ten slotte is de Commissie overtuigd dat de toestand van ons land, zijne stroomen en havens, de vooruitgang der luchtvaart, het militaire vliegwezen moeten aanzetten meer gebruik te maken van watervliegtuigen.

HET MILITAIRE VLEGWEZEN. — INRICHTING.

Welke was de inrichting van het Belgisch militair vliegwezen :

1° Op 1° Augustus 1914

2° Op 11° November 1918

a) In vliegeniers en ander personeel (officieren, onderofficieren, manschappen) ;

b) In materieel en vaste inrichtingen ;

c) In rijdend materieel ;

d) In bewapening ;

e) In scholen voor loodsen of volmaking?

ANTWOORD.

1° a) *Op 1 Augustus 1914 bestond het Belgisch militair vliegwezen uit : 4 eskadrilles (2 te Brasschaat, 1 te Luik en 1 te Namen). Het vormde de vliegers-compagnie.*

Officieren-Militaire School :

School.	{	1 officier bevelhebber.	
		1 — technische leeraar.	
		1 — — bijgevoegd.	
		1 — — tactisch.	
		1 — belast met den inwendigen dienst.	
Per eskadrille	{	1 officier bevelhebber.	} vormende 4 ploegen.
		6 officieren.	
		1 officier voor het materieel.	

Onderofficieren en soldaten :

School	{	1 adjudant.	
		1 eerste sergeant-majoor.	
		1 sergeant-majoor.	
		1 foerier.	
Per eskadrille	{	3 gemilitariseerde burgers (mecaniciens en schrijnwerkers.	
		Een zeker aantal korporaals en soldaten.	
		6 gemilitariseerde burgers (mecaniciens en schrijnwerkers)	
		1 onderofficier-techniciens-boekhouder.	
		1 korporaal.	
		15 soldaten (waaronder 6 mecaniciens en autovoerders).	
		2 hulpmecaniciens.	
		4 schrijnwerkers.	
	{	1 kleermaker, 1 smid.	
		2 helpers.	

b) *Materieel en vaste inrichtingen :*

Vliegmaterieel	{	4 vliegtuigen per eskadrille.	
		10 vliegtuigen bij de school.	
Vaste inrichtingen	{	2 Bessonneau-loodsen (te Brasschaat).	
		1 metalen loods (te Brasschaat).	
		schut-tenten (1) per vliegtuig (uiteenneembaar).	

c) *Rijdend materieel* :

Per escadrille. { 4 sleep-motors (waarvan 2 opgeëischt).
 1 werkwagen.
 1 bevoorradings motorwagen (opgeëischt).

d) *Bewapening* : Niets.

e) *Scholen voor loodsen* { 1 te Sint-Job in 't Goor (bij Brecht).
 (burgerlijk brevet). { 1 te Kiewit (bij Hasselt).

e) *School voor volmaking* : 1 te Brasschaat (militair brevet).

2° *Op 11 November 1918.*

Militair vliegwezen :

1 staf.

3 divisie-escadrilles.

1 leger-escadrille.

1 bombardeerings-escadrille.

3 Jacht-escadrilles.

Bijdiensten.

Vliegschool.

Varend personeel :	officiëren . . .	168
	onderofficiëren . .	40
	soldaten . . .	70
Niet varend — :	officiëren . . .	20
	onderofficiëren . .	222
	soldaten . . .	3,834

Vliegmaterieel :

110 vliegtuigen in dienst bij de eenheden.

36 — in voorraad bij het Park.

40 — in voorraad bij de School.

Inrichtingen :

40 Bessonneau-loodsen te Houthem, Quadipre, Hondshoote-Moëres, Oostcamp-Maele-Moerbeke.

1 half bestendige loods te Houthem.

4 bijdiensten te Kales.

1 vooruitgeschoven park te Brugge.

Rijdend materieel :

32 verbindings-motorwagens.

33 trekmotors voor den vliegdiens.

36 motorvrachtwagens.

22 motorrijwielen.

Bewapening :

20 Mausers per escadrille.

Al de vliegtuigen met oorlogsbewapening.

Scholen :

voor loodsen te Juvisy,

voor acrobatie te Beau-Marais (Kales).

VRAAG.

Welke is tegenwoordig de inrichting van het Belgisch militaire vliegwezen, in zijn geheel en per eskadrille?

1^o In vrede-tijd;

2^o Bij de mobilisatie.

a) Aan kader;

b) Aan manschappen verdeeld in vliegpersoneel, mecaniciens, allerlei ;

c) Aan vliegmaterieel (thans en onmiddellijk te gebruiken);

d) Aan rijdend materieel : autos, vrachtwagens, sleepers, enz?

ANTWOORD.

« Hierbij de tekst van den omzendbrief van 29 April 1920, die op n^o 1^o van de vraag antwoord geeft :

» Ik heb de eer U hierbij de nieuwe tabellen tot regeling van den luchtvaartdienst op vredesvoet te zenden.

» Ik verzork u onmiddellijk al de noodige maatregelen te nemen om, zoo spoedig mogelijk, tot de nieuwe inrichting over te gaan.

» Deze inrichting zal slechts ten voorloopigen titel worden aangenomen, in afwachting dat de algemeene inrichting van het leger op vredesvoet bekrachtigd wordt.

» Voorzien werd :

» a) *Voor het vliegwezen* : Vertien reserve-eskadrilles, zoodat bij de mobilisatie ons leger zou kunnen beschikken over :

» Zes groepen van twee divisie-eskadrilles; twee groepen van 2 leger-eskadrilles voor verkenning; drie groepen van twee jacht-eskadrilles; twee groepen van bombardeerings-eskadrilles.

b) *Voor de luchtvaart* : eene reserve luchtvaarders-compagnie om bij de mobilisatie drie bijkomende luchtvaarders-compagnieën, met een ballon elk, te leveren.

De militaire luchtvaartdienst bestaat uit :

» Den bevelhebber van de luchtvaart.

» De 1^o groep bestaande uit :

» Een staf; drie luchtvaarders-compagnieën, met een ballon; eene reserve-luchtvaarders-compagnie ⁽¹⁾; later werden twee reserve-compagnieën voorzien; eene park-compagnie.

» De 2^o groep (vliegdiens) bestaande uit :

» Een staf; zes divisie-eskadrilles met 6 vliegtuigen elk (n^o 1 tot 6); zes reserve-divisie-eskadrilles.

» De 3^o groep (vliegdiens) bestaande uit :

» Een staf; twee leger-eskadrilles met 10 vliegtuigen (n^o 7 tot 8); twee reserve-legereskadrilles.

» De 4^o groep (vliegdiens) bestaande uit :

» Een staf; twee jacht-eskadrilles met 15 vliegtuigen (n^o 9 tot 10); vier reservejachteskadrilles.

» De 5^e groep (vliegdiens) bestaande uit :

» Een staf; twee bombardeerings-eskadrieljes met 6 vliegtuigen (n° 11 tot 12); twee reserve-bombardeerings-eskadrieljes.

» De 6^e groep (vliegdiens) bestaande uit :

» Een staf; 1^e school-eskadrielje, 2^e school-eskadrielje, 3^e school-eskadrielje.

» De 7^e groep (vliegdiens) bestaande uit :

» Een staf; twee technische eskadrieljes; een park-eskadrielje.

2° *In geval van mobilisatie.*

» a) Kader : het kader van vrede-tijd met 2/3 versterkt ;

» b) Manschappen verdeeld in vliegpersoneel, verschillende mecaniciens, de getalsterkte van vrede-tijd met 2/3 verhoogd ;

» c) Vliegmaterieel (thans en onmiddellijk bruikbaar) : 144 vliegtuigen.

» d) Rijdend materieel : autos 77 (bij de mobilisatie opgeëischt) ; vrachtwagens : 42 met sleepers ; sleepers : 15. »

VRAAG.

Wat zijn de vooruitzichten van het zesjarig plan voor de uitbreiding van ons vliegwezen op het stuk van :

1° Manschappen ; 2° materieel ; 3° inrichtingen ?

ANTWOORD.

« Vooruitzichten van het zesjarig plan voor de uitbreiding van ons vliegwezen in vrede-tijd :

» 1° *Manschappen.*

» In 1926, einde van het zesjarig plan, zal het getal afgerichte manschappen bij den vliegdiens 2.800 man moeten bedragen.

» In 1922 (1^o tijdperk), zal het 2.150 man bedragen.

» Van 1923 tot 1926 zal het aantal manschappen geleidelijk moeten vermeerderd worden.

» 2° *Materieel.*

» Het zesjarig plan is als volgt opgevat :

» 1921. Voltooiing van de tegenwoordige inrichting .	98 vliegtuigen ;
» 1922. Vermeerdering met	31 vliegtuigen ;
» 1923. —	30 »
» 1924. —	»
» 1925. —	»
» 1926. —	»

» om te komen tot 249, totaal der voorziene vliegtuigen.

» Behalve de 8 watervliegtuigen die op een nog niet bepaald tijdstip dienen aangeworven te worden :

» De 98 vliegtuigen van 1921 worden verdeeld als volgt.

6 divisie-	eskadrieljes met	6 vliegtuigen.	36 vliegtuigen
2 verkennings-	—	10	20 —
2 jacht-	—	15	30 —
2 dagbombardeerings-	—	6	12 —
			98 vliegtuigen

» De 249 vliegtuigen van 1926 worden verdeeld als volgt :

8 eskadrieljes voor L.D., C.D. en A.L. met	8 vliegtuigen.	64 vliegtuigen
2 verkennings-	eskadrieljes met 10	20 —
6 jacht-	— 15	90 —
3 nachtbombardeerings-	— 10	30 —
3 dag —	— 15	45 —
		249 vliegtuigen

» De jaarlijksche uitbreiding geschiedt door inrichting van nieuwe eskadrieljes of versterking van de reeds bestaande.

» Voor 1922 voorziet men de inrichting van 3 nieuwe eskadrieljes ;

1 voor Z. A.	6 vliegtuigen,
1 voor de jacht	15 —
1 voor bombardeering bij nacht . . .	10 —

» Daarbij wordt eene reserve van vliegtuigen voorzien van 53 t. h., cijfer dat op 50 t. h. kan worden gebracht wanneer de begrooting het zal toelaten.

» In deze cijfers zijn de schoolvliegtuigen niet begrepen.

3^o Inrichtingen :

» De bestaande of in aanbouw zijnde vliegpleinen (zie vraag 38) volstaan voor wat betreft de loodsen en technische inrichtingen maar niet voor de kazerneering. »

Vragen.

Inrichtingen. — Wat zijn de thans in België bestaande vliegpleinen :

- 1^o In uitsluitend militair opzicht; 2^o In uitsluitend burgerlijk opzicht; 3^o Van gemengden aard?

Welk zijn de nieuwe vliegpleinen in aanbouw?

Welke inrichtingen zullen zij bevatten?

Wanneer zullen zij klaar zijn voor het leger, voor het burgerlijk vliegwezen?

Antwoorden.

« a) Thans in België bestaande militaire vliegpleinen :

1. Vliegpleinen van Haren (gemengd).

- | | | | |
|----|-----|--|----------------|
| 2. | Id. | van Wilryck (voorloopig oefeningsplein ongeschikt et verklaren). | |
| 5. | Id. | van Schaffen. | |
| 4. | Id. | van Brasschaet. | } Oefenkampen. |
| 5. | Id. | van Beverloo. | |
| 6. | Id. | van Elsenborn. | |
| 7. | Id. | van Asch (wordt ongeschikt verklaard). | |
| 8. | Id. | van Bochum (Bezets Duitschland). | |

b) Aan den gaan zijnde werken op de bestaande vliegpleinen :

1. Haren : 9 loodsen 66/22 en 2 loodsen 20/28, kazerneering voor 6 eskadrieljes, zal klaar zijn in den loop van het 4^e kwartaal 1921.

2. Schaffen : kazerneering voor 3 eskadrieljes, zal klaar zijn in den loop van het 4^e kwartaal 1921.

3. Beverloo : 1 loods 66/22, 3 technische barakken, zal klaar zijn in den loop van het 2^e kwartaal 1921.

4. Elsenborn : 1 loods 66/22, 3 technische barakken, zal klaar zijn in den loop van het 2^e kwartaal 1921.

c) Nieuwe militaire vliegpleinen in aanbouw :

1. Godsenhoven : 7 loodsen 66/22, kazerneering voor 6 eskadrieljes, zal klaar zijn in den loop van het 3^e kwartaal 1921.

2. Bierset-Awans : 6 loodsen 66/22, kazerneering voor 4 eskadrieljes, zal klaar zijn in den loop van het 4^e kwartaal 1921.

3. Nijvel : 4 loodsen 66/22, kazerneering voor 3 eskadrieljes, zal klaar zijn in den loop van het 4^e kwartaal 1921.

4. Wijvelghem : 4 loodsen 66/22, en 1 loods (werkplaatsen, magazijnen), kazerneering voor 3 school-eskadrieljes, zal klaar zijn in den loop van het eerste kwartaal 1922.

d) Uitsluitend burgerlijk vliegplein : Oostende.

e) Gemengd vliegplein : Haren.

f) Nieuwe burgerlijke vliegpleinen in aanbouw :

» Spa : 1 loods, exploitatiegebouwen, wordt in Augustus geopend.

» Gent : 1 loods, post voor D. T., exploitatiegebouwen, ter studie, kan in het voorjaar 1922 worden geopend.

» Antwerpen : 1 loods, post voor D. T., lichtbaak, exploitatiegebouwen, ter studie, kan in het voorjaar 1922 worden geopend.

* * *

» Daarbij bestaat er een privaat vliegplein te Gosselies. »

VRAAG.

Vliegwezen voor bombardement. — Hoe ver staat het met het vliegwezen voor bombardement, op het stuk van :

1^o Personeel ; 2^o Vliegmaterieel ; 3^o Bewapening ; 4^o School en onderricht.

ANTWOORD.

« 2 eskadrieljes zijn thans voorzien : de 11^e en 12^e eskadrieljes van de V^o groep.

» 1. Volledig personeel voor 2 eskadrieljes met anderhalve klas onder de wapens.

» 2. 6 D. H. 4 voor de 11^e, 6 Brig. R. voor de 12^e.

» 3. Gewone mitraillease van voor, dubbele-mitraillease onder pantserkoepel; Deutsche bommenwerpers. Deutsche bommen.

» 4. Thans geene school, kan vanaf einde Augustus op het vliegveld van Boekum worden ingericht, want rond dien tijd, zal men waarschijnlijk over officieren-waarnemers beschikken, die niet in hun kampperiode zijn.

» Een voorstel werd in beginsel aangenomen : benutting van een zeker aantal reserve-officieren van de cavalerie om mitrailleur-bommenwerper bij de luchtvaart te worden.

« Proefnemingen met andere bommen, bommenwerpers en vizieren zijn ter studie (Proefnemingen Lindner en Porte). »

VRAAG.

Luchtfotografie. — Hoe staat het met de luchtfotografie op het stuk van : 1^o Personeel; 2^o Fotografisch materieel; 3^o Hoeveel werkwagens !

Welk werk werd in 1920 verricht ?

Hoeveel staat de fotografische opname der bezette gebieden ?

ANTWOORD.

« Thans bestaan er drie volledige fotografische centra : te Haren, Wilrijk, Boekum; twee andere worden in den loop van het jaar ingericht; een te Godsenhoven, een ander te Bierset-Awans, dat van Wilrijk gaat naar Relegem.

» 2. a) Is de aanwerving van helpers gemakkelijk, dit van bestendige specialisten is zeer moeilijk, op zeven titularissen zijn er maar vier; candidaten-helpers die hebben dienst genomen bereiden zich voor tot de reglementaire examens.

» b) Het fotografisch materieel is volledig en bedraagt formaten van 4^m.20, 0^m.50 en 0^m.26, wat voor alle behoeften volstaat.

» c) Vier werkwagens.

» 3. Het in 1920 geleverde werk had voor doel de opleiding van de waarnemers en van het personeel beneden.

» 4. De vliegdiens van het B. L. zet de stelselmatige opname voort van de bezette gebieden, onder de leiding en het rechtstreeksch toezicht van den bevelhebber van het B. L. — Dit werk is gevorderd.

VRAAG.

WATERVLIEGWEEZEN. — Wat is de tegenwoordige inrichting van het watervliegwezen op stuk van :

1^o Inrichting; 2^o Personeel (getal loodsen en mecaniciens); Materieel?

ANTWOORD.

« Er zijn thans geen watervliegtuigen in België. Bij den wapenstilstand telde het Belgisch leger een eskadrielle van zes watervliegtuigen. Het werd ontbonden in 1920, daar haar materieel erg versleten was en geheel diende vernieuw te worden.

» Het vraagstuk der watervliegtuigen is nauw verbonden met dit der kustverdediging; dit laatste wordt onderzocht. Het zesjarig plan voorziet de vorming van een eskadrielle van acht watervliegtuigen op een tijdstip dat thans niet kan worden bepaald. »

VRAAG.

BURGERLIJK Vliegwezen. — Welke aanmoediging werd er gegeven aan :
a) het handelsvliegwezen; b) het privaat vliegwezen.
Wat brachten zij voort?

ANTWOORD.

BURGERLIJK Vliegwezen. — AANMOEDIGING VAN HET BURGERLIJK Vliegwezen.

« A. *Handelsvliegwezen*. — Het handelsvliegwezen heeft sedert 1 Augustus 1920 aanmoedigingen ontvangen onder vorm van in bepaalde voorwaarden verleende premien. De uitslag was dat de luchtvaartlijnen Brussel-Londen, Brussel-Parijs thans worden in bedrijf genomen. Deze laatste wordt begin Mei tot Amsterdam voortgezet.

» De proeven in 1920 en aanvang 1921 waren aanmoedigend geweest.

» De sedert 1 Maart 1921 verkregen uitslagen zijn zeer bevredigend; het getal reizigers en het gewicht der colli stijgt voortdurend.

» Geen enkel ongeval aan passagier kwam tot hiertoe voor.

» De in 1920 verleende toelagen bedroegen 578,562.10 frank.

» Als vergelijking, dient aangestipt te worden, dat Frankrijk op zijne begroting voor 1921 eene som van meer dan 31 miljoen behoudt voor het toekennen van premien.

» England was geen voorstander van premien, nochtans heeft het dit jaar voor dit doel eene som van 60,000 p. st. op zijne begroting geschreven. Daar deze aanmoediging volstrekt ontoereikend werd geacht door de belanghebbenden, hebben al de Engelsche luchtvaartlijnen hun verkeer geschorst. De zaak ligt opnieuw ter studie: eene Engelsche maatschappij heeft onlangs het vervoer Parijs-Londen hernomen, en volgens de laatste inlichtingen zouden, behalve de voorziene premien, al de vliegtuigen door den Staat worden betaald zoodra zij in dienst worden gesteld. Holland heeft een crediet van 500,000 gulden voorzien voor premien in 1921 en het schijnt dat dit crediet zou kunnen worden verhoogd.

» B. *Privaatvliegwezen*: Duitse vliegtuigen werden kosteloos afgestaan aan eene maatschappij om vulgarisatie vliegtochten tegen verminderden prijs te doen te Haren, Antwerpen en Spa. Meer dan 5,000 personen hebben aldus gevlogen. Ik meen dat dit een uit een uitstekende propaganda voor het vliegwezen is, daar geen enkel ongeval voorkwam.

» Duitse vliegtuigen (een tiental) werden tegen zeer lage prijs (1,000 fr.) aan reserve-loodsen afgestaan.

» Eene private onderneming bestuurt een vliegplein te Gosselies; men onderzoekt de mogelijkheid met haar een overeenkomst te sluiten voor het africhten van loodsen.

» Toelagen werden verleend aan de Aero-club voor de inrichting van vliegfeesten.

» In een woord, men heeft getracht het vliegwezen beter te doen kennen, te laten zien hoe weinig gevaarlijk het is, de stoutmoedige en handige jongelingen er toe aan te zetten en aldus de aanwerving te verzekeren van de loodsen die noodig zijn voor de uitbreiding van de militaire luchtvaart.

» In dien zin zullen de pogingen worden voortgezet.

* * *

» In een anderen gedachtengang mag men nog vermelden als aanmoediging en hulp voor het burgerlijk vliegwezen :

» a) Inrichting van een laboratorium voor de luchttechniek dat rond 1 Januari 1922 zal kunnen in werking treden.

» b) Inrichting van een leergang van luchttechniek bij de Hoogeschool van Brussel. Onderhandelingen zijn aangeknoopt met de Hoogeschool van Leuven en den Minister van Wetenschappen en Kunsten voor de Staatshoogescholen.

» c) Inrichting van leergangen voor meester-gasten en arbeiders specialisten van het vliegwezen bij de Arbeidshoogeschool van Charleroi. Deze leergangen welke dit jaar werden begonnen worden druk bezocht en hebben veel bijval. Soortgelijke leergangen zullen worden gegeven in de Nijverheidsschool van Brussel in 1921-1922.

» Men schikt hetzelfde te doen voor de nijverheidsscholen van al de groote steden.

» d) Onderhandelingen zijn aangeknoopt met den Minister van Wetenschappen en Kunsten om het vliegwezen bekend te maken in de lagere en middelbare scholen en de Atheneae.»

VRAAG.

Verdediging tegen luchtaanval. — Welke maatregelen werden voorzien : 1° artillerie tegen vliegtuigen ; 2° beschermingsballons ; 3° dekkingen voor de burgerlijke bevolking ?

ANTWOORD.

» *Verdediging tegen luchtaanval.* — Dit is een zeer gewichtig vraagstuk.

» Het wordt thans volledig onderzocht.

» Eerlang wordt een organisme belast met het onderzoek van de landsverdediging tegen luchtdoelen.

» Het gebruik van beschermingsballons werd tijdens den oorlog beproefd, het was zeer duur en leverde geen practische uitslagen op.

» Naar mijn meening dient er van afgezien.»

VRAAG.

Aankoop van vliegtuigen. — Welk zijn de thans bestelde vliegtuigen?
Hoeveel en welke nieuwe vliegtuigen werden sedert den oorlog gekocht?
Wanneer moeten de bestelde vliegtuigen geleverd worden?

ANTWOORD.

Jaar 1920.

Merk	Getal	Leveringstermijnen
D. H. 4	20	Bestelling op 31 Mei 1920 gedaan en uitgevoerd.

Jaar 1921.

Merk	Getal	Leveringstermijnen
Caudron G 3	12	30 April 1921.
Morane	9	15 April 1921 — gedaan.
Bréguet	10	Besteld, over leveringstermijn wordt onderhandeld.
D. H. 4	12	5 April 1921 — gedaan.
Ansaldo	16	15 April 1921 —
Avro	6	30 April 1921.

VRAGEN.

RESERVE-LOODSEN. — Wat is hun toestand?
Waar, wanneer, hoe wordt hun africhting voortgezet?
Hoeveel oorlogsloodsen bleven in dienst?
Hoeveel gingen er tot de reserve over?
Hoeveel loodsen werden sedert den wapenstilstand gevormd?
Hoeveel bleven er in dienst?
Hoeveel gingen tot de reserve over?

ANTWOORDEN.

« a) De reserve-loodsen worden op de door hen gekozen militaire vliegpleinen afgericht; tot nog toe kan met al de wenschen in dien zin rekening worden gehouden. Wenschen zij een werkdag, dan melden zij zoo mogelijk telefonisch, den bevelhebber van het eskadrielje, het uur van hunne aankomst op het vliegplein. Zij mogen dan in burgerkleeding hun dienst verrichten;

» b) 66 oorlogsloodsen bleven in actieve dienst bij het vliegwezen;

» c) 17 oorlogsloodsen hebben eene verklaring als reserve-loods geteekend;

» d) 8 loodsen met militair brevet en 14 loodsen met elementair brevet werden sedert den wapenstilstand gevormd (op 31 December 1920). Er zijn, daarenboven, 18 loodsen die hun militair brevet en 18 loodsen

die hun elementair brevet kregen sedert 1 Januari 1921. Allen bleven in dienst.»

VRAAG.

ONGEVALLEN. — Welk is het juiste cijfer van het vliegpersoneel in 1920 :

1° in de eskadrieljes; 2° in de scholen.

Hoeveel ongevallen kwamen er voor?

Hoeveel dooden?

Hoeveel gekwetsten?

ANTWOORD.

« a) Cijfers van het vliegpersoneel op 1 October 1920 :

a) in de eskadrieljes : 83 (waarvan 6 bij G. I. M. C.).

b) in de school : 40.

b) *Ongevallen in 1920* : 5.

Dooden : Eskadrieljes : 2.

School : 2.

Gekwetsten : Eskadrielje : 0.

School : 1 (heeft enkele dagen na zijn terugkeer zijn militair brevet verkregen). »

VRAAG.

Vreemde officieren. — Ten welken titel zijn er vreemde officieren bij het Belgisch vliegwezen?

ANTWOORD.

« Ten titel van loods; zij werden aangeworven toen er schaarsechte was aan Belgische officieren-vliegeniers. »

VRAAG.

Welk was hun getal per graad sedert den oorlog?

ANTWOORD.

« Tijdens den oorlog, geen enkel. »

VRAAG.

Hoeveel zijn er nog in dienst en voor hoelang?

ANTWOORD.

« Zijn nog in dienst : 5.

» Zij kregen aanzegging dat zij niet meer in dienst bij het Belgisch leger kunnen behouden worden na 30 Juni 1921, dat zij op hunne aanvraag vóór dien datum kunnen bedankt worden en dat zij het, in elk geval, op dien datum zullen worden. »

VRAAG.

Wat is, uit dien hoofde, de last, die op de Belgische begrooting drukt?

ANTWOORD.

« De maandelijksche uitgave voor de Belgische begrooting bedraagt ongeveer 5,904 frank. »

VRAAG.

Examen van loods. — Is het waar dat bij een van de laatste examens van loods, te Asch, op negen vertrekkende, enkel drie in het kamp zijn teruggekeerd en dat de overige zes verdwaald zijn?

Om welke oorzaak?

Hoeveel vliegtuigen werden verbrijzeld?

Welke schade leed aldus de Staat?

Hoeveel loodsen werden in 1920 gevormd?

Hoeveel leerlingen-loodsen werden gevormd om tot dien uitslag te komen?

Hoeveel waarnemers werden er gevormd in 1920 en hoeveel leerlingen moesten er onderricht ontvangen om tot dien uitslag te komen?

Hoeveel leerlingen-loodsen zullen er vermoedelijk in 1921 onderricht ontvangen?

ANTWOORD.

« Het is juist dat bij de voorlaatste examens voor vliegbrevetten op negen vertrekkenden uit Asch, voor de 500 kilometer driehoeksproef, drie denzelfden dag naar hun vertrekpunt zijn teruggekomen. Het is onjuist dat de zes anderen verdwaald zijn, maar het is juist dat zij uit nood onderweg zijn geland.

» *Oorzaak* : onvoorziene en dichte mist.

» *Vliegtuigen in den loop van deze proef verbrijzeld* : een (Caudron n^o 6978, te Velin gekanteld). Drie vliegtuigen waren 's anderendaags naar hunne vertrekbasis teruggekeerd, het te Mechelen gelande moest worden uiteengenomen en naar Haren teruggebracht; het keerde langs den luchtweg naar Asch terug op 5 April 1921, na te Haren gediend te hebben voor heroefenvluchten; datgene dat te Wilrijk onklaar was geraakt werd ter plaatse hersteld door het 3^e Eskadrielje en naar Asch langs den luchtweg op 21 Februari teruggevoerd.

» *Verlies* : een Caudron-vliegtuig buiten dienst, met gedeeltelijk nog bruikbare stukken. 20,000 frank ongeveer, niet abnormale uitslag voor soortgelijke proeven.

» *Getal loodsen in 1920 gevormd* : Elementair brevet 14

— — — — — Militaire brevetten 8

» *Getal leerlingen-loodsen wier onderricht werd aangevangen.* 35

» *Getal leerlingen-loodsen die de school vóór het einde van het onderricht verlieten* (op hunne aanvraag).

» *Gevormde waarnemers in 1920* : Geen enkel, daar de inrichting van het korps het geven van leergangen niet heeft toegelaten en het getal waarnemers van den oorlogstijd en van die thans in de regimenten zijn volstaat om in de behoeften te voorzien.

» Leergangen werden in 1921 ingericht en elk jaar zullen er ingericht worden.

» *Aantal gebreveteerde loodsen wier vorming voor 1921 wordt voorzien* : een honderdtal militaire gebreveteerden. »

§ 4. — MOTORMATERIEEL.

VRAAG.

Wat is de omvang van het materieel aan motorwagens waarover het Belgisch leger thans beschikt voor wat betreft :

I. Reizigerswagens ;

II. Motorvrachtwagens (gerangschikt volgens dienstige tonnenvracht).

1° Voor bijzonder gebruik (technische opzichters, ambulansen, enz.).

2° Kunnende dienen voor alle vervoer en.

a) Gehecht aan een bepaalden vervoerdienst.

b) Ter beschikking van den bevelhebber (voor het troepenvervoer namelijk).

III. Verschillend materieel?

ANTWOORD.

« I. — *Reizigerswagens.*

» Het Belgisch leger beschikt thans over 157 reizigerswagens. 75 zijn in vasten dienst in België en bij het bezettingsleger. 82 zijn gehecht aan tijdelijke diensten die vroeg of laat moeten verdwijnen.

» II. — *Motorvrachtwagens.*

» 1° Voor bijzonder gebruik : Ambulansen	96
Bijzondere wagens van den gezondheidsdienst	13
Filterwagens	11
Werkwagens	23
Magazijnwagens	55
Kipwagens	10
Motorpompen	12
Toeristenwagens	6
Postwagens	6
Auto-mitrailleurs	25
Auto-kanonnen	12
Telegraaflijnleggers	36
Wagens op rails	61
Motortrekkers voor bruggenbouw	146
Id. voor het vliegwezen	10
Id. voor de zware artillerie	150
Zoeklichten	21
Windassen voor de luchtvaart	10
Gaswagens	1

Aanmerking. — Een klein aantal dezer rijtuigen is thans nog niet bruikbaar, daar de tijd tot nog toe heeft onthbroken om ze in staat te herstellen. Met dit werk is men bezig en het zal waarschijnlijk einde van het jaar vol eindigd zijn.

2° kunnen voor alle vervoer dienen en

a) bestemd tot een bepaalden vervoerdienst :

Vrachtwagentjes van 750 38

Vrachtwagens van 1 1/2 tot 2 ton. 229

— 3 tot 4 ton 237

b) ter beschikking van den bevelhebber :

Vrachtwagentjes van 750 7

Vrachtwagens van 1 1/2 tot 2 ton. 67

— 3 tot 4 ton 119

» Daarbij moeten gevoegd worden 18 vrachtwagens van 2 ton en 12 vrachtwagens van 3 ton door het Departement van Landsverdediging aan het Departement van Spoorwegen gehuurd.

» Zoo noodig, zouden deze vrachtwagens, binnen de acht-en-veertig uren, ter beschikking van den bevelhebber worden gesteld.

» 5° Allerlei materieel :

» a) Bevoorradingsmagazijn voor den motortrein.

» Daar zijn grondstoffen en ruilstukken voor het gewoon onderhoud van den motortrein in stock voorhanden. De waarde der aldaar opgeslagen stoffen bedraagt ongeveer 15 miljoen frank ;

» b) Herstellingswerkplaats voor den motortrein.

» Deze bestaat uit onderscheidene werkplaatsen voor de bewerking, het monteeren, het herstellen der gummi-banden en luchtbanden, van motorrijwielen en electrische toestellen ;

» c) Park voor de uitlezing en de reserve.

» Daar is het verkoopbaar materieel verzameld, alsmede het materieel dat moet bewaard worden met het oog op mobilisatie, wegens de onmogelijkheid het door opvordering te verschaffen.

» Een gedeelte der reserve ter beschikking van den bevelhebber wordt er insgelijks opgeslagen ;

» d) C. T./D. A.

» Elk der vervoerkorpsen van de legerafdeelingen, bezit eene werkplaats en een magazijn voor het gewoon herstellen en onderhouden der gebruikelijke voertuigen. »

§ 5. — Actieve Legerkaders.

VRAAG.

1° Wil de heer Minister mij laten weten op welke wijze onder de wapens en de diensten, en per graad, de 5,348 officieren worden verdeeld, voorkomende op de tabel der effectieven, gehecht aan de tabel XII van de begrooting voor 1921 ?

ANTWOORD OP 1°.

Volgende tabel.

GRADEN.	Algemene staf.	Korps van den staf.	Secretarissen van den staf.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Genie.	Vervoerkorps.	Intendantie.	Uithalingsdienst.	Betalmeesters O.-M. officieren.	Kledingsdienst.	Officieren van het bestuur.	Boekhouders van het bestuur.	Gezondheidsdienst.	Apothekersdienst.	Paardenvoerzorgingsdienst.	Kapelmeeesters.	TOTALEN.	
Luitenant-generaals . . .	38	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	34
Generaal-majors . . .	27	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	30
Kolonels.	"	8	"	45	7	19	8	"	7	"	"	"	"	"	15	1	1	"	"	111
Luitenant-kolonels . . .	"	4	"	43	13	32	6	6	2	1	"	"	"	"	26	4	9	"	"	146
Majors	"	12	"	147	28	91	20	4	20	3	6	"	3	"	21	4	4	"	"	366
Kapitein-bevelhebbers . . .	"	3	16	373	90	190	63	58	7	"	57	9	43	15	28	36	16	"	"	1,006
Tweede kapiteins	"	"	30	521	20	163	16	7	"	"	35	1	11	6	105	19	31	"	"	983
Luitenants	"	"	20	891	160	201	38	158	"	"	181	"	91	18	12	1	5	12	"	2,600
Onderluitenants.	"	"	33	424	40	131	14	33	"	"	92	"	34	3	"	"	4	4	"	812
Onderluitenants (leerlingen) .	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	69	1	"	"	"	70
Totalen. . .	60	27	99	2,444	358	880	165	266	37	4	391	10	182	42	279	66	72	16		5,348

VRAAG.

2° Kan de heer Minister ons ook het antwoord geven dat hij onlangs verstrekte op de vraag om te weten hoeveel er onder, de officieren in werkelijken dienst, bij den troep dienen en hoeveel er gedetacheerd zijn?

ANTWOORD.

« *Het actief leger bedraagt in 't geheel, 5,717 officieren waarvan :*

- » a) 4,141 officieren bij de wapens;
- » b) 1,576 officieren bij de verschillende diensten (intendantie, administratie, boekhouders, gezondheidsdienst, paardenartsen, stafsecretarissen).

GETAL GEDETACHEERDE OFFICIEREN VAN DE WAPENS.

» 1,664 opper- en lagere officieren van de infanterie, de artillerie, de cavalerie, de genie en het vervoerkorps, met inbegrip van de 84 officieren stafadjudanten buiten kader, de officieren gedetacheerd bij de staven die geen regimentstaven zijn, bij den vliegdiens, in de depots, in de scholen (als leeraars of als leerling), de officieren bij het bezettingsleger gedetacheerd, bij de commissiën voor de klachten of de herinzameling, bij de diensten van het Departement, met een zending belast in het buitenland, met ziekverlof, enz., in een woord, *die geen dienst doen in de regimenten.*

» *Getal officieren in werkelijken dienst bij den troep.*

» 2,477 (niet inbegrepen de 84 opper- of lagere officieren stafadjuncten buiten kader).

» Het cijfer 5,717 verschilt met dit van 5,318 van het 1° der vraag omdat het officieren begrijpt van de gendarmerie of in dienst in de Kolonie, die op eene andere begrooting worden betaald, evenals de officieren op non-activiteit die geen dienst doen.

» Maar deze cijfers, ofschoon zij vele inlichtingen bevatten, geven den toestand niet beknopt weer. Zij weerspiegelen niets.

» Om hun al hunne beteekenis te geven, zou men ze moeten kunnen vergelijken met het getal officieren die *noodig* zijn bij de wapens en diensten. Ongelukkiglijk bestaat er thans geen vaste inrichting, geen niet verouderde kaderwet, zoodat niemand, zelfs de achtbare Minister niet, thans met *juistheid* zeggen kan hoeveel officieren er te kort zijn noch waar zij ontbreken.

» Als factor van vergelijking blijft ons de inrichting van 1915 en de kaderwet die ermede in verband staat en die ons toelaten eenigszins een denkbeeld te vormen.

» Hierbij de tabel van het aantal officieren voorzien bij de herinrichting van 1915. »

GRADEN.	Algemeene staf.	Korps van den staf.	Secretarissen van den staf.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Genie.	Vervoerkorps.	Intendantie.	Uitbetalingsdienst.	Betalmeesters Q. M., officieren.	Bestuurders van den kledingsdienst.	Bestuur-officieren.	Boekhouders van het materieel.	Gezondheidsdienst.	Apothekersdienst.	Paarden-verzorgingsdienst.	Kapelmeeesters.	Totalen.
Luitenant-generaals . . .	11	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	11
Generaals-majoor . . .	34	»	»	»	»	»	»	»	1	»	»	»	»	»	1	»	»	»	36
Kolonels . . .	»	6	»	18	8	15	5	»	4	»	»	»	»	»	10	1	1	»	68
Luitenant-kolonels . . .	»	4	»	19	7	10	7	»	6	»	»	»	»	»	12	»	»	»	65
Majors . . .	»	10	»	168	18	51	18	7	11	»	4	»	1	2	26	4	7	»	327
Kapitein-bevelhebbers . . .	»	20	12	465	58	153	43	19	7	»	46	28	17	9	28	13	8	»	928
Tweede kapiteins . . .	»	10	5	260	58	153	31	16	7	»	18	10	18	6	31	10	4	1	638
Luitenants . . .	»	»	9	600	139	160	44	47	»	»	38	»	22	6	31	16	19	1	1,132
Onderluitenants . . .	»	»	3	579	43	265	30	28	»	»	63	»	20	6	37	15	6	12	1,369
Onderluitenants (leerlingen).	»	»	»	»	»	61	26	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	87
	45	50	29	2,409	333	868	206	117	36	»	169	38	78	29	176	59	45	14	4,401

PERCENTSGEWIJZE VERGELIJKING VAN DE IN 1913 VOORZIENE EN IN 1921 BESLAANDE EFFECTIEVEN (OFFICERS VAN HET ACTIEF LEGER).

GRADEN.	Algemeene staf.	Korps van den staf.	Secretarissen van den staf.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Genie.	Vervoerkorps.	Intendantie.	Uitbetaling.	Uitbetalings-officieren.	Bestuurders van het kleedingsfonds.	Officieren van het bestuur.	Boekhouders van het materieel.	Gezondheidsdienst.	Apotheekersdienst.	Paarden-verzorgingsdienst.	Kapelmeeesters.
Officiers-generaal.	P. G. + 33	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. »	P. G. + 200	P. G. »	P. G. »	P. G. »
Kolonels en Luitenant-Kolonels.	» + 20	» + 20	» + 138	» + 60	» + 100	» + 46.3	» + 40	» + 38	» + 150	» + 75	» + 37	» + 80	» + 73	» + 30	» + 139	» + 300	» + 16	
Majors	» + 20	» + 20	» + 12.3	» + 55	» + 84	» + 41	» + 85	» + 50	» + 75	» + 40	» + 200 (c)	» + 200	» + 75	» + 21	» + 93	» + 64	» + 16	
Bevelhebbers en Kapiteins	» + 90	» + 170	» + 23	» + 5	» + 15.7	» + 4	» + 4	» + 50	» + 75	» + 40	» + 200	» + 200	» + 75	» + 21	» + 93	» + 64	» + 16	
Luitenant, onderluitenant en onderluitenant-leerlingen	» + 340	» + 11.5	» + 14	» + 32	» + 48	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	» + 154	

AANMERKINGEN. — (a) Wegens afschaffing der aanwerving van het bijzonder kader van den staf en zijne vervanging door van de wapens gedetacheerde officieren.

(b) Het bestuur van het kleedingfonds werd, gedurende den oorlog, geheel ingekrompen.

(c) Afschaffing van majors.

(d) Begrijpt noch luitenanten noch onderluitenanten.

Men bemerkt dadelijk de verhoging van het aantal hoogere officieren en officiers-generaal in al de categorieën. Dit gedeelte der kaders hield tred met den aangroei van het leger van 1914 tot 1921.

Betreffende het aantal ondergeschikte officieren, bevindt men dat de aangroei vooral aanzienlijk is onder de volgende categorieën : secretarissen van den staf, betaalmeesters, kwartiermeesters, uitbetalers, bestuur.

De aangroei is er zelfs buiten alle verhouding met dien van het aantal legereenheden. Zoo de categorie boekhouders van het materieel nu aanzienlijk is gestegen, dit komt waarschijnlijk voort uit het feit dat de belangrijkheid onzer versterkte plaatsen, en dus ook hun materieel, sedert 1914 veel verminderd is.

Ook in het vervoerkorps, is het aantal ondergeschikte officieren thans vreeselijk gedaald in vergelijking met de inrichting van 1913.

Kortom, bij de wapens en de niet strijdende diensten alsook de hulpdiensten (de gezondheidsdienst uitgezonderd) is de uitbreiding van de lagere kaders buitengewoon groot.

De getalsterkte is er waarschijnlijk toereikend, misschien is er zelfs overvloed in sommige klassen. Nogeens het gebrek aan eene kaderwet maakt, op dit gebied, elk parlementair toezicht denkbeeldig.

Laat ons nu den toestand nagaan van de kaders der lagere officieren bij de strijdende wapens.

Infanterie en cavalerie verkeerden merkelyk in denzelfden toestand : lichte vermeerdering vergeleken bij de inrichting van 1913. Het is waarschijnlijk dat wanneer de herinrichting van het leger op vredesvoet het getal S. D. zal hebben verminderd, de officierkaders der eenheden op voldoende wijze zullen kunnen saamgesteld worden en dat het zal volstaan de hand te houden aan de verbetering van de aanwerving.

De artillerie en vooral de genie erkennen, daarentegen, een merkbaar tekort. Deze wapens ondergaan een wezenlijke crisis van lager kader.

Bij de genie zijn thans 52 luitenants (en onderluitenants) tegen 79 kapiteins (bevelhebbers en tweede kapiteins). Dit gebrek aan officieren doet zich vooral voelen bij de technische wapens, die waarbij een officier het moeilijkst kan vervangen worden door een ondergeschikte, ook die waarbij de luitenant meestal op zich zelf staat en niet in snelle betrekking met zijn kapitein.

Op het oogenblik dat Parlement en Regeering de uiterste inkorting van den diensttijd onderzoeken, alswaanneer voorstanders van 6, 10, 12 of 18 maanden dienst het eens zijn om toe te geven dat de infanterie moet gesteund en geholpen worden met een maximum materieel, stellen wij vast dat er bij de troepen, belast met het hanteeren van dit materieel, eene ernstige zwakte bestaat die van aard is de zoo ingewikkelde africhting van de militieplichtigen van die wapens ernstig te belemmeren en, bij gevolg, in oorlogstijd de nuttige uitwerking merkelyk te verminderen van de dure materiele middelen door de Natie ter beschikking van haar leger geplaatst.

Het Belgisch leger heeft in 1914 met talrijke verliezen zijne minderwaardigheid aan materieel betaald. Zijn lot zou hetzelfde zijn in een toekomstigen oorlog, zoo het talrijk en volmaakt materieel waarmee het zou uitgerust zijn, op onhandige wijze moest gehanteerd worden door soldaten en onderofficieren die slecht op de hoogte zijn van hunne kiesche taak wegens gebrek, in vreedstijd aan lagere officieren.

Het leger in vreedstijd zal slechts een klein gedeelte vertegenwoordigen van onze gemobiliseerde krachten. Het actieve leger gaat dus meer en meer eene groote school worden voor officieren, onderofficieren en soldaten der reserve. De leerlingen zullen slechts op de hoogte hunner zending zijn binnen de mate waarin hunne onderrichters hunne taak hebben kunnen vervullen.

Volgende tabel stelt dien toestand in zijn waar daglicht.

AANDUIDING DER EENHEDEN.	Getal eenheden.		Vermeerdering in 1921, vergeleken met 1913, van het getal : (in p. c. uitgedrukte)		
	Voorzien in 1913.	Bestaande in 1921.	Eenheden.	Bevelhebbers en Kapiteins.	Luitenants.
1° Infanterie compagnieën (met inbegrip van mitrailleurs-compa- gnieën, wielrijders-compagnieën, enz.)	271	438	+ 61.6	+ 23	+ 11.5
2° Cavalerie eskadrons (gendarmen niet inbegrepen)	54	42	— 22.3	— 5	+ 14
3° Artillerie-batterijen (met inbe- grip van de vestingartillerie der stellingen en de belegerings- artillerie)	148	213	+ 43.9	+ 15.7	— 32
4° Compagnieën der Genie (met inbegrip der bijzondere compa- gnieën)	23	71	+ 208.7	+ 4	— 48
5° Compagnieën van het vervoer- korps	12	23	+ 91.6	+ 85	+ 154

Tegen de kwaal waarop wij wezen is er slechts één middel : de aanwerving uitbreiden zonder de hoedanigheid te schaden.

De aanwerving geschiedt wettelijk, gedeeltelijk langs het kader, gedeeltelijk langs de militaire school. Praktisch bestaat de aanwerving langs de kaders niet meer bij gemis van elementen. Tal van jaren zullen nog moeten verlopen vooraleer deze bron opnieuw iets oplevert.

Blijft de aanwerving langs de militaire school.

De leerlingen van deze school worden aangeworven door middel van een wedstrijd en deze proef werd, vóór den oorlog, beschouwd als een der zwaarste die een leerling na afloop zijner middelbare studiën had te doorstaan. Maar omdat er werkelijk wedstrijd kunne zijn, moet het getal geschikte kandidaten hooger zijn dan de behoefte daaraan en dat is thans het geval niet meer. De ingangswedstrijd voor de militaire school is nog slechts een examen met een minimum te behalen punten. Het gevolg daarvan is dat de aanwerving te kort schiet, niet alleen voor wat de hoeveelheid maar ook voor wat de hoedanigheid betreft.

Daarin dient verholpen te worden, met de jongelingen naar de militaire loopbaan te lokken en tevens er diegenen te behouden die er nog in zijn. Deze uitslag kan slechts bekomen worden zoo men hun een [stoffelijken toestand biedt die bevredigend is zoo bij den aanvang als op het einde hunner oopbaan.

Verschillende leden der Afdeelingen en der Commissie hebben op die punten nadruk gelegd en den heer Minister om uitleg gevraagd en middelen om daarin te verhelpen. Deze heeft zelfs verklaard, in den loop van zijne

toelichting, dat de terugkeer naar het burgerlijk leven van de officieren van het actieve leger nog niet gestremd was en dat, al te vaak degenen die vertrokken juist die waren die onder de besten werden gerekend.

VRAAG.

Verschillende vergoedingen aan de officieren verleend.

Is het juist dat de vergoedingen wegens verplaatsing aan de officieren verleend niet in verhouding zijn tot die welke in andere Departementen aan het personeel worden toegekend?

Dat namelijk statiebedienden, bij het B. L. gedetacheerd, vergoedingen ontvangen van 30 tot 60 frank daags en dat de lagere spoorwegbedienden, vaste wegwerkers, 20 tot 25 frank daags trekken, terwijl de officieren slechts 7 frank daags ontvangen, vergoeding die voor de hogere officieren op 9 frank wordt gebracht?

ANTWOORD.

« A. — De bepalingen van de verordening op de vergoeding wegens verplaatsing der officieren zijn niet dezelfde als die in voege voor de ambtenaren van andere Departementen. De toestand der eenen en der anderen en de aard der hun opgelegde verplaatsingen zijn overigens niet te vergelijken.

» De officieren afzonderlijk met een zending belast worden vergoed « per nacht afwezigheid » van hunne verblijfplaats *a rato* onderscheidenlijk van 40, 35 en 30 frank voor de generaals, opper- en lagere officieren.

» De ambtenaren in de meeste Departementen worden vergoed « per dag » afwezigheid van hunne verblijfplaats *a rato* onderscheidenlijk van 30, 25 en 20 frank voor de hoogste ambtenaren, de hogere ambtenaren en de lagere ambtenaren. Deze vergoedingen worden met 50 t. h. verhoogd voor elken nacht buiten de verblijfplaats doorgebracht.

» Het verschil is dus nul voor de officieren en lagere ambtenaren; 2,50 fr. voor de opperofficieren en hogere ambtenaren en 5.00 frank voor de generaals en hoge ambtenaren.

» Het dient opgemerkt dat al de officieren-generaal, hooger en ondergeschikten, die *gezinshoofd* zijn, behalve hoogerbedeelde vergoeding wegens verplaatsing, eene dagelijksche vergoeding ontvangen gezegd: « wegens scheiding » die 6, 5 en 4 frank bedraagt. Deze vergoeding wegens scheiding bestaat in geen enkel ander Staatsbestuur.

» Het gevolg is dat alleen de ongehuwde generaals en opperofficieren eene vergoeding ontvangen die *erentjes* lager is dan die der hoge ambtenaren terwijl de *gehuwden* iets meer ontvangen.

» Daarbij onderzoekt voor 't oogenblik een interdepartementale Commissie, door het Departement van Financiën bijeengeroepen, een model-reglement dat op al de ministerieele Departementen zou toepasselijk zijn.

» B. — De officieren van het B. L. ontvangen de marschvergoeding, onder-

scheidelijk bepaald op 12, 9 en 7 frank voor de generaals, de opperofficieren en de lagere officieren.

» De officieren « gezinshoofden » ontvangen buitendien de vergoeding gezegd « wegens scheiding », onderscheidelijk bepaald op 6, 5 en 4 frank voor de generaals, de opperofficieren en de lagere officieren.

» Een gehuwd lager officier ontvangt dus een minimum-toeslag van 330 frank in de maand, wegens verblijf bij het B. L.

« De officieren in dienst bij het B. L. hebben bovendien kosteloos verblijf en duurtetoeslag.

» Het personeel der spoorwegen van het B. L. ontvangt de vergoedingen wegens verplaatsing voorzien door de verordening van het bestuur der Staatsspoorwegen. Dit personeel geniet geen kosteloos verblijf, noch duurtetoeslag.

» Het dient daarbij opgemerkt dat de officieren in een bijzonderen toestand verkeerden, wegens het bestaan der officierstafelen waar zij hun maal gemeenschappelijk nemen, wat voor hen een beslist voordeel is. »

*
**

Uit dit antwoord blijkt dat de gehuwde en ongehuwde ambtenaren van het B. L. vergoed worden *a rato* van 43, 37,5 en 30 frank daags, terwijl de gehuwde officieren toeslagen trekken van 21, 17 en 14 frank en de ongehuwden 13, 12 en 11 frank (de duurtetoeslag tegen 3 frank daags berekend).

Op te merken valt, dat er nog een onderscheid bestaat tusschen burgers en militairen : wat te wijten is aan het feit dat de burgers over 't algemeen slechts op hunne aanvraag naar Duitschland gaan, en voor een tijdperk dat lang genoeg is om hun toe te laten met hun gezin te leven, terwijl de militairen er toevallig heengaan volgens de verplaatsingen der regimenten en de schommelingen van den internationalen toestand.

VRAAG.

Kan de heer Minister mij zeggen welke vergoedingen verleend worden aan de officieren die in een onderrichtingskamp verblijven.

ANTWOORD.

» De officieren in de onderrichtingskampen ontvangen eene dagelijksche vergoeding van 2 frank. De officieren, gezinshoofden, ontvangen bovendien de vergoeding gezegd wegens « scheiding » die onderscheidenlijk 6, 5 en 4 frank daags bedraagt voor de generaals, de opperofficieren en de lagere officieren.

» Al de officieren in de onderrichtingskampen hebben kosteloze woningen, en gezamenlijk aan de officierstafelen voor hen opgericht.

*
**

Het schijnt ons niet bewezen dat de kosteloze woning en de officierstafel het groot verschil billijken tusschen de officieren en de burgerlijke ambtenaren.

VRAAG.

» Vóór den oorlog, waren er :

a) vergoedingen wegens studiën voor zekere klassen van officieren (krijgsschool, bijzondere wapens, electriek-ingenieurs, enz.).

b) Vergoedingen wegens diensttijd bij sommige wapens (vestingartillerie, genie, enz.).

Deze vergoedingen hadden voor doel, door meer zedelijke dan stoffelijke voordeelen, het vertrek te beletten van sommige klassen van officieren. Deze vergoedingen werden afgeschaft in 1919.

Is de heer Minister niet van meening dat deze afschaffingen een merkelijk zedelijk uitwerksel hadden en acht hij niet dat, in de handelwijze van vóór den oorlog, de mogelijkheid kan worden gevonden om den uittocht tegen te houden dien hij zelf vaststelt, namelijk bij de beste artillerieofficieren?

* * *

Op deze vraag hebben wij volgend antwoord ontvangen waarvan de aanvang even zeer nog veel andere afschaffingen zou kunnen billijken die men niet schijnt voorzien te hebben toen men het antwoord opstelde.

Men mag toch niet vergeten dat de aanwerving van al de onderluitenanten niet op dezelfde wijze geschiedt en dat de programma's der geverge kennis, om leerling of eandidaat in de verschillende klassen te worden, niet dezelfde gelijkstelling ondergaan moeten of moesten ondergaan als op de wedden werd toegepast.

ANTWOORD.

« Uitgaande van het volgend grondbeginsel : dat de wedde den dienst betaalt welke hij ook zij en dat de bijzondere tegemoetkomingen slechts te billijken zijn wegens de opgelegde bijkomende verstrekkingen of wegens omstandigheden die tot buitengewone niet in de wedde voorziene onkosten aanleiding geven, werd er beslist, in 1919, naar aanleiding van de herziening van den weddestandaard de bedoelde vergoedingen af te schaffen ».

« Deze beslissing wordt nog gebillijkt door het beginsel dat bijzonder op de officieren van toepassing is en volgens hetwelk gelijke plichten en diensten gelijke vergelding verdienen.

» Ik meen niet dat soortgelijke vergoedingen, wier bedrag overigens niet zeer hoog zou kunnen zijn, zulke zedelijke uitwerking zouden kunnen hebben, dat zij artillerie officieren of anderen, die de militaire loopbaan wegens persoonlijke redenen verlaten, van hun besluit zouden terughouden. »

Ziehier wat, in dit opzicht, de toestand is in Frankrijk volgens den heer Lebrun, verslaggever van de Commissie van Financiën in den Franschen Senaat :

« Meer dan ooit hebben de moderne legers behoefte aan technici om de ver-
» vaardiging en het gebruik te leiden van materieel en toestellen van allen aard
» alsook de benutting van de verschillende wetenschappelijke werkwijzen die de
» krijgskunst thans moet toepassen.

« De aanwerving van die technici wordt met den dag moeilijker wegens het ver-
» strek sedert den wapenstilland, van tal onzer geleerdste officieren, daar handel
» en nijverheid hun betere voorwaarden aanbieden dan die zij mogen verhoppen
» met in de kaders te blijven. Het is onontbeerlijk bij het leger elementen te
» behouden wier ontstentenis onze militaire macht op onrustbarende wijze ver-
» zwakken zou. »

§ 6. — *Kader der reserve-officieren.*

Het vormen van dit kader is van het hoogste belang geworden. De alge-
meene dienstplicht zal, in geval van mobilisatie, zulk hoog getal reservisten
onder de wapens roepen dat de beroepsofficieren hun slechts voor een zeer
gering gedeelte tot kader zullen kunnen verstrekken. Het getal noodige
reserve-officieren wordt aanzienlijk en het vraagstuk hunner vorming is
aldus van het hoogste belang. De aanwerving, vorming en voortdurende
africhting der reserve-officieren moet voortaan geschieden met dezelfde
strengheid, dezelfde zorgen, dezelfde geleidelijkheid als die van de officieren
van het actieve leger.

Daarom hebben wij den heer Minister gevraagd of hij ons het stelsel kan
doen kennen dat thans in voege is, wat het opbrengt en hoeveel jaren het
nog in voege zal blijven.

ANTWOORDEN.

« De werving geschiedt als volgt :

» I. — VOOR AL DE GRADEN.

» Door de opneming in de reserve-kaders :

» 1^o Van de officieren der actieve kaders die het leger wenschen te ver-
laten en hunnen overgang tot de reserve aanvragen ;

» 2^o Onder de wegens onderdomsgrens of diensttijd gepensionneerde
officieren die den wensch uitdrukken deel uit te maken van de reserve-
kaders ;

» 3^o Onder de gedemobiliseerde hulp-officieren of reserve-officieren voor
den duur van den oorlog die, vóór 1 September 1920 aangevraagd hebben
om deel uit te maken van de reserve. Het werk in verband met deze over-
gangen is nagenoeg voltooid ;

» 4^o Onder de officieren die de weldaad genieten van het K. B. van
16 September 1919, n^o 6138, en die gepensionneerd werden wegens oorlogs-
wonden of ziekte opgedaan in eene strijdende eenheid op het front. De aan-
vragen om de weldaad van gezegd K. B. te genieten werden beperkt tot
31 December 1920, behalve voor sommige officieren die, op dit oogenblik,
geen tien jaar werkelijken dienst telden.

II. — VOOR DEN GRAAD VAN ONDERLUITENANT.

» a) Onder de vrijgestelde of met onbepaald verlof zijnde onderofficieren
wien een diploma van bekwaamheid tot het uitoefenen van het ambt van

pelotons- of sectieoverste werd afgeleverd door een onderrichtingseentrum voor hulponderluitnants;

» *b)* Onder de leerlingen die met welslagen de leergangen hebben gevolgd van eene school voor reserve-luitnants. Voor deze laatste geschiedt de aanwerving als volgt :

» Drie maanden na hunne intrede in den actieven dienst worden de militieplichtigen, de beroepsvrijwilligers en de opnieuw diensnemenenden, die in hooger vermelde voorwaarden van studie verkeerden, *van [ambtswege]* aangeduid voor de E. S. L. R. van het wapen waartoe zij behooren of waarvoor zij op dit oogenblik worden aangeduid wegens hunne lichamelijke geschiktheid of hunne bijzondere kennissen.

» Deze aanduiding geschiedt *van ambtswege*, zonder dat rekening wordt gehouden met den wensch van de militieplichtigen om al of niet reserve-onderluitnants te worden.

[STUDIEVOORWAARDEN.

« *a)* Volledige humaniora ;

» *b)* Studiën met ongeveer dezelfde basis als de volledige humaniora ;

» *c)* Of de voordeelen genoten hebben voorzien voor de toelating tot de Hoogescholen.

» De graad van korporaal wordt verleend aan de belanghebbenden na de voorproef die wordt afgenomen twee maand na de intrede in de school voor reserve-onderluitnants en uiterlijk na zes maand actieven dienst.

» De graad van serjeant wordt verleend aan degenen die voldaan hebben aan de proeven op het einde van den zittijd.

» De leerlingen der E. S. L. R. die het getuigschrift van bekwaamheid tot het ambt van reserve-onderluitnant hebben bekomen en die wenschen reserve-officier te worden benoemd, moeten drie maanden terug onder de wapens komen, in den loop van het jaar dat volgt op de huiswaartszending met verlof zonder soldij die hun onbepaald verlof voorafgaat, gedurende welke drie maanden zij met eene eenheid deelnemen aan een schiet- en manoeuvretijdperk. Het staat hun vrij dit tijdperk zelf te bepalen.

» De leerlingen der hogere scholen die hunne studiën onderbroken hebben om hun dienst te doen, mogen hun terugroepingstijdperk uitdoen gedurende het jaar *dat volgt op het einde hunner studiën*.

» Worden adjudant benoemd na drie maanden terugroeping, de candidaten die blijken hebben gegeven van vakkundige kennissen en bekwaamheid tot de bevelvoering over een peleton of eene sectie.

» Zij kunnen reserve-onderluitnant benoemd worden na twee jaar graad van onderofficier en wanneer zij bewezen zullen hebben dat zij eene burgerlijke betrekking bekleeden die strookt met den officiersrang.

Wat de 1^e en 2^e zittingen der E. S. L. R. hebben opgeleverd.

(Klassen 14/15/16 van het bijzonder contingent 1919).

Getal leerlingen die het bekwaamheidsdiploma tot de bediening van reserve-onderluitenant bekomen hebben.		Beden hun proeftijd.	Stemden er in toe hun proeftijd te doen.
Infanterie . . .	316	26	54
Cavalerie . . .	21	21	—
Artillerie. . .	61	9	16
Genie.	69	6	9

« Het Departement van Landsverdediging onderzocht de mogelijkheid eerlang de terugroeping van drie maand te vervangen door twee terugroepingen van drie weken, onaan gezien de terugroepingen die zullen worden opgelegd aan deze klas van militairen na hunne benoeming tot den graad van reserve-onderluitenant, volgens het nieuwe statuut.

» De werving door middel van de scholen voor reserve-onderluitnants zal voortaan nog worden toegepast en een der wervingswijzen zijn voor het kader der reserve-officieren; dat kader wordt voorzien in het nieuwe statuut dat eerlang bij de Kamers zal worden aanhangig gemaakt.

» Wat den uitslag van het tegenwoordig aanwerving-stelsel aangaat, dit heeft ongeveer, vanaf de wederinrichting van het leger op vredesvoet, d. d. 30 September 1919, voor de reservekaders opgeleverd :

95 officieren der actieve kaders ;

95 officieren wegens ouderdomsgrens gepensionneerd (1) ;

929 hulpofficieren of reserve-officieren-voor den duur van den oorlog ;

132 officieren die de voordeelen genoten van het K. B. van 16 September 1919, n^o 6138 ;

177 ontslagen of met onbepaald verlof zijnde onderofficieren die reserve-onderluitnants werden benoemd.

» Het huidige stelsel van werving blijft nog toegepast wanneer het nieuwe statuut der reserve-officieren zal goedgekeurd zijn, behalve voor wat betreft de aanneming van hulp-officieren of reserve-officieren voor den duur van den oorlog. Daarentegen voorziet het nieuwe statuut de toelating tot de reserve-kaders van sommige klassen van officieren die gepensionneerd werden vóór hun leeftijd en wegens invaliditeit (minder dan 30 t. h.) bij toepassing der wet op de militaire pensioenen van 23 November 1919. Ook wordt voorzien dat sommige uitstekende burgerlijke personen mogen opgenomen worden in het kader der « gespecialiseerde reserve-officieren » (geneesheeren, heelmeeesters, apothekers, paardenartsen, ingenieurs, financiers, bestuurders eener nijverheid, staatsambtenaren, marine-officiers, technici, enz.)

(1) 131 officieren, gepensionneerd wegens ouderdomsgrens of op hunne aanvraag (maar niet wegens invaliditeit), zijn op het punt hunne opneming in de reservekaders te bekomen.

» De Algemeene Staf onderzoekt ook de mogelijkheid als reserve-onderluitenant sommige militairen aan te nemen die deel hebben genomen aan den veldtocht 1914-1918.

» Om zoodra mogelijk de buitengewone getalsterkte aan officieren te bereiken, die de reservekaders behoeven, zal het zelfs wenschelijk zijn dat een nieuwe oproep worde gedaan tot de hulp- en de reserveofficieren voor den duur van den oorlog, die gediend hebben tijdens den veldtocht 1914-1918 en wier aanvraag tot overgang naar de reservekaders niet tijdig werd ingediend. Deze zaak zal andermaal onderzocht worden wanneer de inrichting van het leger op oorlogsvoet zal kunnen worden vastgesteld ».

VRAAG.

Kan de heer Minister ons de maatregelen doen kennen genomen om *eene enge voeling te handhaven* tusschen het actieve leger en de reserve-officieren en deze laatsten als van zelfs *op de hoogte* te houden van al de veranderingen voorkomend in het eerste?

ANTWOORD.

» 1° De reserve-officieren kunnen in vreedetijd onder de wapens geroepen worden om een schiet- en manoevertijdperk mee te maken of op de hoogte gebracht te worden van hunne vermoedelijke bediening bij het gemobiliseerd leger.

» De reserve-officieren werden dit jaar gemachtigd (1921) deel te nemen aan de schiet- en manoevertijdperken gedurende ten hoogste vijftien dagen, bij voorkeur in de eenheid waartoe zij behooren, tenzij zij den wensch hebben uitgedrukt op een ander tijdstip er aan deel te nemen.

» 2° Geschikte maatregelen om buiten de terugroepingstermijnen het militaire onderricht van de reserve-officieren te onderhouden en hen in voeling te doen blijven met de officieren van de actieve kaders worden in hun nieuw statuut voorzien.

» Aldus, bij voorbeeld, hunne vrijwillige groepeerings en hunne vrijwillige deelneming aan vergaderingen, leergangen, voordrachten, technische of tactische werken, rijlessen, sport-meetings, korpsmalen, hun toegang tot de garnizoensbibliotheken, de kosteloze bezorging van verordeningen en onderrichtingen, enz.

» Overigens is thans bij de Kamer een wetsontwerp (Stuk n° 285 van 20 Mei 1921) aanhangig gemaakt, dat den Staat en den toestand der reserve-officieren en gelijkgestelden regelt ».

VRAAG.

De heer Minister gelieve ons te zeggen :

1° Of het Koninklijk besluit van 14 Februari 1921, houdende regeling van den geldelijken toestand, in burgerlijk opzicht, van de Staatsagenten binnen geroepen als militieplichtingen of teruggeroepen als zoodanig, ook

van toepassing is op de reserve-officiëren die als oorlogsvrijwilligers in het leger kwamen?

2° Of gezegd Koninklijk besluit ook toepasselijk is op de reserve-officiëren militieplichtigen teruggeroepen als reserve-officier voor een tijdperk dat niet verplichtend is voor de soldaten hunner militieklas?

3° Zoo neen, welk is de toestand van gezegde klassen, voor wat hun geldelijk statuut betreft?

ANTWOORD.

« Ja, het is toepasselijk op al de reserve-officiëren.

» Ja, idem.

» Zie 1° en 2° »

VRAAG.

a) Gezien artikel 3 van het wetsontwerp tot bepaling van den staat en den toestand der reserve-officiëren en gelijkgestelden, den Minister van Landsverdediging toelaat de reserve-officiëren in vredes tijd onder de wapens te roepen, *volgens de door hem te bepalen behoeften*, en namelijk :

1° Wanneer het leger of een deel daarvan gebracht wordt op versterkten vredesvoet;

2° Voor de jaarlijksche terugroepingen van *vijftien dagen tot een maand ten hoogste*, en die in hun geheel verplichtend zijn voor een tijdperk van zes maanden;

Acht de heer Minister van Landsverdediging niet dat het Koninklijk besluit van 14 Februari 1921 tot *regeling van den geldelijken toestand in burgerlijk opzicht, van de Staatsagenten binnengerooten als militieplichtigen of als dusdanig onder de wapens teruggerooten*, van aard is om de Staatsagenten, oudstrijders van 1914-1918, reserve-officiëren, die in de militaire hiërarchie een mindere plaats bekleeden in geldelijk opzicht dan in het burgerlijk bestuur, aan te zetten hun ontslag als reserve-officier te nemen zoodra het hun mogelijk is, en in afwachting te weigeren deel te nemen aan al de niet verplichte terugroepingen voorzien voor de reserve-officiëren? Artikel 7 van dit Koninklijk besluit is zoo, dat elke terugroeping van ten minste ééne maand voor de belanghebbenden een geldverlies zal voor gevolg hebben?

b) Gelet op artikel 3 van het wetsontwerp tot bepaling van den staat en den toestand der reserve-officiëren en gelijkgestelden (zie vraag n° 76).

Aangezien de leerlingen der E. S. L. R. die het bekwaamheidsdiploma tot de betrekking van reserve-onderluitenant hebben bekomen en die reserve-officier wenschen benoemd te worden, *drie maanden dienst moeten hernemen* in den loop van het jaar dat volgt op hunne huiswaartszending met verlof zonder soldij vóór hun onbepaald verlof (na welke terugroeping zij enkel adjudant kunnen benoemd worden).

Acht de heer Minister niet dat het Koninklijk besluit van 14 Februari 1921, van aard is de Staatsagenten aan te zetten stelselmatig te weigeren reserve-officier te worden en dat des te meer daar zij eene meer bezoldigde betrekking in het Staatbestuur bekleeden?

ANTWOORDEN.

« Het Departement van Landsverdediging verwijst naar het antwoord op vraag n° 181 van den heer Volksvertegenwoordiger Brifaut d.d. 8 Maart 1921, betreffende de wedden van bedoelde reserve-officieren (n° 233, blz. 351 — vragen en antwoorden — 10 Mei 1921).

VRAAG N° 181 VAN DEN HEER BRIFAUT, 8 MAART.

Een Koninklijk besluit van 14 Februari 1921 schaft voor den duur van hunnen werkelijken militairen dienstitijd de burgerlijke wedde af van de Staatsagenten.

De heer Minister van Landsverdediging gelieve aan de Kamer te zeggen of deze bepaling alleen toepasselijk is op de militairen, zooals de titel van het besluit meldt, ofwel of zij al de teruggeroepen bedoelt met inbegrip van de reserve-officieren, zooals de algemeene bewoordingen van artikel 1 het aangeven?

Ware het in het laatste geval niet billijk de officieren (actieve, reserve of hulp), die tijdens den veldtocht 1914-1918 werden aangesteld, het voordeel te laten behouden dat zij tijdens den oorlog bezaten, namelijk: te mogen kiezen tusschen hunne burgerlijke wedde en hunne officierswedde?

De schade berokkend door de stipte toepassing van gezegd besluit zou ongetwijfeld een zeker aantal dergenen, die geene militaire verplichtingen hebben, aanzetten hun ontslag als reserve-officier aan te vragen.

ANTWOORD.

« De Regeering onderschat het belang van het vraagstuk niet dat de aandacht van het achtbaar lid heeft gevestigd en onderzoekt, voor het oogenblik, de maatregelen om in dien toestand te verhelpen. »

*
* *

De gevolgtrekkingen van deze vragen en antwoorden bewijzen dat de Minister van Landsverdediging erkent dat het Koninklijk besluit van 14 Februari 1921, door den heer Minister van Binnenlandsche Zaken ondertekend en medeondertekend door al de Ministers, van aard is de samenstelling van het kader der reserve-officieren van het leger te belemmeren.

Daarbij heeft het antwoord, als zou het bedoelde Koninklijk besluit toepasselijk zijn op al de reserve-officieren, ons doen onderstellen dat, in geval van oorlog en van eene nieuwe overrompeling van het land (al de gevallen moeten ondersteld worden), de ambtenaren die zelfs werkeloos in het bezette gebied bleven, recht zouden hebben op hunne geheele wedde terwijl diegenen onder hen die, ofschoon vrij van elken dienstplicht, maar als oud-strijders van 1914-1918 het leger zouden vervoegen als oorlogsvrijwilligers en reserve-officieren, hunne ambtenaarswedde zouden zien vervangen door die van officier, zelfs indien deze laatste veel lager dan de eerste ware.

Daarom hebben wij den heer Minister van Landsverdediging gevraagd:

VRAAG.

Welk is de geldelijke toestand, in geval van oorlog en van eene nieuwe bezetting van België of van een deel daarvan door de vijandelijke legers, van de ambtenaren die in het bezette gebied zijn gebleven?

ANTWOORD.

« Het vraagstuk betreft niet alleen het Departement van Landsverdediging; het behoort tot de bevoegdheid van de Regeering aangezien het al de Staatsagenten aanbelangt. »

*
*
*

Het antwoord op onze vraag is verre van ons te doen gelooven dat de gevolgtrekkingen die wij uit de teksten hebben gehaald valsch zijn.

Er is een andere gevolgtrekking, nog ongerijmder, waarvan wij de mogelijkheid duchten: het is dat de ambtenaar die, in geval van oorlog, eene verbintenis als oorlogsvrijwilliger zou aangaan, van elke wedde zou verstoken worden vanaf de maand die volgt op die zijner inlijving in het leger, terwijl hij recht op die wedde zou hebben, soms zelfs zonder iets te doen, zoo hij zich niet bij het leger aangaf.

Het is niet te gelooven dat zulke toestanden bij Koninklijk besluit zouden kunnen worden bekrachtigd.

De Commissie hoopt dat het bedoelde Koninklijk besluit de weerspiegeling niet is van de bestaande strekkingen hetzij in den schoot van de Regeering, hetzij bij sommige leden der hoofdbesturen, maar dat het enkel het gevolg is van eene al te oppervlakkige studie. In elk geval, die toestand bestaat sedert vier maand. Voor drie maand reeds heeft een lid der Kamer er de aandacht van de Regeering op gevestigd.

De Commissie hoopt dat bedoeld Koninklijk besluit zal gewijzigd zijn, tot in zijn titel, vóór dat de slecht opgestelde teksten den tijd hebben aanleiding te geven tot sommige gevolgen voorzien in bovenstaande vragen. Zij hoopt ook dat de nieuwe teksten, in plaats van hen te benadeelen, de Staatsagenten zullen bevoordeelen die, vrijwillig, zich aan bijkomende militaire verstrekkingen zullen onderwerpen met het doel deel uit te maken van de reservekaders van het leger.

§ 7. — *Kas der weduwen en weezen der officieren en onderofficieren van het leger.*

Het vraagstuk van de herziening der standregelen van de kas der weduwen en weezen der officieren en onderofficieren van het leger stond reeds vóór den oorlog aan de orde van den dag! De belanghebbenden klagen sel over de dure en moeilijke voorwaarden die hun door deze kas worden opgelegd terwijl de uitbetaalde pensioenen zoo laag zijn.

In den tegenwoordigen toestand, kan een officier de toelating om in den echt te treden slechts bekomen na in deze kas een eerste storting van gemiddeld 2500

tot 3,000 frank te hebben gedaan, onaan gezien de periodieke afhoudingen. Maar met de tegenwoordige wedden en index-number, moeten de spaarpenningen van een jong officier, die van zijn betrekking moet leven, dit is het eenig geval waarin wij belang stellen, wel ontoereikend zijn om in de kosten van eerste inrichting te voorzien.

Juist op dat oogenblik stelt de kas van weduwen en weezen haar tyranisch ultimatum.

Zulke handelwijze is verouderd; zij dagteekent van den tijd toen ons leger slechts een uiterlijk vertoon was en dat men vooral van onze officieren eischte dat zij saletjonkers waren. Deze tijd is voorbij, en van zijne methode zou er sedert lang niets meer mogen overblijven!

De Middenafdeeling had, vóór een jaar, de aandacht van den heer Minister gevestigd op het vraagstuk van de herziening der standregelen (zie blz. 16, n^o 208, Zittingsjaar 1919-1920). Het vraagstuk schijnt sedertdien niet veel vorderingen te hebben gemaakt.

Daar het ook schijnt dat het ontwerp van instelling eener weduwen- en weezenkas voor de onder-officieren van het leger sedert meer dan dertig jaar voorkomt onder de hervormingen ter studie en dat hare instelling met ongeduld door de belanghebbenden wordt verwacht, zoo hebben wij den heer Minister gevraagd of de Commissie belast met de herziening van de standregelen der kas van weduwen en weezen der officieren ook niet met dit tweede onderzoek werd belast? Of de heer Minister niet van meening is dat voor vraagstukken die, zooals dit, voor eeuwig gedoemd schijnen in de Commissiën te worden begraven, er niet diende gevraagd te worden aan de Commissie voor onderzoek, zelf den noodigen termijn te bepalen voor het indienen harer besluiten?

De heer Minister van Landsverdediging, die sedert zijne intrede in het Departement, den vurigen wensch heeft te kennen gegeven deze vraagstukken opgelost te zien, heeft ons geantwoord :

ANTWOORD.

« Een volledig ontwerp tot hervorming van ons pensioenstelsel voor weduwen en weezen werd in 1920 opgemaakt. Dit ontwerp omvatte :

» 1^o De overname door den Staat van de Kas der weduwen en weezen van de officieren van het leger en van de onderstandskas der Gendarmerie;

» 2^o De instelling van pensioenen ten voordeele van weduwen en weezen der militairen van lageren rang;

» 3^o Onaan gezien hooger vermeld 1^o en 2^o, eene uitbreiding van de wet van 23 November 1919 op de militaire pensioenen, uitbreiding opgevat om aan de voordeelen, door deze wet verleend aan weduwen en weezen, het karakter eene ware verzekering te geven mits betaling van geringe premiën door de betrokken militairen.

» De instelling van eene interministerieele commissie belast met het onderzoek van het algemeen vraagstuk der hervorming van al de weduwen-

kassen waarbij de Staatsagenten aangesloten zijn, heeft het oogenblik verdaagd waarop eene beslissing moet genomen worden aangaande de Instellingen van voorzorg afhangende van het Departement van Landsverdediging.

» Tegenover dezen toestand en gezien de hoogdringendheid waarmede tenminste een eerste voldoening dient geschonken aan de rechtmatige eischen der belanghebbenden, heb ik onlangs het ter studie leggen besloten van eene voorloopige pensioenkas ten voordeele der weduwen en weezen van de maandelijks bezoldigde militairen beneden den graad van officier.

» Een wetsontwerp houdende instelling van deze kas zal eerlang bij de wetgevende Kamers aanhangig worden gemaakt.

» Daarenboven heb ik voorgeschreven de studie voort te zetten van de wijzigingen die konden toegebracht worden aan de standregelen der weduwenkas der officieren in afwachting van de eindbeslissing die het lot der pensioenkas voor weduwen zal bepalen.

» Het spreekt van zelf dat de ontworpen tijdelijke maatregelen zóó zullen worden opgevat dat zij de verwezenlijking der definitieve bepalingen die zullen aangenomen worden niet in gevaar brengen. »

§ 8. — *Militaire besturen en reglementen.*

De vraag hernemend die het vorig jaar reeds werd opgeworpen, heeft uwe Commissie dienaangaande volgende vragen gesteld :

VRAGEN.

a) Werden maatregelen genomen in 1920 om ter kennis van de officieren de lijst te brengen van al de reglementen en onderrichtingen in voege in de verschillende gebieden van het militaire leven ?

ANTWOORD.

« Er werd nog geene nieuwe lijst uitgegeven van de reglementen in voege. *Dit werk is aan den gang.* De bekendmaking werd verdaagd wegens de onzekerheid van den tegenwoordigen toestand, daar op het oogenblik de meeste reglementen en onderrichtingen worden herzien. »

VRAAG.

b) Welke maatregelen werden genomen om de reserve-officieren op de hoogte te houden van de veranderingen in het leger, op het stuk van reglementen ?

ANTWOORD.

« Het nieuwe statuut der reserve-officieren of gelijkgestelden, dat ik juist heb goedgekeurd, voorziet, bij artikel 24 van het K. B. dat de onderrichtingen en reglementen in voege kosteloos aan de reserve-officieren en gelijkgestelden

worden verstrekt. Deze officieren zullen leergangen, voordrachten, technische of tactische werken mogen bijwonen, enz., en gebruik maken van de militaire bibliotheken. »

VRAAG.

c) Is de heer Minister niet van meening, dat het te wenschen ware dat elke actieve officier of reserve-officier persoonlijk, bestendig en gedurende zijne gansche loopbaan, in bruikleen van den Staat al de militaire reglementen zou bezitten waarvan hij den inhoud moet toepassen of kennen?

ANTWOORD.

« Ja, het is noodzakelijk dat elk officier, zoowel van het actieve leger als van de reserve, persoonlijk, bestendig en in bruikleen van den Staat al de militaire reglementen bezitte *waarvan hij den inhoud moet toepassen of kennen?*

» Het is daarbij onontbeerlijk dat de officieren staf-adjuncten in het bezit worden gesteld van al de reglementen van wapens en diensten (infanterie, cavalerie, artillerie, genie, luchtvaart, telegraphie en seinstelsel, vervoer-korps en diensten in den rug van het leger).

» De ministerieele omzendbrief van 7 April 1921 E. M. A. (sectie A), n^o A./13348, die onlangs werd rondgedeeid, heeft deze zaak in den aangegeven zin geregeld. »

HOOFDSTUK II.

DE LANDSVERDEDIGING EN DE BUITENGEWONE BEGROOTING (TABEL XVII).

§ 1. — Militaire gebouwen.

In den loop van de algemeene uiteenzetting, hebben wij de aandacht gevestigd op de belangrijkheid van de credieten voor militaire gebouwen voorzien.

Wegens deze belangrijkheid hebben wij aan den heer Minister gevraagd :

VRAAG.

Welke zijn de artikelen der begrooting die betrekking hebben op uitgaven die enkel het gevolg zijn der achtereenvolgende verhoogingen van het cijfer van het jaarlijksch contingent en ten slotte van de invoering van den algemeenen dienstplicht? (Het getal eenheden, zoo groote als kleine, op vredesvoet als op oorlogsvoet worden bepaald door het cijfer van het jaarlijksch contingent.) (De uitdrukking : « jaarlijksch contingent » slaat slechts op eene enkele militieklass.)

ANTWOORD.

« Artikelen : 76, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 93, 94, 101, 104, (gedeeltelijk : 82, 89, 90, 102), 115, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123. »

» De verklaring van dit feit is eenvoudig.

» Vóór 1913, was de gemiddelde getalsterkte van het leger 42,800 man. De jaarlijksche lichting, 13,000 recruten ongeveer.

» De herinrichting van 1913 bracht de jaarlijksche lichting op 33,000 en het gemiddeld effectief op ongeveer 60,000 man.

» Deze hervorming vergde een uitbreiding der kazernen, kampen en militaire inrichtingen.

» Deze werken werden voorzien, maar de oorlog brak uit toen zij pas begonnen waren.

» Thans lijven wij al de recruten in, die eenigen dienst kunnen bewijzen.

» De getalsterkte van het leger zal, wanneer de toestand normaal zal geworden zijn, die voor 1913 voorzien te boven gaan. Daarbij zullen wij gedurende nog twee jaar in een overgangstijdperk leven, tijdens hetwelk wij jaarlijks twee militie-klassen zullen inlijven.

□ » De kazerneering echter moet een minimum confort opleveren en talrijk zijn de klachten, trouwens vaak gewettigd, die oprijzen over den slechten woontoestand van onze soldaten.

» De legercommissie heeft zelfs verslag gedaan over den slechten staat van sommige kazernen te Antwerpen.

» Vele kazernen bevatten eene veel te hooge bevolking. In vele is de gezondheidstoestand beklagenswaardig; sommige inrichtingen hebben zelfs geen water!

» Er zijn, bijgevolg, tal van werken van bestendigen aard waarvan de uitvoering niet mag worden verdaagd. Andere, integendeel, werden voorzien voor eene inrichting die eerlang zal worden verminderd en aldus ernstige bezuinigingen mogelijk maken zal. »

De toestand van de kazerneering wordt uiteengezet in het financieel overzicht van dit verslag. (Hoofdstuk III, Onderzoek der artikelen, blz. 50 en volgende.)

De billijking van de uitvoering, of de afschaffing van de voorzien buitengewone uitgaven blijkt uit de antwoorden op de vragen die wij dienaangaande gesteld hebben.

VRAAG.

Kan de heer Minister van Landsverdediging ons, voor elk der werken voorzien bij de artikelen 76 tot 133 van Titel II der Begrooting voor 1921 (§2. Buitengewone uitgaven, tabel XVII), eene bondige toelichtende nota verstrekken waaruit blijkt of hunne voltooiing mogelijk is met de credieten voor 1921 aangevraagd en, desvoorkomend, welk het bedrag is van deze som in verhouding tot die welke noodig is voor de volledige uitvoering?

Deze nota's zouden ons ook moeten inlichten over den invloed van de voltooiing dezer werken op het woonvermogen der militaire gebouwen.

ANTWOORD.

I. — DIENST DER MILITAIRE GEBOUWEN.

» Hieronder de nadere toelichting voor de artikelen 76 tot 104.

» a) Voor de artikelen 82, 87, 91, 99, 100 en 102 beantwoorden de voorziene credieten aan de thans beoogde behoeften.

» De werken zullen geen invloed hebben op de tegenwoordige woongelegenheid voor de troepen (het gebouw van Saffraenberg is sedert twee jaar betrokken);

» b) Voor de andere artikelen zijn de voorziene credieten slechts gedeeltelijke credieten die moeten dienen om in de meest dringende behoeften te voorzien.

» *De gepastheid en het belang* dezer werken zijn in verband met het vraagstuk van de *herinrichting* van het leger voor wat betreft de artikelen 76, 77, 78, 80, 81, 83, 84, 85, 86, 92, 93, 94, 97 en 101, terwijl zij niet in verband zijn met deze herinrichting voor wat betreft de overige artikelen 79, 88, 89, 90, 95, 96, 98, 103 en 104.

1° Reeks.

Artikelen waarvan de werken in verband zijn met het vraagstuk van de herinrichting van het leger.

» Deze credieten, die in hun geheel 42,400,000 frank bedragen voor de kazerneering en 15 miljoen voor de nieuwe kampen, vormen slechts een gering gedeelte van de totale uitgave die over verschillende dienstjaren moet worden verdeeld en op 150 miljoen frank wordt geraamd voor de kazerneering en op 70 miljoen voor de nieuwe kampen.

» De voltooiing dezer werken zou de normale woongelegenheid met 15,000 man en 6,500 paarden (de kampen uitgezonderd) verhoogen, wat namelijk zou toelaten al de barakken af te schaffen.

» Deze vermeerdering mag gering schijnen in verhouding tot de uitgaven maar men dient rekening te houden met het feit, dat zij voor een merkkelijk gedeelte betrekking hebben op parken en depots inzonderheid bestemd voor het onderbrengen van en materieel.

» Voor de nieuwe kampen bedragen de vooruitzichten de noodige inrichtingen voor twee I. D. en de Z. A. D. op 16,000 hectaren grond in de provincie Luxembourg.

2° Reeks.

Artikelen waarvan de werken niet in verband zijn met het vraagstuk van de herinrichting van het leger.

» ART. 79. — Een bijkomend crediet waarschijnlijk van 500,000 frank zal wellicht nog noodig zijn in 1922 om de geschiktmaking en de inrichting te voltooien van deze kazerne, onaanziende den koopprijs van het gebouw dat onteigend wordt en waarvan de kosten op een miljoen worden geraamd.

» Het zal aldus mogelijk zijn in dit gebouw een *minimum* van 500 manschappen der technische troepen onder te brengen met een tamelijk grooten trein of materieel.

» ART. 88. — Het crediet zal de voltooiing mogelijk maken van de waterverzorging van het kamp van Brasschaet en de voortzetting van soortgelijke wer-

ken in het kamp van Beverloo. De raming der bijkomende uitgaven voor dit laatste kamp is niet mogelijk, dit vraagstuk hangt af van den uitslag der boringen die aan den gang zijn.

» ART. 89. — De gevraagde credieten zouden inderdaad volstaan om de artillerieschool en de cavalerieschool te voltooien, alsmede het grootste gedeelte van het Remonte-depot, voor de tegenwoordige behoeften voorzien.

» Een bijkomend crediet van 10 tot 12 millioen te verdeelen over de dienstjaren 1922 en 1923 schijnt noodzakelijk om deze inrichtingen te volledigen alsook die van de Genieschool en om de Infanterieschool te bouwen.

» ART. 90. — Geen uitleg kan gegeven worden omtrent hetgeen later bij dit artikel nog zal worden noodig geacht, daar de noodzakelijkheid der werken, bij dit artikel vernoemd, in verband staat met den algemeenen woningnood.

» ART. 95. — De credieten voorzien voor 1921 hebben vooral voor doel de verlichting met petroleum totaal af te schaffen. De eventueel later aan te vragen credieten zullen vooral afhangen van de mogelijkheid die hier en daar de vervanging van gas door electriciteit zou billijken, vraagstuk dat nu nog niet kan worden opgelost.

» ART. 96. — Deze credieten zijn betrekkelijk laag en in verband met besluiten die zouden kunnen genomen worden betreffende de belangrijkheid der op te richten munitiedepots.

» ART. 98. — Het is waarschijnlijk dat de voor 1921 gevraagde credieten zullen toelaten den toestand merkelyk te verbeteren en de gelijkaardige credieten voor 1922 voorzien met 50 t. h. te verminderen.

» ART. 103. — Het woonvraagstuk der fortbewakers ligt nog ter studie en is namelyk in verband met de onderhandelingen die thans met de gemeentebesturen aan den gang zijn. Vermoedelyk zullen de gevraagde credieten volstaan om dit vraagstuk dit jaar volkomen te regelen.

» ART. 104. — Deze credieten worden slechts voor 1921 gevraagd; de met dit doel aangekochte gebouwen zullen, na goedkeuring, het woonvermogen met 200 man verhoogen, en tevens toelaten depôts voor verscheidene duizenden van buitgemaakte stukken op te richten.

II. — Dienst der hospitalen.

Nummers van de werken (der Begrooting).	TEKST.	Militaire hospitalen.	Bedrag.	Beknopte toelichting.	Invloed van de voltooiing der werken op het woonvermogen der gebouwen.
105	Bouw eener speelzaal, hydrotherapie en baden.	Brussel.	500,000	Zal in 1921 voltooid zijn.	Geen. Technische behoefte.
106	Uitbreiding heilkundige dienst.	Id.	1,000,000	Id.	Id.
107	Voltooiinghoofdgebouw.	Oostende.	1,000,000	Id.	Badinrichting.
108	Hervatting der werken in 1914 voorzien. Paviljoen P. 43.	K. Beverloo.	420,000	Voortzetting van een volledig werk. Deze sommen vertegenwoordigen een derde van het geheele werk.	100 bedden meer.
109	Id. paviljoen X. 47	Id.	284,000		
110	Id. paviljoen W. 35.	Id.	54,000		
111	Oprichting paviljoen S. heilkundig, septicisch, antiseptisch, bereidingen en radiographie	Leuven.	55,000	Gedeeltelijke vergrooting; de vergrooting in haar geheel ligt nog ter studie en geen cijfer kan worden bepaald.	Geen. Technische behoefte.
112	Onteigening 320 meters vierkant grond.	Id.	85,000		

III. — INTENDANTIE-DIENST.

» ART. 113. — *Vergrooting van de gebouwen gebruikt door het plaatselijk beddegoedmagazijn van het Kamp van Beverloo.*

» ART. 115. — *Bouw van een waschhuis in het Kamp van Beverloo.*

» Deze werken werden reeds noodzakelijk geacht vóór den oorlog wegens de tocneming van de officieren, als gevolg van de toepassing der militiewet van 30 Augustus 1913. Zij zijn niet des te meer reden thans onontbeerlijk.

» ART. 114. — *Inrichting van een waschhuis in het beddegoedmagazijn van Luik.*

» Zelfde antwoord als hooger, en daarbij, omdat het beddegoedmagazijn van Luik een waschhuis moet hebben.

» ART. 116. — *Oprichting van barakken, uitrusting, verschillende inrichtingen voor de schoenfabriek van Thielt.*

» Het crediet bedraagt : a) eene som van 175,000 frank, vereischt om den aankoop prijs van de fabriek (675,000 frank) af te betalen. De som van 500,000 frank werd toegestaan bij artikel 221. Buitengewone uitgaven, dienstjaar 1920; b) eene som van 125,000 frank voor de inrichting en geschiktmaking van de fabriek.

» De exploitatie van deze fabriek zal bezuinigingen toelaten en, in oorlogstijd, eene inrichting van de basis uitmaken.

» Art. 117. — *Aankoop van grond en inrichtingen te Roeselaere voor eene filiale van het centraal kleedingsmagazijn.*

» De confectiewerkplaats voor kledingstukken moet er worden ingericht. Deze inrichting zal tevens ook als basis in oorlogstijd dienen.

» Art. 118. — *Vergrooting van de gebouwen betrokken door het gewestelijk magazijn van beddegoed van Namen.*

» Zelfde antwoord als voor artikel 115.

» Art. 119. — *Verbetering en optrekken van gebouwen voor den dienst van het beddegoed van het kamp van Eisenborn.*

» Het crediet van 200,000 frank kan op 20,000 frank worden gebracht,

» Daar de indeeling der gebouwen van den dienst van het beddegoed en van den dienst der militaire gebouwen werd gewijzigd, is het niet noodig nieuwe gebouwen voor den dienst van het beddegoed van dit kamp te voorzien.

» Art. 120. — Eene som van 300,000 frank is voorzien voor 1921, voor den aankoop van grond voor het bouwen van een nieuw voedermagazijn te Bergen.

» Deze som is eene eerste uitgave, de begroting van 1920 had eene totale uitgave van 1,125,000 frank voorzien voor het gevraagde gebouw, uitgave waartoe geene verbintenis werd aangegaan.

» Omdat het noodig was de uitgaven te besnoeien, heeft men voor 1921 slechts eene uitgave van 300,000 frank voorzien.

» Het huidige magazijn is gansch ontoereikend.

» Art. 121. — Eene som van 480,000 frank wordt voorzien in 1921, waarvan 400,000 frank voor het bouwen van een nieuw havermagazijn in het kamp van Beverloo en 80,000 frank voor het optrekken van woningen voor het militair personeel dezer inrichting.

» Dit nieuwe magazijn dat 600 ton zal kunnen bevatten, wordt opgetrokken in vervanging van hetgeen door de Duitschers werd afgebrand.

» Art. 122. — Eene som van 146,000 frank is noodzakelijk voor de verbetering van het huidige voedermagazijn van Namen.

» Het is maar eene eerste uitgave, de volledige vergrooting van het magazijn zal slechts het volgend jaar in aanmerking komen en de bepaling van de totale onkosten zal slechts kunnen geschieden wanneer men zal beslist hebben waar het bijgebouw zal worden opgetrokken.

» Art. 123. — Eene som van 160,000 frank wordt voorzien voor 1921 tot het aankopen van grond om het voedermagazijn van Bressoux te vergrooten.

» Deze som omvat niet den prijs der loodsen die het volgend jaar op dien grond moeten gebouwd worden.

» Daarbij blijft er 90,000 frank te voorzien voor den aankoop van een woonhuis en vijf kleine huizen tegen het voedermagazijn van Luik aangeleggen. Deze woningen moeten dienen voor de militairen van de intendantie-magazijnen en zullen mogelijk maken den dienst van het bijgevoegd depot voor de 3^e bestuurscompagnie normaal in te richten.

IV. — DIENSTEN DER ARTILLERIE-INRICHTINGEN.

TECHNISCHE DIENSTEN DER GENIE. — VERVOERDIENSTEN.

» De voltooiing van de werken voorzien bij de artikelen 124, 126, 129, 130 en 131 van Tabel XVII is mogelijk met de credieten voor 1921 aangevraagd.

» Het crediet bij artikel 123 vermeld, is slechts een begin van de uitgaven die verschillende millioenen zullen bedragen en die het niet mogelijk is thans nader toe te lichten. Deze 50,000 frank moeten dienen voor de allereerste voorbereidende werken.

» Het crediet bij artikel 126 wordt vooral gevraagd voor het inrichten van een munitie-depot te Zonnebeke.

» Op te merken valt daarbij dat eene credietwijziging van 2,600,000 frank wordt voorgesteld om de voortzetting toe te laten van de werken tot inrichting van het munitiedepot in het bosch van Houthulst.

» Het crediet voorzien bij artikel 132 (aanleg van laadperrons) zal niet toelaten al de laadperrons te bouwen die noodig zijn voor de behoeften van de mobilisatie. Men moet geheel het vereischte crediet op 2,345,000 frank schatten.

V. — MILITAIRE LUCHTVAART.

» De aangevraagde credieten voor de vliegpleinen van Relegghem, Bisseghem en Nijvel zijn ontoereikend om de kazernen en technische gebouwen te voltooien. Alleen, de volledige aankoop van gronden kan niet in 1921 worden beperkt.

» In Maart 1922, zal de Militaire luchtvaart kunnen huisvesten :

Te Haren,	660 man.
Relegghem,	480 »
Schaffen,	300 »
Nijvel,	180 »
Bierset,	120 »
Godsenhoven	560 »
Bisseghem,	400 »

VI. — MOTORTREIN.

» De som van 200,000 frank vermeld bij artikel 133 der Begrooting van 1921 wordt verdeeld als volgt :

» U. R. C. A. Fr. 20,000

» Thans werd fr. 10,762.75 aangewend voor de voltooiing van de bestaande inrichting, het voorzien bijkomend crediet zal voor verschillende kleinere werken dienen tot vollediging van de tegenwoordige inrichting.

» M. A. C. A. Fr. 60,000

» Deze som is voorzien voor het aanleggen eener waterleiding tegen brand.

» P. T. R.

Fr. 100,000

» Thans werd fr. 42,044.82 betaalbaar gesteld om de bestaande inrichting te volledigen. Het overschot moet dienen voor het aanleggen eener waterleiding tegen brand.

» E. C. T. A.

Fr. 20,000

» Deze som is voorzien voor verschillende kleine werken tot vollediging van de bestaande inrichting. »

VRAAG.

Kan de heer Minister van Landsverdediging de werken, voorzien bij de artikelen 76 tot 133 van de Buitengewone Begrooting, voor 1921, rangschikken volgens den graad hunner hoogdringendheid?

ANTWOORD.

I. — DIENST DER MILITAIRE GEBOUWEN.

« De meest dringende behoeften zijn die vermeld bij de artikelen 79, 82, 86, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 102 en 104.

» Voor de overige artikelen laten de studiën, die aan den gang zijn, mogelijke besnoeiingen voorzien, zooals verder zal worden betoogd. »

II. — DIENST DER HOSPITALEN.

« De artikelen 105 tot 112 werden gerangschikt volgens hunnen graad van hoogdringendheid. »

III. — DIENST DER INTENDANTIE.

« De werken en aankopen waarop hooger vermelde artikelen slaan, betreffende de intendantie, zijn alle buitengewoon hoogdringend. »

» De grootste hoogdringendheid bestaat voor de artikelen 113, 115-116, 117-119-121, 122-123. »

IV. — DIENST DER ARTILLERIE-INRICHTINGEN. — TECHNISCHE DIENST DER GENIE. — VERVOERDIENST.

« De werken waarvoor credieten zijn gevraagd bij de artikelen 124, 126, 128, 131 en 132 moeten als hoogdringend beschouwd worden. De credieten gevraagd bij artikel 132 zijn van het hoogste belang voor de mobilisatie van het leger.

» De credieten, gevraagd voor de werken, de aankopen, bij de artikelen 129 en 130, moeten beschouwd worden als van minder dringenden aard. Deze werken zijn het gevolg van overeenkomsten met Frankrijk.

» Zij die betrekking hebben op artikel 125 zijn nog minder dringend. »

V. — MILITAIR LUCHTVAARTWEZEN.

« De werken tot geschiktmaking van de militaire vliegplannen moeten beschouwd worden als hoogst dringend. »

VI. — MOTORTREIN.

« Het zeer groote gedeelte der voorziene credieten werd, hetzij bij betaalbaarstelling (52,000 frank), hetzij voorzien voor inrichtingen tegen brand (420,000 frank). Deze laatste werken zijn hoogst dringend. »

« Voor de overige werken is het moeilijk een graad van hoogdringendheid te bepalen, iets wat niet zeer belangrijk schijnt, gelet op het geringe bedrag der voorziene credieten. »

VRAAG.

Zou de heer Minister van Landsverdediging mij willen zeggen of het programma van uitbreiding der militaire gebouwen, waarop betrekking hebben de credieten aangevraagd bij de artikelen 76 tot 127 van Tabel XVII (buitengewone uitgaven) der Begrooting van 1924, berust, hetzij :

a) op de huidige behoeften van het leger in zake onderkomen, manschappen, stallingen voor paarden, en diensten (indeeling in 12 actieve I. D., getalsterkte 145,000 man) met jaarlijksche binnenroeping van twee militieklassen, of;

b) op de behoeften van het leger wanneer de jaarlijksche lichting nog slechts eene militieklas zal bedragen; met behoud van de tegenwoordige inrichting van het leger, ofwel;

c) Op de behoeften van het leger, wanneer de jaarlijksche lichting nog slechts éene militieklas zal bedragen; met vervanging van de tegenwoordige inrichting door eene nieuwe die merklijk van de huidige afwijkt.

Kan de heer Minister mij ook, breedgeschets diegene der inrichtingen van het leger omschrijven, die tot grondslag hebben gediend aan het programma van uitbreiding der militaire gebouwen en inrichtingen, opgemaakt bij het voorbereiden der begrooting?

ANTWOORD.

I. — DIENST DER MILITAIRE GEBOUWEN.

« Zooals gezegd werd in het antwoord op de eerste vraag, zijn de uitgaven voorzien bij de artikelen der 2^{de} reeks gestuund op de besten liggende behoeften van het leger. »

« Die van de artikelen der eerste reeks zijn gestuund op de behoeften van het leger samengesteld zooals thans uit 12 actieve I. D. met twee militieklassen onder de wapens (*dichte bezetting zonder eetzaal*). »

« Eene onderzoek betreffende eene nieuwe inrichting gansch verschillend van de tegenwoordige is ver genoeg gevorderd om zeer belangrijke besnoeiingen van uitgaven te verzekeren. »

» Deze besnoeiingen kunnen wellicht $\frac{2}{3}$ van de vooruitzichten bedragen met uitsluiting echter der onderrichtingskampen. »

N. B. — Het is duidelijk dat al de ramingen betreffende de werken voor wijzigingen vatbaar zijn volgens de schommelingen van de markt (handen-arbeid en materieel).

II. — DIENST DER HOSPITALEN.

» Het programma van uitbreiding der gebouwen van den gezondheidsdienst waarop betrekking hebben de credieten aangevraagd bij de artikelen 103 tot 112 van de begroting voor 1921 is gesteund op de behoeften van het leger wanneer de jaarlijksche lichting nog slechts ééne militieklas zal bedragen, met vervanging van de tegenwoordige inrichting door eene nieuwe die merklijk van de tegenwoordige verschilt.

III. — DIENST DER INTENDANTIE.

» De behoeften zijn die welke strooken met de lichting van ééne klas per jaar, zelfs zoo de huidige inrichting wordt verminderd.

IV. — DIENST DER ARTILLERIE-INRICHTINGEN. — TECHNISCHE DIENST DER GENIE. — Vervoerdienst.

» De behoeften waarin moeten voorzien de credieten vermeld bij de artikelen 124-125 en 126 zijn onafhankelijk van de inrichting van het leger; zij worden geveerd door het opslaan van de voorraden van het leger.

V. — MILITAIR LUCHTVAARTWEZEN.

» Het programma der kazernen voorzien voor het militair luchtvaartwezen beantwoordt aan de inrichting van het leger met ééne klas onder de wapens. »

§ 2. — *Verschillende vragen.*

Artikel 99 vermeldt dat sommige Duitsche werken voortaan deel zullen maken van ons bestendig verdedigingsstelsel. Welke zijn die werken en wat zal hunne rol zijn ?

ANTWOORD.

« De Duitschers lieten in België achter :

» 1° Talrijke bestendige stellingen langs de kust, namelijk batterijen ;

» 2° Een groot getal gebetonneerde onderstanden die deel uitmaken van eene verdedigingstelling gericht naar de Hollandsche grens, in het Noorden van Vlaanderen en de provincie Antwerpen.

» De landsverdediging heeft de overname van sommige dezer werken voorbehouden, ofschoon huane definitieve benutting nog niet vastgesteld zij; zij hangt natuurlijk af van het toekomstig verdedigingsstelsel dat nog niet bepaald werd. Deze werken dienen van nu af voorbehouden, op straf ze later te moeten herbouwen mits groote onkosten. »

VRAAG.

Waar zullen de nieuwe kampen worden aangelegd voorzien bij artikel 101. Wat zal hun omvang en hun rol zijn?

ANTWOORD.

« Thans beschikt het leger over de volgende kampen :

» 1^o Het kamp van *Beverloo*, voorbehouden voor de schietoefeningen der infanterie en de legeroefeningen der L. D. en C. D. ;

» 2^o Het kamp van *Elsenborn* voorbehouden voor de schietoefeningen der artillerie der I. D., L. D. en C. D.

» Het kamp van *Brasschaet*, voorbehouden voor de schietoefeningen van de Z. A. D.

» Het kamp van *Beverloo* wordt beurtelings bezet door de L. D. en C. D. die er thans gedurende eene maand ongeveer verblijven. Een langer verblijf is niet mogelijk, op straf het kamp te moeten bezetten tijdens het slechte jaargetijde, in hetwelk de africhting in het kamp weinig zou opleveren. Dit jaar zal het kamp zonder onderbreking bezet worden van 1 Maart tot 4 October. Hét is nochtans ten zeerste te wenschen, den duur van het verblijf der troepen in het kamp te verlengen : al de hooge gezaghebbende militairen zijn het eens om een jaarlijksch verblijf van een maand in het kamp volstrekt ontoereikend te vinden voor de africhting van het contingent en de kaders; deze korte duur strookt niet met den tegenwoordigen verkorten diensttijd.

» *Het kamp van Beverloo moet dus noodzakelijkerwijze ontdubbeld worden om tevens eene L. D. naar Beverloo en eene andere L. D. naar een ander kamp te kunnen zenden dat nog moet ingericht worden.*

» Het kamp van *Brasschaet* zal eerlang niet meer voor schietoefeningen van de L. A. D. kunnen dienen, want het wordt voorbehouden voor de scholen der verschillende wapens. Er dient dus ook een *kamp gekozen waar de schietoefeningen van de L. A. D. kunnen gehouden worden.* De vraag te weten of het kamp van *Elsenborn* daarvoor kan worden geschikt gemaakt, ligt ter studie.

» *Plaats der nieuwe kampen.*— Zij wordt thans gezocht in Luxemburg. In elk geval moet er een infanteriekamp worden aangelegd. Zoo de L. A. D. hare schietoefeningen te *Elsenborn* kan houden, zal men een terrein zoeken dat tevens dienen kan voor de L. D. et C. D. alsook voor de L. A. D.

» Zoo zulk terrein niet kan gevonden worden, zal men gedwongen zijn een kamp voor de infanterie en een ander kamp voor de L. A. D. in te richten ; al de maatregelen zijn in elk geval genomen om daaraan slechts het volstrekt noodige te besteden. »

VRAAG.

Wat is de bestemming en de rol van de niet bezette forten van de versterkte stellingen, waarvan sprake in artikel 103?

ANTWOORD.

« Thans zijn onze forten niet meer gewapend en er is geen quaestie van er opnieuw zware artilleriestukken te plaatsen.

» Maar, vermits zij bestaan, kan men hunne mogelijke benutting als steunpunten voor de infanterie in aanmerking nemen zoo zij deel uitmaakten van eene algemeene slaglijn. Zij bestaan uit lokalen die geschikt zijn voor troepenverblijf en het inrichten van verschillende depôts. Hunne benutting voor oorlogsdoeleinden hangt af van het verdedigingstelsel van België dat nog niet vaststaat. »

VRAAG.

a) Is de plaats van de basis of basissen van het leger, vermeld bij der atikelen 123 en 126, reeds bepaald?

b) Voorziet hunne inrichting hunne mogelijke verplaatsing en in welke mate?

ANTWOORD.

« De basis van het leger is het gansche niet bezette gedeelte van het grondgebied. Volgens den militairen toestand van het oogenblik wordt zij kleiner of grooter en strekt zich zelfs buiten het nationaal grondgebied uit.

» Om de grootst mogelijke voortbrengst van de militaire inrichtingen te verzekeren, die reeds in vreedstijd bestaan, werd eene strook bepaald waarin het wenschelijk ware deze inrichtingen in het leven te roepen of over te brengen. Tot heden was die overbrenging niet mogelijk;

» b) De opvatting van de basis zooals hierboven omschreven draagt in zich het karakter der beweegbaarheid. Volgens de omstandigheden zal de mobiliteit in sommige streken een grooter belang krijgen door het achteruittrekken van inrichtingen (burgerlijke en militaire) in andere streken gelegen, sommige voorraden in tijd van vrede opgeslaan zullen naar het leger worden overgebracht waar zij kunnen benuttigd worden. In de huidige omstandigheden, is het onderzoek van die vraagstukken, die niet alle uitsluitend de militaire overheid aanbelangen, nauwelijks begonnen. »

VRAAG.

a) Welk is de huidige rol der Commissiën voor herinzameling?

b) Hoe talrijk is hun personeel?

c) Binnen welken termijn moeten zij met hun werk klaar zijn?

ANTWOORD.

« a) De Commissiën voor herinzameling hebben voor zending :

» 1^o Het herinzamelen van den oorlogsbuit door de Duitschers achtergelaten;

» 2^o Het vereffenen van dien buit;

» 3^o Het buitendienststellen door vernietiging of uiteen neming der munitie door de Duitschers achtergelaten.

» b) 67 officieren van het actieve leger, 28 gepensionneerde officieren, 121 bedienden en ongeveer 2,000 werklieden.

» c) Al de provinciale diensten der Herinzameling, met uitzondering van die van West-Vlaanderen, zullen voor einde Augustus vereffend zijn. De vereffening, die op dit tijdstip niet zal voltooid zijn, zal gecentraliseerd worden bij de C. C. R. te Brussel.

» De dienst der munitie zal tegen dien tijd ook ver gevorderd zijn. Het munitiedepot van Houthulst echter zal nog lang moeten behouden worden.»

HOOFDSTUK III.

DE LANDSVERDEDIGING EN DE BEGROOTING VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER.

(Tabel XX)

VRAAG.

Welke is de beteekenis der som van 4,000,000 frank, voorkomende bij artikel 35?

Welk is het doel van die Plaatsvervangingskas?

ANTWOORD.

« a) De som van 4,000,000 frank bij artikel 35 is eene raming van de vermoedelijke ontvangsten, die noodig zijn om de Plaatsvervangingskas toe te laten aan hare verplichtingen te voldoen.

» Op te merken valt dat de uitgaven slechts gebeuren tot het bedrag van de door deze instelling gedane ontvangsten. Gemelde som kan dus geen invloed hebben op het bedrag der Algemeene Staatsbegrooting.

» b) Op 10 November 1870 werd het Koninklijk besluit genomen dat de Plaatsvervangingskas van het Departement van Oorlog in de plaats stelt van de *Algemeene Pensioenkas*, waarvan zij het bezit heeft overgenomen, op last hare verplichtingen na te leven, dat wil zeggen de jaarlijksche lijfrente van 200 frank te betalen aan de weder dienstnemende militairen onder het stelsel van het Koninklijk besluit van 3 September 1848.

» De wet van 18 September 1873 voert de plaatsvervangende in op eene andere basis (monopolie van de plaatsvervangende door de Regeering, instelling der vrijwilligers met premie, voorafgaande storting van 200 frank).

» Ten gevolge van de afschaffing van de plaatsvervangende in 1909, heeft de kas geen nut meer, maar zij moet nochtans voorzien in de uitbetalingen:

» 1° van het saldo der vergelding verschuldigd aan de vrijwilligers met premie;

» 2° van de lijfrenten;

» 3° van de bestuurskosten, enz.

» De vereffening van de Plaatsvervangingskas is aan den gang en zal eerlang afgelopen zijn.

» Het Departement van Financiën zal alsdan moeten beslissen welke bestemming dient te worden gegeven aan het overschot van het bezit van bedoelde instelling.

VRAAG.

- a) Welke is de beteekenis van de som van 12,000 frank, artikel 42 ?
- b) Welke zijn de oorsprong en het doel van dit fonds ?

ANTWOORD.

« Bij vonnis der rechtbank van eersten aanleg te Brussel dd. 8 Juni 1861, bekrachtigd door een arrest van het Hof van Beroep dd. 8 Augustus 1863, werd de Naamlooze Vennootschap tot aanmoediging van den militairen dienst, in vereffening, veroordeeld om ter beschikking van de Regeering te stellen het bedrag van het bijzonder fonds, namelijk 322,858,85 frank. Dit fonds werd ingesteld bij artikel 16 van het Koninklijk besluit van 9 September 1836.

» Dit fonds bezit thans een kapitaal nominaal van 400,000 frank tegen 5 t. h., reeks, ingeschreven op het Grootboek der Openbare Schuld onder n^o 55,488.

« Het brengt een jaarlijkschen interest van 12,000 frank op (vervaldagen op 1 Mei en 1 November). Op elken vervaldag worden de renten van dit kapitaal opgetrokken en het bedrag overgebracht op het crediet van het fonds. De vervallen interesten dienen om aan gebrekkelijke oud-militairen hulpelden te betalen. »

VRAAG.

Wat is de strekking van het Koninklijk Besluit van 10 October 1904, betreffende het bijzonder fonds der reserve-vrijwilligers? (art. 56).

ANTWOORD.

« Dit fonds heeft geen reden van bestaan meer; het werd vereffend op 4 Februari 1921 en het bezit werd in de Schatkist gestort op 1 Maart 1921. »

VRAAG.

Welke zijn de oorsprong en het gebruik van de som van 625,000 frank bij artikel 76 van deze tabel ?

ANTWOORD.

« De bedoelde som van 625,000 frank komt voort van : 1^o geldzendingen die tijdens den oorlog op het Departement van Oorlog zijn toegekomen aan het adres van Belgische militairen te velde. Deze sommen werden in ontvangst genomen bij het Departement van Oorlog en regelmatig gestort op de begroting der ontvangsten en uitgaven voor order, « sommen gestort ten voordeele van Belgische militairen te velde. »

» Deze sommen werden aan de rechthebbers uitbetaald door de officie-

ren-betalemeesters die, het bedrag er van hebben genomen op de fondsen ter beschikking van de korpsen.

» Deze sommen zullen eerlang aan de korpsen worden terugbetaald door middel van betaalbevelen aangerekend op bedoeld artikel 76. »

VRAAG.

a) Sluit artikel 77 de vereffening der gelden, op de gesneuvelde soldaten gevonden?

b) Hoe ver is, desvoorkomend, deze zaak gevorderd?

ANTWOORD.

« a) De som van 73,000 frank, vermeld bij de geraamde ontvangsten en uitgaven voor order, artikel 77 (Begrooting van 1921), sluit de vereffening niet van de gelden, op de gesneuvelde soldaten gevonden.

« b) Ongeveer 900 nalatenschappen moeten nog rechtstreeks door het bureel der nalatenschappen worden vereffend. Het bedrag dezer laatste dient te worden vermeld op de begrooting van ontvangsten en uitgaven voor order. Deze vereffening wordt ijverig voortgezet.

« Op te merken valt dat de sommen, in de Schatkist gestort, alleen de gelden uitmaken, gevonden op de militairen die vóór 17 Juli 1915 sneuvelden.

« Vanaf dezen datum werden de bedoelde gelden in ontvangst genomen door de officieren-betalemeesters der troepenkorpsen van het leger.

» De sommen, nagelaten door de militairen die in Duitschland of in Holland overleden zijn, moeten ook worden begrepen in die, welke in de Schatkist worden gestort.

« Ten gevolge van eene overeenkomst, gesloten tusschen het Departement van Financiën en dit van Landsverdediging, zullen de nalatenschappen, die open bleven op 13 April 1911, door het bestuur der Domeinen worden vereffend. »

* * *

Dit zijn de voornaamste vraagpunten, waaromtrent wij het noodig hebben gecoördeld, onze Collega's te documenteeren met het oog op de behandeling dezer begrooting, wat betreft de technische inrichting van het leger.

BESLUIT.

De onderhavige Begrooting, welke is gewijzigd geworden in de voorwaarden en binnen de grenzen door ons uiteengezet, werd eenparig door de leden der Commissie aangenomen. Wij stellen u voor, Mijne Heeren, ze op uwe beurt te willen goedkeuren.

De Verslaggever,

Ad. BUYL.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.

INHOUDSTAFEL

FINANCIEEL OVERZICHT.

HOOFDSTUK I.

's LANDSVERDEDIGING EN ALGEMEENE BEGROOTING.

§ 1. — Algemeene beschouwingen	4
§ 2. — Hoeveel het leger feitelijk kost	5

HOOFDSTUK II.

ALGEMEEN ONDERZOEK DER CREDITEN DOOR DEN MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING

AANGEVRAAGD.

§ 1. — Vergelijking met de crediten voor 1920 verleend	10
§ 2. — Het toezicht op de uitgaven	12

HOOFDSTUK III.

Onderzoek der artikelen van Tabel XII	18
---	----

MILITAIRE VRAAGPUNTEN.

HOOFDSTUK I.

VRAAGSTUKKEN VAN ALGEMEENEN AARD.

§ 1. — Inrichting van het leger op vredes voet	55
§ 2. — Bewapening en uitrusting van het leger	39
§ 3. — De militaire luchtvaart	42
§ 4. — Het auto-materieel	58
§ 5. — Actieve kaders van het leger.	60
§ 6. — Reservekaders van het leger.	71
§ 7. — Kassen van weduwen en wezen der officieren en onderofficieren van het leger	77
§ 8. — Militair bestuur en militaire reglementen.	78

HOOFDSTUK II.

DE BUITENGEWONE BEGROOTING VAN 'S LANDS VERDEDIGING.

§ 1. — Militaire gebouwen	79
§ 2. — Onderscheidene vragen	88

HOOFDSTUK III.

DE BEGROOTING VAN ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDE EN DE LANDSVERDEDIGING.

§ 1. — Onderscheidene verrichtingen	91
---	----

BESLUIT.